DERNIÈRE ÉDITION

# Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – N° 12835 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 6 MAI 1986

## Un homme fort à Kaboul

**La « démission » de M. Babrak Karmal et son remplacement à la tête du PC afghan par M. Najiboullah montrent bien la détermination de l'URSS à défendre ce qu'elle considère comme ses intérêts en Afghanistan.**

**L'intensification des opérations menées ces derniers temps contre la résistance témoignait déjà de la volonté des Soviétiques de ne pas céder le terrain devant une guérilla qui, si elle n'a pas remporté de succès décisif, n'a cessé de se renforcer depuis six ans. Dans cette politique, M. Karmal en était venu à constituer un maillon faible, son autorité ne parvenant pas plus à s'imposer à l'intérieur de son propre pays que sur la scène internationale.**

**Ce que l'on sait de M. Najiboullah le fait apparaître comme un personnage beaucoup plus solide que son expérience à la direction de la police secrète et des services de sécurité rend apte à contrôler la situation plus étroitement que son prédécesseur. A en croire l'avis général, sa fidélité envers Moscou est, de surcroît, au-dessus de tout soupçon.**

**Est-ce à dire que la voie est ainsi fermée à la recherche d'un « règlement politique » que M. Gorbatchev déclare officiellement souhaiter ? La coïncidence ne peut évidemment être fortuite entre le changement de personnes intervenu dimanche à Kaboul et la reprise lundi 5 mai à Genève des négociations indirectes sur le problème afghan. M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU sous l'égide duquel se déroulent ces conversations, s'est montré prudemment optimiste à leur sujet. Les négociateurs pakistanais ne démentent pas, de leur côté, que des progrès aient effectivement été réalisés ces derniers mois, en particulier sur les garanties internationales qui pourraient accompagner un règlement.**

**Deux questions majeures restent toutefois en suspens. L'établissement, d'abord, d'un calendrier d'évacuation des forces soviétiques – qui relèverait théoriquement d'un accord bilatéral entre Kaboul et Moscou, – en corrélation avec la cessation de l'aide militaire extérieure (américaine et pakistanaise) à la guérilla. La nature, d'autre part, du futur régime afghan, l'intégration des mouvements de résistance à un gouvernement communiste étant impensable.**

**Si les Soviétiques ont en tête la mise sur pied d'un régime dont les bases politiques seraient « élargies », c'est-à-dire dont les communistes ne seraient qu'une des composantes, il est essentiel de leur point de vue que le PC afghan se présente en position de force. C'est à cette préoccupation que pourrait répondre la promotion de M. Najiboullah.**

**Reste que les antécédents et la réputation de ce personnage n'en font guère un interlocuteur très encourageant pour les hommes engagés dans un combat à la fois contre la présence militaire soviétique et contre le communisme. Leurs dirigeants n'ont d'ailleurs pas tardé à faire savoir que ni le départ de M. Karmal ni un éventuel accord entre diplomates à Genève – où eux-mêmes ne sont pas représentés – ne suffiraient à les inciter à cesser la lutte.**

*(Lire nos informations page 3.)*

## LE SOMMET DE TOKYO ET LA SÉCURITÉ

# Les Sept mettent en cause la Libye dans leur déclaration sur le terrorisme

*Les dirigeants des sept pays occidentaux participant au sommet de Tokyo se sont mis d'accord ce lundi 5 mai sur deux déclarations spécifiques, l'une concernant un renforcement de la lutte antiterroriste, l'autre la prévention des accidents nucléaires. Cet accord est intervenu après plusieurs heures de discussion. Le texte sur le terrorisme met en cause nommément la Libye.*

*M. Chirac, qui est arrivé à Tokyo lundi en début d'après-midi, avait été tenu au courant de ces discussions. Il s'est joint à la session plénière de lundi après-midi, qui a été consacrée aux questions économiques, commerciales et monétaires.*

La déclaration sur le terrorisme condamne naturellement celui-ci *« sous toutes ces formes »*, ainsi que les Etats qui y ont ou y auraient recours. Les Sept insistent sur le fait qu'une telle forme d'action, comme substitut à l'action politique, ne peut trouver de justification, pas plus que l'attitude des Etats *« qui parrainent ou soutiennent »* [le terrorisme].

Les pays industrialisés préconisent un ensemble de mesures destinées à identifier et à dissuader les auteurs éventuels d'actes de terrorisme et leurs complices, et que pourrait appliquer tout gouvernement *« à tout Etat nettement impliqué, et en particulier à la Libye »*.

Ces mesures rappellent assez exactement celles que la Communauté européenne a déjà adoptées dans différentes réunions récentes des Douze : limitation de la taille (voire suppression) de certaines représentations diplomatiques ou consulaires, restriction à la liberté de circulation des « diplomates » des pays en question, établissement de procédures de contrôle de l'immigration, en particulier de visas, amélioration des procédures d'extradition.

Par ailleurs, les pays participants au sommet de Tokyo affirment leur volonté de développer toutes les formes de coopération bilatérale et multilatérale en faveur de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, en *« travaillant dans les organismes internationaux dont ils sont membres »*. Ainsi est clairement établi qu'il n'est plus question de créer une organisation supplémentaire.

La déclaration sur la sécurité nucléaire réaffirme, quant à elle, la sympathie des pays industrialisés pour ceux qui ont été victimes de l'accident de la centrale de Tchernobyl, et indique que ces pays sont prêts à apporter toute l'aide médicale et technique désirée. Les Sept réaffirment en même temps leur conviction que le nucléaire restera une source d'énergie de plus en plus utilisée.

Ils précisent en outre que, pour eux, chaque pays est responsable des informations sur les altérations ou les accidents qui peuvent se produire sur son territoire et pourraient avoir des conséquences au-delà de ses frontières. Ils demandent donc à l'Union soviétique de rendre publics tous les renseignements sur cet accident et ses conséquences.

*(Lire nos informations page 6.)*

## M. Waldheim en ballottage favorable

*En Autriche, l'ancien secrétaire général de l'ONU a obtenu 49,64 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Au second tour, le 8 juin, il retrouvera le candidat socialiste, M. Steyrer.*

PAGE 4

## Tchernobyl : 49 000 personnes évacuées

*L'URSS accepte la visite du directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique.*

PAGE 14

## Le découpage des circonscriptions

*Le gouvernement devra parer à de possibles défections dans sa majorité.*

PAGE 8

## La crise des matières premières

*La chute des prix du pétrole cache une sévère bataille sans vainqueurs.*

PAGE 36

## Satellites américains cloués au sol

*Après l'accident de Challenger et l'échec d'un Titan, le lancement raté d'une fusée Delta porte un nouveau coup à la NASA.*

PAGE 15



## CONTESTATION, MANIFESTATIONS, GRÈVES

# Le Paraguay n'est plus ce qu'il était...

**Des incidents ont eu lieu à Asuncion à l'occasion du trente-deuxième anniversaire de l'accession au pouvoir du général Stroessner. Des partisans du gouvernement ont détruit une station de radio d'opposition et saccagé un hôpital où étaient soignés des manifestants blessés par des policiers lors d'une échauffourée le 1er mai.**

De notre envoyé spécial

Asuncion. – Fini, le paradis ? Les anticommunistes de choc, les rescapés des régimes d'ordre moral, les généraux contrebandiers, les nazis et escrocs en cavale ne reconnaissent plus, depuis quelques semaines, leur paradis. Odeur inédite des gaz lacrymogènes, défilés jamais vus de manifestants à pancartes et à porte-voix : le Paraguay sort de sa torpeur et s'« actualise » en affrontant la police dans les rues. Opposants à col blanc qui bravent les coups de matraque, syndicalistes qui font de même le 1er mai, étudiants en droit qui se révoltent parce qu'un des leurs a été assassiné, médecins et infirmières en grève dans le principal hôpital de la capitale, journalistes qui disent tout haut et publient ce qui ne s'écrivait, hier, que dans des tracts, le Paraguay, décidément, n'est plus ce qu'il était.

C'était *« le pays de la peur »*, dit Mgr Mario Melanio Medina, l'un des quinze évêques paraguayens. Un pays dont *« le peuple avait été domestiqué »* – sans bruit, sans qu'on s'en émeuve beaucoup à l'étranger. La longévité du général Stroessner, qui règne depuis trente-deux ans, tient d'abord à ce long dressage, dont un seul chiffre témoigne : trois cent soixante mille Paraguayens – sur trois millions – sont passés depuis 1954 par les prisons du régime, selon une estimation de Americas Watch, organisation américaine de défense des droits de l'homme. Un chiffre impressionnant, sans doute, sauf pour ceux qui disent que la « poigne » était nécessaire dans un pays propice aux querelles et à la décomposition.

Aujourd'hui, le silence est rompu. Ceux qui parlent le font sans précaution : ils ont surmonté leur peur. Il y a deux ans que le journal *ABC Color* – qui fut le plus populaire – est interdit. Son directeur, M. Aldo Zuccolillo, s'asseoit pourtant tous les jours à son bureau. Espère-t-il une levée de la censure ? Il répond que non : *« Stroessner sait bien que, cette fois, c'est à lui, directement, que je m'en prendrais. » ABC Color* avait été courageux en dénonçant la corruption du régime. Mais M. Zuccolillo regrette de ne pas l'avoir été assez et d'avoir épargné – par crainte – le président et son armée.

CHARLES VANHECKE.

*(Lire la suite page 7.)*



## UN DOSSIER EN SUSPENS POUR LE GOUVERNEMENT

# Les immigrés dans l'ombre

Et les immigrés ? Les aurait-on oubliés, après s'en être tant inquiété pendant la campagne électorale ? Ils ne semblent guère intéresser le gouvernement de M. Chirac, sinon sous l'angle de la sécurité. Dans le discours du premier ministre à l'Assemblée nationale – tout le monde l'a remarqué – l'immigration était abordée dans la foulée du terrorisme.

Une erreur malheureuse, explique-t-on... Impression confortée cependant par la multiplication des contrôles d'identité qui, depuis le 16 mars, visent essentiellement les personnes d'aspect étranger. « Délit de faciès ? » Il est difficile de reprocher à la police de prendre des précautions en cette période d'attentats. Mais comme rien ne semble être fait ou dit par ailleurs à propos des immigrés, c'est la seule image que l'on retient. Déjà, l'immigration était assimilée à la délinquance. Il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'elle soit associée au terrorisme...

*« Attention aux amalgames ! »*, avertit M. Claude Malhuret, qui a été nommé secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et, à ce titre, aura son mot à dire sur l'immigration. Cet ancien militant du PSU, animateur de Médecins sans frontières, n'appartient pas à la même planète que M. Le Pen. Il a longtemps vécu au Maroc et porte sur les Maghrébins en particulier un regard différent de celui de la majorité des Français. Mais il n'est pas chargé du dossier immigration. Son rôle se limitera à surveiller d'éventuels dérapages et à prendre quelques initiatives pour favoriser une meilleure compréhension entre Français et étrangers.

Pour l'immigration, M. Chirac n'a voulu se donner ni un ministre ni même un secrétaire d'Etat : il craignait sans doute de dramatiser un sujet qui l'est déjà bien assez. Le dossier reste donc éparpillé entre plusieurs ministères, notamment l'intérieur, la justice et les affaires sociales. Cela ne contribue pas à affirmer une politique cohérente, fondée sur l'intégration des étrangers qui resteront définitivement en France. Chaque ministère travaille de son côté... ou n'a pas encore commencé.

L'objectif du premier ministre et de son entourage semble se résumer d'un mot : clarification. *« Il faut clarifier la situation des étrangers en France »*, affirme M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Les tensions entre Français et étrangers seraient dues, selon lui, à des incertitudes et à des confusions que les socialistes auraient aggravées par leurs initiatives. N'ont-ils pas entretenu l'image d'une société multiculturelle, ou laissé croire que les étrangers pourraient voter aux élections municipales ?

La clarification souhaitée par le nouveau gouvernement vise d'abord une maîtrise aussi complète que possible de l'entrée et du séjour des étrangers en France. Il est envisagé d'instituer des visas pour les ressortissants non européens, d'introduire (dès le 15 juin prochain) un « titre de séjour infalsifiable », de réprimer plus sévèrement le trafic de main-d'œuvre clandestine, de modifier l'ordonnance de 1945 sur les réfugiés, de renvoyer les condamnés étrangers dans leurs pays et de rétablir les expulsions par voie administrative (supprimées en octobre 1981).

ROBERT SOLÉ.

*(Lire la suite page 9.)*

# débats

## LA NOUVELLE « DONNE » POLITIQUE

*Un large champ d'initiatives est ouvert avec le changement de l'équipe au pouvoir. Georges Hourdin souhaite que les réformes entreprises, ou à venir, ne remettent pas en cause celles sur lesquelles le général de Gaulle avait bâti le régime qui est encore le nôtre, et Jean Mialet espère que ne sera pas bientôt ébranlé l'« état de grâce » qui voit nos concitoyens se rapprocher, comme rarement dans notre histoire.*

# Les acquis de la Libération

### *Préserver les fondements de la Vᵉ République*

par GEORGES HOURDIN (*)

J'ÉCRIS ces quelques lignes à Assise, en Italie, dans une modeste auberge pour pèlerins. Je n'ai sous la main aucun livre de références me permettant de vérifier mes souvenirs. A l'âge auquel je suis parvenu, il arrive qu'une mémoire laissée à elle seule connaisse des défaillances. Je ne le crois pas pour l'essentiel.

C'était en 1945. Le cauchemar de la deuxième guerre mondiale s'était dissipé pour la France. Il s'était bien terminé. Grâce aux efforts conjugués de la Résistance intérieure et des Forces françaises libres, la France, d'abord vaincue, était présente à la victoire. Elle retrouvait sa place parmi les nations qui comptent. L'action politique et la tenace détermination du général de Gaulle y étaient pour beaucoup. Il restait à tirer les leçons du passé et à établir, pour notre patrie, un nouveau régime politique, économique et social.

Un gouvernement provisoire de la République avait été constitué. Il était présidé par le général de Gaulle. Il était assisté à titre législatif par une Chambre consultative qui rassemblait les représentants des cinquante-quatre groupes de la Résistance et qui siégeait au Luxembourg. J'avais été désigné par les éléments démocrates-chrétiens pour tenter de réunir les personnalités capables de constituer le noyau de ce qui allait devenir le premier groupe parlementaire du Mouvement républicain populaire. J'avais pu faire réquisitionner la moitié de l'appartement d'un questeur de l'ancien Sénat. C'est *de là que j'assistais* à la *reprise* d'une activité parlementaire nationale et libre et à l'adoption des grandes réformes qui n'ont cessé de constituer, sous la Vᵉ République, les acquis de la Libération. Ils sont, si je compte bien, au nombre de cinq.

1) Il y eut, d'abord, les *nationalisations*. Elles étaient nombreuses. Elles comprenaient les grandes entreprises de communication, d'information et de transport. Elles atteignaient aussi trois banques importantes. Les principales compagnies d'assurances furent nationalisées en dernier. Il s'agissait, selon le général de Gaulle et les hommes de la Résistance, d'assurer l'indépendance de l'Etat français à l'égard des forces financières.

Le gouvernement Chirac demande au Parlement le droit de réaliser une très large privatisation même en ce qui concerne les entreprises rattachées à l'Etat en 1945. J'ai entendu à la radio la partie du discours de M. Balladur qui en fait une question de principe et de remise en ordre de la doctrine gaulliste. J'ai été sensible à sa volonté de ne pas passionner le débat. Je n'ai pas été convaincu.

### Le fruit de nos sacrifices

Ces nationalisations sont le fruit de nos sacrifices, de nos larmes, du sang de nos déportés pendant la deuxième guerre mondiale. Nous luttions pour inventer une troisième voie économique et politique. Les nationalisations une fois faites ont prouvé leur efficacité. Elles ont contribué à assurer à la France, entre 1945 et 1975, *trente ans d'une prospérité sans* précédent. Il n'est pas raisonnable d'y renoncer sous prétexte de mettre fin au chômage. C'est un pari douteux.

2) En ce qui concerne le mode de scrutin, le droit de *vote* était enfin *accordé aux femmes*. C'était, chez nous, une nouveauté et un progrès considérable, qui ne le sera définitivement que lorsque le nombre de députés femmes *deviendra aussi grand que celui* des députés hommes.

3) La *représentation proportionnelle* était également accordée. Les courants d'idées qui constituent la culture politique de la nation française avaient désormais le droit d'être représentés selon leur importance dans les Assemblées et le gouvernement du pays.

On reproche à ce mode de scrutin d'empêcher la constitution d'une majorité. Cela n'avait alors pas d'importance, car l'exécutif allait être renforcé...

4) Le projet de Constitution devait fonder un *régime à prédominance présidentielle*. Il s'agit, bien sûr, de la présidence de la République. Cette partie de la fondation d'un régime nouveau fut plus difficile à faire admettre. Il fallut attendre 1962 et la désignation du président au suffrage universel pour que la construction du tout soit achevée. J'ai peur qu'elle ne soit aujourd'hui menacée par la façon dont la cohabitation est pratiquée.

5) Enfin, au plan social, *les comités d'entreprise* étaient créés à partir de cinquante salariés. La *Sécurité sociale* était fondée. Elle consistait à généraliser à tous les travailleurs le régime des assurances sociales qui avait été voté en 1931.

Justice et représentation pour tous par le choix du mode de scrutin. Renforcement et indépendance de l'Etat par les nationalisations. Suprématie de l'autorité reconnue au vote désignant le président de la République. Couverture large des risques sociaux. Tels sont les fondements de la Vᵉ République, de ce qui fut et de ce qui reste le gaullisme. *Ils doivent être préservés.*

(*) Ancien président-directeur général des Publications de la Vie catholique.



## COURRIER DES LECTEURS

### Le pape, les juifs et l'islam

Au sujet de l'article sur « La Rome des juifs » *(le Monde* daté 13-14 avril) et du port de la rouelle jaune par *« les juifs du pape »*, il aurait peut-être fallu rappeler l'origine probable de ce signe distinctif : ce sont les califes abbassides de Bagdad qui, au neuvième siècle, le rendirent obligatoire chez eux pour les juifs et... les chrétiens. (...)

DAVID LITTMAN
*(Lausanne.)*

# Sur les traces d'Henri IV ?

### *La réconciliation des Français, chance unique pour notre société*

par JEAN MIALET (*)

LES Français ont changé l'équipe au pouvoir mais ils refusent de sanctionner trop durement celle dont ils ne voulaient plus. Ils aspirent à une vie publique moins tumultueuse, moins querelleuse que celle qu'ils connaissent, à vrai dire, depuis, sauf éclaircies, un siècle sinon des siècles.

Qui, à moins d'être extrémiste, fanatique ou idéologue jusqu'à la racine de l'être, ne se réjouirait d'une telle évolution ? Si elle se poursuivait dans cette heureuse direction, notre pays, dont on peut dire sans forfanterie qu'il appartient au lot de tête de l'humanité par l'organisation juridique et administrative, par la culture et par l'économie, accéderait enfin, en matière de comportement politique, à la qualité de civilisé. Car cette qualité lui est refusée par certains, à l'extérieur comme à l'intérieur, au spectacle du primitivisme, voisin de la sauvagerie, qui, dès que la politique entre en jeu, marque encore nos rapports sociaux.

Il faut donc se réjouir des dispositions présentes du peuple français, sans toutefois se faire *trop* d'illusions. Il *nous* sera difficile de garder longtemps l'attitude de tolérance mutuelle dont nous nous félicitons aujourd'hui. La plupart des observateurs le disent. Car il est vrai que les membres de la classe politique ont toujours privilégié, dans la mission qui leur est confiée, la part qui revient à l'indispensable combat pour la réalisation des idées qui sont les leurs. Sauf cas exceptionnels, ils ont négligé, au point de l'oublier, cette autre tâche qui leur incombe et qui est le rassemblement du nombre minimum de Français sans lequel il n'est pas de vie collective possible dans la liberté. *Cette propension est particulièrement* nette chez ces combattants par nature que sont les militants. Mais elle est fréquente aussi chez les journalistes, et même chez les publicistes ou politologues *qui font aussi partie intégrante* de la classe politique.

Lorsqu'on interrogeait, il y a peu de temps encore, les uns et les autres *sur* cette préférence donnée à la bataille, ils répondaient, pour se justifier, qu'elle correspondait au vœu de la population. Celle-ci aspirait, assuraient-ils, à voir se poursuivre, sur les multiples scènes qu'offre notre société de communication, l'ancestrale empoignade entre chefs, grands ou petits. A lire, voir, ou entendre les propos tenus, ces jours-ci, par la plupart des spécialistes des mass-media, on est fondé à penser qu'ils estiment que rien de substantiel n'a changé de ce point de vue dans ce pays. Ils jugent, et sans doute souhaitent, que les acteurs de la vie publique reprennent, sous l'œil redevenu complice de la population, les chausse-trapes et coups de Jarnac dont les descendants de nos ancêtres les Gaulois ont toujours été friands.

### Ils ont changé

Il sera donc intéressant de suivre, dans les jours et mois à venir, *le comportement des Français* dont il est difficile de nier, à la lumière de la récente élection, qu'ils ont changé. La majorité d'entre eux paraissent avoir épuisé les charmes de l'affrontement, de l'anathème et à vrai dire de la guerre civile qui, comme l'a écrit Henri Amouroux, a été « impitoyable » en 1943-1944, a repris pendant la guerre d'Algérie, et menacé aux alentours de 1968. Devant les excès de cette longue période, au cours de laquelle « dialoguer, c'était trahir », la tolérance, au moins dans les mots, a connu une certaine réhabilitation. Dans le même *temps*, le nombre de ce qu'on appelle les consensus s'est multiplié. Ainsi, en 1981, l'alternance a-t-elle pu intervenir dans des conditions satisfaisantes. Cependant, le triomphalisme auquel la gauche n'a pu échapper devant l'importance inattendue de son succès, la hargne vengeresse de la nouvelle opposition, ont interrompu, pendant quelques années, la lente remontée de l'esprit de paix civile qui, semble-t-il, a repris à l'occasion des législatives de 1986.

C'est que notre organisation sociale et notre culture foncière mêmes comportent de graves carences qui rendent la pratique de la tolérance difficile au sein de notre société. Alors que les hommes et les groupes qui cherchent à développer les spécificités, les différences, voire les particularismes, disposent de moyens et d'institutions multiples pour soutenir leur action, ceux qui veulent entretenir le sens et le goût de ce qui est commun n'en trouvent pratiquement aucun. Il faut avoir tendu la sébile, pendant des décennies, auprès des particuliers, des entreprises, des fondations ou des administrations, pour mesurer à quel point l'idée que la tolérance puisse faire l'objet de soins et de quelques concours est étrangère à notre peuple.

Rien, sinon peut-être le service militaire, n'est en place pour habituer nos compatriotes à admettre qu'il faut, au moins, se supporter entre nous, au nom de l'intérêt commun. Sans la contrepartie qui leur est nécessaire, les utiles efforts pour la défense de la foule de groupes, corps, professions, familles de pensée qui composent ce pays, aboutissent à des oppositions multiples qui ont fini par engendrer cette malveillance mutuelle dont est malheureusement empreinte notre société. Beau résultat pour une nation qui fut la fille aînée de l'Eglise, d'une religion qui proclame qu'il faut s'aimer les uns les autres et qui, dans sa devise nationale, invoque toujours la fraternité !

Tant que l'organisation même de notre vie collective n'aura pas été redressée en faveur de la compréhension mutuelle et d'une vraie vie civique, les Français auront beaucoup de peine à tolérer, dans leur comportement personnel, la tolérance que pourtant, dans les mots, ils admettent.

Il faut espérer que les politiques, par leur attitude, favoriseront l'évolution nécessaire. C'est notamment la responsabilité des premiers d'entre eux, François Mitterrand et Jacques Chirac. C'est leur responsabilité et c'est aussi leur chance, car s'ils réussissent, ils prendront place, dans l'histoire, parmi les quelques très rares hommes qui, tels Michel de l'Hospital ou Henri IV, ont eu droit au beau nom de réconciliateurs des Français.

(*) Président des groupes Rencontres.

## LU

### « LA FRANCE RESTAURÉE » (1944-1954) de François Bloch-Lainé et Jean Bouvier

# Un parcours en « partie double »

C'EST une riche idée qu'eut Jean Boissonnat de suggérer à François Bloch-Lainé de rafraîchir ses souvenirs sur la décennie 1944-1954 et d'en tirer la leçon pour le public. Voici son témoignage. Mais il eut à cœur de le confronter avec des recherches d'un historien ; sur la *même période : Jean Bouvier*. Du coup, ce livre « en partie double », d'une facture insolite, prend un relief inattendu. Le regard de l'acteur et celui, plus détaché, de l'observateur se croisent durant huit chapitres que l'on suit, l'attention toujours éveillée. Surtout si l'on a vécu, comme journaliste, une bonne partie du chemin retracé.

En ouverture, Jean-Pierre Rioux nous parle de l'*« héritage »* (déjà !), c'est-à-dire des *« contraintes de la Libération »*, du vainqueur *« groggy »*, du *« tout à l'État »* (perçu dans les préparatifs à Londres et à Alger des premiers textes du nouveau pouvoir). Dans le titre *la France restaurée*, nos auteurs ont joué l'ambivalence de sens : un pays qui renaît de ses ruines, mais aussi une restauration, dans la mesure où certains espoirs nés de la Résistance n'ont pu être comblés. *Mais « seuls ceux qui mettaient dans la Résistance plus qu'elle ne pouvait contenir ont pu... condamner d'insensibles détournements d'intention. »*

*Plutôt que la « Restauration »* dont parlait Claude Bourdet, François Bloch-Lainé préfère au reste évoquer la *« récupération »* par les groupes sociaux dominants des affaires politiques et économiques de valeurs anciennes. *Pouvait-il en être autrement ?* Nos auteurs en doutent, faute de nouvelle doctrine forte, et faute d'une relève d'hommes.

Durant les dix années où la France reprit corps, il pouvait apparaître que le dessein politico-économique était tout tracé, le premier plan Monnet ayant au reste jalonné une bonne partie du parcours. Mais nos concitoyens *sont ainsi faits qu'ils ne peuvent* se passer de querelles. Nos auteurs éclairent les dessous du fameux débat Mendès-Pleven (1944-1945), les bagarres plus ou moins feutrées entre les défenseurs de l'*« Economie »* et ceux des *« Finances »*, le désordre des esprits dans le domaine des nationalisations.

Passionnantes pages également sur le comportement du patronat (on regrette seulement *de ne rien lire sur son opposition* farouche au Plan Schuman de pool charbon-acier) et la relance de la modernisation de 1953-1955 réussie malgré les antagonismes de tempérament entre Mendès et Edgar Faure.

Fr. Bloch-Lainé n'a pas cherché à faire un plaidoyer *pro domo*, ce qui fait aussi le prix de ce livre. Il a conscience de certaines fragilités, de certaines maladresses de la haute fonction publique. Elles eussent pu sans doute être évitées si la carence des appareils politiques, et singulièrement celle de la SFIO, n'avait été aussi manifeste.

A la lecture de ces pages très vivantes, on comprend beaucoup mieux pourquoi la social-démocratie française que Fr. Bloch-Lainé appelait de ses vœux a manqué la plupart de ses rendez-vous.

PIERRE DROUIN.

★ *Editions du Seuil, 338 p., 98 F.*


**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,
*75427 PARIS CEDEX 09*
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :*
André Fontaine,
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

*Durée de la société :*
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

*Capital social :*
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur général :*
Bernard Wouts.

*Rédacteur en chef :*
Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :*
Claude Sales.

**Le Monde PUBLICITE** S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXᵉ





Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $ ; USA (West Coast), 1,50 $ ; Yougoslavie, 110 nd.

# étranger

## Le remplacement de M. Babrak Karmal à la tête du PC afghan

**M. Babrak Karmal (cinquante-sept ans) a été remplacé dimanche 4 mai à la tête du Parti communiste afghan, au pouvoir, par M. Mohammed Najibulah un médecin de trente-neuf ans jusqu'ici numéro trois du régime prosoviétique de Kaboul et ancien grand patron de la police politique. M. Karmal a présenté sa démission *« pour raisons de santé »* devant le comité central du Parti démocratique populaire afghan (PDPA, communiste). Il conserve cependant ses fonctions de chef de l'Etat et de membre du bureau politique du parti.**

**M. Karmal était rentré jeudi dernier d'un long séjour privé en URSS. Officiellement, il s'y faisait soigner, cependant, son absence lors des cérémonies anniversaires de la révolution, le 27 avril dernier, avait alimenté les spéculations sur son avenir politique. D'autant plus que la *« Pravda »* s'était livrée, à cette date, à des critiques de son régime, lui reprochant notamment sa lenteur dans l'introduction des réformes.**

**A Moscou, l'annonce du remplacement de M. Karmal par M. Najibulah, *« un grand ami de l'Union soviétique »*, a été faite rapidement par l'agence Tass.**

**A Washington, le département d'Etat *« n'attache pas une importance excessive »* à ce changement. Ce qui compte, souligne-t-on, c'est moins l'identité des dirigeants que la présence de 120.000 soldats soviétiques en Afghanistan. Pékin, pour le moment, garde le silence.**

***On estime, par ailleurs,* que le remplacement de M. Karmal peut être lié à la reprise des négociations indirectes Afghanistan-Pakistan ce lundi à Genève sous l'égide de l'ONU.**

**Dans les rangs de la résistance on rejette par avance toute concession qui pourrait sortir de ces entretiens. Enfin, les premières déclarations du nouvel homme fort afghan ont mis l'accent sur le *« renforcement des forces armées »* afghanes et l'amélioration de leur capacité de combat. – *(AFP, Reuter.)***

### La crédibilité perdue

Babrak Karmal (Babrak : *le petit lion,* nom donné par sa famille, Karmal : *ami du travail,* nom de son choix) est un cas typique d'intellectuel communiste issu de la grande bourgeoisie, qui passe du côté de la révolution prolétarienne. Né en 1929, fils de général, il est diplômé du lycée Amani, créé par les Allemands dans les années 20 et foyer de la contestation à cette époque.

Activiste étudiant, il est arrêté en 1953 mais retrouve dès sa sortie de prison en 1956 des postes administratifs. Militant laïque et progressiste, sa conversion au marxisme est tardive. En 1965 on le retrouve à la fois parmi les membres fondateurs du Parti démocratique du peuple afghan et député à la première Assemblée démocratiquement élue.

Très vite, son aristocratisme l'oppose à la majorité des membres du PDPA, d'origine plus humble et tribale. En 1967, il fonde la faction partcham (le drapeau), se sépare de la majorité kalgi et prône une politique d'entrisme dans la haute administration. Cette stratégie, qui vaudra à sa faction le sobriquet de « royal communiste », se révèlera payante : les partchamis sont actifs dans le coup d'Etat du président Daoud en juillet 1973 et placent leurs hommes aux postes-clés. Cependant, le partcham, par cette collaboration, perd beaucoup de son prestige parmi les militants de base. Lors du coup d'Etat communiste de 1978, il se retrouve minoritaire, malgré un partage égal des postes de direction.

Conscient de cette faiblesse, Karmal prépare sans doute un autre coup d'Etat lorsqu'il est limogé et envoyé comme ambassadeur à l'étranger en août 1978 avec les membres les plus importants de sa faction.

Rappelé en septembre, il se garde de rentrer et disparaît (*vraisemblablement en URSS*). Il revient en décembre 1979 dans les fourgons de l'armée soviétique *après la diffusion d'un appel* lancé probablement à partir de Tachkent. Devenu président du *conseil révolutionnaire,* membre du bureau politique et secrétaire général du parti, il place sa famille et ses fidèles aux postes de commande : son demi-frère Mahmoud Baryalay est suppléant au bureau politique et secrétaire du comité central, son gendre Razamjou est aussi suppléant au bureau politique et sa maîtresse Anahita Ratebzad en est membre.

Bien qu'inaugurant son règne sur des bases plus réalistes et réformistes que ses prédécesseurs kalgis (Karmal reconnaît l'islam comme religion officielle, modère la réforme agraire et lance une politique tribale), il adhère à ce point à la politique soviétique qu'il perd toute crédibilité (c'est ainsi, par exemple, que la libération du journaliste Jacques Abouchar est annoncée de Moscou) sans pour autant réussir à se concilier les secteurs prêts au compromis (notables traditionnels et petite bourgeoisie urbaine). Un certain culte de la personnalité se développe dans les médias. Il se terminera abruptement en mars 1986. Cependant, l'incertitude demeure sur les raisons de sa chute. Il est probablement vraiment malade, mais l'annonce de son remplacement à la veille du septième *round des négociations de* Genève a un sens politique : c'est moins son élimination qui fait problème que la personnalité de celui qui le remplace.

O. R.

### Huit sanglantes années de « révolution »

Le remplacement de M. Babrak Karmal à la tête du Parti communiste afghan intervient *huit ans après le 28 avril* 1978, le début de la « révolution », dont voici les principales *étapes :*

— *27 avril 1978 :* un coup d'Etat militaire renverse le prince Mohammed Daoud, qui est tué, et institue un Conseil révolutionnaire des forces armées. Environ *3 000 morts ;*

— *30 avril 1978 :* instauration d'une République démocratique d'Afghanistan, que l'Union soviétique est le premier Etat à reconnaître. Nur Mohammed *Taraki devient chef de l'Etat,* M. Karmal est son premier ministre. Une « résistance islamique » prend les armes *contre le régime* marxiste ;

— *17 août 1978 :* échec d'une tentative *de coup d'Etat* du général Abdul Kader ;

— *Mars 1979 :* soulèvement de la *région d'Hérat.* Environ 30 000 morts ;

— *16 septembre 1979 :* coup d'Etat du premier ministre Hafizullah Amin et assassinat de Taraki ;

— *27 décembre 1979 :* intervention soviétique. Amin, assassiné, est remplacé le 28 décembre par *M. Babrak Karmal. Dès le* 2 janvier, l'armée soviétique contrôle Kaboul ;

— *14 janvier 1980 :* l'ONU condamne l'intervention soviétique et demande le *« retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères ».* Elle réitérera ce vote chaque année ;

— *27 janvier 1980 :* union d'organisations de la résistance en une « alliance islamique » ;

— *22 février 1980 :* manifestations antisoviétiques à Kaboul : loi martiale et couvre-feu. Au moins 1 000 morts ;

— *14 mars 1980 :* accord soviéto-afghan sur le *« séjour provisoire »* d'un contingent militaire soviétique alors fort de 85 000 hommes. Selon les Etats-Unis, il est estimé actuellement à près de 120 000 hommes ;

— *8 et 9 septembre 1981 :* violentes manifestations à Kaboul après le rappel de tous les réservistes afghans ;

— *23 au 28 avril 1982 :* importante offensive de la résistance afghane près de Khost (province du Paktia) ;

— *Mai-juin 1982 :* offensive soviéto-afghane au Panshir ;

— *30 octobre 1982 :* un « accident » dans le tunnel de Salang fait plus de 1 000 morts, dont 700 militaires soviétiques. La résistance revendique cet « attentat » ;

— *Avril 1983, avril 1984 et mai-juin 1985 :* importantes offensives soviéto-afghanes contre la résistance à Hérat, dans la vallée du Panshir et au *Kunar ;*

— *Août 1985 :* grande offensive soviéto-afghane dans la province du Paktia, autour de la ville de Khost ;

— *10 septembre 1985 :* seize morts lors d'une fusillade dans l'enceinte du palais présidentiel à Kaboul. Annonce officielle d'un « complot » le 3 octobre ;

— *6 décembre 1985 :* pour la première fois, la violation des droits de l'homme en Afghanistan est examinée à l'ONU. Adoption d'une résolution ;

— *30 mars 1986 :* départ de M. Karmal pour Moscou, pour *« raisons médicales » ;*

— *Avril 1986 :* combats à Jahwar (près de la frontière avec le Pakistan). Les incidents frontaliers se font de plus en plus fréquents ;

— *27 avril 1986 :* huitième anniversaire de la « révolution » en l'absence du chef de l'Etat et du parti, M. Karmal ;

— *4 mai 1986 :* annonce officielle du remplacement de M. Karmal pour *« raisons de santé »* par M. Najibullah. — *(AFP.)*

LE DOCTEUR MOHAMMED NAJIBOULLAH

## L'homme de la police politique

Le docteur Najiboullah est l'étoile montante du régime depuis plusieurs années. Homme de confiance des Soviétiques, il dirigeait la seule institution gouvernementale qui se soit révélée efficace, la police politique (khad : services d'information de l'Etat).

Né en 1947, Najiboullah est un Pachtoune de la province du Logar. Son père, Akhtar Mohammad, dirigeait l'Office des transports afghans à Peshawar, au Pakistan. Ce poste, anodin en apparence, était en fait celui des services secrets afghans : le responsable était chargé, pour le compte du gouvernement de Kaboul, des contacts avec les tribus pachtounes établies du côté pakistanais de la frontière. Comme ces tribus agissent plus en fonction de rivalités tribales qu'en fonction de choix idéologiques et nationalistes, le jeune Najiboullah a été à très bonne école pour ses activités futures. Ses deux langues étrangères sont l'ourdou et l'anglais.

### Le jeu tribal

Najiboullah fait ses études secondaires au lycée moderniste de Habibia, dont la langue est l'anglais. Il en sort en 1964 pour entrer à la faculté de médecine. Il est membre du Parti communiste (Parti démocratique du peuple afghan) dès sa création le 1er janvier 1965. Entre deux séjours en prison, il termine ses études de médecine et entre, en 1977, au comité central du parti. Cette date est importante car c'est celle de la réunification entre les deux tendances du parti, le khalq et partcham, en vue du coup d'Etat d'avril 1978. La réunification a été manifestement voulue par l'URSS qui s'est pourtant gardée d'intervenir directement. Najiboullah est membre de la fraction partcham du parti. Lors du coup d'Etat du 27 avril 1978, il est membre du conseil révolutionnaire, mais ne détient aucun portefeuille ; le 28 juin, il est nommé ambassadeur à Téhéran, signe précurseur de la disgrâce puis de la réussite qui vont toucher tous les membres importants du partcham entre août et septembre 1978. Démis de son poste en septembre, il disparaît, probablement en URSS, comme Babrak Karmal et les autres membres du partcham.

On le retrouve, tout normalement, avec Babrak Karmal au lendemain de l'invasion soviétique du 27 décembre 1979. Il devient l'homme des services secrets, nouvellement créés à l'imitation du KGB. Le *khad* a pour fonction essentielle de pénétrer la résistance, d'assurer le retournement des tribus frontalières (tant du côté afghan que pakistanais) et d'assurer de manière générale la politique de pacification.

Très vite, le *khad* devient l'institution gouvernementale la plus efficace. Najiboullah tire les leçons de l'activisme révolutionnariste de ses prédécesseurs khalqis. Bon connaisseur des tribus, il revient au système traditionnel de pacification, où les Anglais étaient devenus maîtres. Au *lieu de jouer la subversion idéologique,* on retourne les notables en utilisant les mécanismes de la société traditionnelle : émulation entre chefs de clans, prébendes et distributions d'armes, exploitation de la volonté d'autonomie des tribus.

Les tribus frontalières sont l'objectif prioritaire de la politique de *pacification : en les retournant,* on fait d'une pierre deux coups — le régime pakistanais est déstabilisé et les routes d'approvisionnement de la résistance sont coupées. Dans ce rôle, Najiboullah joue habilement de ses origines. L'Afghanistan, en effet, compte trois grandes confédérations de tribus pachtounes : les Dourranis à l'Ouest, les Ghilzai au Centre-Est et les Pachtounes de l'Est à la frontière avec le Pakistan ; or, Najiboullah, Pachtoune du Logar, est un Ghilzai ; son père a entretenu les meilleures relations avec ceux de l'Est et lui-même est marié à une Dourrani de sang royal, ce qui suffit à le dédouaner par rapport à la confédération de l'Ouest. Dans les zones non tribales du Nord et de l'Ouest, où il est moins implanté, le *khad* s'efforce de susciter des conflits internes à la résistance en jouant de l'opposition entre jeunes intellectuels islamistes et notables traditionnels : c'est ainsi que le commandant Zabioullah de Mazar est assassiné, ainsi qu'une dizaine de *chefs locaux dans différentes* régions.

### Une ascension régulière

Ces succès, qui contrastent avec l'impéritie de l'administration gouvernementale, font de Najiboullah l'homme de l'avenir pour les Soviétiques. En effet, si Babrak Karmal offre toutes garanties de loyauté, son image d'homme venu dans les fourgons soviétiques, et associé aux échecs du régime, lui a enlevé toute crédibilité. Le numéro deux du régime, Sultan Ali Kechtmand, a pour tare rédhibitoire d'être un chiite hazara, ethnie méprisée par les Pachtounes, qui dominent la vie politique. Sa nomination comme numéro un aurait été ressentie comme une véritable provocation par la tendance khalqi, encore majoritaire *parmi les cadres moyens du parti,* surtout les militaires.

La carrière de Najiboullah est *donc une ascension régulière. Chef* des services secrets, on le trouve aussi membre du praesidium de *Loyah Jirgah (le soviet suprême* afghan, qui est aussi un instrument de ralliement des notables) et président des *orphelinats d'Etat* (comme Derjhinski, en URSS, au temps du communisme de guerre, en 1918). En décembre 1985, il est promu secrétaire du comité central. Il perd la présidence du *khad,* devenu ministère d'Etat et dirigé par son fidèle adjoint Yagoubi ; mais, en fait, il devient le troisième personnage du régime.

Que signifie la nomination de Najiboullah, aujourd'hui, à la tête du parti ? S'il double Sultan Ali Kechtmand, *ce n'est pas seulement parce* que celui-ci n'était pas acceptable pour les Pachtounes. C'est avant tout parce que Najiboullah est l'homme des Soviétiques. C'est l'artisan d'une pacification effectuée en dehors de toute idéologie, visant avant tout l'efficacité et menée dans le prolongement de l'action militaire soviétique. Professionnel, intelligent et combatif, mais brutal, Najiboullah est un technicien. Sa pacification se joue au niveau des sous-ensembles (clans, tribus, notables) mais n'implique jamais de références à une nation afghane qui pourrait regrouper les opposants à la soviétisation, y compris parmi les communistes.

OLIVIER ROY.

Chine

## Aux commandes d'un Boeing 747 un transfuge de Taiwan se pose à Canton

De notre correspondant

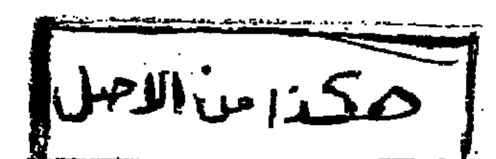
Pékin. — La télévision chinoise a montré, dimanche 4 mai, l'atterrissage *la veille à Canton d'un* Boeing 747 chinois. L'affaire serait banale s'il ne s'était agi d'un avion-cargo appartenant à l' « autre » Chine. L'appareil, qui effectuait une liaison Bangkok-Taipeh *via* Hongkong, portait les couleurs des China Airlines et son pilote, le commandant Wang Xijue, avait décidé de *« choisir la liberté »* en Chine populaire. Les deux autres membres de l'équipage ont demandé à rentrer chez eux. Le commandant Wang appartient *au Kouomintang : âgé de* cinquante-six ans, il est sorti en 1948 de l'école de l'air nationaliste avant de se *réfugier* à Taiwan l'année suivante. Il a, bien entendu, été reçu avec tous les honneurs par les responsables de Canton.

Ces dernières années, les défections avaient plutôt lieu en sens inverse : en février, un pilote militaire chinois s'était réfugié en Corée du Sud, d'où il vient de partir pour Taiwan. L'an dernier, une vedette rapide de la marine chinoise avait été contrainte par une partie de l'équipage à se diriger vers un port sud-coréen. Comme il y avait eu mort d'hommes, le bateau, son équipage et les mutins avaient été restitués à la *Chine.* En 1983, un avion de transport de la compagnie nationale chinoise CAAC avait été *détourné sur Séoul.* Le gouvernement du général Chon avait exigé et obtenu de Pékin, qui ne reconnaît que le régime de Pyongyang, qu'une délégation officielle de la CAAC se rende à Séoul pour négocier le retour de l'avion et des passagers.

Cette fois-ci, c'est Pékin qui demande aux China Airlines d'envoyer *ses négociateurs sur* le continent. Taiwan, qui se refuse à tout contact direct ou indirect avec Pékin, en dépit des multiples appels du pied des communistes, a chargé la compagnie de Hongkong Cathay Pacific de représenter ses intérêts. Nul doute que cette affaire sera utilisée au maximum ici pour embarrasser Taiwan, Pékin mettant en valeur sa bonne volonté et son « ouverture » face à l' « obstination » des nationalistes. C'est de bonne guerre. La bataille de la propagande est après tout moins meurtrière que les échanges d'obus qui étaient jadis le seul « dialogue » entre les deux régimes.

P. de B.





# ASIE

## Sri-Lanka

### L'attentat de Colombo complique la recherche d'une solution à la question tamoule

De notre correspondant

New-Delhi. — Des membres des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul — le plus puissant des groupes armés séparatistes qui veulent l'établissement à Sri-Lanka d'un Etat tamoul indépendant (l'Eelam) — ont revendiqué, dimanche 4 mai, l'attentat à la bombe qui a fait vingt-deux morts et vingt-trois blessés, samedi à Colombo. Un touriste français, en partance pour les Maldives, est au nombre des victimes.

Selon des informations fournies à Colombo, des affiches signées des Tigres et revendiquant la paternité de l'attentat — le premier du genre dans une guerre civile qui a déjà fait, par ailleurs, sept mille morts en trois ans — auraient été placardées dimanche matin sur certains murs de Jaffna, le bastion séparatiste du nord de l'île, avant d'être retirées peu après. Par ailleurs, des membres des Tigres à Colombo ont assumé la responsabilité de l'explosion. A Madras, capitale du Tamil Nadu indien, où les séparatistes tamouls sri-lankais ont leurs quartiers généraux, un porte-parole officiel des Tigres avait pourtant nié que son organisation soit impliquée dans l'attentat. Les enquêteurs n'excluent pas que cette action soit l'œuvre d'une faction dissidente des Tigres.

L'appareil, un Tristar d'Air-Lanka, qui venait de Londres après deux escales à Zurich et Bahrein, a été coupé en deux. D'après les premières expertises, une charge de 50 kg d'explosifs avait été déposée dans la partie cargo, à l'arrivée de l'appareil, et dissimulée dans un chargement de *victuailles* à destination des Maldives. L'opération a été réalisée à l'aéroport de Colombo même, tandis que les passagers embarquaient.

L'Inde ayant fermement condamné l'attentat et les Tigres ne souhaitant pas s'attirer d'ennuis avec les autorités de ce pays, les dénégations de l'organisation n'étonnent pas vraiment le gouvernement sri-lankais, pas plus qu'elles ne le convainquent de l'innocence des LTTE (sigle anglais des Tigres). Une seule certitude pour l'instant : la bombe de Colombo donne une publicité médiatique sans précédent à la « question tamoule » et comble sans doute les vœux de tous les « faucons » — Tamouls et Cinghalais — qui voyaient avec inquiétude la nouvelle médiation indienne s'orienter de façon plutôt positive. La délégation de New-Delhi, qui était dirigée par M. Chidambaram, un ministre de M. Rajiv Gandhi, est rentrée dimanche de Colombo avec *« un peu plus de propositions précises et spécifiques »* qu'auparavant. Les conversations intenses qui ont eu lieu pendant quatre jours entre le président Jayewardene et la mission indienne ont été jugées *« utiles »* par le ministre.

#### Des contacts utiles

En clair, laisse-t-on entendre dans l'entourage de la délégation, *« un règlement négocié de la question tamoule n'est pas encore au coin de la rue, mais, avec ce que nous avons obtenu, les négociations directes entre les adversaires ont une chance d'être renouées »*. Il y a plus de six mois que Cinghalais et Tamouls ne se sont pas rencontrés pour discuter *autour d'une table*.

L'attentat, quels qu'en soient les auteurs, avait-il pour objectif de torpiller la reprise des pourparlers avant même qu'elle n'ait lieu ? Nul doute qu'il sera plus difficile désormais de convaincre les va-t-en guerre, très nombreux parmi les 11 millions de Cinghalais bouddhistes, de l'utilité de négociations avec les *« terroristes »*. La tâche que s'est assignée l'Inde, notamment sous la pression de ses 40 millions de Tamouls dans le sud du pays, va s'en trouver plus compliquée encore.

On ignore le détail des nouvelles concessions que le vieux président sri-lankais (quatre-vingts ans) se serait vu arrachées après une vingtaine d'heures de discussions avec les Indiens, mais une chose est certaine : il n'est pas question pour Colombo d'accorder « l'Eelam » à la minorité tamoule (2,7 millions), pas plus d'ailleurs qu'une unité autonome provinciale réunissant le nord et l'est de l'île, comme le souhaitent les séparatistes. La dernière idée qui circulait récemment dans la capitale sri-lankaise était de diviser l'île en neuf « conseils régionaux », dont un dans l'extrême nord, et deux dans l'est, avec, à la tête de chacun, une sorte de ministre en chef, selon le modèle fédérale indien.

Ces unités régionales semi-autonomes auraient le pouvoir de lever des impôts locaux. Des forces de police auxiliaires viendraient à l'appui de la police nationale qui resterait présente partout, sous les ordres directs du gouvernement central. Tout cela est jugé *« inacceptable »*, voire *« ridicule »* par les « Eelamistes ». New-Delhi espère néanmoins pouvoir convaincre les plus modérés du mouvement séparatiste. A condition que Colombo apporte quelques *aménagements* à son offre...

PATRICE CLAUDE.

#### UN PARADIS TOURISTIQUE MENACÉ

*(De notre correspondant.)*

New-Delhi. — *L'« île d'émeraude »* vantée par les dépliants touristiques ne faisait déjà plus beaucoup recette. Les vingt-deux morts de samedi devraient peser lourd dans la balance fortement déficitaire des échanges extérieurs sri-lankais.

Naguère deuxième source de devises après les exportations de thé, le tourisme est tombé, en 1985, à la quatrième place, derrière les transferts de fonds des travailleurs sri-lankais dans les pays du Golfe et les textiles.

Les vacanciers étrangers, qui s'étaient déjà raréfiés en 1984, étaient encore moins nombreux en 1985 (moins de cent cinquante mille à la fin juillet). Les chaînes hôtelières, qui ont toutes fermé boutique dans le Nord et sur la côte est, consentent, à Colombo, des rabais de 40 à 50 % pour boucler leurs fins de mois et payer leurs notes d'électricité.

Avant l'attentat de samedi, on rencontrait de temps à autre dans la capitale des groupes de vacanciers français, déçus de ne pas trouver dans l'île l'atmosphère conviviale et la douceur de vivre qui faisaient autrefois l'inégalable charme de ce paradis ensoleillé. Peut-être les « tour opérateurs » devront-ils à l'avenir se montrer plus prudents et renseigner au moins leurs clients sur les risques qu'ils encourent désormais sous les cocotiers de l'ancienne Ceylan...

P. C.

# PROCHE-ORIENT

## LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA SYRIE ET LA JORDANIE

### Le président Assad en visite à Amman

De notre correspondant

Amman. — Pour la première fois depuis 1977, le président syrien Hafez el Assad fait, ce lundi 5 mai, une visite officielle en Jordanie consacrant un rapprochement engagé en septembre 1985 et qui s'était longtemps fait attendre. Le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifaï, avait transmis au chef d'Etat syrien une invitation du roi Hussein en novembre dernier. C'est le souverain hachémite qui est *allé à Damas fin décembre*. Depuis lors, la rumeur a couru, à plusieurs reprises, à Amman, de la venue « imminente » du président Assad, sans que cela se concrétise. Ce manque d'empressement de la part de Damas devenait embarrassant pour les Jordaniens.

Les relations bilatérales se sont nettement améliorées. Damas a cessé tout propagande et toute activité hostile à l'encontre de la Jordanie. Toutefois, le roi Hussein aurait également souhaité le soutien de la Syrie à ses efforts de relance d'un processus de paix au Proche-Orient, et une attitude moins négative de Damas à l'égard de l'Irak. Sur aucun de ces deux points il n'a obtenu satisfaction.

Preuve en a encore été donnée dernièrement lorsque la convocation d'un sommet arabe au Maroc a été ajournée faute d'accord sur l'ordre du jour, la Syrie exigeant, comme le Liban, que la réunion ne porte que sur le raid américain sur Tripoli et Benghasi, tandis que les pays arabes modérés, Jordanie en tête, souhaitaient aborder la question de la guerre du Golfe. Quant à un règlement pacifique de la crise du Proche-Orient, les Syriens estiment qu'il n'est pas envisageable tant qu'un *« équilibre stratégique »* ne sera pas établi dans la région.

Le chef de l'Etat syrien *« n'est pas homme à faire des visites de courtoisie »*, nous disait récemment un haut fonctionnaire du ministère jordanien des affaires étrangères ; *« s'il en fait une à Amman, c'est avec une idée derrière la tête »*. S'agit-il de sonder les intentions des Jordaniens au cas où, comme on paraît le craindre à Damas, les *Etats-Unis ou Israël* décideraient de lancer contre la Syrie une opération de représailles semblable au raid sur Tripoli et Benghazi ? De redorer un blason passablement terni par l'échec des tentatives de Damas pour « pacifier » le Liban ? Ou de sortir d'un certain isolement au moment où les attentats et tentatives d'attentats se multiplient en territoire syrien ? Sans doute y a-t-il un peu de tout cela.

Les réactions à ce discours n'ont pas été celles escomptées à Amman : les Palestiniens des territoires occupés ont, au contraire, manifesté sans ambiguïté leur soutien à l'OLP et à son chef Yasser Arafat, notamment lors des funérailles du maire de Naplouse, Zafer el Masri, assassiné le 2 mars dernier. A cette déception, il faut ajouter le refus des Etats-Unis de livrer des armes ultramodernes au royaume et des difficultés économiques persistantes : autant d'éléments qui font que la visite du président Assad est aujourd'hui la bienvenue.

EMMANUEL JARRY.

# EUROPE

## LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL EN AUTRICHE

### M. Kurt Waldheim a manqué de peu l'élection au premier tour

**Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne, où M. Kurt Waldheim n'a manqué que de très peu son élection, n'avait suscité, lundi 5 mai, que fort peu de réactions hors d'Autriche.**

**A JERUSALEM, M. Moshe Arens, qui assure l'intérim du ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a cependant qualifié de *« choquant »* ce résultat. De son côté, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a déclaré que, s'il était prouvé que l'ancien secrétaire général de l'ONU avait commis des crimes de guerre, Israël en tirerait toutes les conclusions nécessaires.**

**A NEW-YORK, le directeur adjoint du Congrès juif mondial, M. Elan Steinberg, a déclaré qu'il n'était pas surpris par le résultat de ce premier tour. *« La seule élection qui nous concerne est celle de M. Waldheim aux Nations unies. Ce fut une véritable obscénité historique »*, a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, annoncé que le CJM allait publier, cette semaine, de nouveaux documents relatifs au rôle joué par M. Waldheim pendant la deuxième guerre mondiale.**

**A BERLIN-OUEST. Le porte-parole du gouvernement militaire français, M. Philippe Trigault, a déclaré, dimanche, que le dossier des états de service de M. Waldheim pouvait très bien avoir été consulté par les autorités françaises en 1972 et 1979.**

**Le Congrès juif mondial avait indiqué, vendredi 2 mai, qu'il possédait une copie d'une lettre du gouvernement militaire français datée du 21 mars 1979 précisant que M. Waldheim avait été muté dans les Balkans en mars 1942. — *(AFP, AP, Reuter.)***

De notre correspondante

Vienne. — M. Kurt Waldheim, candidat conservateur à l'élection présidentielle, qui a eu lieu dimanche 4 mai en Autriche, a obtenu un net succès sans remporter la victoire. Il lui a manqué 16 594 voix sur 4 719 960 suffrages exprimés pour être élu au premier tour. M. Waldheim a remporté 49,64 % des suffrages, soit près de 6 points de plus que son concurrent socialiste, M. Kurt Steyrer, qui en a obtenu 43,66 %. Il y aura donc un deuxième tour le 8 juin prochain.

Deux autres candidats en lice, l'écologiste Mme Freda Meissner-Blau a réalisé un score largement supérieur à ses espérances en remportant 5,5 % des voix. En revanche, le candidat de l'extrême droite pangermanique, M. Otto Scrinzi, n'a obtenu que 1,2 % des voix.

L'ancien secrétaire général de l'ONU a considéré, dans une première déclaration dimanche soir à l'issue du scrutin, qu'il avait remporté un *« succès impressionnant »*. Il estime que *« la majorité de la population a approuvé sa conception de l'exercice des fonctions de président »*. M. Waldheim avait annoncé au cours de sa campagne qu'il avait l'intention d'être un *« président actif et fort »*, qui ne se contenterait pas d'être le *« simple notaire de la nation »*.

M. Kurt Steyrer, dont le score est resté largement au-dessous du résultat espéré par le Parti socialiste, s'est déclaré « satisfait » du résultat sans cacher néanmoins sa déception. Il a estimé que la discussion sur les activités de M. Waldheim pendant la seconde guerre mondiale a été *« plutôt favorable »* à son concurrent.

Une première analyse des résultats électoraux de dimanche est incontestablement défavorable aussi bien à M. Steyrer qu'au parti socialiste (SPOe). Le candidat socialiste n'a remporté la majorité absolue des voix que dans la seule province de Vienne qui vote traditionnellement pour le SPOe. M. Waldheim a obtenu, pour sa part, la majorité absolue dans les cinq des neuf provinces autrichiennes qui sont des fiefs des conservateurs. Au lendemain de l'élection présidentielle, les socialistes ont dû constater avec amertume que leur candidat a recueilli presque 4 % de voix de moins que le parti aux élections législatives de 1983 et que les pertes ont été notamment sensibles dans certains de ses bastions comme certaines grandes villes industrielles et des quartiers ouvriers de Vienne.

M. Waldheim a, lui, amélioré de 6,4 % le score du parti populiste réalisé aux législatives de 1983. L'analyse du scrutin révèle notamment que 9 % d'électeurs socialistes lui ont donné cette fois-ci leur voix. Au total, il a été choisi par 19 % d'électeurs qui traditionnellement votent pour une autre formation politique que le parti populiste.

Il semble, au vu de ces résultats, que les révélations sur les activités de M. Waldheim pendant la seconde guerre *mondiale* et sur son passé nazi n'ont apparemment que très peu influencé les électeurs autrichiens. Elles lui ont certes donné un coup de pouce, mais n'ont pas forcé la décision, le slogan électoral du parti conservateur : *« Nous autres Autrichiens votons pour qui nous voulons. Alors justement maintenant Waldheim »* n'a pas vraiment mobilisé les électeurs au point d'assurer au candidat conservateur une victoire écrasante au premier tour. L'effet de solidarité que certains craignaient contre l'*« ingérence »* du Congrès juif mondial dans la campagne électorale n'a pas joué à plein. Un sondage publié quelques jours avant les élections révélait que si 88 % des personnes interrogées déclaraient *« ne pas croire que M. Waldheim était un criminel de guerre »*, 49 % seulement estimaient qu'il disait la vérité sur son passé, 34 % pensant le contraire.

Le courant favorable à M. Waldheim, est au premier chef, estime-t-on à Vienne, l'expression d'un souhait de changement politique après seize ans de gouvernement socialiste. Après la *série* noire des scandales — notamment de corruption — qui ont agité le pays au cours des trois dernières semaines, l'élection présidentielle a été la première occasion pour les électeurs de manifester leur malaise. M. Waldheim en a incontestablement profité. L'irritation d'une partie des électeurs socialistes s'explique également par la rudesse du style de la campagne électorale, tout à fait inhabituelle en Autriche.

WALTRAUD BARYLI.

#### Les résultats

| | | |
|---|---|---|
| Inscrits | 5 436 726 | |
| Votants | 4 864 710 | 89,48 % |
| Exprimés | 4 719 960 | |
| Kurt Waldheim (conservateur) | 2 343 387 | 49,64 % |
| Kurt Steyrer (socialiste) | 2 061 162 | 43,66 % |
| Freda Meissner-Blau (écolo-pacif.) | 259 471 | 5,5 % |
| Otto Scrinzi (extrême droite) | 55 940 | 1,2 % |

# PROCHE-ORIENT

## QUATRE MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT AU YÉMEN DU SUD

# Les dirigeants de Sanaa ne craignent plus le régime d'Aden

*De notre envoyé spécial*

Sanaa. – La République arabe du Yémen a-t-elle envisagé en janvier dernier d'intervenir militairement dans le sanglant conflit qui déchira pendant plus d'une semaine la République sud-yéménite d'Aden ? La réponse à cette question est difficile à donner, tant demeure ici mystérieux tout ce qui a trait aux relations avec le Sud, qui pourtant est proclamé partie intégrante du Grand Yémen, auquel aussi bien Sanaa qu'Aden affirment appartenir.

Dès le début des affrontements, l'ensemble des médias officiels sont restés étonnamment discrets, et tandis qu'à quelques dizaines de kilomètres de Sanaa les frères du Sud s'entre-tuaient férocement, les manchettes des quotidiens nord-yéménites étaient consacrées... aux résultats du recensement de la population, sans que les affrontements d'Aden soient mentionnés, fût-ce dans les pages intérieures.

Ce silence officiel reflétait surtout le profond embarras des responsables. Ceux-ci, en effet, n'ont jamais dissimulé leur préférence pour le président Ali Nasser, qui avait su depuis 1982 gagner la sympathie du Nord, et de son président, Abdallah Saleh. On affirme ici qu'en 1979 M. Ali Nasser, qui n'était alors que le premier ministre de M. Abdel Fattah Ismaïl, avait tout fait pour éviter la petite guerre de dix jours qui opposa les deux Yémens, à la suite, s'empresse-t-on d'ajouter, de *la politique aventuriste* menée par l'ancien chef de l'Etat et idéologue du parti, qui était originaire du Nord.

On ajoute que le président Ali Nasser a, par la suite, tout fait, dès son accession à la tête de l'Etat, pour normaliser la situation entre les deux Yémens et a payé de sa personne pour mettre sur pied les institutions prévues par l'accord d'unité qui avait suivi la fin des combats de mars 1979.

On rappelle également que l'ancien chef de l'Etat d'Aden était intervenu personnellement auprès des dirigeants nord-yéménites du Front national démocratique (FND) pour les convaincre de faire la paix avec le pouvoir central de Sanaa. Il avait même, semble-t-il, précipité la défaite des maquisards du front, qui pourtant se réclamaient du régime du Sud, en faisant arrêter à la frontière une compagnie munie de fusées sol-sol que son ministre de la défense, le colonel Ali Antar, tentait d'acheminer vers le Nord juste quelques semaines avant l'effondrement des maquis rebelles en mai 1982. De même, le président Ali Nasser avait répondu négativement à une requête de secours urgents qui lui avait été adressée à la même époque par les maquisards du FND. Ces derniers, dans « un appel pathétique » au gouvernement d'Aden, exigeaient l'intervention de l'armée du Sud *« pour une période limitée de six jours »*, afin de desserrer l'étau dans lequel les avaient enfermés les troupes gouvernementales, aidées par les tribus pro-saoudiennes du Nord.

On peut donc affirmer, sans aller jusqu'à accuser M. Ali Nasser de trahison à l'égard du FND, ainsi que le font aujourd'hui certains de ses adversaires d'Aden, qu'il a tout fait pour *« éteindre »* un foyer de rébellion qui constituait un obstacle à la réconciliation entre le Nord et le Sud. Ne fallait-il pas, dans ces conditions, voler au secours d'un ami précieux qui autrefois avait été un allié loyal et courageux ? Il est évident que ce point a été à l'ordre du jour des discussions animées qu'a eues à Taez, à partir du 13 janvier dernier, le colonel Saleh, installé dans son palais de la grande ville méridionale du Yémen du Nord pour suivre de plus près les événements du Sud. On admet aujourd'hui, dans les milieux officiels et diplomatiques de Sanaa, que l'idée d'une éventuelle intervention a bien été au centre de ces débats, mais qu'elle n'a jamais été retenue, ayant été jugée peu prudente et réaliste, et contraire aux principes de Sanaa, qui n'entend faire l'unité avec la *« partie méridionale de la patrie »* que sur la base d'*« un dialogue pacifique et confraternel »*.

### Un message sans équivoque de Moscou

Dans certains milieux bien informés, on souligne que le président Abdallah Saleh s'est opposé à toute proposition qui tendrait à faire du Yémen du Nord un *« tremplin »* pour la lutte contre l'idéologie communiste, ce que, apparemment, souhaitaient certains des chefs tribaux et les éléments traditionalistes liés à l'Arabie saoudite. D'ailleurs, le chef de l'Etat, qui est le commandant en chef d'une armée équipée à plus de 80 % par l'URSS et qui entretient d'excellentes relations politiques avec Moscou, ne serait-ce que pour pouvoir faire face à ce que l'on qualifie ici d'*« hégémonie rampante de l'Arabie saoudite »*, peut-il se payer le luxe de contrer la politique soviétique dans la région ?

Or, dès le 15 janvier dans la soirée, le président Saleh reçoit à Taez l'ambassadeur soviétique, qui lui remet un message de son gouvernement, dont la teneur se résume ainsi : 1° nous ne sommes pour rien dans ce qui se passe actuellement à Aden et avons été surpris par les événements autant que vous ; 2° nous vous conseillons vivement de ne pas intervenir dans ce qui semble être une affaire intérieure à la République du Yémen du Sud. Les dirigeants de Sanaa perçoivent, dans cette mise en garde non équivoque, un tournant dans la politique de Moscou, qui semble prendre ses distances à l'égard du président Ali Nasser. Certains estiment même que les Soviétiques se sont rangés politiquement aux côtés des « rebelles », dans l'après-midi du 16 janvier, lorsque les blindés de l'armée commencent à contrôler la presque totalité de la capitale.

D'ailleurs, pourquoi voler au secours d'un président *« même ami »* dont le comportement paraît insolite ? Voilà un chef d'Etat qui, le 13 janvier, déclenche un bain de sang qui immanquablement conduit à une insurrection généralisée dans Aden et qui ne prend même pas l'initiative de demeurer sur place pour diriger les opérations de reconquête de la capitale.

En privé, les dirigeants nord-yéménites sont plutôt amers et affirment ne pas comprendre les motivations de M. Ali Nasser, qui tergiverse et évite de prendre des décisions fermes. *« Dans les moments difficiles, dit-on ici, un chef doit être à la tête de ses troupes »*, faisant allusion à la fuite éperdue de M. Ali Nasser et de ses partisans vers la frontière du Yémen du Nord. Certains ajoutent : *« Il aurait quand même pu organiser un début de guérilla dans le gouvernorat d'Abyane, son fief, où il prétendait pouvoir mettre sur pied une armée de quarante mille guerriers redoutables... Or il n'y a pas eu pratiquement de combats à Abyane, sa pacification n'a pas posé de problèmes. »*

Autre grief adressé au président déchu : il ne s'est guère montré pressé d'établir des contacts avec le Nord, et ce n'est que le 17 janvier, soit cinq jours après le début de l'insurrection, qu'il envoya un émissaire à Sanaa en la personne de son ministre de la santé, M. Boukheir. Curieusement, ce dernier fit part aux dirigeants nord-yéménites de la gratitude du peuple sud-yéménite à l'égard de la politique de non-intervention suivie par le Nord et affirma, en dépit de tout ce qui était connu déjà à Sanaa, que le président Ali Nasser *« contrôlait entièrement la situation à Aden et dans les autres gouvernorats du pays »*. Les dirigeants de Sanaa pouvaient-ils dans ces conditions être plus royalistes que le roi ? Pourtant, c'est ce moment que choisit le colonel Saleh pour lancer dans la soirée

REP. ARABE DU YÉMEN
MER ROUGE
R.D.P. DU YÉMEN
SANAA
ADEN
Golfe d'Aden
REP. DE DJIBOUTI
ÉTHIOPIE
SOMALIE

du 18 janvier un appel aux deux parties antagonistes, leur demandant de cesser le feu immédiatement et d'envoyer à Sanaa des plénipotentiaires pour y mener *« un dialogue destiné à régler les problèmes de manière pacifique et démocratique »*.

Cet appel solennel, transmis dramatiquement sur les ondes de la radio de Sanaa, tranche avec l'extrême prudence qui avait jusque-là caractérisé l'action du chef de l'Etat nord-yéménite. Il semble même préparer une action militaire sur le terrain, puisque le colonel Saleh annonce qu'une force d'interposition de l'OLP traversera la frontière aux premières heures de la matinée du 19 janvier *« avec des drapeaux blancs »* pour se rendre sur les lieux des combats. Or les affrontements ont pratiquement cessé, et la victoire des « rebelles » ne fait plus de doute.

L'appel solennel du colonel Saleh n'a sans doute constitué qu'un baroud d'honneur chargé de rappeler que le chef de l'Etat du Yémen du Nord ne se désintéressait pas du sort de la *« partie méridionale de la patrie »*. Mais les dés étaient déjà jetés, *« et la pitoyable expédition aux drapeaux blancs »* entreprise par M. Yasser Arafat, vraisemblablement pour redorer son blason, fit long feu. Depuis, une nouvelle chape de silence s'est abattue sur toutes les informations en provenance d'Aden. C'est ainsi que, théoriquement du moins, les Yéménites du Nord ignorent que les combats à Aden ont cessé, et qu'il existe en République démocratique du Sud un nouveau gouvernement, un nouveau chef de l'Etat et une nouvelle direction du parti.

### Le fardeau des réfugiés

Les relations entre les deux pays sont au plus bas : la ligne aérienne Aden-Sanaa a été interrompue, mais les liaisons téléphoniques ont été rétablies après une courte interruption. Il y a certes échanges d'émissaires *« très discrets »*, mais leur mission n'est jamais annoncée officiellement. La seule allusion publique à la situation au Sud a été, vers la fin de février, une petite phrase du premier ministre de Sanaa, qui, répondant à un appel du pied de M. Saleh Salem, secrétaire général adjoint du Parti socialiste yéménite d'Aden, a affirmé que *« le dialogue se poursuivait »*. Mais sur quelles bases ?

Les dirigeants du Nord se savent pour une fois en position de force et affirment qu'ils ne sont pas pressés. Pour eux, l'équilibre des forces a fondamentalement changé. Nous sommes maintenant, *disent-ils*, plus forts au Nord, et eux se sont dangereusement affaiblis au Sud. Ils ne font plus peur à personne. Leur socialisme est malade et ils ont besoin de temps et de remèdes pour se rétablir. Les responsables de Sanaa ont donc adopté une solution d'attente. Ils ne veulent pas brusquer les choses et surtout influencer par *« une normalisation hâtive »* les autres pays arabes du Golfe qui sont en train de reconsidérer leurs relations avec Aden. Pour l'instant, trois des Etats membres du Conseil de coopération du Golfe – *le Koweït, les Emirats* arabes unis et Oman – ont reconnu pratiquement le nouveau régime en affirmant que les événements d'Aden relevaient des affaires intérieures du pays. *L'Arabie saoudite, pour sa* part, fait tout son possible pour empêcher que les pays arabes du Golfe n'aillent trop vite dans l'entreprise de normalisation, qui, selon Ryad, ne devrait être que progressive, la reprise d'une aide économique n'intervenant qu'en dernier lieu.

*Sanaa et Aden, pour leur part, ont* limité leurs ambitions unitaires et ne discutent que des moyens de régler le problème créé par l'arrivée au Nord de nouveaux réfugiés sud-yéménites hautement politisés (cadres du parti, officiers de l'armée et membres de l'administration). Selon les autorités *compétentes de Sanaa, le nombre de* ces nouveaux réfugiés, qui ont été installés dans les camps situés dans la région de Beyda et de Reda, près de la frontière, est d'environ deux mille sept cents, et l'on estime ici avec quelque inquiétude que leur maintien au Nord coûtera d'ici à la fin de l'année 1986 la coquette somme de 300 millions de francs.

Les discrètes négociations en cours entre les deux capitales tournent autour des modalités du retour des réfugiés à Aden. Les autorités du Nord insistent pour que la grande majorité de ces réfugiés, qui n'ont pas été directement impliqués dans les événements de janvier, puissent regagner leurs pays sans être inquiétés outre mesure. Pour cela, ils voudraient obtenir des garanties soviétiques qui s'appliqueraient également aux cas des militaires – une centaine d'officiers de la marine – qui se sont réfugiés en Ethiopie, à bord des quatre vedettes et du petit sous-marin qui constituaient la presque totalité de la marine sud-yéménite.

Cependant, les responsables d'Aden ne semblent guère pressés d'accorder des assurances qui leur lieraient les mains. Ils sont persuadés qu'avec le temps, et la lassitude aidant, la plus grande partie des réfugiés qui ont suivi le président Ali Nasser en Ethiopie et au Yémen du Nord reviendront au pays.

**JEAN GUEYRAS.**

## Le gouvernement éthiopien semble se résigner...

*De notre correspondant en Afrique orientale*

Nairobi. – La récente visite, à Addis-Abeba, d'une délégation sud-yéménite, conduite par M. Salem Munasser El Sealy, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, semble montrer que le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam, le chef de l'Etat éthiopien, s'est, enfin, décidé à prendre officiellement acte du changement de pouvoir intervenu à Aden. Les nouveaux dirigeants – d'obédience communiste eux aussi – ont souhaité le maintien de « l'alliance stratégique » conclue, en avril 1981, avec Addis-Abeba et Tripoli, dans le cadre d'un « traité d'amitié, de coopération et de défense mutuelle ».

Lors de la lutte sanglante pour le pouvoir entre factions sud-yéménites, le président Mengistu avait apporté un soutien sans équivoque à M. Ali Nasser Mohammed, son plus fidèle et son plus proche allié. Une attitude qui avait contrasté avec celle de Moscou.

Il semble d'ailleurs que M. Mengistu en ait voulu au Kremlin d'avoir « lâché » l'ancien chef de l'Etat sud-yéménite. Au début de février, une délégation éthiopienne, conduite par M. Fikre Selassié, le numéro deux du régime, prit le chemin de Moscou pour tenter de régler ce différend, l'agence Tass rendit compte de cette visite très laconiquement en parlant d'un « échange de vues ». La sécheresse du commentaire donna à penser qu'entre « pays frères » l'entente n'était pas parfaite...

Ces derniers temps, le chef de l'Etat éthiopien a essayé de prendre quelque distance envers son protecteur soviétique. A la mi-janvier, il a signé l'adhésion de son pays à l'autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement en Afrique de l'Est (IGADD), passant outre aux objections de ceux qui évoquaient les risques de manipulation de cette nouvelle organisation par les puissances occidentales. A la mi-janvier aussi, il a eu, à Djibouti, de longs tête-à-tête avec le général Syaad Barre, son homologue somalien, qu'il n'avait pas revu depuis la guerre de l'Ogaden. A la mi-avril, devant le comité central du PTE, il a évoqué la contribution de son pays au maintien de la paix dans la région en prenant les exemples de la Somalie et du Soudan mais sans souffler mot du Yémen du Sud.

Comme M. Ali Nasser, l'« empereur rouge » a ainsi pu apparaître comme un nationaliste avant tout soucieux, en ménageant les formes, d'exploiter les quelques espaces de liberté que Moscou lui octroie. Le tout est de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans l'expression d'un certain esprit d'indépendance. Après Cuba, l'Ethiopie n'est-elle pas le pays du tiers-monde qui reçoit, de l'Union soviétique, l'aide la plus massive ? Sa dette militaire serait de l'ordre de 2,5 à 4 milliards de dollars et sa dette civile, d'environ 2 milliards.

Relation de cause à effet ? La visite du vice-premier ministre sud-yéménite à Addis-Abeba a eu lieu une semaine après le retour de M. Mengistu de Berlin-Est, où il avait assisté au onzième congrès du Parti communiste est-allemand et rencontré, à cette occasion, M. Mikhaïl Gorbatchev...

**JACQUES DE BARRIN.**







هكذا من الاصل

# DIPLOMATIE

## LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS A TOKYO

## Un consensus s'est facilement dégagé à propos du terrorisme et de la sécurité nucléaire

De notre envoyé spécial

Tokyo. – Le terrorisme a salué à sa façon dimanche 4 mai un sommet des Sept qui, bon gré mal gré, devait lui être assez largement consacré : en lui tirant dessus. A défaut de pouvoir s'infiltrer dans le périmètre où a lieu la rencontre et où sont hébergés journalistes et membres des délégations, les extrémistes japonais ont eu recours à une technique déjà employée en mars dernier contre l'ambassade des Etats-Unis : le tir de mortier.

En tout cas, cet attentat manqué n'aura pas eu pour effet de paralyser les réflexions des Sept sur le terrorisme : non seulement l'examen du projet de déclaration commune n'a donné lieu à aucune véritable opposition entre Américains, Européens et Japonais, mais chacun semble au contraire avoir eu à cœur de favoriser une unanimité rapide. La France s'est même ostensiblement félicitée de la qualité des propositions britanniques et de la modération relative des demandes américaines, alors que l'on avait craint jusqu'au bout quelque surenchère spectaculaire de la part de M. Reagan.

C'est au cours du dîner des chefs d'Etat et de gouvernement, dimanche, que les grandes lignes de la *déclaration commune sur le terrorisme* – ainsi d'ailleurs que celles du *texte consacré à la sécurité nucléaire* – ont été élaborées par les Sept. *Conformément* à la tradition de ces sommets, les « sherpas » ont *travaillé une partie de la nuit* pour aboutir à une rédaction détaillée qui a reçu ce lundi l'agrément des chefs de délégation.

Si tout le monde convenait dès l'origine de la nécessité de parler sérieusement de la coordination de la lutte antiterroriste, le débat sur ce problème risquait d'achopper sur trois questions connexes. La première était de savoir s'il fallait nommer explicitement la Libye. Citer Tripoli sans mettre en cause d'autres capitales comme Damas et Téhéran risquait d'apparaître comme une complaisance à l'égard de ces dernières. Mais personne n'envisageait *de décrire les responsabilités* syriennes ou iraniennes dans la *vague actuelle de terrorisme*. Ne pas citer Tripoli, alors que la Commu*nauté européenne s'y était récem*ment risquée à plusieurs reprises, *pouvait* d'autre part passer pour un recul. C'est pourquoi, finalement, le texte mentionne la Libye.

*Le* colonel Kadhafi, il est vrai, ne s'est pas embarrassé de telles pudeurs puisqu'il a invité sans ambages, dimanche, la population de Tokyo à *« manifester par millions contre la présence des dirigeants occidentaux dans la capitale japonaise »* et qu'il a qualifié leur rencontre de *« crime contre l'humanité »*.

En second lieu certains, notam*ment du côté américain*, avaient envisagé pour ce sommet la création d'un organisme international de lutte contre le terrorisme, éventualité qui ne souriait guère à plusieurs pays européens, dont la France. Les adversaires d'une telle suggestion ne semblent guère avoir eu de mal à faire prévaloir leur point de vue. Enfin il fallait régler un certain nombre de problèmes pratiques touchant les extraditions et les expulsions. Le texte élaboré dans la nuit de dimanche à lundi par les « sherpas » a *été* sur ce point com*plété* le lundi matin, notamment par une proposition française, ouest-allemande et américaine.

Quant à la sécurité nucléaire, là aussi le consensus devait être relativement facile à établir en dépit d'une proposition japonaise, au demeurant peu insistante, tendant à la création d'une nouvelle agence – celle de Vienne n'ayant pu fonctionner de façon satisfaisante dans l'affaire de la centrale de Tchernobyl. Les dirigeants des pays industrialisés sont rapidement tombés d'accord sur le fait qu'il fallait mieux renforcer les structures existantes, au besoin en leur assignant de nouvelles missions et en les dotant de moyens accrus, que de multiplier les instances compétentes en matière de nucléaire civil.

*En outre, quelle que soit leur irri*tation à l'égard de la politique de *l'information (ou plutôt de censure* de presque toute information) suivie *dans cette affaire comme dans* bien d'autres par le Kremlin, les partici*pants au sommet de Tokyo* ont manifestement tenu à ne pas adop*ter vis-à-vis de l'Union soviétique* un ton trop vindicatif. La réévaluation en baisse du nombre possible de victimes de l'accident nucléaire à *laquelle* on procède actuellement du côté occidental n'y est sans doute pas étrangère. Pas plus que la volonté de ne pas rendre plus problématique l'organisation d'un nouveau sommet Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année.

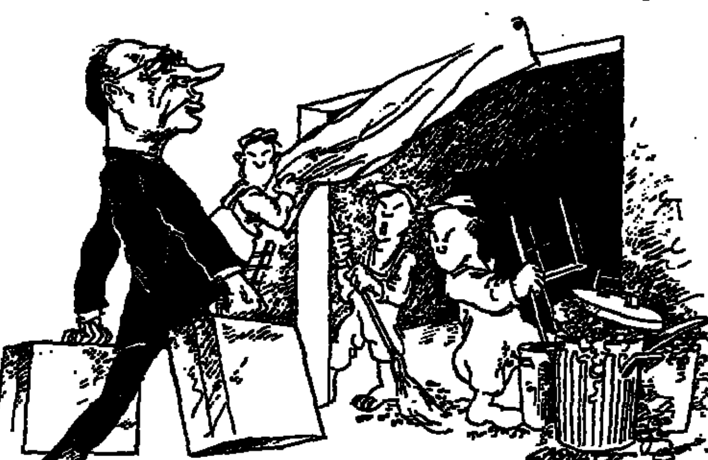
Outre ces deux *sujets vedettes*, les Sept ont abordé, tant au niveau des chefs d'Etat et de *gouvernement* qu'à celui des ministres des affaires étrangères, *différentes autres questions* diplomatiques. A leur traditionnel *tour d'horizon de la situation* internationale, s'est en particulier *ajoutée l'analyse détaillée* présentée par M. Shultz à la suite de la tour*née asiatique du président* Reagan. Le secrétaire d'État américain a *notamment* insisté sur le fait que les Occidentaux devraient aider les Phi*lippines*, même *si* le nouveau régime de Manille ne sollicite pas officiellement leur assistance.

Ce lundi en début d'après-midi (heure de Tokyo) est arrivé M. Jacques Chirac, comme il avait *été* convenu entre l'Elysée et Matignon. Le léger retard apporté à la publication des textes sur le terrorisme et sur la sécurité nucléaire n'aurait-il pas eu pour motif réel, non un ultime arrangement de forme, mais le souci de ne pas donner au premier ministre français le sentiment d'arriver quand tout est déjà dit et même écrit ?

On s'interdisait dans l'entourage du président de la République de donner corps à une interprétation aussi franco-française du déroulement des travaux des Sept, mais l'unanimisme qui règne pour l'instant à Tokyo ne laisse guère le choix à M. Chirac que d'apparaître soit comme un ouvrier de la onzième heure, soit comme un trouble-fête. Il est vrai que son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a assisté à tous les entretiens politiques importants de M. Mitterrand (y compris dans l'avion présidentiel avec M. Ruud Lubbers, chef du gouvernement néerlandais, président en exercice du Conseil européen). *Et que le premier ministre* doit s'entretenir longuement mardi matin avec le *chef* de l'Etat.

Il est vrai aussi que le texte de la *« déclaration de politique générale »* qui commençait à circuler à Tokyo ce lundi n'était pas de nature à donner à M. Chirac le sentiment d'avoir manqué quelque chose d'essentiel. Intitulée *« Pour un monde meilleur »*, cette déclaration énumère un cetain nombre d'engagements des Sept en faveur de la paix, du progrès, de l'aide aux pays en voie de développement, de la réduction des armements, du dialogue Nord-Sud et Est-Ouest, de la défense, de la culture et de l'environnement... Et aussi de l'initiative individuelle, *peut-être* à titre de petite touche néo-libérale ?

BERNARD BRIGOULEIX.



### QUAND LA DÉLÉGATION FRANÇAISE VEUT TROP BIEN FAIRE...

*De notre envoyé spécial*

Tokyo. – Manifestement, la *délégation française* est arrivée dans la capitale japonaise bien *décidée à profiter de l'occasion* pour faire un peu de publicité à la *technologie française. Intention* particulièrement louable, dans un *pays qui excelle à exporter* la sienne, mais que l'entourage de *M. Mitterrand a mise en* œuvre avec une insistance qui devait *tantôt faire sourire*, tantôt irriter.

C'est ainsi que tous les journalistes ont pu entendre les conseillers du chef de l'État vanter, parfois à la tribune de la salle de presse, le confort et la rapidité du vol Paris-Tokyo en Concorde (sept heures, via Novossibirsk, c'est effectivement impressionnant, mais l'entourage présidentiel n'en était pas à son premier voyage dans le supersonique franco-britannique), puis la merveilleuse qualité et la précision des photos prises par le satellite Spot.

Sitôt arrivé, le président de la République a *d'ailleurs offert* à son hôte, M. Nakasone, plusieurs de *ces précieux clichés*, représentant le Fuji-Yama. Le lende*main matin, pour faire* bonne mesure, il a produit à M. Kohl *quelques autres photos – de la* centrale de Tchernobyl, celles-*là – que* son nouveau porte-parole, Mme Gendreau-*Massaloux*, devait offrir aux regards des journalistes, lors de son *briefing*, comme une gourmandise. On ignorait encore, ce *lundi* à Tokyo, si M. Chirac serait, lui aussi, porteur de vues prises par un si merveilleux engin : le plateau de Millevaches, où l'Hôtel de Ville de *Paris*, peut-être ? – B. B.

## Le « pied de nez » des gauchistes nippons

De notre correspondant

Tokyo. – Le sommet de Tokyo, « son » sommet, n'a pas commencé sous les meilleurs auspices pour M. Nakasone qui en est l'hôte. Le premier ministre était en train d'accueillir solennellement, dimanche après-midi 4 *mai*, dans une débauche de tapis rouges et une succession d'hymnes nationaux, des chefs d'Etat et de gouvernement dans la cour du palais d'Akasaka, quand passèrent inopinément au-dessus des augustes têtes, cinq *« projectiles ailés »*, selon la police, sortes de roquettes artisanales qui allaient atterrir, à 500 mètres de là, près de l'ambassade du Canada.

Il était 16 h 20. M. Nakasone, *qui venait de recevoir M. Mitter*rand, bavardait avec lui en atten*dant M. Reagan*. Le tir était trop long et le passage des engins *ainsi que leur explosion* n'auraient guère été remarqués *s'ils* n'avaient provoqué une ruée de voitures de police hurlantes et un *carrousel* d'hélicoptères qui créèrent une atmosphère de tension et de confusion plus grande que les *« pétards »* sophistiqués des gauchistes *nippons*.

Les engins, longs d'une trentaine de centimètres et ayant une potentialité explosive modeste, avaient été tirés du quatrième étage d'un immeuble du quartier de Kagurasaka, à 2,5 kilomètres du palais d'Akasaka. La police, qui avait inspecté cinquante mille *maisons au cours de ces der*nières *semaines*, n'avait jamais *pu questionner le couple qui* habite l'appartement où furent *retrouvés installés sur le rebord* d'une fenêtre les cinq cylindres de lancement. *Ceux-ci* avaient été actionnés par un système à *retardement*. *L'opération a été* revendiquée par le groupe gauchiste *Chukaku-Ha*, le plus important numériquement, qui avait annoncé son intention de « pulvériser le sommet ».

Ce qui n'est pour l'instant qu'un « pied de nez » des gauchistes nippons aux participants du sommet n'en constitue pas moins un camouflet à un système de sécurité *mobilisant* trente mille policiers qui a pris ces derniers jours des proportions inimaginables, en tout cas jamais vues *de mémoire de* Tokyoïtes.

*Le centre de la ville est complètement vide, puisque toute circulation y est pratiquement interdite. L'hôtel New Otani, où logent les délégations, est devenu un camp retranché, et cinq mille barrages de police ralentissent le trafic là où il est autorisé ; à 300 mètres au-dessus de cette transplantation miniaturisée de Versailles qu'est le palais d'Akasaka, oscille un dirigeable équipé des engins de surveillance les plus sophistiqués.*

### « Sympathie réciproque »

*M. Nakasone a dû être* d'autant plus marri de l'incident de dimanche *après-midi* que les entretiens privés qu'il avait eus *auparavant avec son « ami »* Reagan se sont déroulés dans *une atmosphère plus fraîche qu'il* ne l'attendait. Dans un geste de bienvenue, M. Nakasone a déclaré à M. Reagan que, en ce *qui concerne les rapports* américano-libyens (une question *sur laquelle Tokyo, pour ménager* les Arabes, est resté plus *réservé*), le Japon *« avait approfondi son information »* concernant *l'implication de la Libye* dans des actions terroristes, et *qu'il « sympathisait avec les Etats-Unis qui avaient été contraints de prendre des mesures »*. Cette manifestation *de sympathie nippone* qui a suscité la colère de Tripoli a interloqué *le ministère des affaires* étrangères car elle n'était pas *prévue ; elle n'a pas pour autant* pleinement contenté M. Reagan.

*Celui-ci* a retourné sa sympathie à M. Nakasone lorsque ce dernier lui demanda de soutenir le Japon dans son effort pour parvenir à une politique d'intervention concertée sur les monnaies. Le président américain a déclaré qu'il « sympathisait » avec le Japon dont l'économie souffre de la hausse du yen, mais que celle-ci n'en constituait pas moins un élément pour remédier à l'excédent commercial nippon.

A la déception de M. Nakasone s'en est ajouté une autre : M. Delors ne l'a pas non plus suivi sur la question monétaire. Acerbe, *l'Asahi* écrit que *« si le mot « échec » ne figure pas au vocabulaire du sommet, M. Nakasone a encore à démontrer que, du point de vue japonais, celui de Tokyo sera un succès »*.

PHILIPPE PONS.

## Les pays du tiers-monde souhaitent que leurs difficultés ne soient pas sous-estimées

**Absents du sommet de Tokyo, les pays d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient voulaient faire entendre leur voix auprès des nations industrialisées. A Bali, les ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (1) ont mis l'accent sur la nécessité *de lutter* contre le protectionnisme des pays industriels et sur l'importance d'une *stabilisation des* cours des matières premières. Les onze pays les plus endettés d'Amérique latine, *réunis au sein du* groupe de Carthagène, lançaient pour leur part un appel à l'allégement *du fardeau de l'endettement* du tiers-monde, alors que les pays du Moyen-Orient espéraient une *initiative politique – le président Reagan n'a-t-il pas* préconisé le lancement d'un plan Marshall de soutien à *cette région ?***

**Au-delà des *difficultés et des intérêts* propres de chacun, la conclusion du ministre indonésien, *M. Mochtar Kusumaatmadja*, paraît symptomatique : il serait *« tragique et ironique »* que les pays en développement, qui ont appris à *« marcher sur leurs deux pieds »* se heurtent au protectionnisme des pays industriels. *D'autant qu'il n'est pas encore assuré que* le surplus de croissance attendu par les sept représentés au sommet de Tokyo soit générateur de croissance dans le tiers-monde, comme l'a rappelé le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew. Ce double souci – expansion et aide financière – a dominé la dix-neuvième réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD), *qui s'est terminée* le 2 mai à Manille, aux Philippines.**

### *Déblocage à la Banque asiatique de développement*

Correspondance

Manille. – Au-delà de l'accueil chaleureux réservé aux deux nouveaux venus de la BAD, la Chine populaire et l'Espagne, la bonne volonté des délégués a *été* mise à rude épreuve durant cette assemblée. Le premier dossier difficile, la reconstitution du Fonds asiatique de développement (FAD V) permettant *de financer* durant *la* période 1987-1990 des opérations à des taux d'intérêt privilégié, se présentait mal. Les Américains notamment rechignaient. Mais la pression des pays régionaux développés, et notamment de l'Australie, ainsi que la participation exceptionnelle de pays en développement, comme la Corée du Sud et l'Indonésie, ont permis un *« surprenant déblocage »* de la situation, pour reprendre l'expression d'un délégué. FAD V bénéficiera de plus de 3,6 milliards de dollars contre 3,2 milliards durant la période 1983-1987.

L'entrée du géant communiste chinois, en revanche, a provoqué des remous. Officiellement Taiwan est le seul pays ouvertement mécontent et a boycotté la session pour protester contre la nouvelle dénomination « Taipeh-Chine » et non plus « République de Chine ». Dans les *faits*, les dissensions ont été plus nombreuses. Soutenue par nombre de pays, dont la *France*, le Royaume-Uni et le Japon, la candidature de la Chine populaire au conseil d'administration de la BAD s'est heurtée aux réticences des Etats-Unis, dont le représentant, M. James Conrow, a souligné, *« avec tout le raffinement d'un bulldozer »*, selon ses interlocuteurs, qu'un siège pour Pékin pourrait *« détruire l'équilibre entre emprunteurs et créditeurs »*. M. Conrow a par ailleurs estimé que la privatisation des économies asiatiques ne se faisait pas assez rapidement à son goût.

En fait, la BAD est en plein remodelage de *sa stratégie*. Selon ses administrateurs, la voie à suivre est indéniablement celle de la *« libre entreprise »*, ce qui n'a guère ému le représentant de Pékin, Mme Chen Muhua, qui a promis que son pays ferait *« de plus grands efforts pour encourager le commerce extérieur et faciliter l'utilisation des capitaux étrangers »*. Mais la direction a retenu une proposition, soumise durant la réunion, consistant à renforcer le rôle de conseiller de la Banque pour convaincre les *« dinosaures »* du tout-Etat de la région du bien-fondé du choix de la privatisation. La prochaine assemblée annuelle se tiendra en 1987 à Osaka.

KIM GORDON-BATES.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique : Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Brunei.

## Les Américains proposent la création d'un groupe de surveillance des politiques économiques des Sept

De notre envoyé spécial

Tokyo. – Perspective d'un débat monétaire serré, absence de tension sur les problèmes concernant le commerce international, oubli quasi complet des dossiers intéresant le tiers-monde. Telle était l'ambiance dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement des Sept ont abordé, lundi 5 mai, le volet économique de leurs entretiens.

Les Etats-Unis et le Canada ont proposé *de renforcer la concertation* économique et monétaire entre les Sept. Leurs documents *qui, lundi* matin, n'avaient encore été présentés qu'aux *seuls ministres* des finances, viseraient à instaurer un système de surveillance *collective* des politiques économiques suivies par les principaux *pays* industrialisés avec, comme principal objectif, de parvenir à *une stabilisation* durable des relations entre les monnaies, et d'améliorer, par *conséquent*, le fonctionnement du système monétaire international.

Ce nouveau « plan Baker » illustre, *si* besoin était, l'évolution qui s'opère dans le sens souhaité par Paris. *Les Américains reconnaissent* ainsi le caractère bénéfique de la *politique* concertée d'intervention sur les marchés des changes pratiquée *par le groupe des Cinq* (G 5) (1) depuis septembre 1985 et suggèrent *d'élargir son* champ d'application.

*Qu'y a-t-il de nouveau dans* ce plan Baker conforme aux orientations données par le comité intérimaire du FMI ? La tâche de surveillance des économies industrialisées serait réalisée par un groupe des Sept (G 7), émanation des pays participant au sommet. Cette innovation répond au moins en partie à la demande pressante présentée à Tokyo par l'Italie et par le Canada d'être associés au G 5. Lundi, M. Craxi, le président du conseil italien, laissait entendre qu'il pourrait ne pas participer aux délibérations si l'on ne donnait pas satisfaction à cette demande.

Autre élément nouveau, la concertation du G 7 ne se limiterait pas, comme c'est le cas pour le G 5, aux taux de change, mais porterait sur plusieurs indicateurs économiques, tels les taux d'intérêts, la masse monétaire, le taux d'inflation, etc. Le G. 7 se réunirait pour faire le point avant chaque sommet et pourrait, sans doute, tenir d'autres rencontres en cas d'urgence ou de tension monétaire internationale, rendant une telle concertation nécessaire.

La création *du G 7* ne signifierait pas la disparition de l'actuel G 5. Le premier, grâce à une *surveillance* élargie, serait supposé faciliter la tâche du *second*. A *celui-ci il* resterait à décider d'éventuelles interventions *sur les marchés dans le cas où* l'évolution des taux de change serait *jugée anormale par rappport à celle* des autres données économiques. Le problème de *l'articulation* exacte des missions du G 7 et du G 5, à moins de les *confondre*, ne manquera sans doute pas de soulever des difficultés, *notamment en raison* de la position de l'Italie et du Canada.

### Eviter toute « dérive »...

Selon le porte-parole de l'Elysée, *Mme Gendreau-Massaloux*, les Allemands auraient été associés à l'élaboration du nouveau plan Baker. C'est là une information qui peut surprendre dans *la* mesure où, jusqu'à présent, les Allemands, comme d'ailleurs les Britanniques, s'étaient montrés très réservés à l'égard de tout mécanisme de surveillance globale.

*Les Japonais* ont fait savoir qu'ils appuieraient une initiative américaine qui a pour objet, à moyen terme, l'amélioration durable du système monétaire international.

Cependant, la préoccupation prioritaire des Japonais est plus immédiate. Ils ont vivement insisté auprès de leurs partenaires pour que ceux-ci les aident à enrayer l'appréciation du yen par rapport au dollar. Il apparaît qu'ils ont trouvé peu d'écho sinon auprès des Allemands, qui, avec l'appréciation du mark, connaissent un problème similaire. M. Nakasone, le premier ministre japonais, peut donc tout au plus espérer que ses interlocuteurs s'abstiendront désormais d'amplifier le mouvement comme il leur a reproché de le faire, en multipliant les déclarations favorables à une appréciation supplémentaire de la monnaie japonaise.

En rendant compte de l'entretien que M. Mitterrand avait eu peu après son arrivée avec M. Nakasone, Mme Gendreau-Massaloux, porte-parole de l'Elysée, a souligné que le premier ministre japonais avait été d'accord avec le président de la République pour s'employer à *« éviter tous débordements de dernière minute »*, le souci de refuser à l'avance toute *« dérive »*, en d'autres termes de ne pas se laisser embarquer dans une quelconque initiative-surprise du président Reagan, pouvait concerner aussi bien la lutte contre le terrorisme que les négociations du GATT ou encore l'organisation des échanges agricoles.

Lundi matin, les Américains n'avaient rien dit qui annonce une quelconque intention d'utiliser cette enceinte pour reprendre leur offensive contre la politique agricole commune. Le sujet, cependant, restait dans l'air. Ainsi, lundi, les chefs de gouvernement, lorsqu'ils ont commencé leurs entretiens économiques, ont exposé les uns après les autres la situation dans leur pays respectif et, a précisé le porte-parole de l'Elysée, ont notamment évoqué ce qu'étaient leurs problèmes sociaux. *« On sentait bien que la sensibilité exprimée était très liée à des situations différentes d'un pays à l'autre »*, a précisé, à ce sujet, Mme Gendreau-Massaloux.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Le groupe des Cinq comprend : les Etats-Unis, la RFA, la France, la Grande-Bretagne, le Japon.

# Le Paraguay n'est plus ce qu'il était...

*Les manifestations d'opposition se multiplient au Paraguay soumis, depuis trente-deux ans à la dictature du général Stroessner. Mais celui-ci ne semble pas sérieusement menacé...*

*(Suite de la première page.)*

M. Humberto Rubin se sent, lui aussi, tous les courages. A vrai dire, il n'en a jamais manqué. Radio-Nanduti, qu'il dirige, est la seule station, avec celle des franciscains – sur la cinquantaine existantes – à refuser les ukases du pouvoir. Cela lui a valu bien des ennuis. Il dit qu'aujourd'hui il a les coudées plus franches, que *« la dictature a cédé beaucoup d'espace, contre son gré »* et qu'il peut désormais *« parler de tortures sans aller en prison »*. Du moins, c'est ce qu'il disait, quelques jours avant que des commandos d'inconnus ne détruisent, à la fin d'avril, ses équipements.

Tout le monde, à Asuncion, parle des « espaces » qui ont été conquis. La presse, entre deux éditoriaux à la gloire du Lider», en dit plus qu'avant. Les gazettes de l'opposition parlent de *« dictature »* sans être saisies. Les opposant descendent dans la rue, au risque, eux, de se faire tabasser.

Ceux qui n'ont jamais accepté l'arbitraire et la corruption s'éparpillent entre quatre partis réunis depuis 1979 par un accord national. Il y a les Mopoco (Mouvement populaire Colorado), une vieille dissidence du parti Colorado officiel. Les « fébréristes », adhérents à l'Internationale socialiste, les démocrates-chrétiens, et enfin, les plus nombreux, les libéraux radicaux authentiques. Une constellation d'environ cent mille personnes, si l'on en croit l'un des intéressés.

Les libéraux radicaux authentiques sont considérés comme des « irréguliers » par le gouvernement. Ils refusent de participer aux élections, pour ne pas cautionner un pouvoir qu'ils accusent de se maintenir par la fraude et l'intimidation. Car c'est la coquetterie du *« plus ancien dictateur du monde »*, en effet, que de vouloir se faire élire tous les cinq ans. Et pour se donner une façade légale, tous les moyens sont bons.

Au Parlement, deux fractions du vieux Parti libéral – à qui la Constitution accorde « généreusement » un tiers des sièges, même si elles ne gagnent ensemble que 10 % des voix – servent, au général-président et à son système, de minuscule contrepoids. Une session par semaine, le jeudi après-midi. Et le lendemain, la joie, pour les orateurs de l'opposition, de lire dans les journaux un résumé de leurs philippiques.

## L'Eglise, elle aussi...

Ce sont ces libéraux-là que les radicaux authentiques ont quittés. Leur président, M. Miguel Angel Martinez, est un optimiste : le régime, selon lui, touche à sa fin. Non qu'il croie beaucoup aux rumeurs sur la santé du chef de l'Etat, dont des ennuis de prostate ont fait flamber le dollar en août dernier. *« Nous ne spéculons pas sur sa mort biologique,* dit-il. *Ce que nous voulons, c'est sa mort politique. Nous allons donc multiplier les mobilisations populaires, et lancer une campagne de désobéissance civile pour désorganiser le gouvernement. »* La première mobilisation a eu lieu le 16 mars. C'était vraiment, dans son genre, une « première » : trois milliers de manifestants dans la rue. Une dizaine de blessés.

L'Eglise, elle aussi, commence à occuper le terrain. A sa manière, en enrobant les phrases, sans attaquer de front les maîtres galonnés. Une Eglise présente partout au Paraguay, depuis le temps des « réductions » : ces Phalan-stères collectivistes organisés au dix-huitième siècle par les jésuites, qui faisaient travailler et prier les Indiens au son de la cloche, et leur enseignaient, en même temps que la Bible et l'espagnol, à jouer de la harpe.

Le 23 avril, la conférence épiscopale a lancé une proposition de dialogue national qui vise, sans le dire, à amorcer une transition en douceur comme celle qui a permis aux Brésiliens et aux Uruguayens de se démocratiser.

Que l'Eglise prenne une telle initiative est révélateur aux yeux de M. Miguel Abdon Saguier, autre dirigeant des libéraux authentiques. *« Car l'Eglise a une perception aiguë de la volonté populaire,* dit-il. *Elle sent le moment venu de dire non à l'autoritarisme. »*

Le patronat a-t-il la même perception ? Les deux organisations qui le regroupent ont publié en février des réflexions au vitriol sur une économie gérée un peu, jusqu'à présent, comme une hacienda. Outre les contingences du jour (politique de taux de change, politique agricole, traitement de la dette extérieure), les patrons critiquent la sclérose d'un système dominé par les gérontes. Le général Stroessner n'est pas seul en cause. Il a assuré à beaucoup de ses fidèles la stabilité de l'emploi. Les hiérarques sont d'un âge canonique, et détiennent des records de longévité. Le champion toutes catégories étant sans doute le ministre des finances, le général Barrientos, fidèle au poste depuis l'aube du stroessnérisme.

La gérontocratie engendre des impatiences. On trouve des « impatients », désormais, dans le parti Colorado. Des gens qualifiés de « rebelles » parce qu'ils remettent en cause le verticalisme d'une formation qui a surtout servi, jusqu'à présent, à encadrer le pays. Pas d'emploi public, pas de poste dans la police ou l'armée, *sans affiliation au parti*. Des locaux dans tous les villages. Chaque affilié tenu, le cas échéant, d'être un espion.

M. Carlos Romero Pereira est un des « rebelles » de la direction Colorado. *On lui prête l'intention* – sulfureuse – de songer à un candidat civil pour la présidence de 1988, alors que ses collègues ont déjà demandé au général-président de faire don, une fois de plus, de sa personne. Hérétique, il l'est en effet, puisqu'il dit de la « démocratie » paraguayenne qu'elle est *« plus formelle que réelle »*, que le parti *« ne répond plus aux aspirations des jeunes »*, que *« le modèle établi en 1954 a cessé de fonctionner »*. Il appartient à un courant plus attaché à la permanence du coloradisme qu'à celle du président, et qui s'interroge sur l'actualité des régimes militaires.

Les attaques et les remises en cause, pleuvent donc de tous côtés ces derniers temps. Des ministres répliquent en agitant les vieux épouvantails – *« subversion marxiste »* et *« conspiration internationale »*. Le général-président, lui, se tait. C'est un homme de silence, de secret, qui arme ses ruses longtemps à l'avance, et tient ses généraux en leur donnant une part du butin : haciendas, entreprises, trafics en tous genres. S'il a été, au départ, un admirateur de Hitler, c'est chez Franco, visiblement, qu'il a pris ses leçons : le même art de temporiser et, le moment venu, de faire tomber la hache.

Chacune de ses concessions est calculée, et ne résulte pas d'un attendrissement tardif. En 1983, il a fait revenir d'un exil de vingt-quatre ans quelques dizaines de Mopoco, *« non par esprit d'ouverture,* explique un confrère, *mais pour les avoir sous la main, car beaucoup étaient en Argentine : avec l'appui d'Alfonsin, ils risquaient de devenir remuants. »* Il a pris la même décision avec l'ancien président du Parti démocrate-chrétien, M. Alfonso Resck, rentré le 20 avril dernier de cinq ans d'exil à Buenos-Aires. Les seuls expatriés notoires restent M. Domingo Laino, leader du Parti libéral authentique, et l'écrivain Augusto Roa-Bastos, retiré à Toulouse.

Il y a un peu plus d'un mois, pourtant, le général Stroessner a parlé. C'était à l'occasion de la réouverture annuelle du Parlement. Il a traité de *« déserteurs »* les rebelles de son parti, et menacé de ressusciter, si besoin était, la garde urbaine, une milice armée que les colorados ont utilisée jusque dans les années 50, et qui, la nuit tombée, faisait la loi dans les villes.

Les réflexes sont donc toujours les mêmes. L'idéologie aussi, alimentée, non plus chez les voisins, convertis à la démocratie, mais chez les anticommunistes de la ligne de front : Corée du Sud, Taiwan, Afrique du Sud...

M. Eustacio Lezcano Molinas n'est assurément pas un idéologue. C'est un député colorado bon teint : il en a le tour de taille et les arguments épais. Il explique pourquoi Stroessner s'est succédé jusqu'ici à lui-même : *« Parce qu'aucun colorado ne contestait son leadership. »* Et parce qu'*« il a réalisé intégralement le programme du parti »* : routes, adductions d'eau, électricité, écoles. L'arbitraire justifié, comme d'habitude, par les infra-structures, et quelques mini-bonds dans la modernité.

Comme M. Lezcano Molinas, certains opposants pensent que Stroessner ne se retirera jamais et qu'il mourra dans son lit. Il continue en effet d'avoir l'armée avec lui. En outre, l'opposition, si l'on en croit un dirigeant fébrériste, M. Euclides Acevedo, *« n'a pas de base sociale ni de projet concret »*.

Elle a, en tout cas, des pétitions de principe : la levée de l'état de siège – renouvelé tous les trois mois depuis trente-deux ans, – le rétablissement des libertés publiques, le retour des exilés. La fin, aussi, de ce que M. Acevedo appelle *« le mariage incestueux entre le parti Colorado et l'armée »*. De son exil de Toulouse, M. Roa-Bastos a lancé, le 1er février, un appel à la *« réconciliation nationale »* qui ressemble fort à celui de l'Eglise. Mais la moindre demande est reçue par les officiels avec des sarcasmes, quand ce n'est pas des coups de bâton. Pour eux, la démocratie existe au Paraguay, *« une démocratie sans communisme »*. Devise qu'un dirigeant colorado vient de nuancer en parlant d'*« une démocratie* sui generis, *en perfectionnement constant »*...

CHARLES VANHECKE.

# A TRAVERS LE MONDE

## GRANDE-BRETAGNE

### Violents affrontements devant les imprimeries Murdoch

Londres. – Plus de deux cents personnes, dont de nombreux policiers, ont été blessées dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 mai, lors de violents affrontements entre des ouvriers du Livre et la police devant les imprimeries de Wapping, dans la banlieue est de Londres. Ce sont les affrontements les plus durs depuis le début du conflit dans le groupe de presse *News International* que dirige M. Rupert Murdoch. Huit mille personnes environ avaient défilé auparavant dans Fleet Street, dans le centre de Londres, pour protester une fois de plus contre le licenciement sans indemnités par M. Murdoch en janvier, de cinq mille cinq cents ouvriers syndiqués.

Comme presque chaque samedi soir, les manifestants tentèrent ensuite d'empêcher la sortie des journaux du groupe (qui possède le *Times*, le *Sunday Times*, *Sun* et *New of the Worlds*) à l'usine de Wapping où ils sont produits par cinq cents ouvriers non syndiqués travaillant sur un matériel moderne. Quatre-vingts manifestants ont été interpellés par la police. Trois cents personnes ont été inculpées depuis le début du conflit qui provoque une tension de moins en moins bien supportée par les ouvriers de Wapping. Le malaise a également gagné les rédactions : de nombreux responsables de la rédaction du *Times* notamment ont déjà quitté le journal. – *(AFP).*

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

### Deux morts dans un affrontement préélectoral

Saint-Domingue. – Deux personnes ont été tuées et quinze autres blessées par balle le dimanche 4 mai à une trentaine de kilomètres de Saint-Domingue lors d'un affrontement entre militants du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir) et du Parti réformiste social chrétien (PRSC). Les incidents ont éclaté lorsqu'un cortège conduit par le candidat présidentiel du PRD aux élections générales du 16 mai, M. Jacobo Majluta, s'est heurté à un groupe de manifestants à la tête duquel se trouvait M. Peynado, candidat du PRSC aux élections sénatoriales dans la capitale. L'un des morts est un militant du Parti réformiste social chrétien. Parmi les blessés figurent plusieurs membres de l'escorte des dirigeants du PRD.

Cet affrontement sanglant porte à sept le nombre de morts depuis le début de la campagne pour les élections à l'occasion desquelles les trois millions d'électeurs dominicains devront choisir un président, un vice-président, trente sénateurs, cent vingt députés et cinquante maires. – *(AFP.)*

## CORÉE DU SUD

### Une centaine d'étudiants arrêtés

Inchon. – La police sud-coréenne a arrêté plus de cent étudiants, samedi 3 mai, à la suite de violentes manifestations antigouvernementales qui ont obligé le principal parti d'opposition à annuler un grand rassemblement à Inchon, port de l'ouest du pays. Quelque 4 000 étudiants et ouvriers scandant des slogans hostiles au président Chun Doo Hwan, aux Etats-Unis et même au Parti démocratique de la Nouvelle-Corée (opposition), ont fait le siège d'une salle où 2 500 personnes attendaient l'ouverture du meeting. Selon un communiqué officiel, les manifestants ont blessé plus de trente policiers à coups de pierres et de cocktails Molotov. Un véhicule de la police, un drapeau américain, des portraits des présidents Reagan et Chun et le bureau du Parti de la justice démocratique au pouvoir ont été incendiés. – *(Reuter.)*

# politique

## LES PROJETS DU GOUVERNEMENT ET L'ÉTAT DE LA MAJORITÉ

### LE DÉCOUPAGE DES CIRCONSCRIPTIONS

# M. Chirac devra parer à de possibles défections

*Le jeu fait fureur dans les* bureaux du Palais-Bourbon : à l'aide d'une calculette — pour additionner les résultats des dernières consultations électorales canton par canton, voire commune par commune pour les plus méticuleux — et de crayons aux multiples couleurs — pour visualiser les tendances ainsi dégagées — découper « son » département en *autant de circonscriptions qu'il a de* députés. Plusieurs objectifs doivent être visés : se créer un terroir accueillant, bien entendu, mais aussi tenter d'en délimiter un pour un ami *précieux, ne pas désavantager* un allié indispensable, faire la part du feu à l'adversaire inévitable, interdire toute espérance à l'ennemi irréductible.

Les recettes sont aussi diverses que les joueurs, et la partie n'est pas égale. Certains (RPR) disposent d'un atout précieux : le maître du jeu, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, est un de leurs « compagnons ». D'autres (UDF) doivent se contenter de ses promesses. D'autres encore (PS) ne peuvent qu'espérer en son souci de ne pas paraître trop brimer l'opposition. D'autres (PC) savent qu'une place ne leur sera laissée que pour gêner leurs anciens alliés. Les derniers enfin (FN) ne se font guère d'illusion : s'ils veulent éviter d'être mis hors jeu, il leur faudra aller à Canossa en faisant acte d'allégeance au camp du découpeur en chef.

Un bon coup d'œil vaut mieux qu'une mauvaise « impasse », expliquent les bridgeurs. La maxime vaut aussi pour ce puzzle électoral. Ceux que l'on soupçonne, à tort ou à raison, d'avoir des entrées particulièrement faciles place Beauvau sont courtisés de près. Les rumeurs circulent, les renseignements, bons ou mauvais, s'échangent avec, parfois, une complaisance qui ressemble à de l'intoxication. Chacun, en tout cas, ne pense qu'à ça. Le milieu de la semaine permet de s'enfermer à Paris, les autres jours, de tisser sa toile dans son département, de prendre des contacts discrets avec les concurrents, alliés ou adversaires locaux, de s'assurer du soutien des notables provinciaux pour le découpage que l'on préfère.

Plus la partie dure, plus le climat se tend entre les joueurs. Tout particulièrement entre ceux qui sont dans le même camp. Malgré tous les engagements du chef du gouvernement et de son ministre de l'intérieur, l'UDF craint non seulement pour ses députés factuels, mais pour son avenir. Elle veut être assurée *que les sièges prenables à la gauche* par la vertu supposée du découpage n'iront pas tous grossir l'escarcelle du RPR. Ayant dû accepter de ne soumettre le projet d'habilitation *électoral au vote de l'Assemblée* nationale qu'une fois connue par ses alliés la globalité du découpage, M. Jacques Chirac peut-il espérer que après avoir ainsi reculé devant *l'obstacle, il pourra mieux le franchir ?*

### L'UDF fait monter la pression

Le dilemme est délicat. Tant que l'affaire n'est pas définitivement réglée, l'UDF fait monter la pression, mais, une *fois que le découpage* sera connu, ceux des députés de la majorité auxquels il ne laissera aucune chance de revenir au Palais-Bourbon ne seront-ils pas tentés de se rebeller ? Ne disposer que de deux sièges de plus que la majorité absolue ne permet pas au gouvernement de laisser se répandre l'aigreur ; cela pourrait lui coûter cher dans l'avenir et, dans l'immédiat, compliquer le vote de la réforme électorale elle-même.

Qu'un élu sous l'étiquette RPR ou UDF vote la censure et soit, ainsi directement responsable du renversement, c'est difficilement concevable ; mais si M. Jacques Chirac laisse le débat commencer dans l'hémicycle avant d'engager la responsabilité de son gouvernement, il prendra de grands risques. Les socialistes ont, déjà, déposé une exception d'irrecevabilité (elle signifie que le projet est contraire à la Constitution) et une question préalable (son adoption revient à repousser le projet). Les députés du PC et du FN ont déjà dit qu'ils voteront l'une et l'autre. Si elles sont mises en discussion, il suffirait que six membres de la majorité s'abstiennent pour qu'elles soient approuvées. Qui peut garantir qu'il ne se trouvera pas, au RPR, à l'UDF et parmi les non-inscrits, une demi-douzaine de députés tentés par un tel geste, qui n'aurait pas pour conséquence immédiate la chute du gouvernement ? Pour échapper à cette menace, M. Chirac peut engager la responsabilité du gouvernement aussitôt après la présentation du projet par le rapporteur de la commission des lois, mais, alors, aucun débat n'aurait lieu ; l'Assemblée accepterait de modifier la manière dont elle est élue sans en discuter en séance publique. Dans ce cas, les droits du Parlement seraient bien restreints, a fait observer, par avance, M. François Mitterrand.

La majorité, devant ces perspectives aléatoires, préfère prendre son temps. La commission des lois a suspendu ses travaux jusqu'au 15 mai. La commission Gaudin, qui avait préparé les investitures de l'UDF, va *reprendre du service durant le pont* du 8 mai pour étudier le futur découpage, avant d'en discuter avec son homologue du RPR (la commission Toubon), puis avec le ministre *de l'intérieur*. Celui-ci a assuré, lors de son audition par les commissaires aux lois, que tous les députés, quel que soit leur parti, sont les bienvenus pour faire part de leurs suggestions place Beauvau, où, a-t-il affirmé sur TF 1 le 2 mai, le projet de découpage *« n'est pas très avancé »*.

### L'astuce du Front national

Les amendements déposés par les uns et par les autres devant la commission des lois laissent déjà présa*ger ce que seront leurs positions si la* discussion a lieu en séance publique. PS, PC et FN refusent, globalement, le retour au scrutin majoritaire, mais l'extrême droite a préparé une position de repli dont la discussion mettrait dans l'embarras une partie de l'UDF. Les amis de M. Jean-Marie Le Pen proposent, en effet, de retenir la solution préconisée par M. Valéry Giscard d'Estaing dans son livre *Deux Français sur trois* : la proportionnelle dans les départements devant élire plus de quatre députés, le scrutin de circonscription dans les autres.

Le PC a déposé un grand nombre d'amendements, visant, notamment, à supprimer l'obligation d'obtenir les voix de 12,5 % des électeurs inscrits au premier tour pour avoir le droit de se présenter au second tour, et à accorder aux partis qui ne disposent pas d'un groupe à l'Assemblée un plus grand temps de parole lors de la campagne officielle à la radio et à la télévision. Les communistes veulent, surtout, limiter les marges de manœuvre des « découpeurs » en leur interdisant de scinder des communes de moins de cent mille habitants et de déroger à l'obligation de faire figurer la totalité d'un canton dans une même circonscription. Ils demandent enfin, que l'ordonnance découpant les circonscriptions soit ratifiée par le Parlement avant son entrée en vigueur.

Le PS ne fait guère de contre-propositions, pour l'instant. Il demande, simplement, que pour le découpage de Paris, de Lyon et de Marseille, et en cas de fracture d'un canton, l'avis de la commission des « sages » s'impose au ministre de l'intérieur. Il souhaite aussi que les membres de cette commission, issus du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes, ne soient pas élus par leurs pairs, mais désignés par le chef de cour, et que leur soient adjoints, avec voix consultative, deux statisticiens de l'Institut national de la statistique et des études économiques et deux démographes de l'Institut national des études démographiques. En outre, comme le PC et le FN, le PS propose que le découpage soit revu après chaque recensement de la population, et non pas une fois sur deux, comme le prévoit le projet.

Un député RPR de Polynésie, M. Edouard Fritch, souhaite que, dans ce territoire, les deux députés soient élus au scrutin nominal à un tour. Quant au rapporteur, M. Pascal Clément (UDF, Loire), il ne propose que peu de modifications au projet gouvernemental : l'avis de la commission serait rendu public (comme le souhaitent, aussi, le PS, le PC et le FN) ; les membres retraités des trois grandes juridictions ne pourraient être élus à cette commission ; l'écart possible, dans chaque département, entre la population d'une circonscription et la moyenne obtenue en divisant la population du département par le nombre des sièges, ne serait plus limité à 15 % mais à 20 % (alors que le PS et le PC souhaitent, eux, ramener ce chiffre à 10 %).

*Le dossier n'est qu'entrouvert. Le* refermer est, actuellement, l'exercice le plus périlleux auquel le gouvernement et la majorité doivent se livrer.

THIERRY BRÉHIER.



### APRÈS LA MORT DE MARCEL DASSAULT

## Sept députés siègent sans interruption depuis 1958

Avec la disparition de Marcel Dassault, l'Assemblée nationale a non seulement perdu son doyen d'âge, mais aussi l'un des huit députés qui ont siégé sans interruption au Palais-Bourbon pendant toute la Vᵉ République. Elu pour la première fois en 1951 député des Alpes-Maritimes, Marcel Dassault, après un passage au Sénat de 1955 à 1957 devint, en effet, député de l'Oise en 1958 pour ne plus quitter le mandat jusqu'à sa mort.

Les sept autres députés actuels siégeant sans interruption à l'Assemblée nationale depuis les élections de novembre 1958, c'est-à-dire en fait depuis la fondation de la Vᵉ République sont cinq RPR ; MM. Chaban-Delmas (Gironde), Grussen-Meyer (Bas-Rhin), Nungesser (Val-d'Oise), Peyrefitte (Seine-et-Marne) et Robert Wagner (Yvelines) ; un apparenté socialiste, M. Aimé Cesaire (Martinique) et un non-inscrit, M. Jean Royer (Indre-et-Loire). Au total en comprenant ces derniers et les députés qui ont subi des interruptions dans leurs mandats successifs vingt-six députés ayant appartenu à la Chmabre élue en 1958 siègent encore aujourd'hui parmi les cinq cent soixante dix-sept élus le 16 mars *1986. Ce* sont :

● *Douze RPR :* MM. de Bénouville (Paris), Chaban-Delmas (Gironde), Dalbos (Gironde), Fanton (Calvados), Féron (Paris), *Godefroy (Manche), Grussen-*Meyer (Bas-Rhin), Jarrot (Saône-et-Loire), Labbé (Hauts-de-Seine), Nungesser (Val-de-Marne), Peyrefitte (Seine-et-Marne), et Robert Wagner (Yvelines).

● *Quatre UDF :* MM. Pierre Baudis (Haute-Garonne), Hersant (Oise), Rossi (Aisne), et Seitlinger (Moselle).

● *Quatre Front national :* MM. Arrighi (Bouches-du-Rhône), Domenech (Bouches-du-Rhône), Frédéric-Dupont (Paris) et Le Pen (Paris).

● *Deux socialistes :* MM. Cesaire (Martinique) et Hernu (Rhônes).

● *Un non-inscrit :* M. Jean Royer (Indre-et-Loire).

### Chaban recordman

Certains d'entre eux ont commencé leur carrière parlementaire avant la Vᵉ République. Un seul a *débuté sous la IIIᵉ*, M. *Edouard* Frédéric-Dupont, élu député de Paris en 1936 et doyen de l'Assemblée après le décès de M. Marcel Dassault.

*Huit autres ont été députés sous* la IVᵉ République et le sont restés dans la chambre de 1958 : MM. Cesaire (élu en 1945), Chaban-Delmas (1946), de Bénouville (1951) et cinq élus le 2 janvier 1956, MM. Féron, Hersant, Seitlinger, Le Pen et Hernu. Enfin M. Gaston Defferre, élu député des Bouches-du-Rhône en 1945 pour la première fois a fait un passage au Sénat, entre 1959 et 1962, après avoir été battu en 1958 et n'a donc pas connu les débuts de la Vᵉ République au Palais Bourbon. De même trois actuels députés RPR, MM. Foyer (Maine-et-Loire), Faspereit (Paris) et de Preaumont (Paris) ont été élus à l'occasion de scrutins partiels pendant la première législature de la Vᵉ République.

M. Jacques Chaban-Delmas qui, de surcroît a présidé l'Assemblée nationale à trois reprises est avec M. Aimé Cesaire, le seul détenteur du record de longévité continue avec quarante années de mandat sans interruption. — *(AP.)*

### AU « GRAND JURY RTL « LE MONDE »

## M. Mestre : nous nous préparons à soutenir la candidature de M. Barre

Invité, le dimanche 4 mai, du « Grand Jury RTL-« *le Monde* », M. Philippe Mestre, vice-président de l'Assemblée nationale, député UDF de la Vendée, a expliqué que pour les barristes, ce qui paraît *« essentiel »*, c'est de *« préparer l'élection présidentielle »* et plus précisément de *« soutenir la candidature »* de M. Barre à cette élection *« quand elle sera déclarée et c'est lui qui la déclarera certainement quand il le jugera opportun (...). Nous n'en savons ni le jour ni l'heure. Cependant nous nous y préparons. » « Tout le monde sait,* a ajouté M. Mestre, *que M. Barre sera candidat à la présidence de la République. Comment, avec le soutien populaire qui est le sien, pourrait-il décevoir, en ne se présentant pas à la présidence de la République, les millions de Françaises et de Français qui attendent de pouvoir soutenir sa candidature ? »*

Dans l'attente de cette échéance, les barristes, selon le député de la Vendée, se veulent des partenaires *« parfaitement loyaux »* de l'actuelle majorité. *« Je me sens responsable collectivement, avec l'ensemble de ceux qui constituent la majorité RPR-UDF, de la survie de cette majorité »*, a affirmé M. Mestre. *« Nous avons toujours dit,* a-t-il rappelé, *que nous ne serions pas les empêcheurs de fonctionner de la nouvelle majorité. Nous le montrons. On nous a demandé de voter la confiance ou, plus exactement, de nous prononcer favorablement sur la déclaration de politique générale de M. Jacques Chirac, premier ministre ; nous l'avons fait unanimement. On nous demande chaque jour de participer à des votes positifs sur les textes que présente le gouvernement : nous le faisons. Aucun d'entre nous n'a manqué à la règle et je pense qu'aucun n'y manquera ». « Personnellement,* a ajouté M. Mestre, *quand je préside une séance de l'Assemblée nationale (...), je vote régulièrement car la majorité est très courte. Je ne voudrais pas que ma voix puisse être considéré comme manquante au gouvernement. »*

Si les députés barristes *« font leur devoir »*, ils n'en ont pas pour autant l'intention de se comporter *« comme les ours du Jardin des plantes qui hochent la tête derrière leur grillage ». « Ils sont là pour parler,* a expliqué M. Mestre, *et ils souhaitent dire ce qu'ils pensent. Nous ne nous renierons pas, mais cela n'implique pas un manque de loyauté quelconque à l'égard du gouvernement. »*

Comme M. Giscard d'Estaing, l'ancien directeur de cabinet de M. Barre estime notamment que le gouvernement aurait pu agir un peu plus vite. Il *« regrette »* que la liberté des prix n'ait pas été *« réinstaurée dans des délais extrêmement rapides »* et que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, comme cela avait été *« écrit noir sur blanc »* dans cette *« bible »* qu'est la plate-forme RPR-UDF, n'ait pas été *« opérée dans les jours suivant la formation du gouvernement. Je le regrette et je pense qu'il faut le dire clairement... »*

M. Mestre s'est déclaré, dans cet esprit, favorable à la privatisation de deux chaînes de télévision *« tout de suite ». « En politique comme dans la vie,* a-t-il insisté, *il faut faire ce que l'on a dit que l'on ferait. »*

Tout en reconnaissant que *« pour l'instant il n'y a pas eu de couac majeur »* dans la cohabitation, le député de la Vendée a remarqué : *« Cela ne signifie pas que cela puisse marcher très bien définitivement. Cela ne veut pas dire non plus que cela soit bon pour la France. Cela peut être bon pour les protagonistes de la cohabitation actuelle. »* La cohabitation reste, pour lui, *« un système de compromis permanent »* dans lequel *« le premier ministre comme le président de la République se préparent eux-mêmes au compromis (...). C'est certainement ce qui s'est passé dans l'affaire libyenne. C'est ce qui s'est passé pour l'affaire de Tokyo. C'est ce qui se passera, je pense, pour la plupart des affaires dans lesquelles ils seraient susceptibles d'être opposés l'un à l'autre. Et comme ils ne souhaitent pas, visiblement, ni l'un ni l'autre s'opposer l'un à l'autre, en ce moment du moins, on assistera au développement de ce système de compromis »*, a prédit M. Mestre.

### La difficulté d'être barriste

Les barristes ne font pas leur miel de la cohabitation. *« Pour l'instant »*, ils doivent reconnaître avec M. Philippe Mestre que cette phase qu'ils déplorent n'a pas connu de *« couac majeur »...* Ils font simplement *« leur devoir »*, se conduisent, selon le souhait de M. Barre, avec une *« parfaite loyauté »* à l'égard du gouvernement, votant la confiance et les textes soumis à l'Assemblée nationale. Il faut bien en terminer avec ces *« accusations gratuites »* que l'*« on n'a pas manqué »* de porter contre eux...

Ils font leur devoir mais n'ont pas pour autant l'intention de se comporter comme *« les ours en cage du Jardin des Plantes qui hochent la tête derrière leur grillage »*. En cela ils ne se distinguent pas vraiment de l'ensemble des députés UDF, qui, comme M. Jean Lecanuet, président de la confédération, ou M. Giscard d'Estaing, n'hésitent pas à rappeler à l'ordre le gouvernement. A propos de l'affaire libyenne, du sommet de Tokyo, ou encore du calendrier d'application des mesures préconisées dans la plate-forme de gouvernement RPR-UDF.

En quoi les barristes se distinguent-ils alors de leurs partenaires ? Par leur entêtement ! Entêtement, d'une part, à trouver que la cohabitation, comme l'a rappelé M. Mestre, n'est jamais qu'un *« système de compromis permanent »* que, certes, l'opinion semble accepter, mais qui ne saurait être durablement *« bon pour la France »*. Entêtement, d'autre part, en dépit des mécomptes électoraux de M. Barre, à Lyon, à vouloir soutenir l'ancien premier ministre à l'élection présidentielle, car, note l'ancien collaborateur de M. Barre, *« tout le monde sait qu'il sera candidat le moment venu »*.

Le barrisme, ce serait donc cela aujourd'hui : un mélange d'*« idéalisme »* et de *« réalisme »*. Au nom du réalisme, des barristes comme M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, ou M. André Rossinot, président du Parti radical, ont accepté de participer au gouvernement, quitte à se laisser enfermer peu ou prou dans la stratégie présidentielle de M. Chirac. Au nom d'un certain idéalisme, d'autres barristes rappellent que leur *candidat reste M. Barre* et que, au nom de leur *« attachement profond à l'esprit de la Constitution »*, ils peuvent *« s'accommoder »* de la cohabitation, mais non l'accepter comme la première étape d'une évolution des institutions.

De fait, les barristes, en attendant des événements une confirmation de la justesse de leurs préventions ne peuvent qu'adopter un profil bas, et attendre. Quitte à continuer, dans les départements, d'organiser en douceur les réseaux barristes, pousser au *« recrutement »* d'hommes décidés à soutenir M. Barre, et veiller à ce qu'à l'UDF aucune personnalité ne bloque le jeu pour les échéances à venir...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

# Les immigrés dans l'ombre

*(Suite de la première page.)*

Pour être efficaces, souligne-t-on, ces dernières mesures supposent une collaboration des pays concernés. Des conventions existent déjà, d'autres devront être conclues.

M. Chirac compte-t-il vraiment sur les expulsions? Policiers et magistrats connaissent les limites de cette procédure. Avant d'expulser un étranger, il faut connaître son identité et lui trouver un point de chute. Or beaucoup de petits délinquants détruisent leurs papiers au moment de leur arrestation.

### Les surenchères du Front national

D'autre part, les Etats concernés ne sont guère désireux de récupérer leurs ressortissants, surtout si ceux-ci sont des délinquants. C'est dire le caractère bien aléatoire de ce genre de mesures...

Le deuxième volet de la clarification concerne la nationalité française. Elle *« devra être demandée et acceptée »*, affirmait la plate-forme électorale de l'UDF et du RPR. *« Son acquisition ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques. »* Il est question de modifier ou de supprimer les articles 23 et 44 qui permettent à des enfants d'étrangers nés en France de devenir français à la naissance ou à dix-huit ans.

C'est un sujet prioritaire, affirme-t-on dans les milieux gouvernementaux. Un sujet qui devrait être réglé au cours de cette session parlementaire. Mais aucun avant-projet n'a encore été élaboré par le ministère de la justice, alors que le Front national vient de présenter une proposition de loi pour modifier de fond en comble le code de la nationalité.

La clarification n'est pas à sens unique, ajoutent les responsables de la majorité les plus tolérants à l'égard de l'immigration. Clarifier, n'est-ce pas aussi diminuer la précarité du statut ses étrangers en situation régulière? Ils évoquent une sorte de contrat moral qui assurerait aux étrangers régulièrement installés en France le droit d'y rester et d'y travailler.

Reste à savoir qui va l'emporter au sein du gouvernement et de la majorité. M. Chirac s'est entouré, en effet, de personnes très différentes. Son ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, ne passe pas pour un tendre, et le principal collaborateur de celui-ci, M. Robert Pandraud, n'hésitait pas à réclamer *« une police de l'immigration »* avant les élections. En revanche, le secrétaire général du RPR, M. Toubon, évoquait récemment *« la coexistence de communautés irrévocablement conduites par l'histoire des hommes à vivre ensemble »* (préface du livre de Michel Hannoun, *l'Autre Cohabitation*).

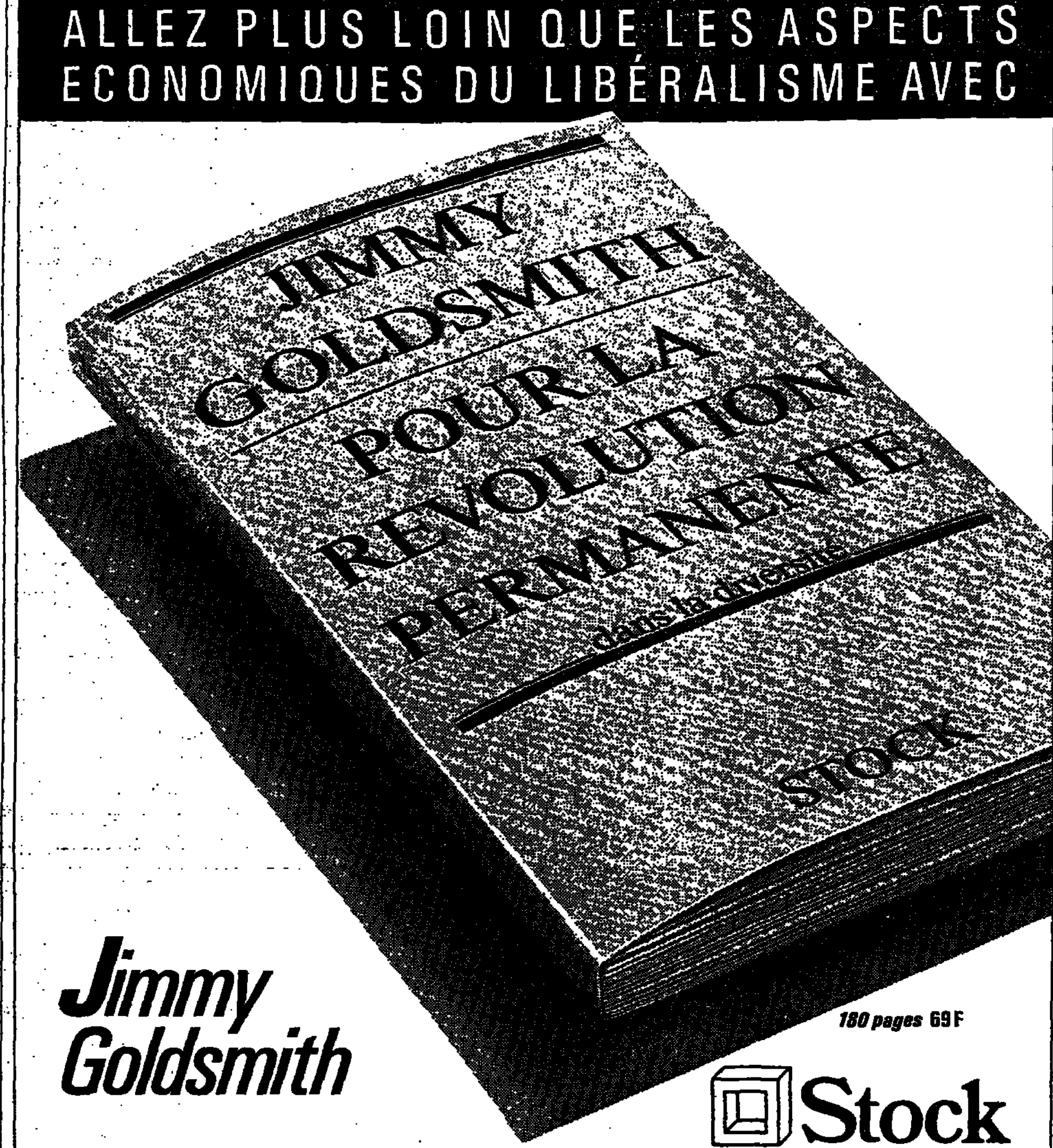
Au gouvernement, il y a le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Malhuret, qui est un empêcheur potentiel de tourner en rond, mais aussi M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, qui ne cache pas son amour pour sa Tunisie natale. Dans une interview accordée en mai 1985 au quotidien de Tunis *le Temps*, il n'hésitait pas à critiquer l'accord de gouvernement UDF-RPR dans lequel l'immigration était évoquée après la sécurité. *« C'est une erreur capitale de présentation*, affirmait-il. *Savez-vous pourquoi on l'a faite ? Parce que ceux qui ont écrit cet accord sont obnubilés par Le Pen. »*

Assistera-t-on dans les prochaines semaines à une surenchère du Front national sur l'immigration ? Le gouvernement semble s'attendre plutôt à une offensive de l'extrême droite sur le terrain économique. Mais les deux thèmes sont liés, le chômage ayant toujours nourri des sentiments xénophobes.

M. Chirac et ses amis avaient fait l'erreur, quand ils étaient dans l'opposition, de laisser le Front national s'emparer du débat sur l'immigration et de le marquer à sa façon. Peuvent-ils se permettre de s'en désintéresser une nouvelle fois, alors qu'ils sont au gouvernement et que M. Le Pen campe à l'Assemblée nationale avec trente-cinq députés ?

ROBERT SOLÉ.






# Fin de la visite de M. Pons dans le Pacifique français

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a achevé dimanche 4 mai une visite officielle en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française. A son départ de Tahiti, M. Pons a déclaré : *« Je donne rendez-vous à Jean-Marie Tjibaou* (chef de file du FLNKS) *un an après la promulgation de la loi pour que le FLNKS participe au scrutin d'autodétermination. »*

Le ministre des DOM-TOM a précisé : *« Je propose une période transitoire d'un an. Nous conserverons les quatre régions, mais celles-ci sont dans l'impossibilité de fonctionner car le gouvernement socialiste a raconté des balivernes. Je pourrais faire voler en éclats le statut de M. Pisani, mais je ne le fais pas car il faut ouvrir le dialogue. L'ordre n'est pas rétabli partout en Nouvelle-Calédonie puisque des secteurs sont entre les mains du FLNKS. C'est une situation intolérable qui ne doit pas se poursuivre. J'ai donné des instructions dans ce sens. »*

De leur côté, MM. Tjibaou, Yéwéné et Jorédié sont arrivés à Paris. Ils comptent mettre en garde les responsables politiques métropolitains contre les risques de violence que pourrait entraîner, selon eux, l'application des mesures annoncées par M. Pons en Nouvelle-Calédonie et qui ôtent leurs compétences aux régions récemment créées.

● *M. Pons et la Nouvelle-Zélande.* – M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM a souhaité, dimanche 4 mai, à son départ de Tahiti pour Paris que *« le gouvernement néo-zélandais profite de l'alternance politique intervenue en France pour examiner dans un autre contexte le problème des faux époux Turenge »* dont la détention alors qu'ils *« n'ont fait qu'obéir aux ordres de leur gouvernement »*, est, a-t-il dit, *« scandaleuse »*. M. Pons a précisé que le dossier est confié au ministre des affaires étrangères.

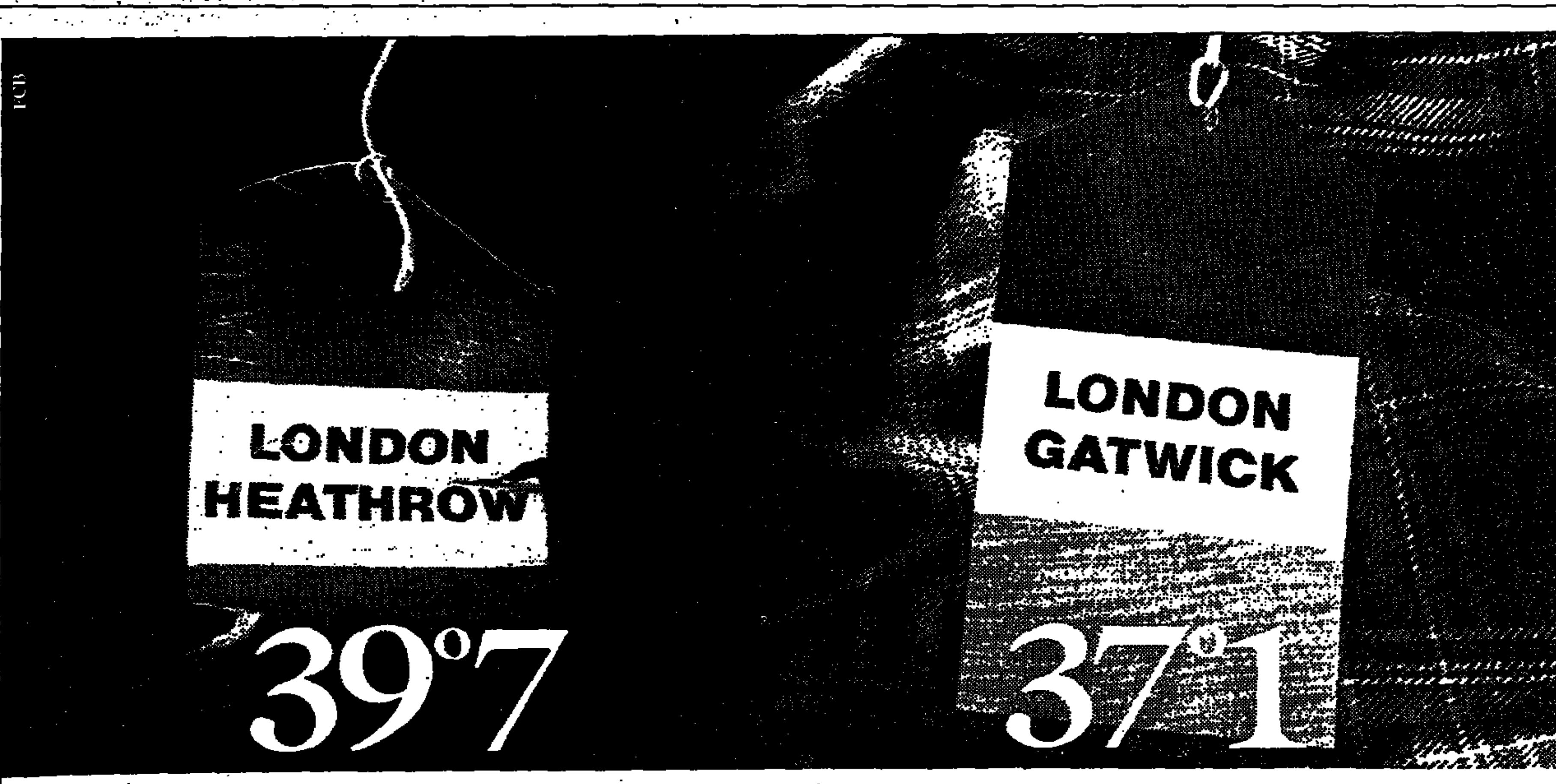
## Propos et Débats

### M. Laignel : maison commune

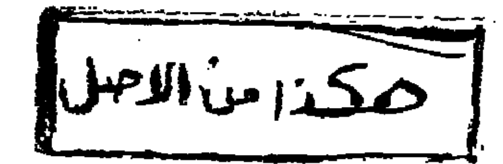
*Pour M. André Laignel qui participait au forum de RMC, dimanche 4 mai, il n'y a qu'un présidentiable possible pour le PS, le président de la République. Le trésorier du PS considère dès lors que l'existence de* «groupes, d'équipes, de clubs» *animés par des responsables socialistes ne constitue pas un élément* «franchement nouveau», *mais, a-t-il ajouté,* «tous doivent concourir à la vie du parti». «Il y a une maison commune *[le siège du PS]*, libre à chacun d'avoir sa maison de campagne», *a-t-il dit. M. Laignel a expliqué que la* «mission» *du PS* «reste de modifier la société», *sinon, estime-t-il, les socialistes sont* «les simples gestionnaires de la société présente», «les esthéticiens de capitalisme».

### M. Fabius : enthousiasme

*M. Laurent Fabius, qui était interrogé, ce samedi 3 mai, par Antenne 2, a estimé que* «jusqu'à présent» *la cohabitation* «se passe correctement». «Les Français, dans leur majorité, sont satisfaits; ils ne veulent pas de guerre civile politique», *a-t-il ajouté. Après avoir jugé* «tout à fait normale» *la présence de M. Jacques Chirac à Tokyo et avoir indiqué que lors d'un précédent sommet, M. François Mitterrand lui avait proposé de l'accompagner, l'ancien premier ministre a nié toute velléité de candidature de sa part à la prochaine élection présidentielle :* «Je souhaite, *a-t-il affirmé*, comme des millions de Français que François Mitterrand soit candidat et je serai avec enthousiasme à ses côtés [et] toutes les autres hypothèses sont secondaires.»





# POLITIQUE

## LA MUTATION DU PARTI SOCIALISTE

**Le débat sur la transformation du Parti socialiste *en une formation capable de rassembler 40 %* du corps électoral, engagé par M. Jospin au congrès de Toulouse à l'automne dernier, interrompu pour cause de campagne électorale, a repris après le retour des socialistes dans l'opposition. Une convention nationale prévue au mois de juin doit y être consacrée. Ce débat donne l'occasion à certains chefs de file du PS de masquer ou de justifier une démarche purement présidentielle.**

**Jusqu'à présent, en effet, chaque «présidentiable» (MM. Mauroy, Fabius, Chevènement, Rocard) s'est surtout préoccupé de s'installer dans *ses propres meubles et de réunir ses équipes.***

**Cette situation complique évidemment la tâche du premier secrétaire, qui s'exprimera le samedi 10 mai à Lyon à l'occasion d'un banquet républicain, puis dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1.**

**Un proche collaborateur du chef de l'Etat s'exprimant à titre personnel avait, dans nos éditions du 29 avril, indiqué quels devaient être selon lui les changements permettant au PS de s'élargir.**

**M. Paul Quilès, qui fut avant d'entrer au gouvernement responsable de l'organisation des fédérations socialistes, nous donne à son tour son point de vue.**

*POINT DE VUE*

## Comment gérer une crise de croissance

par PAUL QUILÈS (*)

COMME ceux qui l'ont précédé, le nouveau gouvernement bénéficie d'un relatif « état de grâce ». L'épreuve de vérité surviendra vite, lorsque les actes succédant aux paroles, les effets des mesures gouvernementales se feront *sentir*.

Tout en participant au débat politique, les socialistes doivent mettre à profit cette période pour réfléchir à la situation paradoxale dans laquelle ils se trouvent. Celle-ci se caractérise par trois points forts et par trois faiblesses.

En effet, les socialistes peuvent se flatter d'avoir atteint le 16 mars, à l'issue d'une belle campagne autour de Lionel Jospin et Laurent Fabius, un des scores les plus élevés de leur histoire, proche de celui de juin 1981. C'est leur inspirateur, celui qui a relancé le mouvement socialiste, qui demeure à l'Elysée. Enfin, ils ont appris à intégrer dans leur réflexion les contraintes de la gestion, grâce à l'expérience acquise au pouvoir.

Au chapitre des faiblesses, figure bien entendu le résultat électoral de la gauche, tombée à son niveau le plus bas depuis longtemps, mais aussi la perte de nombreux relais traditionnels (communes, départements, régions). Comment également ne pas observer la dégradation du rapport de force idéologique entre gauche et droite, qui se manifeste par le retour du libéralisme ?

Pour faire face à cette situation, il faut d'abord comprendre pourquoi des électeurs se sont détournés de la gauche. Certains espéraient plus de nous; d'autres ne se sont pas satisfaits du pragmatisme au quotidien. Les premiers seront probablement déçus par les retombées sociales de la politique du gouvernement. Malgré l'habileté de M. Séguin, le voile se déchirera vite. Quant aux seconds, il faudra, pour les reconquérir, leur expliquer les enjeux, sans retomber dans l'illusion lyrique, qui annulerait le chemin parcouru depuis cinq ans.

Quel socialiste conséquent appellerait aujourd'hui *«les travailleurs à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent donc, démocratiquement, supprimer l'exploitation — et, par là même, les classes — en restituant à la société les moyens de production et d'échange dont la détention reste, en dernière analyse, le fondement essentiel du pouvoir ?»* (1). Qui définirait encore le parti socialiste par référence à la notion de *«front de classe»*, version modernisée de la «lutte des classes» ? Certes, les classes sociales existent, mais les *mutations techniques, économiques* et culturelles ont secoué la société française au point que sa structure sociale ne repose plus sur le « qui fait quoi », mais aussi sur le « comment » et le « pour qui », sans oublier d'autres critères : le patrimoine, les relations familiales, le sexe, l'âge, la religion, l'habitat...

### Rejeter les discours de rupture

De plus, les catégories socio-professionnelles se modifient (moins d'ouvriers, plus de « cols blancs »), de nouveaux groupes apparaissent (ouvriers de contrôle sur une machinerie automatisée, techniciens de recherche...). Quant aux « inactifs », ils sont 30 millions que ne prend pas *en compte* une analyse trop exclusivement centrée sur la production. Il est clair qu'une remise en ordre de certains concepts sur lesquels le PS a fondé son action avant 1981 s'impose.

Rassembler : c'est le maître-mot de tout parti politique qui aspire au pouvoir ou veut s'y maintenir. Cette nécessité devient vitale pour un parti à vocation majoritaire comme le PS. Pour être cohérent avec lui-même, il doit rejeter les discours de rupture — dont la capacité de rassemblement est pour le moins discutable — et définir ses objectifs en se référant à des valeurs unifiantes.

Un des défis majeurs auxquels risque d'être confrontée notre société est en effet celui de son unité. La crise a exacerbé les corporatismes et les individualismes, au point de provoquer souvent la confusion entre solidarité et assistance, égalité des chances et nivellement par le bas, réduction des inégalités et égalitarisme. Mais surtout, de nouveaux antagonismes sont apparus, entraînant des phénomènes d'exclusion ou de marginalisation. La différence est devenue objet de division au lieu d'être un facteur d'enrichissement de la collectivité.

Sachons répondre à ce défi à partir de nos valeurs, en nous souvenant justement que l'électorat de gauche se définit d'abord par rapport à des valeurs (2). Elargir les espaces de libertés, ouvrir à chacun la capacité de créer, renforcer la solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, développer l'égalité des chances devant l'éducation mais aussi devant la culture. Ce ne sont pas de vains principes. Une majorité de Français en redécouvriront la pertinence en observant les actes d'un gouvernement qui apparaîtra vite comme le plus à droite que nous ayons connu depuis longtemps.

Ces valeurs sont autant d'exigences pour une France réconciliée avec elle-même. Pour sortir de la crise, résorber le chômage — et avant tout celui des jeunes, — notre société doit rassembler toutes ses forces autour d'une ambition. Dans cet effort de mobilisation, redoutons ce qui peut passer pour de la « langue de bois ».

L'autogestion par exemple. C'est aujourd'hui une idée ambiguë : fourre-tout, rêverie libertaire, utopie mais aussi volonté de mieux répartir le pouvoir et les responsabilités. La droite se prépare à abroger la loi de démocratisation du secteur public. Il y a donc mieux à faire que de s'empoigner sur les mots. Défendons les acquis de la précédente législature. Expliquons les lois Auroux. Montrons comment l'association des salariés à la vie des entreprises est un atout pour la France. Les valeurs qui nous inspirent sont gage d'efficacité alors qu'un pragmatisme sans principe déchirera notre société.

*Les socialistes* vont avoir l'occasion de faire avancer cette réflexion lors de leur prochaine convention nationale. Ils devront dire comment conjuguer le mouvement des idées avec *l'expérience acquise au gouvernement* et en tirer des conséquences pour le fonctionnement du PS. Cet aspect organisationnel — pour important qu'il soit — ne doit pas *faire oublier que le Parti socialiste* renforcera son image avant tout grâce à un discours clair, ouvert, et à des objectifs dépourvus d'ambiguïté.

Il serait dommage d'adopter une attitude timorée et de se figer sur des mots ou de se crisper sur des débats anciens. Le Parti socialiste est confronté à une crise de croissance ; il est normal qu'il approfondisse son identité.

(*) Ancien ministre.

(1) Extrait de la déclaration de principes du PS – 1971.

(2) Sondage SOFRES janvier 1985.

## Les termes du débat

Le 22 mars dernier, M. Paul Quilès, ancien ministre de la défense et député socialiste de Paris, affirmait devant le comité directeur de son parti : *« Il faut abandonner un vocabulaire dépassé, dépoussiérer des concepts peu adaptés à la réalité d'aujourd'hui : le front de classe, la rupture avec le capitalisme, l'autogestion, pour ne prendre que quelques exemples. Il faut aussi réécrire la* « déclaration de principe » *du PS (...). Certaines utopies ne peuvent plus être brandies, même si elles étaient mobilisatrices avant 1981, parce que nous les avons confrontées à l'épreuve du pouvoir ».*

Cette déclaration avait d'autant plus frappé les esprits que M. Quilès avait jusqu'alors l'image d'un « dur » du courant A (mitterrandiste) du PS, image qu'il s'était employé à rectifier dans un ouvrage paru pendant l'automne 1985 (1), *« la politique n'est pas ce que vous croyez »* (*le Monde* du 3 décembre 1985).

*Interrogé* sur cette déclaration le 24 mars à France-Inter, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait affirmé : *« Nous sommes décidés (...) à revoir un certain nombre de nos textes fondamentaux. Je ne pense pas, pour autant, que cela doive nous conduire à écarter trop vite un certain nombre de références et de valeurs qui, historiquement, ont constitué le socialisme. Le débat aura lieu. »*

Le 27 avril à Elancourt (Yvelines), devant les élus de son courant, M. Michel Rocard mettait en garde le PS contre *« ceux qui voudraient trop vite peut-être jeter le bébé avec l'eau du bain par un modernisme tous azimuts un peu trop généralisé »*. Il ajoutait : *« Même si, dans le souci de briser des tabous, la démarche peut être salutaire, quand j'entendais (...) Paul Quilès dire que nationalisations, planification, autogestion sont autant de vieilles lunes, dont il est urgent de se débarrasser, il allait peut-être un peu vite. »*

M. Quilès s'est étonné d'être ainsi mis en cause par M. Rocard, d'autant qu'il produit une lettre dans laquelle l'ancien ministre de l'agriculture lui écrivait notamment, le 24 mars, à propos de son intervention au comité directeur du 22 : *« J'ai écouté ton intervention avec une très grande attention. Cela me fait plaisir de te dire (...) que j'étais en plein accord avec toi. C'est au prix d'un réexamen de nos façons d'être et de nos structures que nous serons capables d'accueillir et d'organiser ces innombrables hommes et femmes que nous avons électoralement ralliés. J'espère vivement que les débats de ce comité directeur auront une suite, et je suis, pour ma part, très décidé à y contribuer dans le sens que tu as décrit, en souhaitant que cela ne provoque pas de clivages inutiles. »*

De son côté, M. Quilès écrivait dans *« la politique n'est pas ce que vous croyez »*, à propos de M. Rocard : *« Le Parti socialiste a vécu avant 1981* [la] *tension entre la nécessité qu'il [illegible] d'actualiser sa doctrine et ses impératifs tactiques. Autour de François Mitterrand, nous étions persuadés qu'il fallait maintenir fermement l'ancrage à gauche du PS, sous peine d'ouvrir un espace au Parti communiste. Ce fut tout l'enjeu du congrès de Metz, en 1979. Certes, le discours [illegible] de Michel Rocard comportait des éléments pertinents sur l'évolution de la société française. Mais, s'il était devenu majoritaire au sein du Parti socialiste, la tâche des dirigeants communistes en aurait été facilitée, empêchant probablement la victoire en mai 1981. »*

(1) Ed. Robert [illegible].

LE PARTI COMMUNISTE PENDANT LA GUERRE

# Les demi-aveux d'une éminence grise

Une fois n'est pas coutume : un haut responsable du PCF fait son autocritique, publiquement de surcroît. Il y a trois ans, Michel Feintuch, alias Roger, alias André Michel, alias Monsieur Jean, plus connu sous le nom de Jean Jérôme, publiait un livre de souvenirs, Mémoires singulièrement elliptiques et, en plusieurs passages, lourdement mensongers (1).

Le même homme publie ces jours-ci un deuxième volume (2) de souvenirs consacrés à la période de la deuxième guerre mondiale et de la Résistance, qu'il avait pourtant déjà largement couverte dans son premier volume. Et miracle ! L'amnésique a retrouvé la mémoire et une partie de sa sincérité. Mieux ! Il admet avoir à corriger les grossières « erreurs » du premier volume. Ah, certes, le salut n'est pas venu tout seul. Il aura fallu que deux journalistes-thérapeutes, Roger Faligot et Rémi Kauffer, viennent rafraîchir cette mémoire récalcitrante en publiant un livre fort bien informé sur le service B, réseau de renseignement organisé par le PCF pendant la guerre et dont Jean Jérôme était l'un des principaux responsables (3).

A travers ces deux ouvrages complémentaires — Jean Jérôme confirmant à de nombreuses reprises les révélations de Faligot et Kauffer, — on peut désormais établir un panorama plus précis de l'organisation et du travail de la direction communiste pendant la guerre.

On constate d'abord que Jean Jérôme, l'un des responsables les plus secrets du PCF et qui n'a jamais figuré dans aucun organisme « officiel » du parti, y possédait dès 1940-1941 des pouvoirs considérables. Il fut d'abord chargé de la réorganisation de tout l'appareil central clandestin d'impression de la littérature communiste, à un moment où les publications illégales formaient le vecteur essentiel de l'activité du PCF ; ce réseau d'imprimeries illégales restera tout au long de la guerre l'une des grandes forces du PC face à l'ensemble des autres organisations de résistance.

Ayant à ce titre rendu d'éminents services dans la réorganisation du parti, Jean Jérôme se vit attribuer de multiples tâches de confiance. Il fut d'abord, même s'il ne le reconnaît *pas ouvertement*, l'un des grands trésoriers occultes du PCF, comme en témoignent ses rencontres hebdomadaires avec Waldeck-L'Huillier, le trésorier « officiel » ; Jean Jérôme restera d'ailleurs après la guerre le grand patron des entreprises *et* trafics divers qui alimenteront les caisses communistes.

## Service B

Il fut aussi une sorte de factotum, s'occupant de procurer des armes et des explosifs aux groupes armés communistes, les FTP, ou d'organiser leur service de santé. Mieux, il fut l'homme chargé d'assurer les premiers contacts, précoces et délicats — dès le printemps 1942, — entre le PCF et les services gaullistes, en particulier avec le fameux colonel Rémy. Il y réussira assez bien, obtenant de ces services parachutages d'armes et ressources financières pour les FTP.

Enfin et surtout, Jean Jérôme fut le plus haut responsable connu du *service B*, service de renseignement monté par les communistes dans la Résistance, qui travaillait tant pour le PCF que pour les Soviétiques. C'est Jean Jérôme qui en nomma les principaux responsables en zone nord et en zone sud. C'est lui qui contrôlait certains émetteurs-récepteurs susceptibles de communiquer avec Moscou. C'est lui encore qui était en contact avec des réseaux, *vraisemblablement* soviétiques, en Suisse. C'est lui toujours qui disposait dans les milieux allemands de Paris d'un agent, le Suisse Thiel Noldi, qui l'informa de l'imminence de l'attaque allemande contre l'URSS et lui facilita l'obtention de matériel (papier, etc) pour ses imprimeries clandestines.

A ces titres divers, Jean Jérôme entretenait des contacts directs avec tous les hauts responsables du PCF clandestin : Charles Tillon, chef des FTP ; Maurice Tréand, responsable aux cadres formé à Moscou et bras droit de Jacques Duclos, qui, en *été 1940*, tenta de négocier avec l'occupant la reparution légale de *l'Humanité* ; Arthur Dallidet, puis Laffitte, puis Dubois, responsables successifs du service des cadres chargé de sélectionner et d'affecter les militants clandestins ; Auguste Lecœur, qui avait en charge l'ensemble de l'organisation du PCF *depuis l'été 1942* ; Pierre Villon, responsable de réseaux clandestins de l'Internationale communiste avant la guerre, devenu chef du Front national et dirigeant effectif du Conseil national de la Résistance après la disparition de Jean Moulin à l'été 1943 ; Louis Gronowski, en contact avec *Léopold* Trepper (l'un des chefs de l'espionnage soviétique en Europe pendant la guerre) et chef de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), qui regroupait les communistes étrangers *en* France, parmi lesquels Manouchian et ses camarades, Georges Beyer et Georges Beaufils, responsables du renseignement communiste, « branchés » sur les services soviétiques. Et *surtout*, régulièrement quoique indirectement, Jacques Duclos, grand patron du PCF en France pendant la guerre, mais aussi de longue date homme de confiance de l'Internationale communiste et des services de Staline au sein du PCF.

## « Les besoins de la cause »

Jean Jérôme est l'un de ces grands commis du mouvement communiste stalinien : intelligent, sincère, mais fidèle et dévoué corps et âme à la cause, prêt à « *se salir les mains* ». A une époque où le PCF n'est encore que la section française de l'Internationale communiste et où la plupart de ses dirigeants ont le sentiment d'appartenir au grand parti mondial de la révolution, dirigé par Staline, Jérôme fait partie de ces hommes de confiance de Moscou qui ne sont pas intégrés dans les structures communistes officielles, mais *placés dans des hiérarchies parallèles*, supervisés en France par Eugène Fried (jusqu'en 1940) et J. Duclos, et chargés des affaires — techniques et politiques — délicates et compromettantes.

Au sein du PCF — comme dans chaque PC à l'époque — existe un appareil officiel et des militants parallèles : les Soviétiques entretiennent des contacts privilégiés avec certains militants communistes qui sont dirigés et contrôlés par les services appropriés *soit de l'Internationale*, soit du renseignement militaire (le GRU), soit encore de la police politique soviétique (le NKVD-Guépéou — ancêtre du KGB — par exemple pour la chasse aux trotskistes ou anarchistes), soit encore du secrétariat particulier de Staline.

Pour « les besoins de la cause » — c'est-à-dire, concrètement, dès 1929-1930 selon les ordres de Staline, — ces militants sont amenés à engager des actions que la morale réprouve, y compris la morale du militant communiste moyen : traiter avec des trafiquants d'armes, en 1936-1938, pour approvisionner le camp républicain espagnol ; monter des sociétés bidons camouflant diverses activités illégales ; négocier avec l'occupant la reparution légale de la presse communiste en *été 1940* ; trafiquer pour alimenter les caisses du parti ; liquider des ennemis politiques ou des militants considérés comme traîtres ; entretenir des relations avec des services « ennemis » (par exemple, les gaullistes) ; faire du renseignement politique et militaire pour les *Soviétiques* ; trafiquer d'influences, etc. Bref, mettre en œuvre toutes les méthodes subversives ou illégales commandées par la conduite de la révolution mondiale dirigée d'une main de fer par Staline.

De ces hommes, on sait peu de chose sauf quand l'un d'eux se fait prendre, comme G. Beaufils arrêté en 1977 et condamné pour espionnage au profit de l'URSS ; sauf encore lorsque deux journalistes publient *Service B* : sauf, enfin, lorsqu'un de ces hommes de l'ombre, au crépuscule de sa vie, accepte de *soulever un coin du voile*. Jean Jérôme le fait souvent avec bonheur, parfois avec nostalgie, émotion ou humour, parlant sans réticence de ses anciens camarades — Marty, Tillon, Lecœur — exclus avec fracas et depuis longtemps du PCF.

Revenant sur l'affaire Manouchian, il consacre un chapitre à « réhabiliter » Boris Holban, accusé à tort, selon lui, par Mélinée Manouchian d'avoir livré son mari à la police. Il s'oppose ainsi formellement et avec force à l'un de ses propres camarades de parti, Arsène Tchakarian (4), et aussi à *Philippe* Robrieux (5), auteurs de deux ouvrages sur cette affaire.

Cependant, nous n'aurons pas la naïveté de croire que Jean Jérôme a dit « la vérité, *toute* la vérité ». Il reste encore très discret sur de nombreux points. S'il parle de « *son secteur qui exigeait des collaborateurs de grande confiance* », il ne précise jamais les contours exacts de ce secteur. De même, il est trop peu bavard sur les questions financières, le marché noir à grande échelle avec l'occupant et entre les deux zones, qui alimentaient les caisses du parti clandestin. Peu bavard encore sur la dissolution du PC polonais en *1938* et sur son passage probable, à ce moment-là, du PC polonais au PCF ; peu bavard sur le sort de certains de ses camarades communistes juifs polonais, tel Joseph Epstein qu'il avait bien connu à la tête de la *compagnie Franco-Navigation en 1937*-1938, qui sera arrêté en même temps que Manouchian le 16 novembre 1943 et fusillé en avril 1944 ; peu bavard enfin sur le sort tragique de ses camarades, en particulier juifs, de la MOI, combattants d'Espagne et de la Résistance, qui, rentrés dans les pays de l'Est, y furent liquidés ou brisés par Staline. A cet égard, Jean Jérôme demeure un fidèle stalinien qui semble s'en tenir au principe que « *mieux vaut se tromper avec le parti qu'avoir raison contre lui* ».

Reste aussi à éclaircir les circonstances exactes de son incarcération entre le 14 avril 1943 et le 18 août *1944*. Comment un juif polonais, responsable communiste de haut niveau, a-t-il pu échapper à la torture, à la déportation, à l'exécution ? Les informations que livre Jean Jérôme à ce propos sont — presque — convaincantes, encore que la corruption de ses geôliers ait dû jouer un rôle plus décisif qu'il ne veut bien l'admettre. En dépit de ces lacunes, quelques-uns des aspects les plus secrets de l'histoire du PCF commencent à être éclairés d'une lueur faible mais suffisante pour qu'en soient saisis les traits essentiels.

STÉPHANE COURTOIS.

(1) Jean Jérôme, *la Part des hommes*, Acropole, 1983.

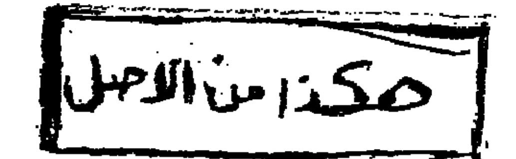
(2) Jean Jérôme, *les Clandestins*, Acropole, 1986.

(3) Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Service B*, Fayard, 1985.

(4) Arsène Tchakarian, *les Francs-Tireurs de l'Affiche rouge*, Editions Messidor, 1986 (*le Monde* du 19 février).

(5) Philippe Robrieux, *l'Affaire Manouchian*, Fayard, 1986.





# société

BASÉS A MONT-DE-MARSAN

## Des Mirage-IV modernisés sont dotés d'une nouvelle arme nucléaire

Des bombardiers stratégiques Mirage-IV stationnés à Mont-de-Marsan (Landes) prendront pour la première fois, à compter du 1er mai, l'alerte nucléaire avec, sous le ventre, un missile air-sol à moyenne portée (l'ASMP), qui est le premier missile de croisière à vitesse supersonique utilisant un statoréacteur. Il s'agit là d'une étape importante dans la modernisation de ce qu'il est convenu d'appeler « la première génération » *des forces aériennes stratégiques*, les deux autres générations de la dissuasion étant les missiles de Haute-Provence et les sous-marins.

A Mont-de-Marsan a été constitué un premier escadron de six Mirage-IV porteurs, chacun, d'un missile ASMP. Un deuxième escadron sera basé, en décembre prochain, à Cazaux (Landes). Avec ces deux escadrons opérationnels, soit seize Mirage-IV lorqu'ils seront au complet, et deux bombardiers affectés, en temps normal à l'entraînement des équipages, l'armée de l'air française devrait disposer, au total, de dix-huit Mirage-IV rendus capables de larguer leurs ASMP sur des objectifs terrestres.

C'est en 1978 que le programme Mirage-IV-ASMP a été lancé par M. Yvon Bourges, alors ministre de la défense. Les Mirage-IV, dotés d'une bombe nucléaire de 60 kilotonnes (soit trois fois la puissance de l'explosion de Hiroshima), étaient en service depuis 1964. Le projet a été d'en prolonger l'existence opérationnelle en modernisant l'avion et en l'armant au moyen d'un missile nucléaire d'une technologie radicalement nouvelle.

Des modifications importantes ont donc été apportées au Mirage-IV, principalement à son système de navigation et de bombardement, à l'ensemble de ses équipements électroniques et aux contre-mesures dont il est doté pour tromper les défenses adverses. Ainsi modernisé, le Mirage-IV, rebaptisé *officiellement* Mirage-IV P, pourrait demeurer en escadre jusqu'après 1996.

### Un missile supersonique

L'ASMP se présente, de son côté, comme un missile de croisière supersonique (il peut atteindre des vitesses de Mach 2 ou Mach 3 selon la configuration du vol), d'un diamètre de 30 centimètres (ce qui lui permet d'offrir une faible surface-radar à la détection adverse) et pesant environ 840 kilogrammes. Après son largage par l'avion porteur, un accélérateur à poudre donne au missile la vitesse suffisante pour l'allumage du *statoréacteur* à carburant liquide (kérosène) qui imprime, ensuite, sa vitesse définitive à l'ASMP. Selon qu'il est lancé à base altitude ou à haute altitude, l'ASMP atteint des objectifs au sol à une distance de 100 ou 300 kilomètres. Il est armé d'une charge de 300 kilotonnes (quinze fois la puissance sur Hiroshima).

En tirant ainsi à distance son ASMP, le Mirage-IV demeure éloigné des moyens de détection et d'interception de l'adversaire, c'est-à-dire que le tir de son missile de croisière renforce ses capacités de pénétration. Grâce aux appareils de ravitaillement en vol C-135, le bombardier peut parcourir jusqu'à 4 000 kilomètres pour remplir sa mission de frappe stratégique.

Les Mirage-IV ne seront pas les seuls avions français à transporter l'ASMP. Les Mirage-2000 de l'armée de l'air et les Super-Etendard de l'aéronavale en seront ultérieurement équipés pour des missions préstratégiques (ou tactiques) sur des cibles militaires, terrestres ou navales, en territoire adverse.

A partir de 1988, cinq escadrons de Mirage-2000, c'est-à-dire de l'ordre de soixante-quinze appareils, recevront le nouveau missile et, après la mi-1990, deux flottilles de Super-Etendard, soit environ vingt-quatre appareils qui pourront être embarqués sur le porte-avions Foch, en seront également dotées. Ce qui a impliqué la production en série de plus d'une centaine de missiles ASMP et de charges nucléaires adaptées.

Mais, en réalité, ce seront plus de cent dix Mirage-2000 (la version biplace dite N) et plus de cinquante Super-Etendard qui, entre-temps, auront été transformés pour l'emport de l'ASMP.

Ces moyens relèvent, comme le missile sol-sol Pluton de l'armée de terre et, après 1991, son successeur, le missile Hadès, de l'arsenal nucléaire tactique contre des cibles militaires. A la différence du Mirage-IV qui, comme les missiles du plateau d'Albion et les sous-marins stratégiques, s'en prendrait à des objectifs démographiques ou économiques. Cependant, le rayon d'action du Mirage-2000, lorsqu'il est ravitaillé en vol, en fait un avion capable de parcourir jusqu'à 3 000 kilomètres. C'est-à-dire *qu'il remplacera peu* à peu le Mirage-IV.

J. I.

## L'aéronavale au féminin

L'aéronavale française compte désormais une femme-pilote, l'enseigne de vaisseau Christine Clément, une Bretonne de vingt-six ans, native de Morlaix, et entrée dans la marine en 1982. Elle vient de recevoir son brevet des mains du contre-amiral Jouslin de Noray, commandant l'aviation de patrouille maritime, à la base aéronavale de Lann-Bihoué (Morbihan).

L'enseigne de vaisseau Clément compte aujourd'hui deux cents heures de vol effectuées successivement à partir des bases aéronavales de Rochefort-sur-Mer, Cognac et *Lann-Bihoué. Sa formation* s'achèvera prochainement à l'escadrille d'Aspretto, en Corse, pour un cycle de perfectionnement à l'issue duquel elle recevra sa première affectation *en escadrille opérationnelle*.

L'armée de l'air compte déjà quelques femmes-pilotes, que Christine Clément souhaiterait rencontrer un jour. L'autre souhait du premier officier féminin de l'aéronavale française est de voir la marine nationale modifier le règlement excluant les femmes-pilotes des formations de *combat. En attendant, l'enseigne de* vaisseau Clément fera au-dessus des océans de la surveillance des côtes, de la patrouille de sécurité, de la recherche de navires en détresse, du repérage de naufragés.

LES ÉTUDIANTS ET LA RÉFORME DES UNIVERSITÉS

## UNEF : non aux inégalités géographiques

De notre correspondant

Limoges. — C'est dans une atmosphère assez morose que l'UNEF-Solidarité étudiante a tenu son soixante et onzième congrès national à Limoges du 1er au 4 mai. *« Nous nous heurtons à des difficultés, le mouvement de désyndicalisation est réel »*, a souligné M. Régis Piquemal, président sortant qui a été remplacé à l'issue du congrès par M. Patrice Leclerc, étudiant en histoire à Nanterre. Les dernières élections étudiantes qui se sont déroulées au début de l'année dans la moitié des universités ont fait apparaître un recul sensible de l'UNEF-SE (animée par des étudiants communistes) par rapport à sa rivale, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), plus proche des socialistes, surtout depuis sa « détrotskisation » (voir *le Monde* du 25 avril). La première n'a réuni en effet que 21 % des suffrages contre 37 % à l'UNEF-ID.

*Le* congrès a mis en *garde contre* le renforcement des courants libéraux qui ont le vent en poupe depuis le 16 mars dernier. On va, a affirmé Régis Piquemal, vers une *« université à deux vitesses »* accentuant les *« inégalités géographiques »* et la *« ségrégation sociale dont l'Université n'est jamais vraiment venue à bout. »*

L'UNEF-SE espère donc se remuscler en *« replaçant le syndicalisme au cœur des études »* et en relançant des actions concrètes, en particulier contre l'alourdissement du coût des études. Alors que les droits d'inscription sont actuellement de 330 francs, certaines universités *« anticipent sur les projets du gouvernement et envisagent de les faire passer à 3 000 ou 4 000 francs »*. Il s'agit là, estime l'UNEF, d'un terrain de lutte sur lequel il est possible de mobiliser efficacement les étudiants comme le montrent des mouvements récents, notamment à Aix-en-Provence.

### CELF : VIVE L'AUTONOMIE !

Réunis le 4 mai dernier en conseil national, les étudiants du Cercle des étudiants libéraux de France (CELF) ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer à une réforme radicale de l'Université. Contre *« l'Université à l'envers »*, *« figée dans ses structures, encline à un dirigisme centralisé à outrance et assistée pour toutes ses activités »*, ils prônent des universités du *« troisième type »* gérées comme des entreprises et bénéficiant d'une totale autonomie statutaire, financière et pédagogique.

Pour M. Jean Robello, président du CELF, *« avec l'autonomie,* exit LA *politique universitaire et vive les politiques universitaires, soixante-douze au total, une pour chaque université »*, concurrentes et décentralisées.

Le CELF, qui a réuni environ 3 % des voix lors des élections étudiantes du début de l'année, a reçu les encouragements de M. Jacques Bompaire, président de Paris-IV et leader du mouvement des présidents d'université libéraux. Il s'est lui aussi prononcé pour une complète autonomie des universités, ajoutant qu'à terme une telle évolution devrait mener à la privatisation de l'enseignement supérieur.

### Nouvelles brèves

● *Un mort et un disparu au large de Dieppe.* — Un pêcheur est mort noyé et un autre est porté disparu après le naufrage d'un bateau de pêche, le *Benjamin*, qui était parti, dimanche 4 mai à 5 heures, de Hautôt-sur-Mer (Seine-Maritime) avec trois hommes à bord.

Les sauveteurs ont repêché Yannik Damex, vingt-neuf ans, qui est mort peu après, alors que son frère Bruno-Damex, vingt-sept ans, patron pêcheur habitant à Varengeville-sur-Mer, a survécu. Hospitalisé en état de choc à Dieppe, celui-ci était incapable, dimanche, d'expliquer le naufrage du *Benjamin*. Le troisième homme d'équipage, Jean-Claude Janberlean, quarante-sept ans, a été porté disparu.

● *Mort d'un alpiniste dans les Pyrénées.* — Un alpiniste a trouvé la mort vendredi au cours d'une ascension dans le massif du Balaïtous (Hautes-Pyrénées). Louis Verdoux, trente-sept ans, demeurant à Horgues (Hautes-Pyrénées) a dévissé et fait une chute d'environ 250 m. Il a été tué sur le coup. Son compagnon, Claude Barouquer-Pheil, cinquante-cinq ans, de Souès (Hautes-Pyrénées), a été hospitalisé à Lourdes.

● *Accident de plongée au large d'Antibes : deux morts.* — Les corps de deux plongeurs sous-marins ont été repêchés, dimanche 4 mai, au large d'Antibes (Alpes-Maritimes). Il s'agit de Denis Creveau, trente-sept ans, de Paris, et Gilles Chauvin, trente ans, de Villiers-sur-Marne (Haute-Marne), membres de l'association sportive de la BNP qui exploraient les fonds sous-marins de la côte antiboise.

● *Explosion criminelle dans une discothèque de Moselle.* — Dix clients d'une discothèque d'Avricourt (Moselle) ont été blessés, dont un grièvement, par une explosion d'origine criminelle dans la nuit du 3 au 4 mai. La charge, de faible puissance, avait été déposée devant la porte de l'établissement tenu par un conseiller municipal de la commune. Elle a explosé à 0 h 15 alors que trois cents danseurs se trouvaient dans la salle.

**ENFANCE**

### Inculpation de deux militants de la condition paternelle

Deux militants du Mouvement de la condition paternelle (MCP), MM. Christian Rimbert et Pascal Jouanneau, viennent d'être inculpés par le juge d'instruction parisien, M. Jean-Pierre Gette, de *« complicité d'enlèvement de mineur de moins de quinze ans »*. *MM.* Rimbert et *Jouanneau auraient hébergé M. Hervé Lair*, alors que celui-ci venait d'enlever sa fille, Amandine (*le Monde* du 26 février), dont la garde était confiée à la mère, Claudine Carel. M. Lair fait actuellement l'objet d'un mandat d'arrêt pour *« violences et voies de fait avec préméditation et guet-apens sur mineure de moins de quinze ans et sur sa femme »*. Trois autres militants du MCP étaient déjà inculpés pour complicité dans cette même affaire.

**ENVIRONNEMENT**

### La Chine sous les pluies acides

Les dommages causés par les pluies acides menacent de s'étendre aux pays en voie de développement à mesure que progresse leur industrialisation. Cet avertissement a été lancé par le Fonds mondial pour la nature (WWF) à l'occasion de la Semaine internationale contre les pluies acides qui se tient à Gland, en Suisse. On parle déjà de pluies acides en Chine et au Brésil. Après les eaux et les forêts européennes, ce sont donc les futaies tropicales qui seraient menacées. Le directeur général du Fonds a appelé les gouvernements à respecter la convention de l'ONU sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.

**PARIS**

### Huit millions de contraventions

Avec plus de huit millions de contraventions dont 93 % pour stationnement illicite, les automobilistes fréquentant Paris ont battu en 1985 tous les records d'incivisme. Cent mille véhicules sont constamment en stationnement irrégulier et, malgré un fichier des PV géré par ordinateur, 30 % des amendes demeurent impayées.

La police est-elle trop sévère ? Répondant récemment à cette question au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est nettement démarqué de ceux des élus de la capitale qui réclament plus de mansuétude. *« En matière de circulation,* a-t-il dit, *Paris est sur le fil du rasoir. Il faut donc faire respecter la discipline en matière de stationnement. Sinon nous arriverions au blocage, et les protestations seraient encore plus véhémentes. »*

**RELIGION**

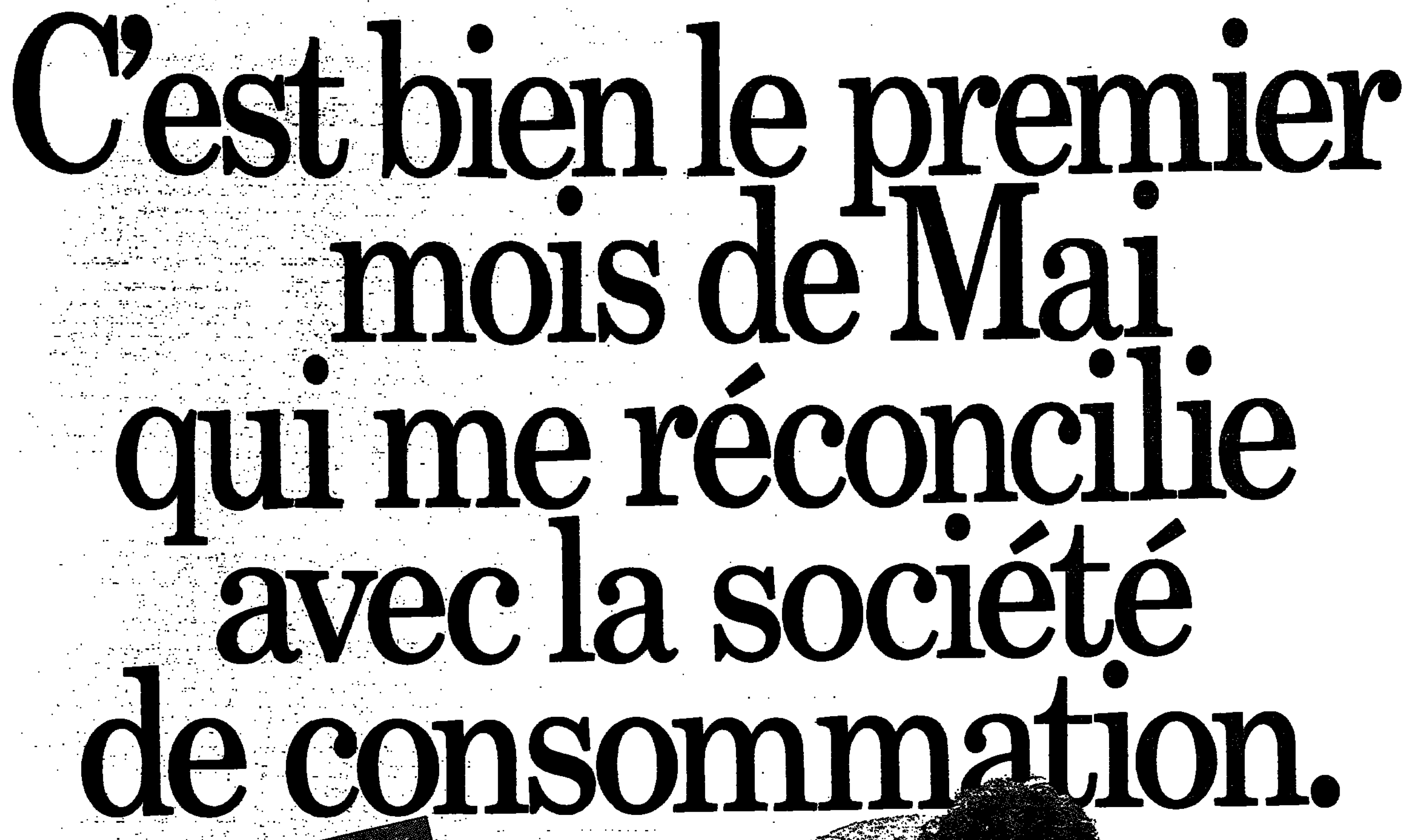
### Dom Helder dans les prisons de Lyon

En visite en France, Dom Helder Camara, ancien archevêque de Recife (dans le Nordeste au Brésil), s'est rendu, samedi 3 mai, dans deux prisons de Lyon, Saint-Paul et Saint-Joseph. Il s'est particulièrement intéressé au sort des mineurs incarcérés — ils sont une centaine à Saint-Joseph. — soulignant combien l'emprisonnement d'un enfant était *« difficile à admettre »*. Tirant les leçons de cette visite faite sous la conduite du directeur des prisons de Lyon, M. Jacques Deguerre, l'évêque brésilien a ajouté : *« Je suis convaincu que nous, les croyants, nous avons besoin de connaître les prisonniers pour aider la société et avoir une vision plus juste de ceux qui sont là »*. Ce séjour d'une semaine en France a conduit Helder Camara dans le diocèse *d'Arras, à Taizé et à la paroisse Notre-Dame du Travail à Paris* (quatorzième arrondissement), où il a célébré la messe du 1er mai.

**TOURISME**

### Nuits américaines

L'association Tradition hôtelière française qui regroupe trois chaînes — France-Accueil, Mapotel et Relais Châteaux — redoute que les actuelles annulations de réservations par la clientèle américaine se traduisent par une perte de 700 000 nuits d'hôtel et de 500 millions de francs de chiffre d'affaires. L'association représentant 465 établissements et 17 400 chambres (du 2 aux 4 étoiles) a estimé, samedi 3 mai dans un communiqué, que *« les faits étaient préoccupants »* et évoqué la possibilité de licencier du personnel. A son avis, *« le gouvernement a des mesures d'urgence à prendre pour éviter aux PME de l'hôtellerie d'être asphyxiées et de devoir débaucher. — (AFP).*







Certains auront mis près de 20 ans à admettre que pour râler contre la société de consommation, le mieux était de la consommer... on ne critique bien que ce qu'on connaît bien... Il faut dire que méditer sur le sujet, affalé dans un confortable canapé IKEA, ça aide... Et puis un prix comme ça, c'est quand même un joli pavé dans un secteur où généralement les choses ne sont pas données... Ce n'est pas le seul:

...ties, de ... pourrait ... toujours refaire ... décor. Et là, ... quelques tours de vis ... vous apercevrez que ...

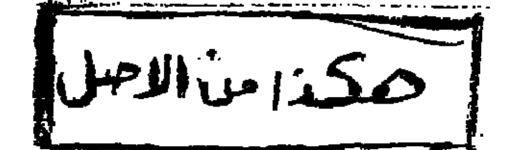
Le mois de mai, chez IKEA, a toujours été particulièrement constructif...

PEYRAT & ASSOCIES




Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II – RUE DES BUTTES, ZAC PARIS NORD II – RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS – HORAIRES DES 5 PREMIERS JOURS D'OUVERTURE – MER 7/05 : 9 H - 21 H – JEU 8 - VEN 9 : 10 H - 21 H – SAM 10 - DIM 11/05 : 10 H - 20 H. FERMÉ LE LUNDI.
IKEA EVRY – AUTOROUTE A 6 SORTIE EVRY LISSES. IKEA LYON – CTRE CIAL DU GRAND VIRE VAULX-EN-VELIN. IKEA VITROLLES – RN 113 QUARTIER DU GRIFFON.



# LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

## 49 000 personnes ont été évacuées

Le numéro deux du régime, M. Egor Ligatchev, et le président du conseil soviétique, M. Nicolaï Ryjkov, ont visité la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, vendredi 2 mai, une semaine après l'accident. Celui-ci aurait provoqué, selon les derniers chiffres publiés par Moscou, la mort de deux personnes, et, parmi les blessés, 148 personnes seraient encore hospitalisées, dont 18 dans un état grave.

M. Boris Elstine, chef du Parti communiste pour Moscou, a fait état, pour sa part, de 20 à 25 personnes grièvement blessées et signalé que 49 000 personnes ont été évacuées des alentours de la centrale.

*« Nos adversaires idéologiques,* a dit M. Elstine, intervenant au cours du congrès du Parti communiste allemand, *ne manquent pas l'occasion d'organiser de nouvelles campagnes contre l'URSS (...) et attisent une nouvelle fois l'hystérie antisoviétique. » « Je peux déclarer en toute responsabilité,* a-t-il déclaré *que le gouvernement fait tout pour supprimer les suites de l'accident. »*

L'agence Tass a affirmé de son côté que *« les mass media occidentaux répandent des mensonges au sujet de l'accident de la centrale de Tchernobyl »*, et M. Georgi Arbatov, membre du comité central du PCUS, a accusé les Etats-Unis d'utiliser la catastrophe comme prétexte pour torpiller les pourparlers sur les armements, et le président Reagan d'avoir organisé une campagne visant à discréditer l'URSS. Mais, a-t-il ajouté, les informations sur l'accident *« n'ont peut-être pas été communiquées aussi vite que certaines personnes l'auraient voulu ».*

Pour la première fois depuis l'accident survenu dans la centrale, le 25 avril, l'Union soviétique a d'autre part ouvert ses portes à une personnalité étrangère. Son gouvernement a invité le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AEIA), M. Hans Blix, à se rendre à Moscou, où il devait arriver lundi 5 mai. En outre, bien que l'agence Tass réaffirme que l'URSS *« satisfait, à l'heure actuelle, par ses propres moyens ses besoins essentiels »*, une équipe de médecins américains spécialistes des rayonnements ionisants a été autorisée à se rendre à Moscou pour mesurer la radioactivité de l'air et des aliments, et pour examiner les ressortissants américains.

En Europe occidentale, où le taux de radioactivité dans l'atmosphère continue à baisser, l'accident de Tchernobyl alimente toujours réactions et commentaires. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé dimanche que l'on devait *« renforcer les procédures de l'AEIA ». « Tout le monde pourrait se mettre d'accord sur des normes et des procédures à adopter dans l'éventualité d'un accident »*, a-t-il ajouté.

En Allemagne fédérale, où plusieurs milliers de pacifistes et d'écologistes ont manifesté dans tout le pays, samedi, pour réclamer l'arrêt immédiat des centrales nucléaires allemandes, le gouvernement envisage de demander des dommages et intérêts à l'Union soviétique pour les préjudices causés aux agriculteurs par la catastrophe de Tchernobyl.

En France, M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, a demandé la création rapide d'un secrétariat général à la défense civile. De leur côté, les « Verts » dénoncent le *« silence »* des autorités françaises.

Des responsables des pays membres de la Communauté européenne devaient par ailleurs se réunir, lundi, à Bruxelles pour discuter des *« importations venant d'Europe de l'Est et des exportations vers ces pays ».*

## Une région agricole stratégique

Un nuage radioactif sur l'Ukraine... et les cours de la Bourse aux grains de Chicago comme ceux du sucre au marché de Londres s'envolent. C'est que l'Ukraine est le véritable grenier agricole de l'URSS. Mais l'incertitude qui règne quand aux conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl et surtout l'ampleur des stocks céréaliers dans un marché déprimé ont fait baisser la fièvre des spéculateurs. Même si, comme le déclarait avec hâte un expert du département américain de l'agriculture, 10 % de la récolte de blé de l'Union soviétique, — soit la moitié de celle de l'Ukraine — pouvaient être affectés, cela représenterait l'équivalent de la progression du stock mondial attendue à la fin de la campagne en cours. Autrement dit, si l'URSS redevenait subitement acheteuse sur le marché (1), cela porterait le niveau du commerce mondial et celui des stocks à la hauteur qu'ils avaient à la fin de la campagne 1984-1985, ce qui n'est pas assez pour relancer le marché.

Il n'empêche que les effets à moyen et long terme des retombées radioactives sur les terres agricoles et dans l'eau qui, pour une large part, sert à l'irrigation peuvent être inquiétants, même si l'on n'est pas en mesure aujourd'hui de les préciser (*le Monde* du 3 mai). Sous l'effet des vents, il n'est pas exclu que la Biélorussie et la Pologne soient aussi concernés. Selon la version officielle, dans un rayon de 100 kilomètres autour du lieu d'émission, tout fonctionnerait normalement. Le 1er mai, la télévision soviétique à Moscou montrait des baigneurs dans le Dniepr et des paysans aux champs : c'est la pleine époque des semailles. Si pollution il y a, elle n'apparaîtra qu'en juillet, lors de la récolte des premières céréales. Par contre, les animaux d'élevage commencent à brouter l'herbe de printemps.

### Comparable à la France

Tchernobyl est située au nord de Kiev et de l'Ukraine, à la limite de la Biélorussie, république agricole nettement moins productive que l'Ukraine (2). L'Ukraine est comparable à la France par la surface (60 millions d'hectares), par le nombre d'habitants (51 millions), par la diversité des activités agricoles ; elle fournit entre le cinquième et le quart des denrées agro-alimentaires de l'URSS.

Elle connaît un rythme de développement annuel comparable à l'ensemble du pays, c'est-à-dire, après une forte croissance dans les années 60, une tendance au ralentissement depuis 1975. Elle bénéficie cependant d'un potentiel agronomique important, avec la prédominance des terres brunes, mais avec un facteur défavorable courant en URSS : l'eau. La pluviométrie atteint 450 mm dans l'ouest et le nord, mais tombe à 300 et moins dans la partie orientale, soit 100 mm de moins que dans le Midwest américain. Depuis une quinzaine d'années, la République a fait un gros effort d'irrigation. Le pourcentage des terres agricoles irriguées y est plus important que dans le reste du pays : 5,4 % contre 3,4 %. On y obtient ainsi des rendements en blé de 40 quintaux à l'hectare en culture irriguée, contre 22 à 23 quintaux en culture sèche, ce qui est déjà mieux que la moyenne soviétique (16 à 17 quintaux). Cet avantage comparatif des régions agricoles traditionnelles va prendre plus d'importance encore maintenant que les gigantesques programmes d'irrigation de la partie européenne de l'URSS et de l'Asie centrale par le détournement des fleuves tels que l'Ob et l'Irtych vers le sud sont mis en sommeil.

*L'intensification de l'agriculture* ukrainienne peut se mesurer encore par l'utilisation des engrais : 142 unités à l'hectare contre une moyenne de 102 pour l'URSS.

| Productions (millions de tonnes) | Total URSS | Ukraine | % |
|---|---|---|---|
| Céréales (1) | 190 | 38 | 20 |
| dont blé | 100 | 21 | 21 |
| Betteraves à sucre (2) | 85 | 49 | 58 |
| Tournesol (3) | 5 | 2,4 | 48 |
| Lin (3) | | | 26 |
| Pommes de terre (3) | | | 27 |
| Légumes (3) | | | 25 |
| Fruits (3) | | | 32 |
| Toutes viandes (2) | 17 | 3,8 | 22 |
| Lait (2) | 98 | 23 | 23 |
| Œufs (2) mil. unités | 76 | 16 | 21 |
| Laine (3) | | | 16 |
| **Elevage (millions de têtes)** | | | |
| Bovins | 120 | 26 | 21 |
| dont vaches laitières | 43,9 | 9,1 | 20 |
| Porcs | 78,7 | 21,2 | 27 |
| Moutons | 145,3 | 8,3 | 6 |
| Volailles | 1 126 | 244 | 21 |
| **Superficies ensemencées (millions d'hectares)** | | | |
| Céréales | 120 | 15 | 12,5 |
| Betteraves-tournesol | 14 | 3,9 | 28 |
| Pommes de terre-cucurbitacées | 9 | 2,3 | 25,5 |
| Cultures fourragères | 69 | 11 | 16 |

(1) 1980.
(2) 1984.
(3) Moyenne 1981-1983.

Autre élément de comparaison pour illustrer cette intensification : les terres agricoles au sens large englobant les parcours représentent en URSS 1 051 millions d'hectares et les terres cultivées (labours, prairies artificielles et permanentes) 557 millions d'hectares, soit 53 %. En Ukraine, l'équivalence est respectivement de 48 et 42 millions d'hectares, soit 87 % de terres agricoles effectivement cultivées.

La République présente des différences naturelles internes. L'ouest et le sud-ouest (Lvov, Rovno, Jitomir) perpétuent une tradition paysanne de type centre-européen. Cette permanence des traits paysans est marquée dans l'ensemble de la République par deux caractéristiques : l'importance des lopins individuels et la part des kolkhozes. Pour l'ensemble de l'URSS, ces lopins représentent 0,7 % de la surface des kolkhozes et 1,2 % de celle des sovkhozes. Pour l'Ukraine, on obtient respectivement 4,5 % et 6 %. Alors que les sovkhozes s'étendent sur 68 % des terres cultivées en URSS et les kolkhozes sur 31 %, la proportion est inversée en Ukraine : 24 % pour les sovkhozes et 74 % pour les kolkhozes. Cela s'explique par l'ancienneté et la densité de l'occupation des terres, alors que les sovkhozes ont surtout été créés sur des terres vierges.

### Spécialisation sucrière

Cette région est spécialisée depuis fort longtemps dans la production de betteraves à sucre avec un rendement de 24,6 tonnes à l'hectare contre 20 tonnes pour l'URSS. D'ailleurs l'Ukraine fournit à elle seule 60 % de la production nationale de sucre. Autres spécialités : le lait et l'élevage porcin. Dans l'est de la République, dans les bassins du Dniepr et du Don, la tradition est surtout, depuis Staline, industrielle. C'est une zone plus aride, et l'on y cultive surtout le tournesol.

On retrouve cette culture plus au sud, dans la région de Sébastopol et de la mer Noire, et dans l'ensemble de la République sa production représente 40 % de celle de l'URSS. Le sud, c'est aussi la région des vins, des fruits et des légumes. L'extension rapide du vignoble en Azerbaïdjan, en Géorgie et dans le nord du Caucase tend à réduire l'importance relative des vins ukrainiens (14 % aujourd'hui).

Dans le nord et le nord-est, en se rapprochant donc de Tchernobyl, on trouve beaucoup de terres à lin dont la production ukrainienne atteint 26 % du total soviétique.

Les autres points forts de la République sont naturellement les céréales, sur lesquelles l'Union soviétique ne publie plus de statistiques depuis 1980. La récolte était alors en Ukraine de 38 millions de tonnes dont 21 de blé, sur une production soviétique de 190 millions de tonnes dont 100 de blé. L'Ukraine cultive surtout des blés d'hiver dont les rendements sont nettement supérieurs aux blés de printemps (jusqu'au double).

Les pommes de terre (27 % de la production nationale) sont aussi une spécialité, surtout dans l'Ukraine occidentale. Enfin les rendements laitiers sont supérieurs à la moyenne nationale : 2462 litres par vache et par an contre 2361. Mais ce score qui permet de fournir 23 % du lait soviétique, est nettement inférieur à celui de l'Estonie, où l'on atteint 3701 litres.

La production agricole de l'Ukraine est accompagnée par un important complexe agro-industriel, mais les résultats enregistrés par le grenier de l'URSS ne doivent pas faire oublier le dysfonctionnement traditionel de l'économie agricole, aux causes multiples, et dont l'Ukraine n'est pas exempte.

JACQUES GRALL.

(1) Alors que la campagne 1985-1986 est presque achevée, l'URSS n'a acheté aux Etats-Unis que 150000 tonnes de blé dans le cadre de l'accord quinquennal qui lie les deux pays. Pour les campagnes précédentes, les achats soviétiques de blé aux Etats-Unis avaient été de 2,9 et 7,5 millions de tonnes.

(2) La Biélorussie produit huit fois moins de céréales que l'Ukraine, quatre fois moins de viande et trois fois moins de lait.



## Panique générale en Italie

De notre correspondant

Rome. — Dans la récente affaire du « vin au méthanol » les autorités n'avaient commencé à prendre des mesures pour la santé publique qu'après qu'une quinzaine de personnes furent mortes. Sans doute préoccupés de ne pas donner une nouvelle fois prise à l'accusation d'incurie, les pouvoirs publics ont annoncé, face au danger de radioactivité venu de Tchernobyl, des mesures dépassant largement celles prises dans les pays voisins à situation équivalente. Tout en précisant en effet que la population ne courait aucun risque, le ministre de la santé, M. Constante Degan, a décidé en fin de semaine l'interdiction pour quinze jours de consommation de salades et autres *« légumes à feuilles »*, ainsi que de celle de lait frais. Le ministre de la protection civile, pour sa part, n'avait jugé, nécessaire que de conseiller la limitation de ces mêmes produits — notamment tout ce qui concerne la consommation de lait frais par les enfants de moins de dix ans et les femmes enceintes.

Cette escalade entre services a plutôt contribué à diffuser dans le pays un sentiment d'inquiétude qu'à rassurer. La presse, il est vrai, toujours portée à l'extrême dramatisation, en fait foi : *« Pluie nucléaire, mesures d'urgence en Italie »*, ou *« Nuage : la guerre de la peur »*, lisait-on ainsi sur les principaux quotidiens du week-end. Les supermarchés ont été aussitôt dévalisés non seulement de leurs stocks de lait stérilisé, mais de leurs aliments surgelés (par précaution). Les paysans et commerçants sentent les conséquences du manque à gagner. La surenchère du ministre de la santé a été diversement appréciée. Ainsi l'*Unità*, le journal du PCI, n'hésite pas à parler de mesures *« insensées, improvisées et irresponsables »*. Le vent du sud aidant désormais à repousser au-delà des Alpes tout éventuel danger, l'ordonnance prise par le ministre pourrait désormais être reportée avant son terme légal.

JEAN-PIERRE CLERC.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
MÉDECINE

## Incidents cachés

Dans son édition du 4 mai, *The Observer* révèle que, le 31 mars dernier, une fuite de gaz radioactif a eu lieu dans une centrale située au sud-est de Londres et que la Compagnie nationale d'électricité britannique (CEGB) n'a pas cru bon d'en avertir les populations environnantes. Cet oubli est d'autant plus regrettable, note *The Observer*, que les autorités britanniques ont affirmé, après l'accident de la centrale soviétique de Tchernobyl, que la Grande-Bretagne n'avait rien à cacher en matière d'industrie nucléaire civile.

Certes, reconnaît *The Observer*, l'incident qui a frappé une des trois tranches de la centrale nucléaire de Dungeness, et qui a donné lieu à une fuite d'environ 500 kilogrammes de gaz légèrement radioactif, n'a pas causé de dommages graves à l'environnement. D'autre part, le relâchement accidentel de ces gaz radioactifs qui servent au refroidissement du cœur de ce réacteur à eau préssurisée de 275 mégawatts n'a pas provoqué de nuage polluant. Mais l'attitude de la CEGB dans cette affaire ressemble fort à celle qui prévalait dans les années 70 en Europe, et même en France, à savoir une politique du secret.

Les autorités américaines avaient fait preuve, au moment de l'accident de la centrale de Three Mile Island (Pennsylvanie), d'une plus grande liberté d'information. Cependant, selon un membre du Congrès et des représentants du groupe antinucléaire Critical Mass Energy Project, animé par le défenseur des consommateurs, Ralph Nader, les incidents se multiplieraient dans les centrales nucléaires américaines. De 2 310 en 1979, ils seraient passés à 5 060 en 1983.

Mais, affirme Critical Mass, du fait du nouveau système de comptabilisation mis en place par la Nuclear Regulatory Commission (NRC), la moitié seulement des incidents seraient enregistrés. N'auraient donc été signalés que 2 417 incidents en 1984, et 2 974 en 1985. Toutefois, affirme le mouvement antinucléaire, chaque centrale américaine connaîtrait, en moyenne, 13 % d'incidents de plus en 1984, et, ajoute-t-il, il existe 45 % de chances pour que le cœur d'une centrale nucléaire américaine fonde partiellement d'ici à l'an 2 000, comme ce fut le cas à Three Mile Island.

هكذا من الأصل

# SCIENCES

APRÈS L'EXPLOSION D'UN LANCEUR DELTA

## Les satellites américains cloués au sol

Une fusée américaine Delta, porteuse d'un satellite GOES d'observation météorologique, a explosé quatre-vingt-onze secondes après son lancement, dimanche 4 mai à 0 h 20 (heure française). Le moteur principal de l'engin, qui consomme un mélange de propergols liquides, s'est arrêté de manière encore inexpliquée. Le lanceur, devenu ingouvernable, et qui pouvait retomber sur une zone habitée, a été détruit sur ordre du sol, ainsi que le satellite de 57,5 millions de dollars qu'il transportait. Une commission d'enquête a été nommée, qui sera présidée par le contre-amiral Richard Truly, administrateur associé de la NASA.

Après l'explosion de Challenger et la mort de sept astronautes le 28 janvier dernier, après l'échec d'une fusée Titan porteuse d'un satellite militaire le 18 avril, ce nouveau coup dur vient enlever aux responsables des programmes spatiaux américains l'un des seuls moyens de lancement dont ils disposaient encore. La NASA ne peut plus compter sur les navettes, clouées au sol dans l'attente des résultats d'une enquête qui se prolonge. Des prévisions officieuses indiquent qu'une mission de redémarrage pourrait éventuellement intervenir en février prochain, mais plus probablement seulement en été 1987. Elle sera de toute manière suivie d'un arrêt de trois mois pour inspection approfondie de tous les composants du système de transport spatial.

De leur côté, les militaires ne peuvent plus programmer des tirs de Titan, ces fusées, pourtant très fiables dans le passé, ayant elles aussi besoin de sérieux contrôles.

### Quarante-trois succès consécutifs

Le planning officiel était donc squelettique : trois tirs de lanceurs Delta, pour mettre en orbite deux satellites géostationnaires de météorologie, ainsi qu'un satellite militaire apparemment porteur d'expériences préparatoires pour l'IDS (initiative de défense stratégique) ; deux lancements d'Atlas-Centaur pour placer en orbite des satellites de communications destinés à la marine américaine. Soit cinq tirs seulement pour 1986, un étiage qui ramenait la NASA au début des années 60.

Du moins pouvait-on envisager ce calendrier avec confiance. Si la navette est un engin qu'on peut encore juger expérimental, si les spécialistes estimaient que la NASA en faisait un peu trop en promenant à bord d'un engin fragile des sénateurs ou des enseignants, ils accordent une entière confiance à l'Atlas-Centaur, et surtout au Delta. Ce dernier est un lanceur éprouvé : le dernier échec remonte à septembre 1977, et il a été suivi de quarante-trois succès. L'échec du tir de dimanche tombe donc au plus mauvais moment, et la détermination affichée par le président Reagan, assurant depuis Tokyo sa volonté de poursuivre le programme prévu, sera peut-être insuffisante pour faire taire les critiques de plus en plus nombreuses portées contre l'industrie aérospatiale en général et la NASA en particulier.

La loi des séries est une explication un peu facile, et l'on peut se demander si l'échec des Titan, puis celui du Delta ne viennent pas du dédain que la NASA a longtemps affiché pour les lanceurs non récupérables, de son choix du « tout navette ». Les meilleures équipes ont été évidemment dirigées vers la préparation et des lancements de navette, et ceux qui s'occupaient des fusées accordaient sans doute moins de soin à des engins en voie d'extinction. Car l'échec du Delta ne peut certainement pas être attribué à un défaut de jeunesse, à une mauvaise conception. Si un lanceur est au point, c'est bien celui-là. Mais le fonctionnement d'un moteur de fusée reste un petit miracle d'équilibre et exige beaucoup de soin dans la préparation du tir.

Les Etats-Unis commencent peut-être à payer leur volonté d'aller très vite, voire de brûler les étapes. Hier, ils voulaient construire de gigantesques satellites captant l'énergie du soleil. Aujourd'hui, ils décident de se doter d'un système de défense spatial que tous les scientifiques jugent aux limites du réalisme. Mais ils ont un peu oublié les bases : la minutieuse mise au point des engins, qui, même s'ils sont de technologie éprouvée, doivent faire l'objet de contrôles serrés si l'on veut pouvoir compter sur eux.

MAURICE ARVONNY.

## Le grain de sable

Alors que les nuages de particules radioactives libérés, il y a dix jours, par la centrale de Techernobyl semblent se dissiper, ce sont les Etats-Unis qui sont à leur tour victimes de la technologie. L'échec du tir d'une fusée Delta, le samedi 3 mai, est beaucoup moins catastrophique puisqu'il n'a fait aucune victime. Il n'en porte pas moins un nouveau coup au programme spatial américain.

Sans vouloir mettre sur le même plan deux événements qui ne sont en rien comparables, on peut constater que ces « pépins » affectent des technologies complexes, que l'on aurait pu croire parfaitement rodées et qui soudain révèlent leurs faiblesses. Dans l'un et l'autre cas, une machine semble s'être grippée.

Ces accidents surviennent à un moment où les activités du nucléaire, comme celles du spatial, s'étaient banalisées et devenaient, pensait-on, presque sans danger. Une fois passées les longues années de mise au point, une fois dominées les angoisses des « premières » — première divergence d'un réacteur, premier vol d'une navette, — tout semblait devoir fonctionner à merveille. C'est alors que l'attention de tous les instants se relâche, et qu'arrivent les catastrophes.

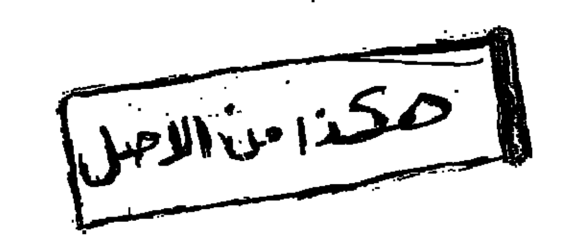
Lorsque Challenger avait explosé, le 28 janvier, les navettes n'avaient-elles pas déjà volé à vingt-quatre reprises, sans problème majeur ? Le fonctionnement même du vaisseau spatial, ses départs et ses atterrissages réussis ne provoquaient plus d'étonnement. Au point que le rôle des commandants de bord et des pilotes passait au second plan dans les commentaires, au profit de celui des ingénieurs de bord dont on vantait les prouesses. La navette devenait peu à peu un simple moyen de transport utile, notamment pour la mise en place de la future station orbitale.

La catastrophe de Tchernobyl pose d'autres questions — la sûreté du réacteur utilisé et le relatif silence de Moscou. Une fois encore, un grain de sable a jeté le discrédit sur ce qu'était jusqu'alors, aux yeux des Soviétiques, l'un des fleurons de leur technologie.

Pourtant l'URSS pouvait jusqu'ici se targuer de maîtriser la production d'électricité d'origine nucléaire. Elle avait même été, en 1954, le premier pays à exploiter industriellement l'énergie nucléaire. Depuis, elle n'avait cessé d'accroître le nombre de ses centrales, devenant ainsi le troisième producteur d'électricité nucléaire au monde, et envisageait de développer encore sa puissance dans ce domaine.

Certes, cette catastrophe ne fera pas renoncer l'Union soviétique — ni les autres pays qui maîtrisent cette technologie — à produire de l'énergie électronucléaire. Pas plus que les échecs répétés qu'ils viennent de subir n'empêcheront les Etats-Unis — ni l'URSS ni l'Europe — de poursuivre leur conquête de l'espace. Mais une fois l'émotion retombée, peut-être restera-t-il à l'esprit de tous — des autorités, des ingénieurs et techniciens, du public — cette évidence que, en matière de technologie, quelles que soient l'expérience accumulée et l'ampleur des mesures de protection, la sécurité n'est jamais assurée à 100 %.

ELISABETH GORDON.





# culture

## EXPOSITION

### AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

# La collection du docteur Girardin

Quelques mois avant sa mort, en 1951, le docteur Girardin se faisait mettre à la porte d'une galerie d'art « primitif ». *La propriétaire des* lieux, Marie-Ange Ciolkowska, n'avait pas apprécié sa manière brutale de discuter les prix. Elle se souvient encore des visites de ce client difficile, qui n'avait qu'une idée en tête : sa collection. Elle est aujourd'hui exposée tout entière au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. *« Je n'ai jamais pu avoir de vraie discussion avec lui*, ajoute Marie-Ange Ciolkowska, *mais une semaine avant sa mort – il se savait pourtant perdu – il m'a encore acheté un objet océanien. Sans avoir de connaissances particulières, il avait un goût assez juste et la plupart du temps savait choisir le bon objet. Dans sa collection telle qu'on peut la voir maintenant, tout n'est pas égal ; il y a des choses plus ou moins belles, plus ou moins rares, mais rien d'inutile. »*

Un jugement esthétique qui fait encore rugir bon nombre d'ethnologues : *« Je hais les objets. Surtout ceux que l'on regarde comme le produit des arts, exilés des relations humaines qui leur donnent leur pleine signification »*, écrivait Georges Balandier dans son *Afrique ambiguë*. Pour eux, l'objet, n'a pas de valeur en soi. Ce n'est qu'un témoin impartial. Rien de plus. Encore faut-il le faire parler. L'identifier et connaître son origine exacte. Toutes choses qui n'intéressaient que faiblement le collectionneur d'entre les deux guerres. L'intérêt ethnologique de la collection Girardin est sans doute nul. Elle est cependant passionnante parce qu'elle nous est parvenue – fait rarissime – complète et qu'on a ainsi une idée précise de l'esthétique et du goût d'une époque.

Le docteur Girardin, dentiste de son état, s'est intéressé très tôt à l'art moderne. Il ouvrit même, au tout début des années 20, une galerie de peinture rue La Boétie, à l'enseigne de la Licorne. Une expérience de courte durée, mais qui lui permit de se lier avec un certain nombre d'artistes à qui il acheta un ensemble de toiles imposant : Gromaire – il fit chez lui sa première exposition, – Lipchitz, Rouault, Gleizes et Vlaminck. C'est vraisemblablement par leur intermédiaire qu'il entra en contact avec les arts dits primitifs. On sait que Vlaminck lui vendit sa première sculpture « nègre », en 1920. Une statuette Baoulé que l'on peut voir au MAM. C'est peut-être elle qui figure sur le portrait de Girardin exécuté par Grammaire en 1925.

Ensuite, au gré de ses rencontres, il acquit une trentaine d'objets divers – tant africains qu'océaniens. Est-ce Charles Ratton, dès cette époque l'un des grands marchands d'art non européens, qui l'engagea plus avant dans cette voie ? C'est en tout cas par son intermédiaire qu'il va se procurer systématiquement les éléments de sa future collection. A partir de la guerre, celle-ci s'élargit considérablement. En moins de dix ans, il rassemble cent cinquante six objets : deux tiers africains, un tiers océaniens. A sa mort, il lègue à la capitale l'ensemble de ses collections. Ce devait être le noyau du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, mais, faute de place, seules ses toiles furent exposées de manière permanente. Certaines pièces, « exotiques », furent confiées au Musée de l'homme et au Musée de la porte Dorée. Les voilà réunies définitivement au Palais de Tokyo.

*Statue de femme assise. Bois noirci. Akye, Côte-d'Ivoire.*

### Le nègre remplace le grec...

Picasso, Braque et Derain, parmi les premiers, recherchèrent ce type d'objets. Ils affectionnaient les formes brutes, rugueuses, acquises aux hasards de la brocante. Plus tard, les dadaïstes les brandirent comme les emblèmes du scandale, du refus des valeurs occidentales. Toutes les interprétations étaient permises à leur égard puisqu'on ne savait rien d'elles. Ou presque. D'ailleurs, Picasso vendait la mèche en déclarant : *« L'art nègre ? Connais pas ! »* Elie Faure expliquait cet engouement : *« Le nègre remplace le grec dans les préoccupations d'un doctrinarisme nouveau. Le pompier héroïque jette son casque avec dégoût pour saisir gravement le tam-tam. On se déclare primitif par réaction contre l'adresse universelle. »*. Quelques années plus tard, la qualité des collections se transforme. Les premières galeries d'art primitif s'ouvrent avec les premières expositions. Les amateurs commencent à s'intéresser, aussi, à l'origine et à la signification des objets. En 1936, le Musée de l'homme de Paul Rivet remplace le poussiéreux Musée d'ethnographie du Trocadéro. Michel Leiris publie à la même époque son *Afrique fantôme*. A côté des masques et des statuettes, les amateurs commencent à rechercher des ustensiles décorés. Mais les aires géographiques prospectées restent limitées. Les colonies françaises sont le principal vivier des collectionneurs, qui affectionnent des types de style, bien précis. On aime les objets sombres, monochromes, de taille moyenne, aux formes géométriques, arrondies. Les patines sont quelquefois « améliorées » en Europe quand elles sont jugées trop sommaires. Les amateurs de bandes dessinées les retrouveront dans l'œuvre d'Hergé. La collection de Girardin nous renvoie très précisément à cet univers d'« explorateur » éclairé.

L'ensemble africain exposé au MAM se partage en trois zones géographiques. Celui de la Côte-d'Ivoire, où dominent les statuettes baoulés – un très beau personnage masculin assis sur un siège,– une série de poulies de métier à tisser gouros, une belle porte sculptée sénoufo, des poids à peser la poudre d'or akan et un très beau masque dan à la mâchoire articulée. Celui du Congo et du Gabon, avec quelques beaux objets fangs, un masque blanchi d'une facture composite, mais surtout une effigie d'ancêtre de la même ethnie. L'une de celles qui exercèrent sans aucun doute une grande séduction sur les artistes français du début du siècle. Un homme à la stature hiératique, au cou puissant, les bras ramassés le long du corps. De très intéressants reliquaires kotas en bois et métal dont, une fois encore, l'esthétique est proche de celle de sculpteurs comme Lipchitz, un ami de Girardin. Celui du Zaïre, enfin. Des petits personnages qui vont du réalisme (Loango) au quasi-cubisme (Téké) et une intéressante série d'objets : boîtes, appuis-tête, tissus divers.

On recherche des formes plus frustes, à la patine plus croûteuse, plus baroques, comme les crânes reliquaires. La polychromie est appréciée. On se passionne pour les objets de fouille du Niger et du Mali – terres cuites et bronzes. Le marché et les collections se diversifient, deviennent plus savantes. Le pillage continue, protestent les ethnologues, qui reprennent volontiers la boutade de l'un d'entre eux, F. Grébert : *« Les descendants des Fangs devront-ils, pour apprécier leurs arts passés venir en Europe contempler dans nos musées leur habileté ancestrale ? »*



*Masque de la confrérie Gélédé. Bois polychrome. Yoruba-Nago, Bénin.*

Dans la partie océanienne, moins abondante, on relève un masque cagoule de la vallée du Sépik (Nouvelle-Guinée) le dernier objet acquis par Girardin, et une très curieuse sculpture verticale de Nouvelle-Irlande, coiffée d'un coquillage orné.

Aujourd'hui, si le champ des amateurs s'est largement étendu – Afrique de l'Est, Afrique sub-saharienne – les modes n'en existent pas moins.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Masques et sculptures d'Afrique et d'Océanie, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris, jusqu'au 7 septembre.

## OPÉRA

### « DAPHNÉ » A NICE

# L'Olympe de Richard Strauss

*Si Richard Strauss était mort en* 1937 (il avait alors soixante-treize ans) ou s'il avait cessé de composer au début de la guerre, il est probable qu'on aurait célébré dans le final de *Daphné* son adieu à la vie, une envolée vers l'infini. Mais il a écrit encore onze ans plus tard les *Quatre derniers lieder*, et aussi des chefs-d'œuvre d'un ton très nouveau, tels *Capriccio* et les *Métamorphoses*. Du coup, l'on a rangé *Daphné* dans les œuvres académiques plus ou moins manquées dont on pouvait se passer. Il aura fallu attendre près de cinquante ans pour que sa superbe création en France par l'Opéra de Nice nous révèle une partition d'une beauté lumineuse que l'on aurait grand tort de bouder.

Elle paraît certes un peu pâle cette vierge sage panthéiste, sœur des arbres, éprise du soleil qui donne vie à la nature, et bien craintive... *Daphné s'effraie de l'amour de Leucippe*, son compagnon d'enfance, puis repousse celui d'Apollon, qui s'est présenté comme son frère.

Le sujet mythologique et les vers de Joseph Gregor tissés d'images antiques se prêtaient à l'extension d'un lyrisme pur, lisse, dépouillé de toute attache avec une époque sombre où tonnaient déjà les présages d'une barbarie que le compositeur refusait d'entendre.

Réfugié sur l'Olympe, Richard Strauss nous donne une image idéalisée de toute son œuvre où la Grèce barbare d'*Elektra*, la tendresse et la sensualité légère du *Chevalier*, l'amour flamboyant et l'humour d'*Ariane*, les mystères de la *Femme sans ombre* se fondent dans une merveilleuse symphonie avec voix qui est comme l'apothéose de la vocalise baroque. L'Opéra de Nice nous en a offert une excellente interprétation grâce à une jeune Américaine, Cheryl Studer, d'une prodigieuse splendeur vocale qui plane en grands orbes lumineux ouvrant avec quelque dureté, mais sans faiblir les aigus foudroyants, et donne de Daphné une touchante image dépourvue de mièvrerie, comme l'orchestre d'un lyrisme vraiment exceptionnel sous la direction de Berislav Klobucar.

A l'exception d'un Apollon pâteux, sans grande étoffe musicale, toute la distribution est de qualité – Thomas Moser Eucippe, Sigfrid Voegel Pénéios, Martha Szirmay.

Le spectacle est plus banal. La mise en scène au premier degré de Peter Basse a le mérite de rendre lisible l'intrigue, mais sans plus, et le ballet ridicule n'a que de lointains rapports avec les Panathénées. Mais la métamorphose finale de Daphné en un laurier immense aux reflets de lune est très belle.

JACQUES LONCHAMPT.



## CINÉMA

### « LES TROTTOIRS DE SATURNE », de Hugo Santiago

# Le poids d'absence

Fin octobre 1986, en Aquiléa, pays d'Amérique latine, l'armée et la police noient dans le sang une guérilla qui voulait déclencher un processus révolutionnaire, pour rétablir la démocratie. L'Aquiléa n'existe sur aucune carte. C'est l'Argentine, à la fois réelle et mythique, du premier long métrage de Hugo Santiago, *Evasion*, tourné à Buenos-Aires en 1969. C'est le pays du réalisateur, un pays constamment déchiré par des changements de régime, et qui pèse comme une absence terrible au cœur des exilés. Après deux films français sur les labyrinthes de l'identité, les masques et les fantasmes des sociétés occultes : *(les Autres, Ecoute voir)*, Hugo Santiago est revenu à cette préoccupation vitale du pays perdu, de la lutte politique engendrant la répression et l'horreur.

Ces événements d'octobre 1986 – le temps du film n'est pas exactement le nôtre – provoquent une crise chez Fabian Cortes (Rodolfo Mederos), compositeur et virtuose célèbre du bandonéon, fixé à Paris, depuis douze ans. Brusquement, il disparaît. Ce n'est pas la première fois, *mais on peut tout craindre, et* sa maîtresse, l'avocate Danielle Mallet (Berangère Bonvoisin), est angoissée. Ses amis ne comprennent pas. Et puis, Fabian revient, il ne dit pas où il est allé, mais quelque chose a bougé en lui. La réalité se déforme sous ses yeux, des hallucinations le traversent. Et puis, il prétend rencontrer Arolas, vedette du bandonéon jadis en Aquiléa, mort depuis longtemps...

Les exilés que connaît et met en scène Hugo Santiago sont des artistes, des intellos, hantant des cafés et des lieux à leur mesure. Chez Laura (Monica Mortola), une amie de Fabian accumulant les reportages sur les atrocités du coup de force, un métier à tisser trône dans un décor bien organisé de bohème à son aise. La jeune avocate habite le faubourg Saint-Germain, dans des meubles de style. Mais ces définitions sociales n'ont d'importance que par rapport à une atmosphère de plus en plus étrange. D'admirables mouvements de caméra glissent dans l'espace des intérieurs et des extérieurs, donnent aux objets, aux choses, aux personnages (sauf Danielle), une existence de fantasmagorie.

Auteur un peu hermétique, Hugo Santiago cette fois décolle dans le lyrisme d'une fiction vécue par les uns, imaginée par les autres, sous l'effet d'ondes de choc venues d'Aquiléa. Marta, la sœur de Fabian, et son groupe de terroristes, matérialisent les obsessions et les hantises de la mauvaise conscience.

Marta et ses jeunes fanatiques ont apporté les maléfices de Saturne. Les images en noir et blanc, fantastiquement modelées par Rocardo Aronovich, font du Paris des exilés un piège. Fabian joue au bandonéon, en état de transe, une musique lavée de tout folklore, de toute langueur nostalgique. Sensuelle, stridente, surgie d'un autre monde, elle ponctue la fermentation souterraine d'une tragédie. Paris est investi par les *images nées de l'absence*. Il arrive aux personnages de discourir un peu trop, la mise en scène, par son élan fiévreux, ses enroulements en boucles temporelles (passé, présent, avenir), exprime bien plus et bien mieux le grand rêve de Santiago.

JACQUES SICLIER.

• Voir les films nouveaux.

## « Absolute Beginners »

*Les « débutants absolus »*, que chante dès le générique David Bowie, sont les adolescents londoniens de la fin des années 50 qui découvraient en même temps les Vespa, le rock, la gomina et un peu d'argent de poche. Ils avaient en un sens raison de croire qu'une ère nouvelle s'ouvrait avec eux, elle dura près de quinze ans. Et laissa à tous, au metteur en scène entre autres, une nostalgie véritablement « absolue ». Julien Temple n'avait réalisé que « La grande escroquerie du rock n'roll » et quelques fameux vidéo-clips avant de se voir confier un budget important (10 millions de dollars) pour ce film très ambitieux, très soigné, luxueux et, hélas ! étrangement loupé.

On y trouve tout et, en même temps, la rivalité des Teddy Boys et des Dead Beats, les émeutes raciales des quartiers antillais, la spéculation immobilière et les groupuscules fascistes, des chansons inégales malgré la direction de Gil Evans, des bonheurs au premier degré et des clins d'œil pour experts pointus de la période concernée. Le tout plaqué sur une intrigue vraiment pauvrette : Colin, dix-huit ans, photographe dans le vent, est amoureux de Crêpe Suzette, dix-sept ans, qui le lâche pour épouser le riche et odieux Henley, patron d'une maison de couture. C'est un support trop mince et tout finit par s'annuler dans une confusion générale sans émouvoir ni convaincre.

Est-ce la comédie musicale des années 80 comme l'annonce la publicité ? Il nous reste un peu moins de quatre ans pour espérer mieux quand même. Cela dit, on peut sauver de cette vaste implosion un ou deux moments de pure grâce, dignes des grands films musicaux de référence, comme l'apparition magique et glacée de Bowie en crapule cynique, prêt à vendre le monde entier et dansant sur le clavier d'une machine à écrire géante. C'est peu, le temps d'une chanson, mais parfait.

M. B.

## MUSIQUES

### LAURIE ANDERSON A L'OLYMPIA

# Chroniqueuse d'avant-garde

Il existe deux Laurie Anderson qui n'en font qu'une : celle du hit planétaire *O Superman*, petite merveille d'exigence mélodique et d'ondulations hypnotiques sur format électronique à destination du grand public et celle de *Unite States I-IV*, caricature fleuve de l'Amérique en lieu et place d'un spectacle *itinérant d'une durée de* huit heures qui a fait l'objet d'un coffret de cinq albums enregistrés « liVe ». Le premier étant extrait du second, son succès presque accidentel – en tout cas non prémédité – est en réalité la face émergée du talent à géométrie variable de la New-Yorkaise.

Née à Chicago, égérie de l'avant-garde américaine, jouant aussi bien du visuel – son premier 45 tours a d'ailleurs été produit par une galerie d'art – que du sonore, Laurie Anderson invente sur ordinateur une musique de synthèse risquée. Brassant les cultures, développant les contrastes (rythmes primitifs, sonorités industrielles), mixant tout ce qui peut l'être, son travail consiste à intégrer sans rupture le facteur humain à l'univers technologique. Ainsi, tout est passible, à un moment ou à un autre, d'un traitement électronique : la voix trafiquée par des micros qui transforment son timbre et ses modulations, ou le violon bricolé par ses soins avec une bande magnétique en guise d'archet et une tête de lecture en guise de chevalet (*say* devient *yes*, par exemple, selon les mouvements ascendants ou descendants de cet instrument générateur de verlan et symbole du caractère glissant du langage).

Rien pourtant ne cède jamais à l'obscurantisme « arty », les bidouillages les plus risqués, les expérimentations les plus vertigineuses sont balancées par une structure mélodique serrée, une rythmique de danse, une production savante (la chanteuse a travaillé avec Bill Laswell, Nile Rodgers, Peter Gabriel) qui s'inscrivent dans le cadre classique de la chanson populaire.

Créatrice visionnaire, Laurie Anderson est surtout femme de son temps. Chroniqueuse caustique de son pays, tendre témoin de ses pairs, elle porte dans ses textes un regard plein d'humour sur les comportements sociaux. *« J'ai toujours eu l'impression que les Américains, en particulier, font une confusion énorme entre le changement et le concept de liberté*, a-t-elle dit à propos de *United States I-IV* en 1982 à un journaliste du *New-Musical Express. On naît quelque part, on y grandit, puis on fait quinze cents kilomètres pour faire ses études et quinze cents autres pour voir sa petite amie. Après ça, on ne sait plus d'où on est. Je n'appelle pas ça de la liberté mais de la mobilité. De la même façon, les Américains, bien plus que les Européens, sont obsédés par ce qu'ils seront devenus à soixante dix ans. Il existe une telle mobilité sociale, ascendante et descendante, qu'on finit aussi par la confondre avec l'idée de liberté qui porte le mythe de l'*american way of life. *Mais la liberté n'a rien à voir avec le changement. On est libre de changer mais, quoi qu'il en soit, libre est un de ces petits mots compliqués dont chacun peut donner la définition qui lui convient* ».

**ALAIN WAIS.**

★ Les lundi 5 et mardi 6 mai à 20 heures, à l'Olympia. Disque : *Home of the Brave*, chez WEA.

### DEPECHE MODE A BERCY

# Le succès, hélas !

D'entrée, on pourrait dire qu'ils ne gagnent pas à être vus sur scène, mais comme les disques valent à peine mieux, ça n'arrange rien. Il est préférable de commencer autrement. Depeche Mode subjugue les foules adolescentes. L'année dernière, sourire en coin, on les attendait au tournant d'un Zénith à moitié vide. Ils ont rempli Bercy. Stupéfaction. Cette année, ils remplissent deux soirs de suite. Consternation. Le tout sans promotion tapageuse, sans même l'appui d'une multinationale (ils enregistrent sur Mute, petit label indépendant, depuis peu sous licence Virgin en France). Et c'est partout en Europe, le même topo : des salles d'une capacité minimale de quinze mille personnes. Même les États-Unis s'y mettent. Une folie.

Au départ, quatre Anglais des environs de Londres : vingt ans en 1980. Tout pour plaire. Ce qu'ils font aussi sec. Premier album, premier succès. Les autres suivent sans discontinuer, générateurs de chansons abonnées au sommet des hit-parades. L'Angleterre vénère, le Royaume-Uni applaudit. Ennui et rimes pauvres. Seul incident de parcours, le leader, Vince Clarke, s'en va après le premier album pour former Yazoo avec Alison Moyet (comme on le comprend). Les fans n'y verront que du feu, Depeche Mode fait un tabac.

Descendant bâtards de Kraftwerk, la technologie au biberon et le vidéo-clip au dessert, les musiciens de Depeche Mode sont équipés du tout-à-l'électronique. Vespasienne techno-pop avec alibi moderne. Sur disque passe encore : chansons Kleenex aux mélodies sans conséquence, on jette après usage. Sur scène, on l'a vérifié il y a deux semaines à Wembley, *c'est navrant*. Chez Depeche Mode, le travail se fait avant, QUAND on programme les synthétiseurs. Pendant le concert, on se donne tout juste la peine de faire semblant d'appuyer sur les touches. Tout repose sur le paraître. *Decorum high-tech* et *look* de garçons-coiffeurs (défrisant) : quatre gravures de mode à la va-vite et aux jolies frimousses *fadasses pour faire* frémir les minettes. Fatigant. Sur scène, évidemment, ça tourne à vide, tandis que dans la salle, ça turbine à plein. A peine le chanteur qui, à sa décharge, tient plutôt bien les planches, minaude-t-il de l'arrière-train qu'une avalanche d'évanouissements sonores décime le versant féminin (en force) du public. On est en face du même phénomène qu'Indochine, la fraîcheur de nos prétendus rockers en moins. C'est qu'on se prend très au sérieux chez Depeche Mode, la musique est lugubre, l'humour à la trappe, les bruitages atomiques, *les sonorités industrielles*, les envolées grandiloquentes et le discours a des prétentions vaguement sociales.

L'étonnant dans leur succès est qu'il n'a rien d'évident. A première écoute, les chansons n'accrochent pas. Elles sont, en réalité, destinées à des oreilles qui, comme les leurs, ont été nourries de musique et de *syncopes électroniques*, créant des habitudes de danses robotiques et uniformes. Il reste que les ventes substantielles de Depeche Mode permettent à Daniel Miller, le patron-producteur de Mute, d'entreprendre sur son label un travail de défrichage avec d'autres groupes bien plus intéressants. Mais pour revenir à l'essentiel, un écran géant surplombe la scène de Depeche Mode. On est sûr ainsi de ne pas louper le moindre petit grain de beauté *de ces gandins dont l'avenir dépend* déjà du prochain shampooing adolescent.

**A. W.**

★ *Les mardi 6 et mercredi 7 mai* à 20 h à Bercy. Disque Celebration (Mute, distr. Virgin, 70436).

## Steel Pulse au Zénith

Né en 1975 à Handsworth, le quartier chaud de Birmingham, Steel Pulse a participé de près à l'explosion punk à une époque où reggae et punk-rock se retrouvaient dans l'électricité et la contestation, se côtoyaient dans les concerts « against racism ». Le groupe est aujourd'hui le représentant le plus populaire du reggae anglais, celui qui, mieux que ses *homologues jamaïquains*, a assimilé l'héritage de Bob Marley. En 1978, celui-ci les avait d'ailleurs choisis pour assurer la première partie de sa tournée européenne. Ouverts au rock et de plus en plus au funk, les musiciens pratiquent le métissage entre les mélodies superbes aux arrangements sophistiqués et la batterie à contre-temps, la basse lascive. Plein de vie et de chaleur, Steel Pulse maîtrise la scène à merveille, renforçant la fonction dansante d'une musique qui transporte un message social aguerri.

**A. W.**

★ Le mardi 6 mai au Zénith.



## COMMUNICATION

### ESTHÉTIQUE ET EFFICACITÉ

# Quand les entreprises soignent leur image

**Dans une société de plus en plus « médiatique », les entreprises accordent davantage d'importance à leur communication interne et à leur image. Le Carrefour international de la communication avait convié, mardi 29 avril, les responsables de huit entreprises américaines et japonaises (1) à présenter leurs expériences. Dernière manifestation du Carrefour – condamné par le nouveau gouvernement – organisée en coopération avec le Festival national de l'audiovisuel d'entreprise (2).**

Pourquoi le Japon et les États-Unis ? Parce que dans ces deux pays la pratique et la réflexion dans le domaine « communication d'entreprise et audiovisuel » sont beaucoup plus avancées qu'en France. L'intérêt accordé par les entreprises aux échanges internes comme à la « communication institutionnelle » a contribué au développement de la production audiovisuelle permettant, du même coup, à ces firmes, de disposer de moyens de plus en plus sophistiqués (satellites) et de plus en plus abordables (comme la vidéo). L'image, avec l'impact qu'elle peut avoir sur l'opinion publique ( *« elle se mémorise bien, elle attire, fascine »* ), s'est ainsi trouvée à portée de main, et les entreprises *américaines et japonaises ont su en* tirer parti. Sans fausse honte. Restait à rendre l'*« outil-image »* efficace pour en retirer des retombées intéressantes.

Des deux côtés du Pacifique, la notion d'efficacité prime. Mais les démarches sont différentes. Au Japon, selon M. Yoshira Okada, res*ponsable du département communi*cation de Dentsu, l'une des plus grosses agences de publicité du monde, la présentation d'un produit est *« tapageuse et bavarde »*, mais il en va autrement lorsqu'il s'agit de valoriser l'image d'une entreprise. L'attitude est alors *« plus discrète, plus douce »*, car, *« on aborde là, les rives du psychologique et, lorsqu'on aborde cet aspect, les Japonais sont toujours en retrait »*. Autre culture, autres mœurs. Aux Etats-Unis, les actions menées pour faire valoir directement un produit ou l'entreprise elle-même *semblent*, en revanche, se jouer sur un même registre, très direct, voire agressif.

Une bonne illustration des deux démarches a été donnée en comparant la stratégie de Shiseido, troisième fabricant mondial de produits cosmétiques, ou encore celle de Nippon Telegraph and Telephon (NTT, l'équivalent de nos P et T) et celle de Mc Donald's. Chez Shiseido, la communication d'entreprise est fon*dée sur l'esthétique*, les liens avec la culture traditionnelle et la promotion de *« valeurs artistiques élevées »* ; chez NTT, on veut transmettre une *« image de chaleur et d'amitié »*, mais on n'exclut pas les *« signes »* de beauté pour autant. Ainsi, les cartes magnétiques téléphoniques, considérées comme de petites œuvres d'art, sont souvent revendues par *leurs* propriétaires cent fois leur prix d'achat.

Chez Mc Donald's on a moins le goût de la nuance. L'essentiel est de faire passer le message. Cela n'empêche pas cette société de se mettre en valeur par des opérations philanthropiques d'une assez grande ampleur. La plus appréciée des Américains a été la création, il y a dix ans des *« Ronald Mc Donald* houses ». Ce sont des maisons construites à proximité des hôpitaux, qui proposent gratuitement ou pour un prix symbolique des résidences aux familles dont les enfants sont atteints de cancer.

L'un des points forts de la politique de communication des entreprises, tant au Japon qu'aux Etats-Unis, consiste à être largement présentes dans les programmes de télévision sous forme de parrainage, de production ou de coproduction. Personne ne trouve à y redire. *On* évalue, aujourd'hui, à 600 millions de dollars les sommes dépensées par les *sociétés* américaines pour des activités culturelles ou artistiques. Mobil Corporation en est un exemple : depuis quinze ans, elle parraine sur la chaîne publique PBS la célèbre émission du samedi soir, *« Masterpiece Theatre »*. En 1980, toujours sur PBS, elle a lancé « Mystery », une série de grands classiques du film policier. Résultat : pour les *Américains*, Mobil est devenu synonyme de « télévision de qualité ».

**ANITA RIND.**

(1) Dentsu, NTT, Shiseido, Mobil Corporation, Mc Donald's, General Motors, Burson-Marsteller et Stroh Brewery Corporation.

(2) Le prochain Festival national de l'audiovisuel d'entreprise, *sous l'égide* du CNPF, se tiendra à Biarritz, du 10 au 14 juin.

## La bourse des étoiles

Si, dans la vie, il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade, à la télévision, on gagne plus *à être amuseur public et homme que* journaliste et femme... On gagne plus, littéralement, comme vient de le démontrer *le Point* dans un article iconoclaste qui dévoile – tabou des tabous en France ! – les salaires des vedettes, présentateurs et hiérarques des chaînes de télévision (sauf FR 3). Bien que l'hebdomadaire prétende avoir établi son palmarès *« de la manière la plus fiable possible »*, certains des intéressés contestent leur chiffre, mais les ordres de grandeurs sont exacts.

En haut de la pyramide : les vedettes-comiques-meneurs de jeu. Stéphane Collaro, TF 1 (200 000 F), Patrick Sabatier, TF 1 (170 000) et Philippe Bouvard, A 2 (entre 110 000 et 130 000). Au milieu, *certains présentateurs* et les PDG. Jacques Chancel, A 2 (50 500), Michel Polac, TF 1 (50 000), Yves Mourousi, TF 1 (48 000), Jean Drucker, PDG A 2 (45 000), Eve Ruggieri, A 2 (44 500), Hervé Bourges, PDG TF 1 (42 000). Et, à la base, la plu*part des journalistes-présentateurs* : Jean-Claude Bourret, TF 1 (25 000), Anne Sinclair, TF 1 (25 000), Claude Sérillon, A 2 (23 000), Bernard Rapp, A 2 (23 000), Bruno Masure, TF 1 (23 000), Marie-France Cubadda, TF 1 (21 000) et Marie-Laure Augry, TF 1 (18 000).

Ce qui surprend, c'est moins le montant des hauts salaires – la France est en retard par rapport aux pays anglo-saxons, et les enchères ne feront que monter avec l'arrivée du privé – que la grande disparité (de un à dix) entre les petits et les gros. C'est surtout l'échelle des valeurs qui laisse rêveur. La cote d'amour auprès des téléspectateurs est plus rentable dans le divertissement que dans le journalisme. Et poutant les taux d'écoute des uns et des autres sont comparables (25 à 30 %). A la Bourse des étoiles, les cours ont leurshumeurs.

**ALAIN WOODROW.**

### EN RACHETANT SCREEN ENTERTAINMENT

# Le groupe cinématographique Cannon consolide ses positions en Europe

Le groupe américain Cannon a racheté le 2 mai la société britannique Screen Entertainment, ancienne filiale de Thorn EMI. Il prend ainsi possession du circuit ABC (cent salles de cinéma totalisant deux cent dix-sept écrans), des studios de production d'Elstree et d'un catalogue de distribution comportant plus de deux mille titres. Cannon, qui possédait déjà les circuits Classic et Star, contrôle désormais environ 57 % du marché cinématographique britannique et 40 % de son parc de salles.

Cannon convoitait déjà Screen Entertainment lors de sa vente, il y a six mois, par Thorn EMI. Mais, à l'époque, les professionnels britanniques s'étaient alarmés de voir le dernier maillon fort de leur industrie cinématographique tomber dans des mains américaines. La firme avait été rachetée alors par ses propres cadres. Ceux-ci ne parvenant pas à réunir les fonds nécessaires, c'est l'homme d'affaires australien Alain Bond qui en prend le contrôle le mois dernier, pour 110 millions de livres. Il vient de la revendre pour 165 millions de livres et réinvestit une partie de ses profits en prenant une participation de 7 % dans le capital de Cannon.

L'acquisition de Screen Entertainment marque une étape importante dans la stratégie européenne de Cannon. Rachetée en 1979 par deux producteurs israëliens, MM. Menahem Golan et Yoram Globus, la petite entreprise hollywoodienne a connu depuis un développement spectaculaire : elle s'est successivement implantée en Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne, Italie et vient d'ouvrir une filiale de production et de distribution en France. Ayant fait fortune avec des films de série B, MM. Golan et Globus rivalisent aujourd'hui avec les grands studios américains en produisant de vingt à vingt-cinq titres par an, dont les dernières œuvres de Robert Altman, Liliana Cavani, Franco Zeffirelli et Jean-Luc Godard.

**J.-F. L.**

● *Concours d'entrée à l'école supérieure de journalisme de Lille.* – Les épreuves d'entrée à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille se dérouleront à Lille du 1er au 3 juillet pour l'écrit, et à partir du 1er septembre pour l'oral.

Les dossiers d'inscription doivent être demandés par écrit et renvoyés avant le 15 juin. Le concours est ac*cessible aux étudiants* titulaires, au minimum, d'un DEUG, et âgés de moins de vingt-trois ans au 1er octobre 1986. Droits de concours : 400 francs.

★ Ecole supérieure de journalisme de Lille, 50, rue Gauthier-de-Châtillon, 59046 Lille Cedex.

### « 25 ANS DE COMMUNICATION EN FRANCE »

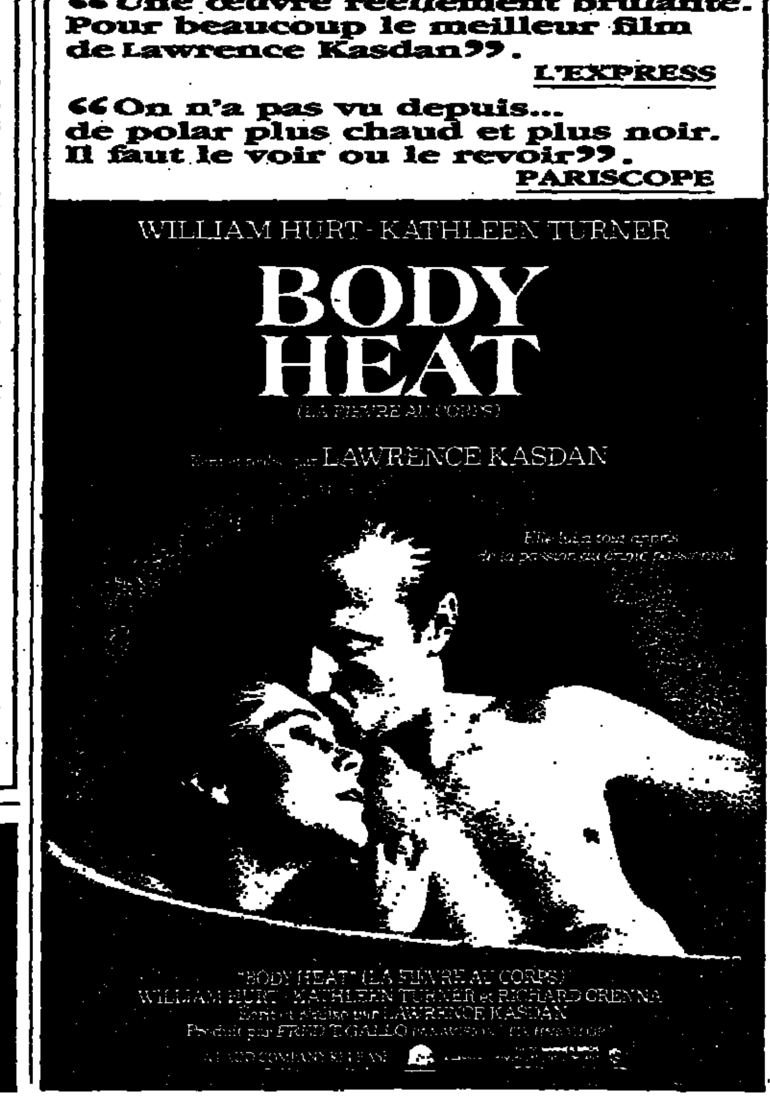
# Un colloque des anciens de Sciences-Po

Le groupe information-communication des anciens de Sciences-Po (l'Institut d'études politiques de Paris) fonctionne depuis *plusieurs années, animé notamment* par M. Philippe Le Menestrel, conseiller d'Etat, ancien président de la Régie française de publicité. Les anciens de Sciences-Po,se retrouvent nombreux à des postes clés du secteur de la communication : audiovisuel, publicité, communication d'entreprise, presse écrite... Le groupe organise, avec la participation de Thomson et de notre journal, un colloque sur « Vingt-cinq ans de communication en France », jeudi 12 juin, à l'hôtel Méridien de Paris.

M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, fera l'exposé inaugural sur les grandes transformations du paysage. Trois « tables rondes » traiteront successivement de l'évolution des médias, de la communication publicitaire et d'entreprise et de la « multiplication des acteurs » dans le secteur de la com*munication*.

Parmi les intervenants, figurent M. Bernard Miyet, ancien PDG de la SOFIRAD, consul à Los Angeles ; M. Henri Pigeat, PDG de l'Agence France-Presse ; M. Marcel Boiteux, *président* d'EDF ; M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, etc. André Fontaine, directeur du *Monde*, sera l'invité du déjeuner-débat.

★ Organisation : Valérie de Sarnez, MANCOM, 2, rue du Parc, 92300 Levallois-Perret. Tél. 47-30-19-30.



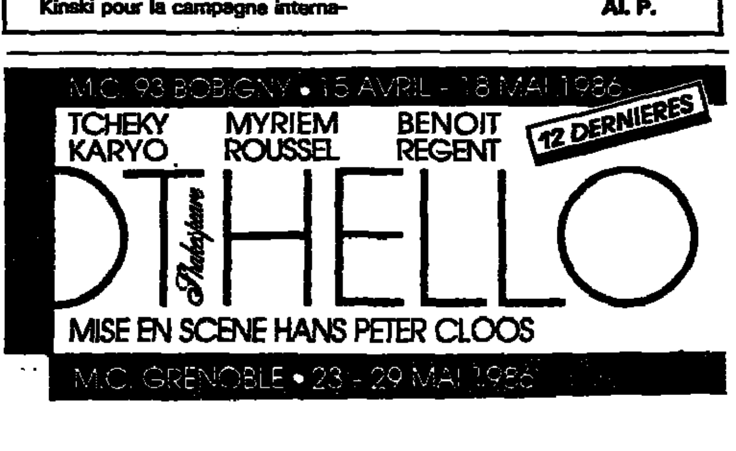

## Les femmes de Lux

*Voilà bientôt soixante ans que* stars et savons Lux se font mousser. Belle fidélité. D'abord dans les magazines féminins puis, à partir de 1969, sur le petit écran, le savon des familles tend aux femmes un miroir magique : elles deviennent toutes Blanche-Neige. Lux, prince de l'aube, leur donne les clés de l'inaccessible. *D'irrésistibles* beautés, exemples illustres, affichent un visage sans défauts, *fruit d'un petit geste simple*, économique : se laver. Les plus prestigieuses n'y ont pas échappé : Louise Brooks, Arletty (à cinquante-cinq ans), Michèle Morgan, Liz Taylor, Marlène Dietrich (à cinquante-deux ans), *Marilyn Monroe*... (Ronald Reagan, mais il n'était pas encore prince, a épousé la « star Lux » *de 1940, Jane Wyman !) Seule* Greta Garbo a dit non et gardé ses secrets.

*La star d'aujourd'hui rajeunit.* En France, après Isabelle Adjani, Sophie Marceau prend un bain, en même temps que Natassja Kinski pour la campagne internationale. *Sortie le 5 mai. Maître* d'œuvre : l'agence de publicité J. Walter Thomson. Née aux Etats-Unis en 1964, elle s'est implantée en Europe (à Londres en 1925, en France en 1928) avec le lancement, pour la société Lever, du savon Lux.

Le concept publicitaire, tout à fait neuf à l'époque, n'a pas changé depuis. Son arme fatale, la star, a conquis le monde. L'agence regroupe aujourd'hui plusieurs compagnies et compte deux cent quatre bureaux dans quarante pays. Chiffre d'affaires : 570 millions de francs. En France, elle emploie cent quinze personnes à Paris et quarante-*cinq à Lyon. Fière de ses* femmes, la compagnie J.-W. Thomson court depuis un an les bibliothèques et les archives des magazines. Avec une collection de quatre cents annonces et de cent cinquante films, elle a de quoi faire déjà une petite histoire des visages de la femme dans la publicité.

**Al. P.**



# SPECTACLES

# théâtre

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA FEMME QUI FRAPPE, Cinquante Théâtre (43-55-33-88), 21 h.

LA BERLUE, Nouveautés (47-70-52-76), 20 h 30.

RUFUS, Palais des glaces (46-07-49-93), 21 h.

### Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), 19 h 30 : Soirée de Ballets (Fantasia semplice, les Mirages, Adame miroir, Agon).

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Un chapeau de paille d'Italie.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), 21 h 30 : Perséphone, de Y. Ritsos.

BEAUBOURG (42-77-12-33), Cinéma-vidéo : Vidéo informations : 16 h, la Samaritaine, de P.-J. Calletant et N. Saey ; 19 h : les Enfants de la Guadeloupe, d'O. Landau ; Vidéo/musiques : 16 h : la Fille mal gardée, de F. Herold ; 19 h, Portrait de Samson François, par C. Santelli. Concerts/spectacles : 19 h : Schoenberg, Pfizner, Schreker.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 18 h 30 : M. Portal, clarinette, L. Cabasso, piano, l'Académie de l'orchestre, P. Fournillier (Mendelssohn, Weber, Mozart).

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Concert : lun., 20 h 30 : Ensemble intercontemporain (Debussy, Murail, Malherbe, Varèse).

### Les autres salles

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : la Mort, le Moi, le Nœud.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut !

DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : la Femme assise ; 22 h : l'Homme de parenthèse.

ESPACE KIRON (43-73-50-25), 21 h : les Fantaisistes.

FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Femme.

FORTUNE (43-56-67-34), 21 h le 6 : la Dame de monsieur.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 19 h : Pour Thomas ; 20 h : Rires de crise ; II. 19 h : Pardon M. Prévert ; 21 h 45 : le Complexe de Starsky ; Petite salle : 21 h 30 : Si on veut aller par là.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : la Berlue.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 20 h 30 : Ariane ou l'âge d'or.

### Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : les Jeux de la nuit ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. ; 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes. — III. 20 h 15 : Pierre Salvadori.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h30 : Ramon Reinaud.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

### Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

### Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), 20 h 30 : Bill Baxter.

DEJAZET TLP (48-87-97-34), 18 h 30 : C. Paccoud ; 21 h 30 : L. Arti.

PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95), 22 h : F. Marten, J. Dulac.

### La danse

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Rencontres internationales de danse.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 45 : Solos sans frontières.

### Les concerts

LUNDI 5 MAI

Gaveau, 20 h 30 : la Petite Bande, dir. S. Kuijken (Haydn, Mozart).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : N. Magaloff, piano (Chopin).

Théâtre de la Cité internationale, 20 h 30 : Duo Gagnepain.

Salle Cortot, 20 h 30 : Ensemble Erwartung (Roussel, Delage, Durey).

### Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Solo Soul.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Maxim et Saury Jazz Music.

MONTANA (45-48-93-08), 20 h 30 : Quartet Pamela Knowles.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : Irakli.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : Ti Fock.

OLYMPIA (47-42-25-49), 20 h 30 : Laurie Anderson.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Alligator Jazz Band.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : A. Hervé Big Band.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : Benny Waters.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h : Trio D. Bros-Qui.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : Special Guest Kenny Wheeler.

ZENITH (42-40-60-00), 20 h 30 : James Dio.

### En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (46-03-60-44), 20 h 30 : Lady Day.

SAINT-MAUR, Salle d'Arsonval (48-89-20-49), 21 h : Coup de griffe.

VINCENNES, Théâtre D. Sorano (43-74-81-16), 20 h 30 : Anne Boleyn.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, Punishment Park, de P. Watkins (v.o., s.t., fr.) ; 19 h, la Cinémathèque créatrice présente : les novateurs du cinéma (les Gaz mortels, Brouillard sur la ville, d'A. Gance).

### Centre G. Pompidou

### Salle Garance

Programmation détaillée au 42-78-37-29) : t.l.j., 14 h 30 : Vienne et le cinéma, 1911-1938 ; t.l.j., 17 h 30 et 20 h 30 : le cinéma yougoslave.

### Les exclusivités

A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

AMADEUS (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-74-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

L'AME SŒUR (Suis.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

L'ARAIGNÉE DE SATIN (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

L'ATELIER (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

ATOMIC CYBORG (It.) : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

L'AVENIR D'ÉMILIE (All., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LE BARBIER DE SÉVILLE (All., v.o.) : Reflet-Balzac-Opéra, 8e (45-61-10-60).

BERLIN AFFAIR (v.o.) (*) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Conventions, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BIANCA (It., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

BIRDY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82). — V.o. : Opéra-Night, 2e (42-96-62-56).

BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHÉREAU, L'ENVERS DU THÉÂTRE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

CHORUS LINE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

CONSEIL DE FAMILLE (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

CONSTANCE (Néo-Zéland.) (v.o.) : Studio 43 (Hsp), 9e (47-70-63-40).

CONTES CRUELS DE LA JEUNESSE (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DELTA FORCE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (43-25-10-30) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). — V.f. : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42-27).

DOUBLEPATTE ET PATACHON (Dan.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'ÉLU (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

EN DIRECT DE L'ESPACE (Fr.) : la Géode, 19e (42-45-66-00).

LES ENFANTS DU VENT (Algérien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

EXIT EXIL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST (franco-algérien) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

GARDIEN DE LA NUIT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (43-27-52-37).



## Lundi 5 mai

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

HIGHLANDER (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

L'ILE DES AMOURS (Port.-Jap., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

INSPECTEUR LAVARDIN (Fr.) : 14-Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA LOI DES SEIGNEURS (A., v.o.) : City Triomphe, 8e (45-62-45-76). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MACARONI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).

MAINE-OCÉAN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

MAXIE (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08). — V.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Mal.-Nig., v.o.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

LES MONTAGNES BLEUES (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (43-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). — V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — (V.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PARIS MINUIT (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

REMO (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-40).

ROSA LA ROSE, FILLE PUBLIQUE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

ROCKY IV (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

SANS ISSUE (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (45-08-96-45).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE SECRET DE LA PYRAMIDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). — (V.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SIGNÉ RENART (Suisse) : 14-Juillet Odéon (H. sp.), 6e (43-25-59-83).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-40). — V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33).

LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (H. sp.), 13e (47-07-28-04).

SUBWAY (Fr.) : Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SUIVEZ MON REGARD (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

SWEET DREAMS (A., v.o.) : Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TASIO (Esp., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TENUE DE SOIRÉE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille (2 salles), 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Parnassiens (2 salles), 14e (43-35-21-21) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention (2 salles), 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (48-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-46-10-96).

37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-35-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (43-59-04-67) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

VAUDEVILLE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

ZONE ROUGE (Fr.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

Z.O.O. (brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

## LES FILMS NOUVEAUX

ABSOLUTE BEGINNERS, film britannique de Julien Temple (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). — V.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01).

LES AVENTURIERS DE LA QUATRIÈME DIMENSION, film américain de Jonathan Betuel (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46). — V.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES BALISEURS DU DESERT, film franco-tunisien de Nacer Khemir (v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE COMMANDO DU TRIANGLE D'OR, film américain de Boby Suarez (v.f.) (*) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CONVOI DE FILLES, film français de A.M. Frank : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FERESTADEH, film américain de Parviz Sayyad (v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

NEXT OF KIN, film australien de Tony Williams (v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

SOLEIL D'AUTOMNE, film américain de Bud Yorkin (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

TAXI BOY, film français d'Alain Page : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES TROTTOIRS DE SATURNE, film franco-argentin d'Hugo Santiago (v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

ULTRAVIXENS (**), film américain de Russ Meyer (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Guinguette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; V.F. : City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VINGT JOURS SANS GUERRE, film soviétique d'Alexeï Guerman (v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

AVANT-PREMIÈRE

SALVADOR, film d'Oliver Stone ; v.o. : Club de l'Etoile sam. 20 h et 22 h, 17e (43-80-42-05).

### Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; (v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

CELUI PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23).

CETTE SACRÉ VÉRITÉ (A., v.o.) Epée de bois, 5e (43-37-57-47).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

COMMENT ÉPOUSER UN MILLIONNAIRE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

CUL DE SAC (A.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-it., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DES FILLES DISPARAISSENT (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

DON GIOVANNI (Fr.-It.-All, v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DRESSAGE (Fr.) (**) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LA FOLLE INGÉNUE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Le Mercury, 8e (45-62-75-90).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Brit., v.f.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

HAUT LES FLINGUES (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

LA HORDE DES SALOPARDS (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

JEUX INTERDITS (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (angl., v.o.) :14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NEW YORK-MIAMI (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PAROLE DE FLIC (Fr.) : Club, 9e (47-70-81-47).

PETER PAN (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-40) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

PEUR BLEUE (A.) (*) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens ; v.f. : Marivaux, 2e (42-96-80-40.

RAN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SÉRÉNADE A TROIS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THAT UNCERTAIN FEELING (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

UN AMOUR DÉSESPÉRÉ (A.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

UNDERFIRE (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

UNE HISTOIRE IMMORTELLE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

WEST SIDE STORY (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

WITNESS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

### Les festivals

5 FILMS POUR LE PRIX D'UN — VIVE LA REPRISE (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66), 16 h 45 : Liberté la nuit ; 18 h 20 : Gertrud ; 20 h 20 : Element of crime ; 22 h 20 : Ludwig, requiem pour un roi vierge.

KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 21 h : Ran.

OPÉRAS RUSSES (v.o.), Vendôme, 2e (47-42-97-52) : la Dame de Pique.

OTTO PREMINGER (v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37), 19 h 30 : Laura ; 17 h 25 : Carmen Jones ; 21 h 10 : Ambre.

ROBERT FRANK AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41) ; 21 h 30 : Pull my Daisy.

ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 18 h 20 : la Marquise d'O ; 22 h : le Beau Mariage ; 16 h 20 : la Collectionneuse.

SAINT-GERMAIN DES TOILES : Olympic, 14e (45-43-99-41) : Chronique d'un été.

SEMAINE DU CINÉMA MUET ITALIEN ET FRANÇAIS (1895/1929) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FESTIVAL 70 MM (v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (43-27-95-94) : l'Étoffe des héros.

TARKOVSKI (v.o.), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), 20 h 30 : Andreï Roublev + Le Denfert, 14e (43-21-41-01) ; 19 h 20 : l'Enfance d'Ivan ; 21 h : Stalker.

F. TRUFFAUT, Républic-Cinéma, 11e, (48-05-51-33), 18 h : les Deux Anglaises et le continent ; + Denfert, 14e (43-21-41-01), 17 h 20 : la Peau douce.

### Les séances spéciales

AMADEUS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 21 h 30.

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), dim. 18 h.

L'AUTRE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), mer., mar. 21 h.

BANDITS, BANDITS (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61), 23 h 20.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 19 h 45.

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), 20 h.

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 18 h 15.

GREYSTOKE (Brit., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11), 17 h 45.

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*) (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h.

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82), 21 h 40.

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), 17 h.

PINK FLOYD-THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 22 h 15.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), 22 h 15.

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 16 h.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 22 h 15.

WITNESS (A., v.o.), Calypso, 17e (43-80-30-11), 20 h 10.

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 7 MAI

« De la rue de la Gaîté aux jardins de Plaisance », 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris pittoresque et insolite).

« Somptueux salons de style Louis XIII de l'arsenal », 14 h 30, 1, rue de Sully (M.-C. Lasnier).

« La Sorbonne et l'histoire de l'Université », 14 h 30, 46, rue Saint-Jacques. Téléphonez la veille au 42-60-71-62, après 18 heures au 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« L'hôpital Saint-Louis : hôpital des « pestés », 14 h 30, 2, place du Docteur-Alfred-Fournier (P.-Y. Jaslet).

« De Rembrandt à Vermeer », 17 h 45, Grand Palais (Mme Lobjoit).

« Plaisir de l'architecture : l'église Saint-Séverin et son quartier », 15 heures, devant portail central.

« Exposition Boffrand », 15 heures, devant mairie du quatrième, place Baudoyer.

« Exposition : Un canal... des canaux », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge.

« Le palais de Justice, palais des rois et le tribunal révolutionnaire », 15 heures, grille du palais.

« Le quartier du « Tout-Paris » des arts et des lettres à l'époque romantique », 15 heures, 12, rue de la Rochefoucauld (Paris et son histoire).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, façade à gauche et l'exposition « Sculpture française au dix-neuvième siècle : Rodin, Carpeaux, Maillol », 18 heures, entrée exposition Grand Palais (M. Hager).

« L'hôtel de Lauzun et ses boiseries Louis XIII », 14 h 45, métro Pont-Marie (Marion Ragueneau).

« La mosquée de Paris », 15 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Ermite.

« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », sortie métro Saint-Paul.

## CONFÉRENCES

Salle Saint-Pierre, 121, avenue Achille-Peretti, Neuilly-sur-Seine, 20 h 30 : « Science et responsabilité : méditation d'un biologiste ».

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 15 heures et 17 heures : « L'ouverture vers l'Europe : Alexandre Ier et Nicolas Ier ».

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « La vie et l'œuvre de H.-P. Blavatsky ».

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Le sermon sur la montagne selon le Vedanta » (cycle de trois conférences).

5, rue Largillière, 20 h 30 : « Le Taureau » (astrologie des signes).

Salle d'actualité du centre Georges-Pompidou, 18 h 30 : « Conversation-rencontre : histoire et télévision ».

# RADIO-TÉLÉVISION

## A VOIR

# Les enfants du siècle

Ce qu'il veut ? Faire vite avant qu'ils ne disparaissent, qu'ils ne puissent plus dire, plus témoigner de leur vie, plus raconter ce qu'a été la France du début du siècle, celle qui a vécu les vingt années qui ont suivi l'application de la loi Jules Ferry. Ce qu'il fait ? Depuis plus d'un an, avec Yves Breuil, il enregistre sans relâche ces « *enfants de l'école laïque gratuite et obligatoire* », qui travaillaient à l'âge de douze ans, ces enfants d'ouvriers, d'artisans, de paysans, ces gosses de l'Assistance publique élevés dans l'univers des ateliers, des verreries, des usines textiles, de la mine... France simple, anonyme.

Hubert Knapp fait partie de ceux qui croient que l'histoire – la grande – est aussi faite de l'accumulation des petites. Mais ceux dont il vient solliciter la mémoire ont aujourd'hui quatre-vingt-dix ou cent ans. Il a trié, sélectionné bien sûr parmi les centaines d'interviews recueillies. Une étonnante leçon de vie.

Ces petits vieux alertes bousculent l'interview, ils se racontent au-delà des règles. Pas de questions et de réponses, mais plutôt ces conversations qui prennent un autre ton après le deuxième café : elles ont l'amertume du souvenir des jours sans pain, des sabots qui font mal, des chaussures neuves pour la première communion, d'humiliation sociale, elles sont aussi bourrées d'humour, d'énergie.

Knapp a le don de sympathie, ce qu'il recueille avec son micro et sa caméra dépasse le simple travail d'un journaliste ou d'un historien. Ce qu'il enregistre, ce sont des personnages tout entiers : Séraphine, inaltérable, ingouvernable vieille dame. Mme Jaunatre et sa souffrance quand, petite fille de l'Assistance publique, elle avait été arrachée à sa famille d'adoption pour être placée domestique à treize ans, Alphonsine Champetier, Jeanne Chassefeyre, Mme Bouillon... Des vies qui laissent transparaître les règles d'une société, la morale d'une époque, des vies qui font mal, drôles pourtant. Une série inégale, mais où chaque récit est comme une pépite d'or trouvée dans la mémoire collective.

CATHERINE HUMBLOT.

★ « Les enfants de la République », chaque mardi à partir du 6 mai, TF 1 vers 22 heures.

## Lundi 5 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 30 **Cinéma : Des gens sans importance.**
Film français d'H. Verneuil (1956), avec J. Gabin, F. Arnoul, Y. Etievant, P. Frankeur, R. Dalban, D. Carrel (N.).
*Un chauffeur de poids lourds malheureux en ménage devient l'amant d'une jeune serveuse de restaurant. D'après un roman de Serge Groussart, un drame populiste sur lequel pèsent les mauvais coups de la vie. Très bien mis en scène, très bien interprété.*

22 h 10 **Etoiles et toiles.**
Magazine de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
*Viva Brazil ! Le cinéma brésilien, avec le retour de la démocratie, sort de sa léthargie. De nombreux témoignages : Norma Bengell, comédienne, Ruy Guerra, qui réalise actuellement la première comédie musicale brésilienne, et Nelson Pereira Dos Santos, qui tourne actuellement* Jubiaba. *Le fou du cinéma nous fait découvrir l'imaginaire de l'Amérique latine.*

23 h 15 **Journal.**

23 h 25 **C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Les cinq dernières minutes : Nous entrerons dans la carrière.**
De J. Cosmos, réal. C. Loursais. Avec J. Debary, M. Eyraud...
*Le corps de Willie Beau Brun, gangster à ses moments perdus, est découvert dans l'épave de sa voiture. L'inspecteur Cabrol découvrira-t-il l'assassin ?*

22 h 20 **Série documentaire : Le défi mondial.**
D'après J.-J. Servan-Schreiber, réal. D. Bertolino et D. Creusot.
*Un projet démesuré, adaptation en six épisodes du best-seller des années 80. Crise du pétrole et création de l'OPEP, les rendez-vous manqués de la décolonisation, le développement du tiers-monde... autant de thèmes, autant de risques de raccourcis, amalgames ou généralisations. Pourtant la synthèse est là, et certains thèmes se trouvent brusquement éclairés d'un jour nouveau.*

23 h 10 **Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **Cinéma : Scorpio.**
Film français de M. Winner (1973), avec B. Lancaster, A. Delon, P. Scofield, J. Colicos, G. Hunnicutt.
*Un tueur est chargé d'abattre un agent de la CIA (qui l'a entraîné) soupçonné de double jeu. Aventures d'espionnage et démythification cynique des services spéciaux. Les acteurs sont grands dans un univers inhumain.*

22 h 30 **Journal.**

23 h **Boîte aux lettres : Et les bordels, Boudard !**
Magazine littéraire de Jérôme Garcin.
*L'écrivain Alphonse Boudard raconte l'histoire de la fermeture des maisons closes (loi votée le 3 avril 1946), avec les témoignages d'André Pousse, comédien-restaurateur, et de Me Pelletier, avocat de Mesrine.*

23 h 55 **La clé des nombres et des tarots.**
Série de R. Bennett de Lavigerie et B. Staquet.

0 h **Prélude à la nuit.**
Le Tombeau, *de Couperin, et* Toccata, *de Ravel, par Véronique Roux au piano.*

### FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, **Trois valses**, film de L. Berger ; 17 h 45, Loups, bars et Cie, la cuisine des marins ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 35, Made in Transe ; 18 h 40, Kamikazé impro ; 18 h 55, Croqu'soleil ; 19 h 5, Court métrage ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, L'homme au képi noir.

### CANAL PLUS

20 h 35, **le Jeu du faucon**, film de J. Schlesinger ; 22 h 50, Etoiles et buts ; 23 h 5, Boxe ; 0 h 5, Basket américain ; 1 h 35, **Dodo**, film de F. Leroi.

### LA « 5 »

20 h 30, **Les grands films du petit écran : la Vengeance aux deux visages** (3e partie), série australienne de K. Arthur (et à 0 h) ; 22 h 10, **Série : La cinquième dimension** (et à 1 h 40) ; 23 h 5, **Série : Super copter.**

### TV 6

14 h, **6 Tonic** (et à 20 h) ; 17 h, **Système 6** ; 19 h, **NRJ 6** (et à 23 h).

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 **« Le végétarien »**, d'Eve Dessarre. Avec C. Dasset, D. Jaur, J. Bernard, D. Lebrun...

21 h 30 **Latitudes**, spécial Jérusalem.

22 h 30 **La nuit sur un plateau.**

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de la salle Gaveau) : *Symphonie nº 52 en ut mineur*, de Haydn ; *Concerto pour flûte et orchestre en ré majeur, Andante pour flûte et orchestre, Divertimento pour cordes en si bémol majeur*, de Mozart ; *Symphonie nº 53 en ré majeur, l'Impériale*, de Haydn, par la Petite Bande, dir. S. Kuijken, sol. B. Kuijken, flûte.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Simon Rattle ; à 1 h, Bing Crosby et les Crooners.

## Mardi 6 mai

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 **Les grands écrans de TF1 : Légitime défense.**
De P. Andréota, réal. C. Grinberg, avec B. Ogier, J.-M. Bory, M. Chevalier, B. Fresson (rediff.).
*Une étonnante greffière, convaincue de la culpabilité d'un chef d'entreprise, rouvre un dossier classé. Avec ténacité, elle va enquêter au risque de sa propre vie. Une affaire d'intérêts personnels mais aussi un clin d'œil à la phallocratie...*

22 h 5 **Série : Les enfants de la République.**
De Hubert Knapp.
*(Lire notre article.)*

22 h 55 **Journal.**

23 h 10 **C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 **Les dossiers de l'écran : Coup de tête.**
Film français de J.-J. Annaud (1978), avec P. Dewaere, F. Dougnac, J. Bouise, P. Le Person, M. Aumont.
*Un ouvrier d'usine, footballeur cabochard du dimanche, prend sa revanche sur les notables provinciaux qui l'avaient coulé. Le film démarre sur un retour en arrière, tourne à la satire sociale et à l'étude de mœurs dans une mise en scène ironique, insolite. Et bravo, Dewaere !*

22 h 10 **Débat : Une nouvelle religion, le football.**
*A quelques semaines de l'ouverture du Mundial, les « Dossiers de l'écran », d'Armand Jammot, s'interrogent sur cette nouvelle religion universelle qu'est devenu le football. Quelles sommes touchent les joueurs ? Combien coûte le transfert d'un joueur d'un club à un autre ? Pourquoi Hechter, Lagardère, Tapie offrent-ils des ponts d'or pour s'assurer les services des stars du ballon ? Avec de nombreux invités parmi lesquels Just Fontaine, Michel Hidalgo, Bernard Pivot, Jean-Pierre Soisson...*

23 h 15 **Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 **La dernière séance.**
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
*Actualités de 1958 : présentation du premier film ; à 22 h 5, Publicité de l'époque ; à 22 h 10, Tom et Jerry ; à 22 h 15, Tex Avery ; et à 22 h 25, Attraction et présentation du deuxième film.*

20 h 45 **Premier film : Fort Massacre.**
Film américain de Joseph Newman (1958), avec J. McCrea, F. Tucker, S. Cabot, J. Russell, A. Caruso.
*Un groupe de soldats commandé par un sous-officier qui hait les Indiens tente de regagner sa garnison, en passant par le territoire apache. Ou comment le désir de vengeance peut mener à la folie raciste. Bonnes intentions.*

22 h 30 **Journal.**

23 h **Deuxième film : Tarantula.**
Film américain de J. Arnold (1955), avec J. Agar, M. Corday, L.-G. Carroll, N. Paiva, R. Elliott (v.o. sous-titrée, N.).
*Une expérience d'un savant provoque des déformations physiques chez celui-ci et le gigantisme d'une araignée. Film de science-fiction typique des années 50 : effets spéciaux impressionnants, crainte de la radio-activité.*

### CANAL PLUS

20 h 35, **les Spécialistes**, film de P. Leconte ; 22 h 10, **les Rois du gag**, film de C. Zidi ; 23 h 40, **l'Homme de Berlin**, film de C. Reed ; 1 h 25, Série : Mike Hammer ; 2 h 10, Série : Comics.

### LA « 5 »

20 h 30, **Feuilleton : Flamingo Road** (et à 23 h 55) ; 21 h 25, **Arabesque**, série de suspense (et à 0 h 45) ; 22 h 10, **Jonathan**, magazine de l'aventure (et à 1 h 35) ; 23 h, Série : **Knight Rider.**

### TV 6

14 h, **6 Tonic** (et à 20 h) ; 17 h, **Système 6** ; 19 h, **NRJ 6** (et à 23 h).

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 ***Le journal du corps.***

21 h 30 **Diagonales**, l'actualité de la chanson (rencontre avec Thierry Aymes).

22 h 30 **Nuits magnétiques** : la nuit et le moment ; la résistance des femmes.

0 h 10 **Du jour au lendemain.**

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de l'Auditorium 105) : musique traditionnelle de Turquie, avec Cinicen Tanrikorur, luth.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Simon Rattle ; à 0 h, Poissons d'or.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## EN BREF

### EXPOSITION

**LES DENTS DE LA FLEUR.** – Comment les plantes carnivores capturent-elles des insectes et comment les digèrent-elles ? Où peut-on en voir en France ? Où en acheter ? Comment les cultiver chez soi ? Les visiteurs de l'exposition « *Le monde des plantes carnivores* » pourront obtenir des réponses précises à toutes ces questions et admirer, dans leur milieu naturel recréé, une cinquantaine de variétés de ces végétaux provenant d'Europe (Aldrovanda, Pinguicula, Utricularia, etc) d'Australie, de Malaisie et d'Amérique du Nord (Nepenthes, Dione), etc.

★ **Serres d'Auteuil, 3, avenue de la Porte-d'Auteuil, 75116 Paris : du 16 au 25 mai de 10 heures à 18 heures tous les jours. Tarifs : 20 F, 15 F et 10 F.**

### PARIS

**BALADE DANS LE TREIZIÈME.** – La direction des parcs, jardins et espaces verts de la ville de Paris édite un nouveau dépliant « *Sentier Nature* » consacré au treizième arrondissement, qui propose trois itinéraires pour une promenade insolite. Le dépliant comporte au recto une carte de l'arrondissement, et au verso des informations concernant la faune, la flore, la minéralogie, la paléontologie et la géologie de celui-ci. Cinq dépliants de ce type ont déjà été réalisés pour les cinquième, septième, onzième, quinzième et dix-huitième arrondissements. Ils sont distribués dans les mairies des arrondissements concernés. Le jeu complet peut être envoyé directement sur demande écrite à Paris Nature, direction des parcs, jardins et espaces verts, 3, avenue de la Porte-d'Auteuil, 75016 Paris.

### CONCOURS DE L'ASSOCIATION BANLIEUES 89

L'Association Banlieues 89 – Fêtes et forts – organise un concours de mode ouvert aux jeunes, sans précision d'âge. Le premier prix recevra une bourse d'études d'un an au cours Berçot. Il sera décerné, sous la présidence de Jean-Paul Gaultier, par un jury de stylistes et de journalistes.

★ **Pour recevoir le dossier de candidatures et son règlement, il suffit de s'adresser à Fêtes et forts, département mode. Tél. : 45-76-15-50.**

**La date limite de participation est le vendredi 23 mai 1986 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.**

### SOLIDARITÉ

**IL Y A REMEDE.** – L'association Relais médical aux délaissés (REMEDE), créée en février 1985 à l'initiative de quelques médecins, s'est donné pour but d'obtenir une couverture sociale effective et l'accès à tous les soins pour toute personne privée d'emploi et de ressource, d'organiser un service de consultations médicales et de prestations paramédicales gratuites, et de collecter et distribuer les médicaments nécessaires. En un an, déjà mille deux cents personnes ont ainsi été secourues. Depuis le 15 février, REMEDE a un service médical itinérant gratuit assurant une tournée régulière dans Paris, et un dispensaire, 33, rue de la Folie-Regnault, 75011 Paris. L'équipe recherche des bénévoles médicaux et paramédicaux et se tient à la disposition des confrères qui souhaitent mettre en place des structures semblables.

★ **Pour tous renseignements, REMEDE, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 42-83-87-37.**

**LEVE-TOI ET MARCHE.** – Cambodge, Laos, Afghanistan, Tchad, Liban, dans ces pays en conflits armé des hommes et des enfants sont mutilés chaque jour. *Opération Handicap internationale* s'emploie sur le terrain à essayer de leur redonner une vie normale, avec l'aide de volontaires. Il ne s'agit pas d'importer de France un équipement coûteux et sophistiqué qui serait inadapté (les prothèses en plastique, par exemple, sont mal tolérées dans les pays tropicaux et leurs mécanismes d'articulation ne supportent pas la poussière et le travail dans les rizières). La priorité est donnée à la formation directe de techniciens locaux qui utiliseront des techniques simples, faciles à transmettre, et des matériaux disponibles sur place (cuir, bois, métal).

★ **On peut soutenir l'action d'*Opération Handicap internationale* en envoyant des dons au 18, rue de Gerland, 69007 Lyon, CCP 508-11 C Lyon. Tél. : 78-61-17-37. Les frais généraux étant très modestes (cet organisme emploie des bénévoles et ne fait pas de campagne de publicité), l'argent ainsi perçu sera entièrement employé à des actions concrètes sur le terrain.**

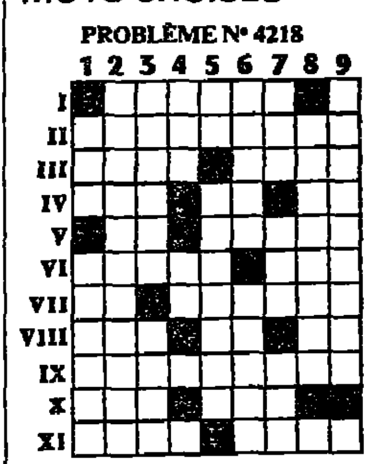
### VACANCES

**MÉDECINES DOUCES.** – Découvrir, au cours de promenades en moyenne montagne, des plantes réputées pour leurs qualités thérapeutiques au plus fort de leur floraison, sous la conduite de spécialistes, c'est ce que propose le club Images et connaissance de la montagne de Val-d'Isère, du 6 juillet au 3 août, dans le cadre du Parc national de la Vanoise. En après-midi et en soirée, des conférences-projections, des tables rondes et des débats animés par des spécialistes compléteront l'enseignement pratique.

★ **Renseignements et inscriptions : club Images et connaissance de la montagne, BP 47, 73150 Val-d'Isère. Tél. : 79-06-00-03.**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4218



HORIZONTALEMENT

I. Un arbre où l'on peut voir battre des ailes. – II. Permet de donner une bonne image de soi-même. – III. Offrir un siège. Organe de défense des ouvrières. – IV. Fourrure lustrée du chevreau. Article. Conjonction. – V. Démonstratif. Impératrice d'Orient. – VI. Porte la culotte. On lui fait faire un tour en rentrant. – VII. Abréviation. S'il est toujours éclatant, ce n'est jamais de vérité. – VIII. Vidait les prisons pour condamner aux travaux forcés. Dut changer de peau pour la sauver. Personnel. – IX. Lancer de l'eau ou cracher du feu. – X. Dune ou dyne Homme populaire. – XI. Canton de l'Orne. Spécialités de certaines villes.

VERTICALEMENT

1. Du bois dont on faisait les flûtes. Vices de forme. – 2. Ne risque pas de monter au ciel s'il tourne mal. – 3. Laissée de côté. Mise en bière. – 4. Terme de jeu. Morceau de cornemuse. – 5. Partie de rigolade. Permet de ramasser les plis à la suite d'une descente d'atouts. – 6. Abandonner le bien ou s'abandonner au mal. Froid dans la morgue. – 7. Haut-lieu de la culture. Prénom féminin. Se montra donc nuisible. – 8. Se signale toujours par une flèche. – 9. Peut se faire pour un droit.

**Solution du problème nº 4217**

*Horizontalement*

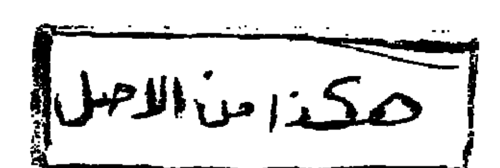
I. Joaillière. Bach. – II. Ultra. Escrime. – III. Rite. Adoption. – IV. Ive. Raide. – V. Dalle. Ventouses. – VI. Ite. Aristocrate. – VII. CRS. Nées. Inceste. – VIII. Te. Divin. Ta. Es. – IX. Démobilisés. – X. Os. Mali. Animées. – XI. Rotule. Eosine. – XII. Lénitive. Mol. – XIII. Assoit. Espère. – XIV. Art. Nœud. Mc. – XV. Idée. Bâtonnet.

*Verticalement*

1. Juridiction. Ai. – 2. Olivâtre. Lard. – 3. Attelés. Reste. – 4. Ire. Démons. – 5. La. Réanimation. – 6. Aa. Révolution. – 7. Indivisibilité. – 8. Odes. Ni. EV. Ub. – 9. Repenti. Là. Da. – 10. Est. Tontine. – 11. Ci. Occasions. – 12. Bromures. Ems. Pan. – 13. Ain. Sas. Seime. – 14. Cm. Dette. Enorme. – 15. Heu ! Sees. Sélect.

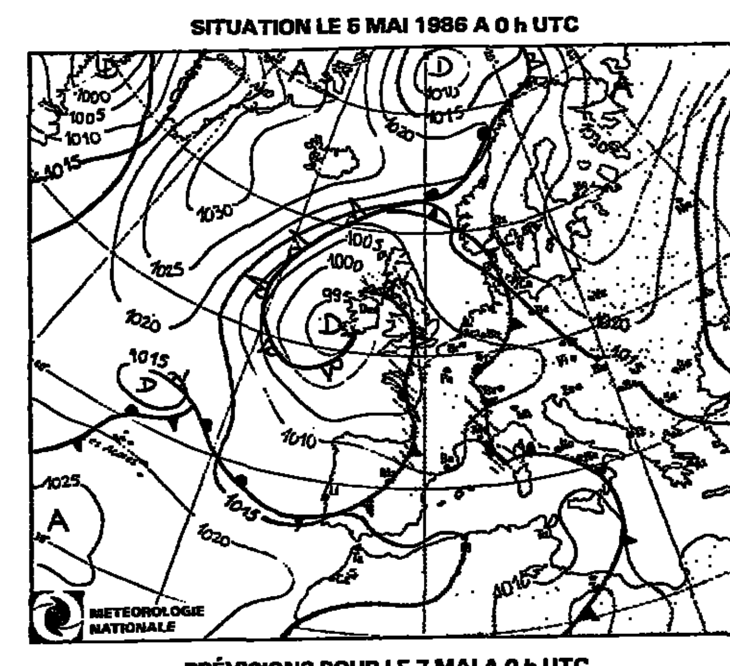
GUY BROUTY.



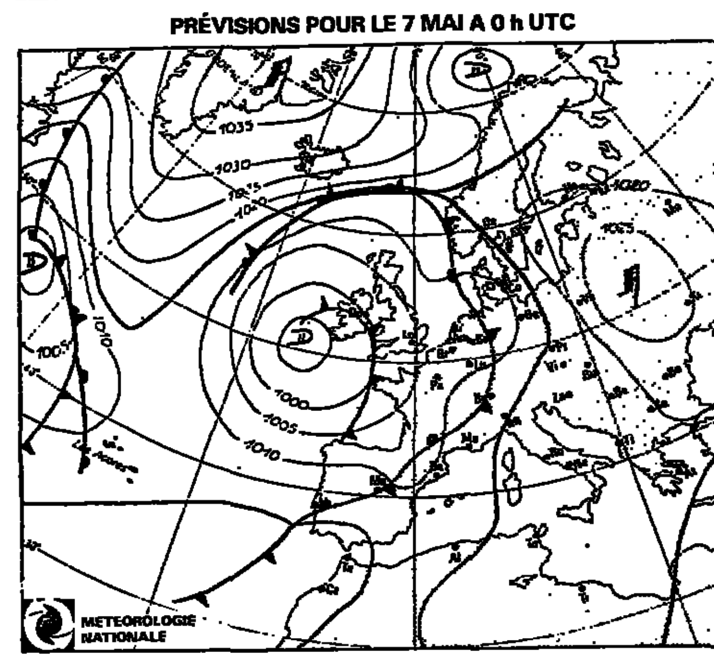


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 MAI 1986 A 0 h UTC




PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI A 0 h UTC




*Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 mai à 0 heure et le mardi 6 mai à minuit.*

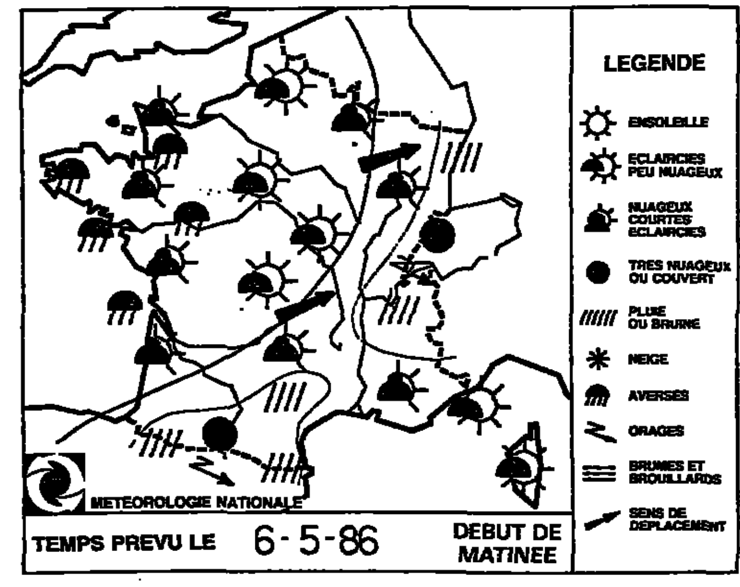
**Situation générale :**

Le centre dépressionnaire sur l'Irlande se maintient, induisant sur la France un flux de sud dans lequel circulent des limites d'instabilité.

**Mardi** : Le matin, le ciel sera très nuageux à couvert des Pyrénées au sud-est du Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est. Sur ces régions, il pleuvra fréquemment avec déjà des orages sur le relief. Cette zone de temps pluvio-orageux se déplacera lentement vers l'est pour affecter en soirée les régions allant de la Corse aux Alpes et au Nord-Est.

Sur les autres régions, le matin le ciel sera peu nuageux, excepté sur la Bretagne, où les nuages plus fréquents donneront quelques averses. Ces averses gagneront en soirée les régions de la Loire-Atlantique à la Normandie. Du Sud-Ouest au Centre, au Nord et à la Champagne-Ardenne les éclaircies resteront belles.

Les températures seront voisines de 7 à 9 degrés sur la moitié nord-ouest le matin, et de 10 à 12 degrés sur la moitié sud-est. Dans l'après-midi, elles remonteront au voisinage de 12 à 15 degrés de la Bretagne à la Normandie, de 18 à 20 degrés du Nord au Centre et au Sud-Ouest, et de 20 à 22 degrés du Nord-Est au Sud-Est et à la Corse. Le vent de secteur sud sera faible à modéré sur la majeure partie de la France et encore modéré à assez fort en Bretagne.




**TEMPÉRATURES maxima - minima - temps observé**

| FRANCE | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 18 | 15 | P |
| BIARRITZ | 20 | 9 | A |
| BORDEAUX | 19 | 9 | P |
| BOURGES | 18 | 7 | C |
| BREST | 11 | 6 | A |
| CAEN | 14 | 9 | P |
| CHERBOURG | 13 | 7 | P |
| CLERMONT-FERR. | 18 | 9 | S |
| DIJON | 15 | 11 | P |
| GRENOBLE St-M-H | 19 | 12 | N |
| LILLE | 17 | 11 | N |
| LIMOGES | 15 | 7 | P |
| LYON | 14 | 12 | C |
| MARSEILLE-MAR. | 19 | 14 | S |
| NANCY | 18 | 11 | P |
| NANTES | 15 | 6 | P |
| NICE | 16 | 13 | P |
| PARIS-MONTS. | 16 | 10 | C |
| PAU | 19 | 9 | P |
| PERPIGNAN | 18 | 8 | S |
| RENNES | 14 | 7 | P |
| ST-ÉTIENNE | 15 | 8 | S |
| STRASBOURG | 21 | 12 | C |
| TOURS | 16 | 9 | P |
| TOULOUSE | 20 | 9 | C |
| POINTE-A-PITRE | 31 | 23 | S |
| **ÉTRANGER** | | | |
| ALGER | 20 | 7 | S |
| AMSTERDAM | 17 | 11 | P |
| ATHÈNES | 24 | 16 | C |
| BANGKOK | 33 | 24 | C |
| BARCELONE | 18 | 7 | S |
| BELGRADE | 24 | 12 | S |
| BERLIN | 26 | 14 | N |
| BRUXELLES | 17 | 11 | P |
| LE CAIRE | 28 | 22 | S |
| COPENHAGUE | 19 | 10 | N |
| DAKAR | 25 | 19 | S |
| DELHI | 37 | 25 | S |
| DJERBA | 25 | 17 | N |
| GENÈVE | 20 | 11 | C |
| HONGKONG | 28 | 24 | C |
| ISTANBUL | 19 | 9 | S |
| JÉRUSALEM | 17 | 11 | S |
| LISBONNE | 16 | 11 | P |
| LONDRES | 14 | 10 | P |
| LOS ANGELES | 20 | 11 | S |
| LUXEMBOURG | 15 | 11 | C |
| MADRID | 12 | 9 | P |
| MARRAKECH | 20 | 10 | S |
| MEXICO | 25 | 10 | B |
| MILAN | 16 | 12 | P |
| MONTRÉAL | 11 | −3 | P |
| MOSCOU | 11 | 0 | S |
| NAIROBI | 26 | 17 | N |
| NEW-YORK | 16 | 6 | C |
| OSLO | 22 | 10 | N |
| PALMA-DE-MAL. | 19 | 9 | S |
| PÉKIN | 28 | 13 | S |
| RIO-DE-JANEIRO | 27 | 21 | S |
| ROME | 21 | 13 | C |
| SINGAPOUR | 27 | 26 | A |
| STOCKHOLM | 20 | 7 | S |
| SYDNEY | 17 | 11 | O |
| TOKYO | 18 | 13 | A |
| TUNIS | 17 | 13 | C |
| VARSOVIE | 19 | 4 | S |
| VENISE | 24 | 13 | N |
| VIENNE | 25 | 12 | S |

| A | B | C | N | O | P | S | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | couvert | nuageux | orage | pluie | soleil | tempête | neige |

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*



# LE CARNET DU Monde

## Décès

— Mme Jean d'Alayer de Costemore d'Arc,
sa mère,
Ghislaine Grossi, Françoise Labadens, Jacques de Mones, Bernard de Mones et Brigitte Thomas,
ses enfants, ses petits-enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

**Mme Solange d'ALAYER de COSTEMORE d'ARC,**

survenu le 2 mai 1986, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Strasbourg le 5 mai, dans la plus stricte intimité.

— Mme Léon Bloch,
Le docteur Danielle Prandi,
Lionel et Sabine,
Michelle Bloch,
*Francis Bloch,*
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Léon BLOCH,**
ancien chef de clinique chirurgicale à la faculté de médecine de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,

le jeudi 24 avril 1986.

*Les obsèques ont eu lieu le 30 avril*, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue du Colonel-Moll,
75017 Paris.

— M. le professeur et Mme Jean Boulouis,
M. et Mme Henri-Jean Boulouis
et leurs filles,
M. et Mme Martin Ces
et leurs enfants,
M. et Mme Nicolas Boulouis
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Mlle Agnès BOULOUIS,**

leur fille, sœur, belle-sœur et tante, survenu le 22 avril 1986, à l'âge de vingt-huit ans, à Paris, et vous prient d'assister ou de vous unir à la messe qui sera célébrée le vendredi 9 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Sulpice (crypte Saint-François-Xavier), place Saint-Sulpice, 75006 Paris.

173, boulevard Pereire,
75017 Paris.

— Mme Jacques Bussel,
Les docteurs Bernard et Annette Bussel,
Isabelle et Olivier Bussel,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Jacques BUSSEL,**
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu le 1er mai 1986, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 7 mai, à 15 h 45, au cimetière du Créteil, où l'on se réunira.

45, avenue de la République,
94000 Créteil.

— Nous apprenons la mort de

**Gilbert CAZAUBON,**
directeur de la rédaction
de *l'Echo du Centre*,

survenue à Limoges, le 30 avril 1986, à la suite d'une longue maladie.

[Né le 11 novembre 1929, Gilbert Cazaubon avait été successivement journaliste au quotidien régional communiste *les Nouvelles de Bordeaux*, de 1950 à 1974, puis à *l'Humanité*, où il s'était occupé de la vie internationale de 1961 à 1974, date à laquelle il était entré à *l'Echo du Centre*, pour en devenir le rédacteur en chef, puis le directeur de la rédaction.]

— Sa famille et ses amis,
Ceux qui l'ont aimée et estimée,

ont la douleur d'annoncer le décès de

**Anne CHAMPONNOIS,**

le mardi 29 avril 1986, à cinquante-trois ans, des suites d'une cruelle maladie.

45, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly.

— Le directeur du commerce intérieur
Et l'ensemble de la direction

tiennent à exprimer leur profonde émotion et leur grande tristesse à l'annonce du décès de

**Anne CHAMPONNOIS,**
sous-directeur à la direction
du commerce intérieur.

— Sa famille,
Les étudiants et les membres de l'Association Fénelon,

ont la grande tristesse de faire part du décès à Nice, le 1er mai 1986, de

**Mme veuve Louis DAVID,**
née Anna Liautaud,
agrégée de l'Université,
docteur ès lettres,
présidente de l'Association Fénelon,
membre actif
de la paroisse universitaire.

L'office religieux et l'inhumation dans la chapelle familiale, près de son époux, ont eu lieu le 3 mai, à Saint-Léger (Alpes-Maritimes).
Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

7, avenue de l'Observatoire,
75006 Paris.

— Mme André Ficatier,
son épouse,
M. et Mme Bernard Ficatier,
M. et Mme Christian Ficatier,
M. et Mme Yves Ficatier,
ses enfants,
Bertrand et Olivier,
ses petits-enfants,

ont la profonde douleur de faire part du décès, survenu subitement le 1er mai à Saint-Raphaël, à l'âge de soixante-dix-ans, de

**M. Albert FICATIER,**
inspecteur général de l'INSEE,
ancien directeur du département
de la coopération à l'INSEE,
officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 14 heures, en l'église de l'Immaculée Conception, 34, rue du Rendez-Vous, à Paris-12e.
L'inhumation aura lieu au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

« La Calou »,
330, avenue des Eucalyptus-Boulouris,
83700 Saint-Raphaël.
39, allée Gambetta,
93340 Le Raincy.

— Mme Marc Gorecki-Leroy,
Ses enfants, Roland, Hélène, Isabelle, Geneviève
et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Marc GORECKI-LEROY,**
docteur en droit,
ancien administrateur civil,
ancien maire de Liancourt (Oise),
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 1er mai 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 mai, à 16 h 30, en l'église de Liancourt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Hubert Landais,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Albert Leguet,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Georges LEGRIS,**

survenu le 3 mai 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 14 h 15, en l'église Sainte-Marie-aux-Fleurs, 24, rue d'Alsace-Lorraine, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

4, quai des Tuileries,
75001 Paris.
18, rue des Professeurs-Pellé,
35700 Rennes.
16, rue Edmond-Rostand,
35000 Rennes.

— Mme Henriette Noizet,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part de la mort de

**André NOIZET,**

le 27 avril 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.
Dans leur peine est présent le souvenir de son fils,

**Georges NOIZET,**

disparu le 11 mars 1984.

— Mme Pierre Pasticier,
Ses enfants et petits-enfants,
Mlle Yvonne Coquery,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

**Mlle Madeleine PASTICIER,**
ancien professeur de lettres,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 29 avril 1986, dans sa quatre-vingt-sixième année.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 2 mai, dans l'intimité familiale.

15, square de Châtillon,
75014 Paris.
60, rue Caulaincourt,
75018 Paris.

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Mme Joël Prasquier,
son épouse,
Le docteur et Mme Richard Prasquier,
ses enfants,
Alain, Jacqueline, Patrick, Béatrice et Raphaël Prasquier,
ses petits-enfants,
Les familles Eichenwald, Lautenberg et Gazit,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Joël PRASQUIER,**

survenu subitement le 3 mai 1986, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 mai.
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

87, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris.

— *Les établissements Richard,*
*Le magasin Rioux,*

ont le regret d'annoncer le décès de leur directeur général,

**M. Joël PRASQUIER,**

survenu le 3 mai 1986.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 mai.
On se réunira à 15 h 30, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Henri ROSSI,**

survenu à Paris le 18 avril 1986.

De la part de
Mme veuve Andrée Hewin,
M. et Mme Charles Rossi,
M. et Mme Stiglitz,
ses sœur, frère et belle-sœur, nièce et neveu.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

165, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

## Remerciements

— M. et Mme Michel Baroin,
François Baroin,
Toute la famille et ses amis,

très touchés des témoignages d'affection qui leur ont été apportés lors du décès de

**Véronique,**

remercient en son nom du fond du cœur.

76, rue de Prony,
75017 Paris.

— Mme H. Martin,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme R. Genermont
et leurs enfants,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil lors du décès de

**Mme Marcel GENERMONT.**

— Le docteur et Mme Harry Hirsch-Marie,
et leurs enfants,
profondément touchés par les nombreux témoignages d'amitié qui leur sont parvenus lors du décès de leur fille,

**Claire HIRSCH-MARIE,**

tiennent à exprimer ici toute leur gratitude.

## Anniversaires

— Pour le onzième anniversaire de la mort du

**général Jean BREUILLAC,**

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et sont restés fidèles à son souvenir.

6 mai 1986.

— A l'occasion du quatorzième anniversaire de la disparition de

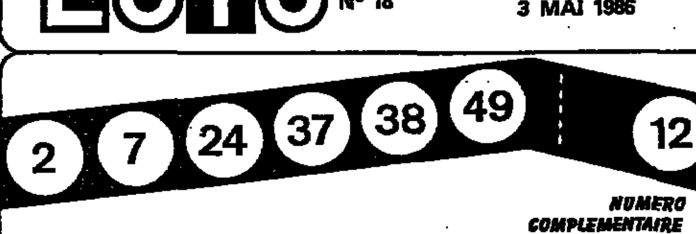
**Emile TUBIANA,**

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

## Communications diverses

— Université Paris-Nanterre (lettres). D. Grojnowski : « J. Laforgue et le problème de l'originalité », mercredi 14 mai, à 14 heures, salle des Thèses, tour 25, rez-de-chaussée.



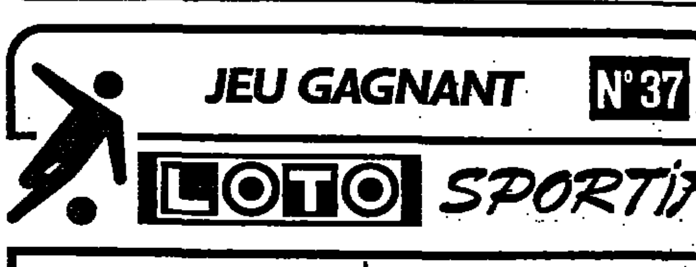

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 7 MAI 1986
ET SAMEDI 10 MAI 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F) |
|---|---|---|
| 6 BONS Nos | 4 | 1 920 235,00 F |
| 5 BONS Nos + complémentaire | 60 | 59 740,00 F |
| 5 BONS Nos | 1 862 | 6 050,00 F |
| 4 BONS Nos | 102 061 | 110,00 F |
| 3 BONS Nos | 1 840 664 | 9,00 F |

*BONUS DU SAMEDI* 222 547

*3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE*: 9,00 F X 2 = 18,00 F




| | Equipe 1 | Equipe 2 | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | LORIENT | GUINGAMP | 1 | N | X |
| 2 | QUIMPER | ANGERS | 1 | X | 2 |
| 3 | TOURS | NIORT | 1 | X | 2 |
| 4 | ORLÉANS | LIMOGES | X | N | 2 |
| 5 | RED-STAR | CAEN | 1 | N | X |
| 6 | ROUEN | R.C. PARIS | 1 | N | X |
| 7 | CHAUMONT | REIMS | 1 | N | X |
| 8 | BEAUVAIS | ABBEVILLE | 1 | N | X |
| 9 | DUNKERQUE | VALENCIENNES | 1 | N | X |
| 10 | MULHOUSE | THONON | 1 | X | 2 |
| 11 | GUEUGNON | BESANÇON | X | N | 2 |
| 12 | ST-ÉTIENNE | LE PUY | X | N | 2 |
| 13 | ALÈS | MARTIGUES | 1 | X | 2 |
| 14 | MONTPELLIER | BÉZIERS | 1 | X | 2 |
| 15 | NIMES | ISTRES | X | N | 2 |
| 16 | SÈTE | CANNES | 1 | X | 2 |

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 4 Mai 1986 : 1 2 7 9 12 13 15

# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

Caisse centrale du

**Crédit Mutuel**

## Gérant de portefeuille obligataire

ayant une première expérience sur les marchés financiers. Il contribuera à l'ensemble des activités de la cellule qui :
- gère les FCP et SICAV de la banque,
- monte des emprunts *et opère sur le marché primaire*,
- exerce une activité commerciale et de conseil auprès des groupes régionaux.

Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. *Envoyez lettre, CV et prétentions en précisant la référence* B/5873M.



PA Advertising

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse




## Venez gérer les portefeuilles de notre clientèle à Lille

**Un important établissement financier de renommée nationale crée le poste de responsable de la gestion des portefeuilles de sa clientèle (300 000 F à plusieurs millions de F).**

A 30 ans au moins, votre formation supérieure (École de Commerce, Sciences Po...) *et une première expérience en banque* vous ont familiarisé avec les produits boursiers.

***Nous vous proposons de faire de vous un conseiller compétent et apprécié. Nous vous assurons une formation dans nos services et dans une importante charge parisienne.***

Notre consultante, Mlle M.F. DESROUSSEAUX, *traite confidentiellement votre dossier* et vous remercie de lui écrire (réf. 463 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
2. RUE G. - DE - CHÂTILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES

*MEMBRE DE SYNTEC*

*L'UFB LOCABAIL, spécialiste du crédit et du leasing pour PME et PMI, recherche pour PARIS*

## *Rédacteurs contentieux*

**Votre formation** : vous avez une formation juridique : maîtrise de droit des affaires ou de droit privé essentiellement et, si possible, une première expérience.
**Vous possédez** le dynamisme et la combativité nécessaires pour affronter des négociations téléphoniques avec le client.
**Votre activité** : vous assurerez au sein d'une équipe spécialisée dans le recouvrement des créances, la gestion d'un stock de dossiers et les négociations avec les clients débiteurs (PME - PMI) en liaison avec les syndics, les huissiers, les avocats.
Envoyez C.V., photo, sous la référence 488, à M.-C. JANIN COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

UFB LOCABAIL

groupe de la compagnie bancaire

MEDIA BA

Quand l'avenir d'un Groupe...
rejoint celui d'un Contrôleur d'envergure

Premier Fabricant Européen de postes téléphoniques, notre fort développement s'appuie également sur la production de postes électroniques, de terminaux informatiques et vidéotex. Notre forte croissance externe nous conduit à renforcer notre Contrôle de Gestion. Nous créons le poste de

## Directeur Adjoint du Contrôle de Gestion

Basé au Siège Social de QUIMPER, vous serez directement responsable du Contrôle de Gestion de l'ensemble de nos établissements de Production et encadrerez les contrôleurs de gestion des sites. ANIMATEUR D'UNE EQUIPE DE 25 PERSONNES vous proposerez des mesures efficaces pour affiner les outils de gestion et conseiller les Directions Financière et Industrielle. Vous aurez en outre à mettre en place nos méthodes sur les unités que nous intégrons. Familier des problèmes industriels, de préférence dans la production de séries, vous avez une formation de gestion complétée par une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction.

*Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence* C/DAC/M *notre Conseil Didier LESUEUR qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans notre société.*

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## MATRA COMMUNICATION

Crédit Mutuel
DE LOIRE ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST
accueille au Département Comptabilité Générale à Nantes l'

## ADJOINT AU RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES H/F

pour assurer la Direction totale des services en 1989.

Cette fonction nécessite une excellente maturité professionnelle dans l'exercice de la comptabilité et fiscalité.

*Gardien des plans comptables au niveau Fédéral et auprès des caisses du Réseau - il assure la cohérence, les regroupements, la consolidation et le suivi des schémas et procédures comptables.*

Ses interventions impliquent une connaissance éprouvée de la réglementation et de ses prolongements juridiques, l'usage de l'outil informatique.

Animateur d'une équipe de 20 personnes (3 services), ses compétences professionnelles, doublées de qualités relationnelles lui permettent d'agir en qualité de «Conseil Interne».

35 ans mini - Expertise Comptable ou équivalent. Professionnel confirmé si possible par une expérience en milieu bancaire.

Ecrire s/réf. 571M, lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et rémunération actuelle

CDRH ceip
CD/RH-CEIP, La Guilbaudière, bd Marcel Paul 44800 Saint-Herblain. Tél.40.94.79.94.
Réponse et discrétion assurées.

Centre de Formation en alternance

Le centre de formation en alternance du MANS (72) - 22 enseignants, 2 animateurs - 650 apprentis - forme des apprentis, en vue de l'obtention d'un CAP du BATIMENT.

*Nous recherchons (H/F)*

## DIRECTEUR d'ETABLISSEMENT

Avec l'assistance du Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics - CCCA - à Paris, il assure le bon fonctionnement de l'Etablissement : Pédagogie, Gestion des Personnels, budget...

Il assure, *en outre*, le DEVELOPPEMENT *du Centre par l'ouverture à la Formation Continue* d'ADULTES.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure, ayant acquis une double expérience pédagogique et de gestion, si possible dans les milieux proches du bâtiment.

Merci d'adresser sous référence M/290/C un CV complet à notre Conseil, qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

## Gérer et développer un portefeuille d'obligations

Groupe bancaire international privé, recherche pour Paris, un jeune gestionnaire obligataire et un jeune spécialiste des montages financiers pour émission d'obligations.

Outre l'expérience de ces deux fonctions, les candidats intéressés doivent connaître l'anglais.

Nous les remercions d'adresser leur dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3797 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

cegos

CEFIA

## CONSULTANT – CONSEIL DE DIRECTION

Financier expérimenté

CEFIA est une société du Groupe CEGOS spécialisée en conseil financier, diagnostic d'entreprise, rapprochement, recherche de partenaires pour les entreprises du secteur privé.

Pour ces missions, impliquant contacts avec les dirigeants, larges responsabilités, autonomie, nous recherchons un **Consultant** de formation Grande Ecole ou Expertise Comptable, ayant plusieurs années d'expérience en études financières, rapprochements d'entreprises... acquises dans la banque, un cabinet spécialisé ou au sein de la Direction Générale d'un groupe. Anglais courant très apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 71718/M, à R. VERDET Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

CURRICULUM

## responsable reporting et contrôle de gestion

RÉGION PARISIENNE

RCA ariola

**RCA** est un des leaders mondiaux de la communication. Sa filiale française *(C.A. : 500 MF) a pour activités le **disque**, la **vidéo**, etc.*
Nous recherchons le (ou la) responsable de notre service reporting et contrôle de gestion qui compte 3 personnes. Sous l'autorité du directeur financier, vous préparez le **budget** et en assurez le suivi, vous effectuez le **reporting mensuel** et **annuel** (bilan, compte d'exploitation, etc.) et établissez les rapports de gestion.
Vous avez une expérience minimum de 2 à 3 ans *acquise en cabinet d'audit ou dans une société* américaine ou internationale, et vous avez la pratique de la **comptabilité anglo-saxonne**. Votre personnalité affirmée vous conduira à *réussir* et *donc à évoluer au sein de notre société.*
La **connaissance** de **l'anglais** est ***impérative.***

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence RC 20 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COGEPLAN 2, rue Louis David - 75016 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

De notoriété internationale, d'origine anglo-saxonne, nous nous situons parmi les leaders dans notre domaine d'activité : la fabrication de biens industriels. CA Europe : 150 millions $. Des implantations dans 8 pays. Nous renforçons notre Direction Financière Europe à Paris La Défense en créant le poste de

## Adjoint Controller Europe

Intégré à une équipe jeune et performante, vous êtes chargé :
- de participer à l'élaboration du reporting consolidé : vous serez à court terme responsable de certains de ses aspects.
- d'établir et d'analyser les résultats comptables de certaines entités en veillant au respect des délais,
- d'effectuer des missions de revue et d'assistance aux différentes filiales en Europe.

De formation supérieure et/ou titulaire du DECS, vous avez acquis une première expérience des techniques de gestion au sein d'un cabinet d'expertise comptable, si possible anglo-saxon.
Une bonne maîtrise de la langue anglaise, des qualités de rigueur et de contacts humains sont des conditions essentielles pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence RVR 54104 M chez **TEG**, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group (France) Management

# 3 jeunes ingénieurs de production, futurs patrons de PMI

Récemment diplômé AM, IDN..., votre objectif est de piloter une unité autonome et vous cherchez le Groupe qui vous permettra d'y parvenir.

HACHETTE INDUSTRIE, riche de ses 3 000 techniciens répartis sur une dizaine d'unités industrielles -profitables- a un objectif complémentaire au vôtre : «fabriquer» 3 jeunes ingénieurs pour en faire des patrons de filiales actuelles et futures.

Vous commencerez par la production : développement, méthodes, fabrication sur des technologies complexes en constante innovation intégrant électronique et micro-informatique. Très vite ensuite vous «sortirez» chez les clients pour apprendre à négocier et élargirez vos compétences à la gestion (en complétant votre formation). Vous mettrez les bouchées doubles pour être crédible à l'intérieur comme à l'extérieur et deviendrez alors patron d'une unité de 50 à 200 personnes, prêt à relever le défi que lance le Groupe HACHETTE.

Il vous faut être mobile et nous convaincre que nous pouvons miser sur votre potentiel pour des métiers où l'efficacité signifie obsession des délais et de la qualité, et réflexion prospective sur le plan technico-commercial. Votre première destination : Limoges - réf. 6028, Cholet - réf. 6013, La Flèche - réf. 6055.

*Adresser votre CV détaillé à la Gestion des Cadres du Groupe Hachette, 12 rue François 1er, 75008 Paris.*

HACHETTE

---

**Nous sommes l'un des leaders de la grande distribution nous recherchons, pour renforcer notre Direction Financière à PARIS**

## AUDITEURS INTERNES

leur mission consiste à contrôler nos filiales de distribution, au niveau des règles comptables et fiscales ainsi que des procédures de gestion.
Ces postes conviennent à de jeunes diplômés (DECS ou équivalent) ayant une courte expérience professionnelle.
Une grande disponibilité est demandée.

## ASSISTANT DE GESTION

Il collecte et analyse les informations fournies par nos filiales afin d'établir le suivi budgétaire.
Ce poste convient à un jeune diplômé (IUT ou équivalent) disponible, motivé et méthodique, intéressé par l'informatique.

*Ces postes sont à pourvoir dans un environnement jeune et dynamique. Notre croissance* importante permet à des candidats de valeur d'envisager une évolution de carrière rapide à l'intérieur du groupement, à Paris ou en Province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2271 à Levi-Tournay/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

---

## CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE - USINE -

Filiale française réputée, d'un groupe international de renom. En France : 5 usines, 2 000 personnes ; dans le monde : 50 000 personnes.
Nous sommes à l'avant-garde de la transmission dans des domaines les plus variés (automobile, TGV, VAL...).

**MISSION :**
Dans une usine de plus de 1 000 personnes (Ouest de la France)
- consolider les prévisions des différents services pour construire les coûts standards de référence,
- analyser les prix de revient dans le respect des procédures définies par le groupe,
- participer à toute étude au niveau société, impliquant les coûts de fabrication et les investissements.
- proposer, concevoir, mettre en place des systèmes permettant de mieux mesurer les performances de l'usine,
- faire le suivi et analyser les écarts de tous les budgets.

**PROFIL :**
Agé de 30 ans minimum, le candidat diplômé Sup de Co, DECS ou équivalent, possède déjà une première expérience réussie du contrôle de gestion industrielle (1 à 3 ans) et veut évoluer dans un contexte performant.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 6858 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. **Discrétion assurée.**

---

**Banque nationale à taille humaine dans le cadre du développement de sa politique commerciale renforce les équipes d'exploitation de ses unités parisiennes**

et recherche

## Exploitants H/F
### Classes V à VII

**pour prendre en charge et développer un portefeuille de clientèle entreprises (réf. 106) ou de clientèle privée (réf. 107)**

Votre formation de base supérieure (école, université ou diplôme bancaire) et votre expérience d'au moins 3 années fortement orientée vers la prospection vous permettent aujourd'hui de vous intégrer à notre stratégie de développement commercial.

Vous deviendrez l'interlocuteur privilégié de notre clientèle auprès de laquelle nous avons la volonté de maintenir une prestation et des relations de qualité.

Vous serez intégré à une structure dynamique et soucieuse de favoriser le travail en équipe.

L'évolution de votre carrière professionnelle au sein du groupe dépendra certes de vos souhaits, mais surtout de vos résultats et de l'ensemble des qualités techniques et humaines que vous aurez pu *développer*.

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence) à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

---



## FUTUR CHEF DE SERVICE COMPTABILITE

Première en Europe dans son domaine d'activité, notre société - filiale d'un groupe américain - recherche pour son établissement situé dans les **VOSGES** (250 pers.) son futur chef de service comptabilité.
Durant une année environ, c'est en qualité d'adjoint que vous ferez connaissance avec le poste et son environnement.
*Vous prendrez ensuite la responsabilité au niveau de l'établissement, la* comptabilité générale et analytique, ainsi que des achats.
Le développement d'une activité de contrôle de gestion est à envisager.
Pour réaliser l'ensemble de ces missions, vous serez secondé par une équipe de 6 personnes et bénéficierez d'un puissant outil informatique.
Doté d'un DUT ou d'un BTS Comptable, vous êtes un technicien confirmé en comptabilité industrielle (5 à 10 ans d'expérience).
La connaissance de l'Anglais est nécessaire.
Les responsabilités du poste exigent dynamisme, disponibilité et sens du dialogue à tous les niveaux.
Si cette opportunité vous intéresse, adressez lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 2379 à AXIAL PUBLICITE, 27 rue Taitbout 75009 Paris qui transmettra.

---

Groupe de Sociétés recherche pour l'une de ses plus importantes filiales à Paris

## *CHEF DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE*

pour superviser l'ensemble des opérations comptables et la préparation des bilans.

Formation universitaire avec préparation du DECS trois à six ans d'expérience en comptabilité générale et pratique des systèmes informatisés.
Rémunération à partir de 160 000 F.
Perspectives d'évolution dans la Direction Financière ou les Sociétés du Groupe.

Ecrire à Catherine MANGET sous la réf. 705 M

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

---

## BFCE
## Une carrière internationale

C'est ce que la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR offre aujourd'hui à de jeunes attachés de direction dans le cadre de l'expansion de sa Direction Internationale.

Vous serez chargé pour une zone géographique déterminée du développement des relations de la banque et du montage des opérations de financement.

Diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po) vous faites la preuve d'une première expérience bancaire de 2 à 3 ans dans le secteur des crédits et financements aux grandes entreprises, si possible à l'International.

Bien sûr la pratique courante de l'anglais est indispensable. Une seconde langue serait très appréciée.

Nous nous attacherons également à vos qualités d'initiative et à votre sens commercial.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil sous la référence 5122/... ou transmettez-le à **C.V. PLUS** en composant sur votre Minitel le (1) 4359.4025.

*Ressources & Développement*
*6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS*



---

**L'OPPORTUNITE INTERNATIONALE AVEC SOMFY**

pour un

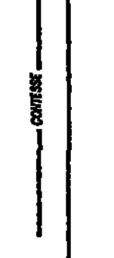
## *CONTROLEUR DE GESTION*

**HAUTE-SAVOIE** - Leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture, SOMFY est en progression constante. Elle réalise un C.A. consolidé de 270 millions de francs (80% sur un plan international).

**Jeune contrôleur de gestion,** de formation supérieure, vous avez une première expérience de la consolidation, de préférence en entreprise. Vous maîtrisez parfaitement l'ANGLAIS et peut être une autre langue et vous êtes prêt à effectuer des déplacements fréquents...

Rattaché au Directeur Financier votre MISSION PRIORITAIRE, sera tournée vers les activités de SOMFY INTERNATIONAL, opérant en tant que holding vis à vis de dix sociétés filiales dont 9 étrangères (avec USA et JAPON). Vous prendrez en charge l'élaboration des méthodes de gestion du groupe, l'animation du processus budgétaire, le reporting et *l'assistance aux filiales dans la mise en place de systèmes* de gestion. Des études économiques vous seront confiées.

Merci d'écrire avec lettre de motivation, CV détaillé, photo et salaire actuel à SOMFY, Service du Personnel, B.P. 152 74300 CLUSES.



SOMFY

CONTESSE

---

## *EXPLOITANT JUNIOR*

**Pour sa Direction DES GRANDES ENTREPRISES**

**Le poste :** assister un groupe d'Exploitants pour :
- l'analyse et le montage des dossiers de crédit,
- *la* gestion quotidienne des comptes,
- la solution des problèmes impliquant un intermédiaire entre les Clients et les Services Centraux.

**Le candidat :**
- Formation supérieure ou bancaire supérieure,
- environ 2 ans d'expérience bancaire.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prét. à la Direction du Personnel de la Banque LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 Paris.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
AFFILIEE AU GROUPE LOUIS-DREYFUS ET A LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

---



## Jeunes diplômés
**HF**

## ECOLES DE COMMERCE
## MAITRISE SCIENCES ECO, GESTION

Organisme central d'un important groupe bancaire recherche pour ses services des Moyens de Paiement.

DES JEUNES DIPLOMES.

qui viendront renforcer les équipes existantes.

Les candidats seront amenés à participer aux études concernant le traitement des chèques, effets de commerce, cartes de paiement, etc. Ils interviendront dans le suivi des produits et des procédures de traitement, dans un contexte très largement informatisé.

Écrire avec C.V. et photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 4122/LM, à

MÉDIA PA. **9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.**

# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

**Dans le cadre du développement de son activité Crédit-Bail la Banque Hervet crée au sein de sa Direction des Crédits d'Investissement, un poste d'**

## EXPLOITANT CRÉDIT-BAIL H/F

– participation à l'élaboration des produits, barèmes et procédures ainsi que des objectifs crédit-bail du réseau,
– animation commerciale du réseau : appui technique, entretien clientèle, analyse de risque des dossiers importants, formation des exploitants...

Cet exploitant maîtrise, de par son expérience d'au moins 5 ans, l'ensemble des techniques de crédit-bail sous ses aspects juridiques, comptables et fiscaux.

Il a su en outre faire la preuve de son sens commercial et de la fiabilité de son analyse du risque.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à BANQUE HERVET - Direction des Relations Sociales et du Personnel - 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE HERVET



TELEMECANIQUE recherche

## Adjoint, trésorier

Il aura en charge notamment :
- l'optimisation de la gestion en valeur des flux de trésorerie ;
- les statistiques financières et gestion prévisionnelle de trésorerie ;
- le suivi des comptabilités banques.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé Ecole supérieure de Commerce débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle, désireux de s'intégrer dans une entreprise dynamique.

Cette première expérience au sein de la Direction financière permettra à un candidat de valeur d'évoluer ultérieurement vers d'autres missions au sein du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Poste situé en proche banlieue Ouest de PARIS.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prét. à TELEMECANIQUE ELECTRIQUE - Direction du Personnel/DSUS - 33 bis, av. du Maréchal-Joffre - B.P. 202 - 92002 NANTERRE Cedex.

MEDIA BA

Telemecanique
les solutions de progrès

B A N Q U E   P R I V E E

## CADRE

### RESPONSABLE DU SERVICE OPERATIONS SUR TITRES

**Classe V+**
**fonction expérience et potentiel.**

Vous avez acquis une solide expérience de ce poste dans un établissement bancaire.

Vous avez de bonnes connaissances en techniques informatiques et une réelle connaissance de la fiscalité des opérations.

Répondant au Chef du Service Titres, vous aurez la responsabilité hiérarchique de 4 agents.

Votre professionnalisme, votre sens de l'organisation et vos qualités d'animateur sont vos principaux atouts.

La technicité et les responsabilités inhérentes à cette fonction nous conduisent à être exigeants quant à votre profil.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/référence OT 6803 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, en indiquant le nom des sociétés auxquelles vous ne voudriez pas que votre dossier soit transmis. Discrétion.

GEO Ca prima Femme Actuelle Télé Loisirs

recherchent

## ASSISTANT DE GESTION

Rattaché au Directeur des Ventes, il sera chargé :
- de l'analyse et de l'exploitation des données statistiques et comptables de la vente au numéro des cinq titres du groupe,
- des prévisions de vente à court terme ainsi que de la préparation des budgets, en relation avec le service de la planification,
- d'études ponctuelles concernant la vente au numéro.

Le candidat devra posséder une formation supérieure (Bac + 2 ans), justifier d'une première expérience de deux ans minimum si possible dans le contrôle de gestion, et d'une bonne connaissance théorique et pratique de la micro-informatique.

*Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : PRISMA PRESSE*
*Service du Personnel*
*6 rue Daru - 75008 Paris.*

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche dans le cadre de son développement

## RESPONSABLES ADMINISTRATIFS H/F

Chargés d'assurer le fonctionnement et le contrôle administratif d'une Agence de Banque sur

**PARIS - LILLE - ORLEANS**

Hommes de terrain disposant d'une bonne formation et d'une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire, vous êtes susceptibles d'évoluer à terme vers des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 6824 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Indiquez le nom des Sociétés auxquelles vous ne voudriez pas que votre dossier soit remis. Discrétion assurée.



THOMSON-CSF

*La **DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES**, une des divisions phares de THOMSON-C.S.F., conçoit, réalise, vend et installe, tant en France qu'à l'étranger, des systèmes de défense antiaériens.*
*Son dynamisme industriel laisse escompter un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs en 1986.*
*L'Établissement industriel moderne de FLEURY-LES-AUBRAIS (aggl. d'ORLÉANS) assure l'intégration de la partie électronique des systèmes SOLAIR.*
*Il crée le poste de :*

## UN CONTROLEUR DE GESTION

*Dans un premier temps, il mettra en place et assurera la gestion financière d'un important stock de matériel électronique professionnel.*
*Il évoluera ensuite (2 ans environ) vers une responsabilité de contrôle de gestion d'une activité de soutien logistique et animera une équipe de 8 personnes.*
*Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, écoles de commerce, maîtrise de gestion ou ingénieur IAE complétées par de solides stages en contrôle de gestion ou une 1re expérience de la fonction en milieu industriel.*
*Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) à M. Jean ROGUE, Chef du Personnel, THOMSON-C.S.F., 29, rue de Montaran, 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS.*

THOMSON-CSF



## DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société de Service et d'Ingénierie Informatique recherche son :

## Directeur commercial

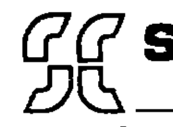
- Vous avez 35 ans environ,
- Vous avez une solide expérience de la vente auprès des directions informatiques des moyens et grands sites IBM.
- Vous êtes diplômé d'une grande école,
- Vous avez des capacités de management

**Nous vous offrons de définir et de mettre en œuvre notre politique commerciale.**

- Notre croissance est rapide (+ 110% en 85, + 79% prévue en 86)
- *Nos créneaux sont porteurs* :
  - Ingénierie au forfait (60%)
  - Vidéotex (20%)
  - Logiciel (20%)
- Nos prestations et nos produits sont de qualité.

**Rémunération élevée.**

Envoyez votre CV à J.F. Gautier qui vous recevra personnellement.



SYS-COM
Ingénierie

3 rue de Stockholm - 75008 Paris

## ÉCONOMISTES HF

Pour renforcer notre Service ÉTUDES ÉCONOMIQUES à Paris, nous recherchons des ÉCONOMISTES de formation Grande École ou 3e Cycle, ayant acquis une première expérience professionnelle dans l'un des 3 domaines suivants :

- L'analyse de la CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
- L'ANALYSE financière et économique DES BANQUES
- Les analyses de RISQUES-PAYS

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V. en indiquant vos prétentions à Marie-Thérese Jolly-Service Recrutement 7, rue Caumartin 75009 PARIS.

Debs



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



**réseaumatique**

## Diriger l'usine... Télétransmission

La Société, jeune PMI spécialisée dans les systèmes informatiques de télétransmissions est remarquablement performante. Ses résultats sont exemplaires. Pour assurer son développement, elle recherche le Directeur de son Usine (60 personnes, 50 millions de CA).

Il en assume, naturellement, la responsabilité d'animation et de gestion sur le plan technique et humain. Il planifie et coordonne l'activité, et supervise l'ensemble des services (méthodes, bureau d'études, production, SAV...). Il assure la liaison avec la Direction Commerciale basée à Paris.

Le poste peut intéresser un ingénieur de formation Electronicien ayant déjà assuré des fonctions d'encadrement de gestion et de production **dans une PMI**, si possible dans la télétransmission et désireux de s'associer à une entreprise dynamique, créative et en plein essor (l'âge moyen des ingénieurs est de 30 ans).

Le poste est à pourvoir en Haute Normandie.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur candidature sous réf. DU 549 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

*MEMBRE DE SYNTEC*

# L'UNIVERS DE LA GESTION

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche dans le cadre de son développement

## FONDES DE POUVOIR
*H/F*




CLASSE V

Chargés de suivre une clientèle existante et de participer à l'expansion de la banque sur PARIS - ANGERS - BREST - DIJON et ORLEANS.

Hommes de terrain, à la fois dynamiques sur le plan commercial et capables de sélectionner les risques, vous possédez déjà une expérience similaire d'au moins 5 ans et vous êtes susceptibles d'évoluer à terme, vers des responsabilités plus étendues.

Adresser C.V., photo et prét. s/réf. FP en précisant le secteur choisi à CONTESSE PUBLICITE n° 6834, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Discrétion assurée.

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 35 14 91 56 CODE : CONTESS

---

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

**GESTIONNAIRE OPERATIONNEL EN MILIEU INDUSTRIEL**

Industriels performants en RHONE-ALPES, nous sommes leader sur des marchés très techniques de petits équipements. Nous allions souplesse et dynamisme d'une PMI (600 personnes) à la puissance d'un Groupe.

Nous créons cette Direction pour superviser et coordonner l'ensemble des services financiers, comptables, contrôle de gestion, informatiques, généraux,... soit une trentaine de personnes.

Mission urgente : développer les **systèmes d'informations.** A terme court, la fonction Personnel sera aussi à couvrir.

Ce poste conviendrait à un **ingénieur** d'environ 35 ans formé et expérimenté en gestion financière et organisation administrative, ou HEC, ou ESC avec pratique longue et réussie en milieux techniques comparables.

*Contacter en totale discrétion notre consultant,* G.-THIERY, B.P. 588, 74014 Annecy Cedex.

Fiche du poste sur demande 50 23 22 02




---



## DIRECTIONS
Nationales et Internationales

### DIRECTEUR COMMERCIAL
Biens d'Equipement Lourd

**La société (177 pers.) est spécialisée dans la chaudronnerie lourde et la grosse mécanique. Elle fabrique des équipements spéciaux liés à la manutention, principalement destinés au nucléaire et, en sous-traitance sur plans, des pièces unitaires importantes.**

**Pour remplacer son Directeur Commercial, elle recherche un cadre dont la mission principale sera de développer les ventes auprès de grandes sociétés industrielles, d'administrations, de chantiers navals, etc...**

**Formation ingénieur généraliste ou niveau équivalent.**
**Expérience de la vente de biens d'équipement et de la négociation de gros contrats.**

**Adresser C.V. détaillé sous réf. 262/07/M à :**




**22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.**

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

BANQUE PRIVEE PARIS 8e

RECHERCHE SON

## DIRECTEUR DU SERVICE JURIDIQUE
*H/F*

Juriste confirmé(e), assisté(e) de deux collaboratrices, prenant en charge l'ensemble des problèmes juridiques de la Banque, vous assumerez notamment :
- l'animation active des dossiers de recouvrement,
- la rédaction des actes et formulaires,
- le conseil aux exploitants et à la clientèle,
- la surveillance des formalités d'assemblees,
- le contrôle des garanties et le contact avec les assureurs.

Ce poste nécessite :
- une solide formation en droit des affaires doublée d'une pratique d'au moins cinq ans,
- une expérience bancaire,
- dynamisme et méthode.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent., s/réf. 6508/LM, à O.C.B.F. SERVICES 66, r. de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS, qui transmettra.




VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

MEDIA PA

---

**Importante Société Industrielle Allemande pour l'une de ses filiales françaises**

**PARIS**

**450.000 F + voiture**

## Directeur Général

Il aura l'entière responsabilité de la Direction d'une PME nouvellement acquise et de son développement (fabrication et vente).

Expérience réussie de 5 à 10 ans dans un poste opérationnel à dominante marketing/vente dans le domaine automobile ou secteurs y afférant.

Bonnes connaissances du fonctionnement et des structures d'une PME souhaitées.

**Formation technique supérieure impérative,** une compétence en gestion serait un plus. Très bonne maîtrise de l'anglais, allemand apprécié.

De 35 ans minimum le candidat devra justifier de ses qualités d'organisateur et d'homme de dialogue.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 5486001 M à Danièle Chapuis

**MRI conseil** 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

CURRICULUM

---



# emplois régionaux — emplois régionaux

## *Ingénieurs qualité à la recherche de « l'excellence » ...*




département bouteilles,
1er producteur européen
de bouteilles en verre
un département
de 3400 personnes
au CA de 2,5 Mds de Francs
qui comprend 7 usines.

Si BSN Emballage département bouteilles est leader aujourd'hui, c'est grâce à une politique Qualité dynamique et rigoureuse. C'est dire toute l'importance accordée à la recherche de Responsables des Services Qualité pour nos usines de Reims (540 personnes) et de Vayres près de Bordeaux (500 personnes) qui produisent, avec les équipements les plus modernes, les bouteilles destinées aux marchés du Champagne, du Bordeaux et du Cognac.
Au carrefour des exigences de la clientèle, des contraintes de la production et de la nécessité d'innover, ils recherchent, à tous les stades d'élaboration du produit, l'«excellence» de la qualité avec un double souci de satisfaction des besoins du marché et de réduction des coûts.
Rattachés aux Directeurs d'usine, ils participent à l'élaboration des plans directeurs et seront amenés à être «réactifs» auprès des différents responsables des phases amont et aval du process.
Au-delà de leurs compétences techniques et de l'expertise qu'ils apportent en permanence à l'usine et à la force de vente, ils sont fondamentalement hommes de terrain et de communication pour dialoguer avec les clients, animer une équipe d'une quinzaine de personnes ; ils sauront développer l'«esprit qualité» au sein de l'usine.
Des ingénieurs ayant un bon potentiel et une expérience dans la fonction pourront donner à ces postes leur pleine dimension.
De larges perspectives d'évolution s'ouvriront par la suite tant dans la société que dans le Groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 2 M (Reims) F 3 M (Vayres) en précisant la rémunération actuelle à : BSN Service Recrutement Cadres - 7 rue de Téhéran 75381 Paris Cédex 08.




LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANCAIS

---

## Jeune ingénieur chimiste, de la formulation à la fabrication

Vous débutez, il n'y a guère que 2 ou 3 ans que vous travaillez. Pour autant, avec un diplôme d'ingénieur chimiste, une formation complémentaire à l'IFC et probablement une première expérience dans l'industrie du caoutchouc ou du plastique, vous souhaitez rapidement des responsabilités et un travail enrichissant.
Voilà notre projet, vous pouvez peut-être vous y associer.
Nous sommes transformateurs d'élastomères destinés à la fabrication d'une très grande variété de produits industriels.
Vous devenez l'ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR DE LABORATOIRE et votre mission chimiste à suivre des mélanges de caoutchoucs et de plasto-élastomères, depuis la formulation et la recherche des performances les plus pointues, jusqu'aux essais pilotes à l'usine et l'établissement du process de fabrication.
Vous créez, vous développez, vous êtes en relation avec nos clients, avec nos commerciaux, l'atelier etc.. Et vous dépendez directement d'un mentor expérimenté et efficace.
Notre carte de visite : DIVISION ELASTOMERES du GROUPE GERLAND (4 000 personnes, 2,3 milliards de F. de CA). Nous sommes installés à LYON.
Nous pouvons nous rencontrer rapidement. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP sous réf. FF 553 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

REGION RHONE-ALPES

**METALLURGIE 700 PERSONNES**

Notre usine sidérurgique, leader dans sa branche (50 % exportation), offre 2 postes à pourvoir rapidement :

### Responsable production électricité usine (250.000 F)

Agissant comme un responsable opérationnel, vous serez chargé de la production de l'électricité à partir d'installations hydro-électriques.
La fonction vous amènera à négocier les contrats d'achats et de vente d'électricité.
Après formation vous serez pleinement responsable de ce secteur.
Rattaché au Directeur Technique, Ingénieur Sup Elec ou équivalent, vous avez des compétences en régulation et automatisme.
Vous avez si possible une expérience opérationnelle en maintenance ou fabrication. (Référence 403).

### Responsable qualité-métallurgie (220.000 F)

Sous la responsabilité du Directeur Technique, vous aurez pour missions générales **d'animer et d'organiser la fonction qualité interne** (respect et aménagement des gammes, procédures) et, à partir du cahier des charges, de connaître **les besoins techniques des clients.**
Vous servirez d'interface entre le service commercial et celui de la fabrication pour livrer des produits aux normes exigées.
Ingénieur des MINES, CENTRALE ou équivalent, vous avez des compétences en métallurgie et vous avez exercé précédemment la fonction qualité, si possible dans une aciérie. (Référence 332).



Pour ces deux postes qui s'inscrivent dans une perspective d'évolution pour leurs titulaires, adressez votre C.V. + photo en rappelant la référence choisie et en indiquant un numéro de téléphone à GUY POSTEL CONSEIL BP 19 - 06480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

**Guy Postel**

---

**230 000 +**

## 2 Responsables de production pour nos usines de Lille et Lyon

Notre client, groupe national d'imprimerie solide et réputé, doit son développement à la créativité et à l'efficacité de ses hommes de production comme à la puissance de ses équipes commerciales.

Il dispose de plusieurs usines qui conçoivent et maîtrisent des procédés de fabrication performants. Une politique d'innovation permanente mais aussi une fiabilité reconnue permettent d'obtenir des produits appréciés par la clientèle.

Sous l'autorité immédiate du Directeur d'Etablissement, dont vous êtes le n° 2, vous assumez la totale responsabilité de l'outil de production (une centaine de personnes) : optimisation des moyens humains, des matériels et du process.

30 ans environ, ingénieur de formation (Arts et Métiers, IDN, HEI, INSA, etc...), vous disposez d'une **première expérience probante d'ingénieur en fabrication.** Nous vous offrons tous les moyens pour réussir ce challenge, à vous de démontrer vos qualités de meneur d'hommes, d'organisateur et de gestionnaire de production, dans un contexte ouvert aux grands vents de la compétition.

Une formation et/ou une expérience dans le domaine de la mécanique sont un atout supplémentaire.

Marc DAUBRESSE étudie confidentiellement votre candidature, merci de lui écrire sous la réf. 1750 LM

**argos** *HOMMES, STRUCTURES ET STRATEGIES*
135, avenue de Wagram-75017 PARIS
Tél. : (1) 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO

---

## Electromécanique et Normandie.

Bien que d'importance nationale, notre société a su conserver une taille humaine permettant à ses cadres de s'épanouir dans des postes complets et motivants. Une [illegible] à produire des équipements électromécaniques sous forme de prototypes ou de petites séries pour les Pétroliers, les Administrations (EDF ou PTT), la Marine ou l'Automobile...

Le Directeur de notre unité de production en Normandie, a eu la bonne idée d'accepter une promotion dans notre groupe. Il vous propose de prendre sa place et de venir diriger un centre de profit d'une cinquantaine de millions de francs et d'animer environ 90 personnes.

Votre diplôme d'ingénieur de type Arts et Métiers vous permettra d'assimiler très vite nos fabrications. Votre dynamisme et votre sens de l'animation vous rendront rapidement crédible et vos qualités d'organisation, de gestion et de rigueur vous promettent une belle évolution dans notre groupe. Vite un dossier complet aux consultants de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 527 752 M.




Membre de Syntec





## emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

# ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## RECRUTE

Pour ses établissements d'Enseignement supérieur des enseignants dans les disciplines suivantes :

- mathématiques ;
- physique ;
- chimie ;
- biologie ;
- génie civil ;
- électrotechnique ;
- hydraulique ;
- mines métallurgie ;
- architecture et urbanisme ;
- informatique ;
- mécanique.

**CONDITIONS EXIGÉES :**

- titulaire d'un doctorat d'Etat ou d'un titre reconnu équivalent ;
- 5 ans minimum d'ancienneté dans l'Enseignement supérieur.

**AVANTAGES :**

- logement assuré ;
- salaires intéressants ;
- bonnes conditions de travail.

Les candidatures doivent être accompagnées d'un curriculum vitae, d'une demande manuscrite et adressées à :

M. le Ministre de l'Enseignement Supérieur
Direction des Personnels
1, rue Bachir-Attar, place du 1er-Mai
ALGER
ou M. l'Attaché Culturel de l'Ambassade d'Algérie.

anep/alger

# ALGERIA

Baxter Fell International Limited is a leading British International Turnkey Contractor currently responsible for a *major multi-million pound building contract in Algeria. We have the following staff requirements for British* nationals with a sound knowledge of French, to be employed on the project in Algeria.

**CIVIL ENGINEER–QUALITY CONTROL**
We are looking for 2 Qualified Civil Engineers, aged 30-45, who will each be responsible for one region in Algeria but will cover a number of sites within that area. The position will involve a high degree of liaison with the client's representatives and obtaining approvals from local authorities, in addition to the normal quality *control duties of ensuring quality of production and* specifications are met. This is a senior staff appointment and will report directly to the site manager responsible for the region.

**ADMINISTRATION STAFF**
We require Administrative Staff at all levels from Site *Administration Assistant to Administration Manager and* responsibilities will include personnel, welfare, travel, payroll and general site administration. Previous overseas *knowledge is essential and preference will be given to* fluent French speakers with North African experience.

**ELECTRICAL ENGINEER–QUALITY CONTROL**
We require a Qualified Electrical Engineer, aged 30-45, who will be a member of our Central Quality Control Team based at our Algiers head office. The duties will involve quality inspection of electrical installations and conformity with specifications, client liaison and supervision of commissioning with *local authorities. The electrical engineer will report* directly to the M & E manager. This position requires fluency in French.

**PORT CLEARANCE OFFICER**
We require an experienced Port Clearance Officer who must have a sound knowledge of French, duties *to include supervision, liaison and coordination of* port clearance operations together with all associated import/export documentation. Familiarity with French Port Clearance and Customs Procedures useful preferably gained in Francophone Africa.

In addition to a generous salary, free of local taxes and social security payments, the employment *package offered includes a 56 week bachelor status contract with 2 weeks paid home leave for each* 12 weeks worked, free messing and accommodation and a local allowance whilst in Algeria.

Please forward your C.V. or telephone for an application form:
M J Daulton, Personnel Manager, Baxter Fell International Limited, Portland House, Stag Place, London SW1E 5BP. Tel. No. 01-630 0711.




## ENTREPRISE SUISSE DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche un

# SENIOR TRADER

ayant une expérience approfondie dans le commerce international du café ou éventuellement dans d'autres soft commodities

*L'occasion sera donnée à ce trader d'opérer plus spécifiquement sur les pays francophones*, au sein d'une petite équipe dynamique. Nous attendons de sa part des preuves d'initiative, de dynamisme, de mobilité et de disponibilité en participant activement au développement de nos affaires internationales.

Les candidats de plus de 30 ans et jouissant de la parfaite connaissance de l'anglais voudront bien faire leurs offres manuscrites avec C.V., copies de certificats et photo, au Bureau du personnel de :

**ANDRE & CIE S.A.**
*Ch. Messidor 7, Case postale, CH-1002 LAUSANNE (Suisse)*

NOUVELLE-CALÉDONIE

Association intercommunale région Centre (Thio) recherche pour opération programmée habitat social et cadre de vie (milieu diffus.)

## DIRECTEUR D'OPÉRATION

niveau ingénieur BTP, *urbaniste, architecte* ou *expérience équivalente.*

Envoyer c.v. à O. CONSIGNY B.P. 54, TOUHO (N.-Cal.). Tél. : 19-687-42-88-48.

École française de Nairobi recrute

## 1 COUPLE D'INSTITUTEURS

titulaires, septembre 1986.
Ecrire ou téléphoner :
E.F.N. P.O. BOX 47525,
Nairobi (Kenya).
Tél. 56-79-57/56-78-22.
URGENT

*Fédérat. écoles catho. franç.* ISTANBUL ch. sept. 86 : MATHS, SC. PHYS. : PROF. CHRÉTIENS DIPLOMÉS, 2 ann. exerc. Ecr. HAVAS PUB., B.P. 412, 29275 Brest s/réf. 3926.

## L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

ouvre une inscript. pour la pourvue d'un poste, à plein temps, de profess. ordinaire de linguist. et philologie du russe. Titre exigé : doctorat ès lettres, doctorat d'État ou publications importantes, habilitation.

Entrée en fonct. : 1er sept. 87.

Les candidatures (avec C.V. et liste de publications, en 5 ex.) doivent parvenir, avant le 1er juin 1986, au Doyen de la Faculté des Lettres, Bâtiment central, 1015 LAUSANNE, Suisse. Tél. : 46-31-26.




**ESO-European Southern Observatory**
est une organisation européenne intergouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.
ESO souhaite engager un (m/f)

## INGENIEUR / PHYSICIEN

*(Réf. EVLS-02)*

pour le Groupe VLT (Very Large Telescope) * au Siège de l'ESO à Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne.

**Formation:** diplôme universitaire en physique et/ou d'ingénieur en optique ou mécanique.

**Expérience et connaissances:** le candidat bénéficiera de plusieurs années d'expérience dans un des domaines suivants: réalisation de surfaces optiques, physique des matériaux notamment des métaux ou des verres, conception d'instruments optiques. Une expérience dans la gestion de contrats industriels serait souhaitable. Une bonne connaissance de l'anglais étant indispensable, celle de l'allemand et/ou du français constituerait un avantage certain.

**Fonction:** responsable de la conduite du programme de développement technologique relatif à la réalisation des miroirs de 8 m du futur VLT *, il assumera, ultérieurement, la responsabilité de leur réalisation (substrat et surface optique) et la gestion des contrats industriels correspondants.

* *Précisions techniques:* le VLT (Very Large Telescope) est un télescope de 16 mètres de diamètre réalisé à partir de 4 miroirs de 8 mètres, qui sera construit vers le milieu des années 1990. Les substrats envisagés sont le verre et le métal et, éventuellement, les matériaux composites.

**Rémunération:** la rémunération pour ce poste sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat.

**Les candidatures devront être transmises avant le 15 mai 1986 au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Straße 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tel.: (89) 320.06.216-8. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la référence du poste à pourvoir.**

*Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.*

## emplois régionaux

emplois régionaux

# INGENIEUR

POUR FORMER NOTRE RESEAU DE VENTE

TRANE™

***NOUS :***
Société TRANE - *filiale européenne d'un des leaders mondiaux du conditionnement d'air* et de la réfrigération - CA 840 MF, 1250 personnes en France (1985).
L'ensemble du Réseau de Vente Européen représente plus de 100 Ingénieurs de Vente et environ 170 Techniciens de Service Après-Vente.
Notre clientèle est constituée d'Ingénieurs Conseil, de Bureaux d'Etudes, d'Installateurs ou d'Industriels.

***VOUS :***
Issu d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez une dizaine d'années d'expérience dans notre activité au sein d'un service marketing, commercial ou technique.
Vous maîtrisez l'Anglais et si possible l'Allemand ou l'Italien.
Vous souhaitez vous orienter vers la Formation.

Nous vous proposons de suivre nos besoins de formation et d'y répondre.
Pour ce faire vous formerez d'une part aux produits de la Société avec l'aide des responsables concernés, et d'autre part aux techniques de vente, en animant vous-même ou en les confiant à des organismes spécialisés.

Vous utiliserez et développerez les moyens (audio-visuels,...) nécessaires et assurerez la publication de documents et d'articles.
Vous proposerez votre budget et vous le suivrez.

Poste basé à EPINAL, avec déplacements sur toute l'Europe.

*Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre lettre de candidature avec c.v. détaillé, photo et prét. s/réf. 2380 à Christian Herson, Société TRANE, 1 rue du Fort. 88190 GOLBEY.*

AVAL Publicité

*Une Société Etudes et Recherches "Hautes Technologies" de réputation internationale,*
recherche

# ingénieurs vibrations acoustique

- pour **Lyon** : conduite de projets (études, calculs, mesures), connaissances requises en calcul EF, modélisation, traitement du signal. Ref **IM 5**.
- pour **Provence** : direction d'essais (élaboration, mesures, evaluation) maîtrise nécessaire de chaînes d'acquisition. Ref. **IMX 5**

*Téléphonez pour informations au 78.38.78.03.*
*Ecrivez avec CV, photo (confidentialité de rigueur) à :*




**BERNARD MIGNOT CONSEIL**
145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

# CHEF DE PRODUITS TOURISTIQUES

**Clermont-Ferrand**

Une Société recherche UN CHEF DE PRODUITS TOURISTIQUES. Dans le cadre d'opérations d'aménagements touristiques pour une clientèle de collectivités locales, d'associations ou du secteur privé, il sera chargé d'élaborer des produits adaptés à différents réceptifs, de développer une centrale de réservation existante, de prospecter de nouveaux segments de clientèle et de diversifier les *réseaux actuels de distribution en France et à l'étranger.* Il assurera des sessions de formation commerciale pour des élus locaux ou des professionnels. Il adaptera les techniques de *marketing direct à la vente de produits touristiques. Le candidat* retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure, possèdera une première expérience acquise dans le domaine du *tourisme ou des loisirs. Homme d'études mais aussi de terrain, il* sera familiarisé avec les techniques de prospection commerciale moderne. Ce poste est basé à Clermont-Ferrand mais nécessitera *des déplacements sur d'autres régions de France.*
Ecrire sous référence 835/M à :

**GRH Conseils**
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

VILLE DE SAINT-NAZAIRE
70.000 HABITANTS
recrute

## UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Compétences :
FINANCES - GESTION

Adresser candidature à :
M. le Maire de Saint-Nazaire
Secrétariat Général - B.P. 416
44606 Saint-Nazaire Cedex.

*Société région Bourgogne recherche son*

## INGÉNIEUR

*pour prendre en charge les problèmes de sécurité*
Adresser dossier *de candidature* et rémunération souhaitée à MEDIA CONSEIL, RÉF. 1.401
7, bd KIR 21000 DIJON.

L'AGENCE D'URBANISME DE LA RÉGION DUNKERQUOISE
recherche

## CHARGÉ(E) D'ÉTUDES CONFIRMÉ(E)

pour montage de dossiers et responsabilité de négociations d'opérations de PLH
Formation supérieure exigée
Env. C.V. et prét. à l'AGUR
20, avenue de la *Libération*
59140 DUNKERQUE.

Association régionale agréée tourisme ch. pour saison hiver 1986-1987 DIRECTEUR pour maison familiale Savoie, 180 lits, expérience en animation d'adultes et en gestion demandée

Adresser lettre et C.V.
Centres de Loisirs, plein air
28, rue d'Angleterre. B.P. 19
59005 Lille Cedex.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
160 km Nord de Paris
recherche pour
renforcer ses structures

## FISCALISTE

avec expérience minimum de 5 ans
*Dans une clientèle composée* de PME- PMI, d'importance moyenne, il devra, dans un cabinet de taille humaine assurer un rôle de conseil fiscal et juridique. Poste motivant mais demandant initiative et rigueur

Adresser votre C.V. manuscrit et prétentions ss nº 7.244 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, *rue de Monttessuy. Paris-7e.*

COMITÉ D'EXPANSION ÉCONOMIQUE EN SEINE-MARITIME rech. son SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
compétent en gestion financière et développement économique désirant travailler avec les élus et les assemblées
Adr. C.V. manuscrit et prét. LCBB, BP80, 76202 Dieppe Cedex.

# Contrôle de gestion création de la fonction

Un groupe industriel leader sur son marché (biens d'équipement grand public) - CA 365 MF - 3 usines - 1200 collaborateurs - instaure la fonction contrôle de gestion et en recherche le maître d'œuvre. Rattaché à la Direction Générale il sera responsable de la mise en place des procédures de gestion prévisionnelle, des tableaux de bord, des prévisions et du contrôle budgétaire, du *suivi des prix de revient et des marges. Il proposera les économies* de gestion.

De *formation supérieure (finances-compta)*, âgé de 32 à 38 ans, il possède l'expérience de la comptabilité et du contrôle en entreprise industrielle. Il sait établir des contacts efficaces tout en manifestant une autorité de compétence.

Le poste est situé dans l'AISNE.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 430 M (à mentionner sur l'enveloppe).




**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris

مكذا من الأصل

هكذا من الأصل





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## ADJOINT DE DIRECTION GENERALE
Région Parisienne

Société de distribution de produits chimiques en pleine expansion (C.A. 170 millions de F) recherche, pour seconder son P.D.G., un homme d'envergure destiné à devenir, dans les mois à venir, son futur DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT.

Dans un premier temps, il se familiarisera avec la Société en assumant le secrétariat général et en participant aux diverses tâches de la Direction, tant sur le plan commercial que sur le plan de la gestion.
Dès son intégration réalisée, il prendra en charge, en collaboration avec le P.D.G., la bonne marche du Groupe (Société Mère, filiales, sociétés affiliées).

Ce poste, très évolutif, nécessite : sens aigu des responsabilités, capacité à s'impliquer personnellement, autonomie dans le respect de l'historique de la Société.

Environ 40 ans. Formation supérieure. Expérience de tâches polyvalentes au sein d'une équipe de direction générale.

Adresser C.V. détaillé sous référence 662/05/M à

France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

## JURISTE HF
PARIS SUD

HENKEL FRANCE

Première filiale d'un Groupe chimique allemand, réalise avec 2 000 personnes et 10 filiales un CA de 3 Mds F.

Nous produisons et distribuons sous plus de 100 marques des produits destinés à la Grande Consommation (détergents, cosmétiques, colles,...) comme à l'industrie.
Notre Département Juridique et Fiscal recherche un(e) *Juriste titulaire du D.E.A. de Droit des Affaires, ayant* une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

Vous prenez en charge la gestion du portefeuille de Marques et Brevets, et conseillez les unités du Groupe sur les questions de promotion, publicité, Droit de la consommation et de la distribution. Il est impératif que vous connaissiez l'allemand.

Adressez votre dossier sous N° 893
**GABRIEL MARCU**
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

## Seconder notre Responsable du Recrutement

Société de Services et d'Ingéniérie en Informatique, filiale de PECHINEY, nous avons acquis une place de premier plan grâce à la qualité de nos prestations (Télégestion - Progiciels - Conseil - Système-Formation).

Cette expansion entraîne un **accroissement rapide de nos effectifs** (doublement en 4 ans) et nous amène à renforcer cette activité.

Vous assisterez notre responsable du recrutement dans l'ensemble des opérations et vous prendrez la responsabilité complète de campagnes.

Attentif aux moyens de recrutement existants (média, actions spéciales...), vous assurerez les relations avec les écoles, et participerez à différentes manifestations écoles-entreprises.

Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation universitaire **(Maîtrise Droit ou Psycho, complétée par un DESS option sociale)** et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Peut-être avez-vous déjà utilisé un outil informatique et acquis des connaissances en graphologie. Mais, avant tout, vous saurez nous prouver **vos qualités de contact et de dialogue** et votre volonté de vous investir dans l'expansion d'une entreprise jeune et motivée par le succès.
Poste à pourvoir à PARIS/CLICHY.



*Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 485 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.*

PECHINEY

Services et Progiciels Informatiques — MEMBRE DE SYNTEC-Informatique



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTROLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité. Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter

## Jeunes Ingénieurs
### INSA, UTC, ENI...

Après une solide formation à nos matériels et techniques, votre mission sera double :
- Responsable opérationnel sur site nucléaire vous encadrerez une équipe de 45 personnes (techniciens et ouvriers qualifiés) chargées de réaliser des tâches spécifiques de contrôle des générateurs de vapeur des centrales.
- Ingénieur développement sur base, vous devrez concevoir et améliorer des procédés en constante évolution faisant appel, non seulement à la mécanique mais également à l'instrumentation, l'informatique, la robotique...

*Agé de 25 ans minimum, vous êtes généraliste mais la **MÉCANIQUE** est votre point fort et votre pratique de la langue anglaise est quasi parfaite.*

Une première expérience acquise en BE ou sur un chantier d'une industrie de pointe, des connaissances en espagnol sont des atouts supplémentaires. Les postes sont basés à Rungis mais comportent 50% de déplacements en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manus., C.V. détaillé et prétentions sous référence 3089/M à Claudine FERRY-CLÉMENT - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

MEMBRE DE SYNTEC

sélé CEGOS



## emplois régionaux

BIAO AFRIBANK

LA BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE
ouvre une agence à LYON
et recherche un

## *Exploitant confirmé Cl. VI ou VII*

pour seconder le Directeur de cette agence.

De formation supérieure, il devra développer un fonds de commerce d'Entreprises actives à l'export et maîtriser en outre les différents aspects de la gestion de clientèle privée.

Une réussite dans ce poste débouche à moyen terme sur des responsabilités étendues au sein du réseau international du groupe.

Adresser lettre de candidature à la Direction du Personnel
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN AUVERGNE



Banque Populaire Auvergne et Corrèze

NOUS AVONS de grandes ambitions et voulons plus encore que par le passé :
- accélérer notre développement ;
- être une banque qui compte dans sa région (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Corrèze) ;
- anticiper les évolutions de notre métier.

NOUS VOULONS RENFORCER nos moyens et recherchons des collaborateurs (H. F.) pour :

notre réseau : - DIRECTEURS D'AGENCE.
- ADJOINTS aux DIRECTEURS D'AGENCE.
- CHARGES DE RELATIONS TOUTE CLIENTÈLE.
- *nos services du siège social : - JURIDIQUE, CONTENTIEUX*
- CONTROLE DE GESTION, etc.

NOUS DEMANDONS :
- dynamisme ;
- aptitudes commerciales ;
- capacité à animer ;
- expérience bancaire confirmée ou récente ou jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

SI VOUS VOULEZ vous associer à nos ambitions, écrivez-nous, nous serons heureux d'examiner votre candidature.

Classification et rémunération seront fonction de l'expérience.

Candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, boulevard Jean-Moulin, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

## Assistance Publique
Hôpitaux de Paris

RECHERCHE

**en vue de la création d'un centre de conseil en recrutement**

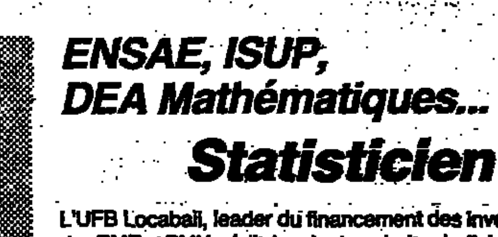
## PSYCHOLOGUE DIPLOMÉ

POUR RECRUTEMENT, ORIENTATION ET SÉLECTION DU PERSONNEL

CONVIENDRAIT :
*Titulaire d'une maîtrise de psychologie + DESS de psychologie industrielle*
OU
Diplômé de l'Ecole des psychologues praticiens.

Expériences professionnelles souhaitées dans le domaine du recrutement.

ECRIRE :
ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS
DIRECTION DU PERSONNEL
SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES PERSONNELS
BUREAU DU RECRUTEMENT ET DES CONCOURS
3, AVENUE VICTORIA, 75100 PARIS R.P.



## *ENSAE, ISUP, DEA Mathématiques...*
## *Statisticien*

L'UFB Locabail, leader du financement des investissements des PME et PMI (crédit, leasing) souhaite s'adjoindre pour son service ETUDE et PLANIFICATION un statisticien débutant ou ayant une première expérience.

Au sein d'une petite équipe de spécialistes, il secondera le chef de service dans les études demandées par la direction générale et sera plus particulièrement affecté à l'analyse de données. Il aura donc pour mission d'améliorer et de développer les applications de ces méthodes avec tous les services de la société.

Ce poste peut évoluer vers des fonctions plus opérationnelles pour un candidat performant.

La rémunération prévue est en rapport avec les exigences de la fonction et les perspectives d'avenir.

*Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 487* à Marie-Christine Janin, Service Orientation-Recrutement 5 avenue Kléber - 75116 Paris

UFB LOCABAIL

groupe de la compagnie bancaire

UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE

recherche

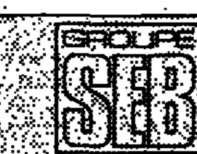
## 6 rédacteurs-trices techniques en électronique

Les candidats devront être familiarisés soit en composants, soit en micro-électronique, soit en OEM ou en périphériques.

Les postes conviendraient à de jeunes ingénieurs, à des technico-commerciaux, à des agents techniques ou à des agents de maintenance.

Postes à temps plein à pourvoir entre le 18 août et le 15 septembre 1986.

Adresser C.V. et prétentions au Directeur de Electronique Actualités,
49, rue de l'Université,
75007 PARIS.



GROUPE SEB

## MARKETING INTERNATIONAL

*Le Groupe SEB* est avec 7 500 personnes, 3,5 milliards de francs de Chiffre d'Affaires, 50% à l'étranger, le N° 1 français du petit électroménager et de l'article de ménage. Il recherche pour l'EUROPE le

## RESPONSABLE DU « MARKETING SERVICE »

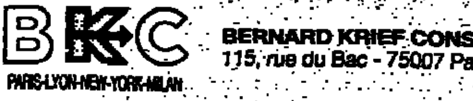
Rattaché au Directeur des filiales européennes, il assurera les liaisons entre les services marketing des filiales, leurs agences de communication et les chefs de produits internationaux des Sociétés françaises.

C'est un homme de 30 ans environ, de formation commerciale supérieure, possédant une expérience réussie du Marketing de produits de consommation dans un contexte international.

Homme de contacts, opérationnel, il sait vendre ses idées à des équipes compétentes.

Il travaille en anglais (en allemand si possible).
*Il est disponible pour de fréquents et courts déplacements à l'étranger.*
Poste basé à LYON.

Merci d'adresser C.V., photo récente, salaire actuel s/réf. 604.510 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

Organisme public de forte notoriété industrielle et scientifique recherche

## Diplômé IEP
ou équivalent
+
## centre de formation des journalistes
ou école de journalisme

Le titulaire du poste sera chargé d'assister le responsable des publications et des relations publiques. Une première expérience dans le secrétariat de rédaction ou de solides connaissances dans ce domaine sont souhaitées.

*Une bonne connaissance de l'anglais, des qualités de contact associées à une démarche rigoureuse sont nécessaires.*
**Poste à Paris. Ecrire sous réf. ZS 480 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## CADRE FINANCIER
### fort potentiel
**Assistance et contrôle filiales**
**HEC, ESSEC, ESCP...**

Organisation comptable, établissement plans et budgets, études économiques et financières (rapprochements et acquisitions de sociétés).

Expérience 3 ans, solides connaissances comptabilité, gestion, finances.
Anglais indispensable.

Evolution au sein filiales France et étranger.
*Poste à Paris.*

**Ecrire sous réf. NC 474 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## Organisme professionnel de première importance
recherche

## FISCALISTE

De formation ENI de préférence, vous avez déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous n° 7.243
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

## Groupe de presse premier exportateur
cherche

## SON TRAFFIC MANAGER

responsable de toutes les expéditions.
il(elle) sera chargé(e) de restructurer et d'organiser le service expéditions.

Le candidat retenu devra posséder une expérience réussie dans une fonction similaire. Une bonne connaissance du transport aérien est indispensable.

*Anglais courant obligatoire.*

Envoyer dossier complet (c.v. + lettre + prétentions) à Madame Catherine BRÉJAT, DIFPRESS
3, rue Roquépine, 75008 PARIS.

RECHERCHE

## CADRE DÉBUTANT
(GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE)

Le candidat sera intéressé par les opérations de trésorerie internationale mettant en œuvre l'ensemble des instruments disponibles sur les marchés.

Il aura le sens du contact, du travail d'équipe et l'aptitude au commandement.

Très bon niveau d'anglais parlé et écrit.

Adresser C.V. + photo sous n° 7240
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

Importante Société, leader dans le secteur des TP, recherche pour ses chantiers nucléaires

## INGENIEUR
## QUALITE

Ce collaborateur, ingénieur diplômé, ancien cadre d'exploitation dans les TP, devra présenter au minimum 5 ans *d'expérience* dans la spécialité.

Poste à pourvoir en Province.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente, prétentions, en précisant la référence 4118/LM, à

MEDIA PA. 9, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

## Gérer et développer les ressources humaines de l'entreprise

**Une société *performante* (500 personnes) filiale d'un des premiers groupes industriels français, poursuit son expansion en France et à l'étranger.**

*Cette entreprise solide et renommée souhaite donner une nouvelle dimension à la* fonction personnel et recherche un candidat de valeur capable d'en assurer la responsabilité.

Associé étroitement aux choix stratégiques de la Direction Générale, il assurera la totalité de la fonction "personnel" en mettant l'accent sur la gestion prévisionnelle, l'informatique, la formation et l'assistance aux directions opérationnelles.
De formation Sciences Po., Maîtrise de Droit (spécialisation droit social apprécié) il devra disposer d'environ 5 ans d'expérience dans la fonction acquise en milieu industriel.

Réelles perspectives d'évolution de carrière pour candidat témoignant de qualité de dialogue et de dynamisme.
***Poste à Paris.***

***Ecrire sous réf. WP 478 CM***
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris




PUBLIPANEL

## GESTION
### Consultant senior fort potentiel

cei **Le CEI est la société de conseil en organisation et formation du Groupe CGE et agit pour l'ensemble de ses filiales industrielles (ALSTHOM, CIT ALCATEL, CÂBLES DE LYON, SAFT...).**

Nous recherchons un candidat de premier plan, capable :
- de mener avec autonomie des projets d'organisation (conception et mise en œuvre) dans des domaines variés : systèmes d'information, contrôle de *gestion, comptabilité générale et analytique, gestion commerciale et de* production...,
- d'animer une équipe de consultants juniors.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, Sciences Po... ayant 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet conseil renommé ou un grand groupe. Il aura de solides compétences en organisation, audit ou contrôle et de gestion et de bonnes connaissances en informatique.

Ses qualités d'analyse et de synthèse, son sens du dialogue et de la négociation, son ouverture d'esprit et ses capacités d'adaptation à des domaines variés lui permettront de réussir dans ces fonctions et d'accéder ensuite à d'importantes responsabilités opérationnelles au sein du Groupe.



**Poste à Paris. Disponibilité pour déplacements.**

**Ecrire sous réf. YR 479 CM**
**Discrétion absolue**

GROUPE CGE

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## Adjoint du directeur des systèmes informatiques

**Une société industrielle française (1000 personnes) leader *mondial dans sa spécialité*, filiale d'un des premiers groupes français, recherche l'Adjoint du Directeur des systèmes *informatiques*.**

La société comporte trois centres de production, reliés, ainsi que le siège, par 35 terminaux, à un centre de traitement équipé d'un IBM 38. *Les différentes unités* disposent également de 50 micro-ordinateurs.

Le titulaire du poste collaborera au développement des applications informatiques et aura la responsabilité complète du centre de traitement.
Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant 5 ans d'expérience comme chef de projet (dont au moins 2 ans en gestion de production). Il aura déjà la connaissance *de l'IBM 38 et témoignera de solides qualités relationnelles.*
**Poste à Vichy.**

**Ecrire sous réf. PF 476 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## Cadre financier

**Société à taille humaine (200 millions de CA), dynamique, spécialisée dans la vente d'équipements industriels, recherche un Collaborateur Financier.**

Rattaché à la Direction Générale, son action s'exercera dans les domaines suivants :
- *études et mise au point des financements (crédits clients et fournisseurs),*
- gestion de trésorerie à court et moyen terme, relations avec les banques,
- prévisions et contrôle budgétaire,
- problèmes juridiques courants.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESCAE, Maîtrise de Sciences Economiques, *DECS ou équivalent*) ayant une expérience d'au minimum 7 à 8 ans dans un service financier et/ou dans le secteur bancaire.

**Poste : Paris-Nord.**

**Rémunération : 200.000 F. +**
**Selon expérience**

***Ecrire sous réf. AT 481 AM***
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

## Adjoint du chef des services comptables

**Un groupe industriel (1500 personnes - plusieurs établisse*ments en France et filiales à l'étranger*) leader *mondial dans sa* branche et faisant partie d'un des premiers groupes français, *recherche l'Adjoint du Chef des Services Comptables* :**

- il sera directement chargé de la consolidation mensuelle, des déclarations fiscales, du suivi des honoraires,
- il collaborera étroitement avec le Chef de Sercice pour veiller à l'application des procédures, participer aux travaux d'arrêté des comptes et d'audit.

*Ce poste conviendrait à un candidat DECS, ayant 5 ans d'expérience* (dont si possible deux ans en cabinet) rigoureux, organisé, de bon contact et connaissant l'anglais.

**Poste : Paris-La Défense.**

**Ecrire sous réf. RH 477 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris




PUBLIPANEL

## ARCHITECTURE NAVALE
### X, ENSTA, ECP
### confirmé et haut niveau

**Un important organisme d'études recherche un Ingénieur de premier plan pour lui confier des responsabilités d'études de structures navales (calculs de résistance et de stabilité en statique et dynamique, technologie de construction).**

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide compétence en architecture navale, disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle,
- capable d'animer une équipe étoffée d'ingénieurs et de techniciens,
- motivé par la perspective de participer à la réalisation de grands projets.

**Poste à Paris.**

***Ecrire sous réf. OE 475 AM***
**Discrétion absolue**

*Membre de Syntec*
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

*Bureau à Paris d'une banque néerlandaise*

recherche

## UN COLLABORATEUR

**souhaitant orienter sa carrière pour développer les affaires de ce bureau.**

**REQUIS :**
- diplômé I.T.B. ou assimilé,
- bonne connaissance des services bancaires (en particulier réglementation paiements internationaux),
- expérience sur produits bancaires et relation commerciale environ 5 ans,
- langues : français (langue maternelle) et anglais courant,
- pouvant travailler seul et prendre des responsabilités.

**AGE :** environ 30 ans. Disponibilité rapide.

**OFFERT :**
- grande diversité dans le travail et les services bancaires, surtout dirigés vers l'international,
- fonction particulièrement intéressante dans le cadre d'un développement de carrière où un jeune cadre ambitieux peut se créer une bonne expérience bancaire.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé et prét. s/n° 7241 M.
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

SGN

**1 400 PERSONNES**
Importante Société d'Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe :
nucléaire, biotechnologie, productique

propose à des :

## *Ingénieurs débutants*

*Diplômés Grandes Ecoles : généraliste, Génie chimique, automaticien...., de s'intégrer dans ses* équipes :
- **procédés et sureté nucléaire,** au siège
- **essais** sur le site de la Hague près de Cherbourg.

Ces postes leur permettront de débuter leur carrière dans un univers de haute technologie où ils pourront participer à des réalisations de première importance dans le domaine nucléaire, tant pour des projets français qu'étrangers (Japon)

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. ID à :

SGN, Direction Gestion des Ressources Humaines
1 rue des Hérons - 78184 - Saint-Quentin-en-Yvelines

*SOURCES*

مكرر من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

UNE IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE
SITUEE DANS LA REGION PARISIENNE
recrute

## INGENIEUR DE RECHERCHE «MATERIAUX»

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.
• Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur de préférence, il est titulaire d'un Doctorat en SCIENCE DES MATERIAUX ou en Physico-chimie des Solides.
• Il a choisi comme futur cadre de travail la RECHERCHE APPLIQUEE et a comme domaine d'intérêt, la mise au point de nouveaux MATERIAUX INORGANIQUES.
• Apportant son goût pour le travail en groupe, la taille de notre Société lui permettra d'évoluer ultérieurement au sein de notre organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 6594 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Prière d'indiquer le nom des Sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

CONTESSE

La filiale française d'un groupe américain performant, dans les activités de services (base de données financières), recherche un

## responsable administratif et comptable

Relevant fonctionnellement du Contrôleur Européen, il devra créer la fonction et assurer personnellement à l'aide de moyens informatiques, l'ensemble des opérations de comptabilité générale et auxiliaire, le recouvrement des créances, la gestion de la trésorerie, la paie, le reporting mensuel, les déclarations sociales et fiscales, l'administration générale courante de la société française.

De formation DECS ou équivalent, pratiquant couramment l'anglais, il a acquis au minimum 3 ans d'expérience dans une fonction similaire ou en Cabinet comptable.
**Ce poste est une réelle opportunité pour un jeune candidat cherchant à développer son expérience dans un contexte international.**

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), prétentions, sous référence 21.875-M à l'attention de H. CARON




Coopers & Lybrand Associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS




CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE
recherche pour son siège à Paris

## Attaché de direction HF

minimum 30 ans, bilingue français-anglais.
Formation supérieure HEC - SCIENCES PO - DOCTORAT EN DROIT ou SCIENCES ECO - ou équivalent.

Préférence sera donnée à candidat(e) justifiant expérience de préparation de réunions internationales et rédaction rapports. Expérience bancaire appréciée.

Adresser C.V. complet avec photo et prétentions à :
CCI - Direction du Personnel
38, cours Albert 1er - 75008 PARIS.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER SIÈGE SOCIAL PARIS-5e recherche

**JNE COLLABORATRICE**

Titulaire bac G1 pour études de dossiers de demande de prêts.

Disponible rapidement.

Ecrire avec c.v. + photo sous le n° 7 245 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

URGENT STÉ VOYAGES CHAUMONT recherche

**AIDE COMPTABLE MÉCANOGRAPHE**

connaissant plan comptable revisé. Débutant accepté. Contrat à durée déterminée, 6 mois renouvelable.

Tél. pour R.-VS 43-80-50-44, pers. à contacter Mme BACOT.

SOCIÉTÉ DE COURTAGE QUARTIER OPÉRA recherche

**UNE SECRÉTAIRE BILINGUE**

anglais-français

Expérience traitement de texte indispensable, BTS exigé.

Adresser c.v. sous n° 7 247 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

secrétaires secrétaires

Virgin

Société phonographique (disques, musicassettes) en pleine expansion recherche



## jeune secrétaire de direction

pour assister le secrétariat de la Direction Administrative et Financière.
Nous souhaitons rencontrer des candidates titulaires d'un BTS ou diplôme équivalent et possédant d'excellentes qualités d'initiatives, de contact, de gestion et d'organisation.
Une excellente connaissance de la langue anglaise est indispensable.
Une première expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans une société internationale, la pratique de la sténographie et du traitement de texte constitueraient des atouts appréciés.
Vous travaillerez à Paris dans une ambiance de travail décontractée mais efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence 86.04 à VIRGIN FRANCE, 61, rue de Belleville 75019 Paris.

## BANQUE SOFIREC

recherche pour son DEPARTEMENT AFFACTURAGE

## ATTACHE HF COMMERCIAL

Dans le cadre de notre politique commerciale, le candidat retenu sera chargé de développer notre portefeuille clientèle et d'entretenir des relations suivies auprès d'un réseau d'apporteurs d'affaires.

Homme de contact, mais aussi d'analyse, il a une expérience soit bancaire, soit de cabinet ou de courtage d'au moins 3 ans.
Il devra dans sa première lettre manuscrite faire état de réalisations commerciales clairement attestées.

Fréquents déplacements de courte durée (poste basé à Paris).
Fixe + commission motivante suivant expérience.

Adresser lettre, c.v., photo et prétentions à BANQUE SOFIREC 16 rue d'Aguesseau, 75008 Paris.

AXIAL Publicité

## Le Centre National de la Recherche Scientifique

recrute par concours

## 48 INGÉNIEURS

pour tous renseignements complémentaires (métiers, lieu de travail, formalités de candidature), composez sur Minitel le n° 36-14-91-66, suivi du code 1-75-02-13-25

*Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement aux 23 et 30 MAI 1986.*

## carrière bancaire
*division «commodities»*

Après avoir acquis dans la banque ou le négoce une expérience de quelques années des financements relatifs aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe et de prendre la responsabilité d'une gamme de produits. Un succès dans ce poste débouche sur une promotion avec perspectives d'affectation dans des unités à l'Etranger.

Adressez-nous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 1446/AL à :
M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien
92160 ANTONY

ASSOC. PROFESSIONNELLE INTERNATIONALE, CENTRE DE PARIS recrute

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION**

de formation supérieure expérience de 10 années minimum exigée. Aptitude au contact, à la négociation et à la rédaction. Excellente connaissance de l'anglais indispensable. Maîtrise de la comptabilité, des problèmes administratifs et du traitement de texte. Envoyer c.v. et prétentions sous n° 7 246 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recherche pour son siège à PARIS

**UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE**

pour participer à des travaux d'études et de recherche de le dom. du GROS ŒUVRE LOURD (matériaux et procédés de maçonneries évoluées notamment) ET DE LA PLATRERIE.

Une bonne aptitude au calcul, à l'analyse et à la synthèse, ainsi qu'à la rédaction de textes techniques est nécessaire. Expérience de quelques années dans le bâtiment appréciée.

Envoyer c.v. au C.S.T.B. à l'attention de M. MERLET. 4, avenue du Recteur-Poincaré, 75782 PARIS Cedex 16.

Cabinet expertise comptable spécialisé assistance comité entreprise, cherche

**COMPTABLE**

Début juin, 5 ans d'expérience minimum cabinet ou/et intérim. Candidats motivés contexte économie sociale. Ecrire sous le n° 7 232 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Association Nationale recherche un(e)

**TECHNICO-CCIAL(E) EN INFORMATIQUE**

pour la commercialisation, le développement, la gestion de l'après-vente d'un progiciel de gestion auprès de ses adhérents ainsi que l'élaboration de cycles de Formation.

Motivation pour la vente. Connaissance de l'informatique et du monde Associatif.

Adresser c.v. et prétentions à : U.F.J.T., 46, rue Decamps, 75116 Paris.

CABINET JURIDIQUE ET FISCAL Me CHAMPERRET, recherche

**CONSEIL JURIDIQUE**

ayant plusieurs années d'expérience droit des sociétés. Envoyer c.v. et prétentions à : FIDUCIA FRANCE, 86, rue Laugier, 75017 Paris.

S.E.M. D'AMÉNAGEMENT région parisienne recrute

**CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS**

Formation Supérieure (Grande Ecole, Droit, Sciences Eco ou équivalent). Expérience réussie en aménagement urbain, promotion immob. ou B.T.P.

Adresser lettre manuscrite + c.v. détaillé + photo et dernière rémunération sous le n° 7 249 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Importante Société de négoce international (quartier Etoile) recherche

**JURISTE HF BILINGUE ANGLAIS**

4/5 ans d'expér. en cabinet d'avocat international ou en entreprise travaillant dans le commerce international. Il aura pour principales tâches le traitement et la rédaction de contrats internationaux

Diplôme : niveau IIIe cycle et diplôme anglo-saxon (J.D., LLB, LLM ou assimilé des USA, du Canada ou de l'Angleterre)

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à Média-System (réf. 4.588) 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

## DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 33 ans, maîtrise Sc. Eco. + formation contrôle de gestion. Expér. gestion contrats France et Etr. recherche poste cadre Paris et région étudie toutes propositions Ecrire sous le n° 7.242 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

**RESPONS. FORMATION ou CONSEILLER FORMATION**
35 ans - Arts-et-Métiers. 1re exp. prof. - Téléphonez-moi 39-68-75-15.

H. Universitaire 30 ans, gérant de banque depuis 1980 ch. emploi similaire ou ccial, région Pyrénées-Orientales. Contact. B.P. 158 Verviers 48000 Belgique.

Commercial dynamique, 25 ans maîtrise sciences économiques. Libre de suite cherche situation. De 9 h à 15 h. : 43-29-40-14.

Cadre Supérieur de gestion H. 42 ans, rigoureux, très exp. rech. poste responsabilité, analyse bilan, contrôle budgétaire, trésorerie banque, gestion administrative Jean AISSANI - 89, rue de MAUBEUGE, Paris-10e Téléphone : 42-43-22-44.

**14 ANS EXPÉRIENCE**
Exécution publicité Grand - News J.F. dynamique cherche poste motivant et correspondant dans presse ou trafic agence Disponible rapidement et prête à foncer. 43-57-64-11.

## formation professionnelle

INSTITUT PORTUAIRE
TRANSPORT EXPORT
Deux formations pour des métiers qui bougent
CESTIP/CESTEX
du 6 Octobre 1986 au 30 Juin 1987
I.P.E.R. I.P.E.X. 1 rue E Zola 76600 LE HAVRE
ipex
INSTITUT POUR L'EXPORTATION

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE
**Année spéciale informatique génie logiciel**
Enseignement ouvert aux ingénieurs, agréé par la Formation Professionnelle.
**DIPLOME D'INGÉNIEUR ou MASTÈRE D'INFORMATIQUE**
Clôture des inscriptions : 1er JUIN 1986.
Téléphone : 77-42-01-23
158, cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex 2.

# L'immobilier

## appartements ventes

**3e arrdt**

**MARAIS, 3 P. 50 m²**
confort, 4e étage + grenier aménageable 20 m². 495.000 F IMMO MARCADET 42-52-01-82.

**5e arrdt**

Maison atelier d'artiste, 160 m² + 40 m² sous-sol, calme, soleil 46-44-88-07 - 45-48-12-53.

MOUFFETARD, imm. ancien 1er ét., refait, studio cuis. bains. 345.000. 43-54-01-55.

(5e) 2 P., CFT, SOLEIL, imm. pierre de t. 42-33-51-36 (45-80-80-47, le soir).

VAL-DE-GRACE. 47-03-32-44
**98 m², PLEIN CIEL**

**7e arrdt**

**VANEAU, 155 m²**
Magnifique appt 5 P., cuis., 2 bains, ét. élevé, exception. GARBI 45-67-22-88.

**9e arrdt**

Métro Poissonnière, imm. stand., beau studio tt cft. balcon. 265.000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

**18e arrdt**

MAIRIE 18e. Immeuble standing studio cft + terrasse. 318.000 F 60 m² cft + terrasse. 680.000 F Immo Marcadet. 42-52-01-82.

**78-Yvelines**

**VERSAILLES STUDIO 2 P. ET 3 P.**
PARKING SOUS-SOL, PRÊT CONVENTIONNÉ renseignements et vente VILLA EXELMANS 5 ter, rue Exelmans 78000 VERSAILLES bureau de vente ouvert samedi, dim., jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h lundi, jeudi, vendredi de 14 heures à 19 heures Commercialisation : LES LOSANGES TÉL. 45-22-22-22.

**92 Hauts-de-Seine**

Gd studio 40 m², Courbevoie calme, soleil, récent, 6e et dernier ét. Tél. 39-80-30-76.

**94 Val-de-Marne**

SAINT-MAURICE, résidence standing, bord de Marne 2 P., 53 m² + jardin privatif clos, 136 m², cuis. et s. de bns aménagées, cave, park. ss-sol Frais de notaire réduits RER à 10 mn. 685.000 F Téléphone : 48-89-91-02.

## appartements achats

**SERGE KAYSER**
RECHERCHE A PARIS Appartements et maisons
**43-29-60-60**
CLIENTÈLE SÉLECTIONNÉE DISCRÉTION ASSURÉE.

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67 même le soir.

Recherche 3 à 4 P. Paris, préf. Luxembourg et sans travaux M. WOLFF, Eckenheimer Ldstr. 82, D-6000 Frankfurt (R.F.A.).

## locations non meublées demandes

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**
8, avenue de Messine, 75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE, corps dipl. et cadres de stés multinationales.
**Tél. : 45-62-78-99**

**Région parisienne**

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. (1) 48-89-89-66 - 42-83-57-02.

## locations meublées demandes

**Paris**

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-95.

## bureaux

*Locations*

**ÉTOILE**

**BUREAUX**
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX TÉL. (1) 47-27-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
**43-55-17-50**

**BUREAUX ÉQUIPÉS**
DE 15 à 250 m² STANDING
**OUVERT 24 H sur 24**
Loc. courte ou longue durée Tous services : tél., télécopie télex, restaurant, parking, secrétariat, tél. personnalisé
**43-80-90-10.**

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/MS St-Honoré. Tél. 42-86-84-91. Paris-12e. Tél. 43-40-68-50.

BUREAU D'AFFAIRES ou domiciliation avec services BUSINESS BURO Téléphone : (1) 43-46-00-55.

Votre adresse commerciale ou
**SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
**CONSTITUTION STÉS**
Prix compétitifs. Délais rapides.
**ASPAC 42-93-60-50 +**

## propriétés

ARDENNES vds jolie propriété maison très confort., pelouse verger, étang à truites, clôturée et bordée ruisseau sur 1 ha. 800.000 F. 24-22-61-89.

Maison tt cft. 10 pièces, dépend., parc 1 ha. 25 km Sud Poitiers. Ecrire Havas Poitiers (86) n° 197.941.

## domaines

Vends DOMAINE, 30 km nord TOULOUSE, 26 HECTARES Téléphone : 63-30-53-09.



هكذا من الأصل

# La fin du réseau « Prosper » en 1943

## Quatre cents résistants français auraient payé de leur vie une ruse des Alliés

**La chaîne britannique BBC 2, dans l'émission « *Timewatch* » du jeudi 1er mai, a révélé une partie des dessous de l'affaire du réseau « Prosper », dont le démantèlement par les Allemands, en 1943, aboutit à la mort de plus de quatre cents résistants français et d'une vingtaine d'agents britanniques. L'hebdomadaire *The Observer* a publié les principaux points soulevés par l'émission. Le réseau « Prosper » aurait été « vendu » aux Allemands par l'Intelligence Service pour tromper Hitler sur la date du débarquement. Churchill lui-même aurait joué un rôle dans cette tentative d'intoxication.**

Le réseau de sabotage « Prosper » avait été créé par la section française (section F) du Special Operations Executive (SOE), auquel Churchill avait donné pour mission de « *mettre le feu à l'Europe* » en armant les patriotes et en multipliant les sabotages. La section F avait été confiée au colonel Maurice Buckmaster, ancien directeur de Ford en France. Il avait pour adjoint le major Bodington, ex-correspondant de *Reuter* à Paris.

Les débuts de l'entreprise furent décevants. L'enthousiasme et la haine du nazisme suppléaient mal à l'entraînement pour la vie clandestine. La section F embauchait sans trop de précautions. Après un grave mécompte, l'échec du réseau « Carte », Buckmaster envoya en France, en octobre 1942, un juriste de trente-deux ans, né à Lille de mère française, le major Francis Suttill, qui prit pour nom de code « Prosper », nom qui fut aussi donné au réseau. Suttill créa des sous-réseaux, en annexe à d'autres : une soixantaine d'organisations clandestines au total et près de deux mille agents. L'argent et les armes ne lui étaient pas mesurés : Londres contrôlait ainsi un secteur de la Résistance.

### L'opération « Starkey »

Les liaisons par avion avec l'Angleterre étaient dirigées depuis janvier 1943 par un ancien pilote d'Air France sur la ligne Paris-Berlin, Henri Déricourt. Il mit sur pied un véritable pont aérien clandestin. De petit avions Lysander transportaient dans les deux sens agents britanniques et résistants, et le courrier du réseau que les radios clandestins ne pouvaient écouler.

Déricourt s'était installé à Paris rue Pergolèse, près de l'avenue Foch. Il avait pour voisin de palier Hugo Bleicher, un des principaux agents du SD, service de sécurité du Reich. Il entretenait aussi, sans se cacher, des relations suivies avec Hans Bloemelburg, chef du contre-espionnage allemand en France, qu'il avait connu avant-guerre à Berlin.

En janvier 1943, à la conférence de Casablanca, Churchill et Roosevelt avaient débattu des vifs reproches que leur adressait Staline. L'URSS portait presque tout le poids de la guerre. Le président et le premier ministre promirent de lancer une opération en Europe pour soulager l'armée rouge. Mais les chefs militaires leur démontrèrent que, exception faite des débarquements prévus en Sicile et en Italie, la chose était matériellement impossible.

Comment retenir à l'ouest le plus grand nombre possible de divisions allemandes et y obliger l'aviation nazie à une guerre d'usure ? Ainsi fut lancée l'opération « Starkey » : induire Hitler en erreur en lui faisant craindre un débarquement, en 1943, en France ou en Hollande par une vaste *entreprise d'intoxication* baptisée « Cockade ».

Le réseau « Prosper », distendu, mal protégé, commençait dès le début du printemps à connaître des pertes sérieuses. Les professionnels de l'Intelligence Service (SIS : *Secret Intelligence Service*) considéraient depuis le début d'un mauvais œil ces saboteurs amateurs dont le contrôle leur échappait et qui gâchaient le travail discret des spécialistes du renseignement.

En mai 1943, Suttill fit un séjour à Londres. Il reçut pour consigne de préparer le réseau à une invasion alliée dans les mois à venir. Rentré en France, il en avertit ses adjoints. Les parachutages d'armes se multiplièrent : cent quatre vingt dix conteneurs de fusils-mitrailleurs, de mitraillettes et de plastic en juin.

Mais, le 24 juin, Suttill et ses adjoints furent arrêtés à Paris. Les réseaux furent décimés d'autant plus facilement que la perspective de l'arrivée des Alliés poussait leurs membres à prendre des risques.

Qui avait livré Suttill et des centaines de ses camarades français ? Des noms furent prononcés, et il est de fait que des traîtres ou des Allemands déguisés en résistants avaient infiltré l'organisation. Suttill, lui, avait, à Londres, fait part de ses doutes : Déricourt n'était-il pas en rapport avec les Allemands ? Cet avertissement et plusieurs autres restèrent sans écho. Désespéré de voir ses camarades arrêtés en masse, Suttill et un de ses adjoints proposèrent un marché : échanger quatre cent soixante-dix tonnes d'armes cachées contre le statut de prisonnier de guerre pour les résistants de « Prosper ». Boemelburg, après en avoir référé à Himmler, signa l'accord. Il ne tint pas ses engagements : il fit récupérer les dépôts d'armes et arrêter ceux qui les détenaient. Tout le monde fut envoyé en déportation ou fusillé. Suttill lui-même fut exécuté dans un camp.

Déricourt, resté libre, demeura chargé des transports aériens clandestins et du courrier. Les Allemands avaient caché une partie des arrestations et « retourné » les radios. Ils fixaient eux-mêmes les lieux de parachutage d'armes que recueillaient d'authentiques résistants abusés.

Cependant l'opération « Starkey » se poursuivait. La BBC, les grandes agences, le *New York Times* annoncèrent en août l'imminence de l'invasion. Les risques devenaient excessifs pour la résistance européenne sur pied de guerre. On arrêta les frais. D'autant que Hitler n'était pas dupe. Il retira de France vingt-sept divisions et une partie de son aviation. La ficelle était trop grosse.

### L'étonnant Déricourt

Henri Déricourt, mystérieusement protégé, poursuivit sa tâche jusqu'en février 1944, où il fut rappelé à Londres. Il partit, accompagné de sa femme, après un dernier dîner avec Boemelburg et ses sbires, auxquels il n'avait cessé de communiquer le courrier du réseau avant de l'expédier. Un discret tribunal militaire le lava de tout soupçon, et il fut logé au Savoy. En septembre, il prit les commandes d'un avion de chasse Spitfire, se bâttit héroïquement et fut blessé au combat.

Les terribles pertes de « Prosper » hantaient, après la Libération, bien des survivants. L'imprudence, l'amateurisme n'expliquaient pas tout. On soupçonna tel résistant héroïque, retour de déportation, qu'il fallut acquitter et féliciter. Une enquête des services français aboutit à Déricourt. Il se présenta le 7 juin 1948 devant le tribunal militaire. Les chefs du SOE, notamment Bodington qu'il avait reçu à Paris et qui était reparti sans encombre, le couvrirent totalement, ainsi que plusieurs résistants de haut vol. Oui, dit-il, il avait communiqué des renseignements aux Allemands, mais c'était d'accord avec ses chefs et c'était le prix à payer pour sauver ce qui pouvait l'être. Il fut acquitté aux applaudissements de la salle. Il reprit du service à Air France et mourut en 1962 dans un accident d'aviation au Laos.

Certains, cependant, parmi les proches des victimes, ne désarmaient pas malgré les démentis que publiait Londres. M. Harold MacMillan, lorsqu'il fut question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, soucieux d'apaiser les résistants français, fit ouvrir les archives du SOE à un spécialiste éminent, R.-D. Foot, qui en écrivit l'histoire. Il ignorait qu'il n'avait pas eu connaissance de tous les documents. Il attribua à des imprudences graves le démantèlement du réseau « Prosper ». Les historiens les plus sérieux lui emboîtèrent le pas.

Mais des archives furent retrouvées et, au terme du délai légal, livrées aux chercheurs. En 1975, dans son livre sur la guerre secrète (1), Anthony Cave Brown, reprit l'affaire. Les Britanniques, laissait-il clairement entendre, avaient utilisé le réseau « Prosper », par l'intermédiaire de Déricourt, en service commandé, pour tromper les Allemands. Ils avaient sacrifié une partie du SOE, déjà pénétrée par l'ennemi, pour convaincre les Allemands de l'imminence d'une invasion.

### Churchil lui-même

La BBC 2 et *l'Observer* entendent *démontrer que Déricourt fut un* agent de l'Intelligence Service infiltré dans le SOE. L'Intelligence Service connaissait ses rapports d'avant-guerre avec Boemelburg et c'est *pour cette raison* qu'il l'avait recommandé à Buckmaster. Déricourt, d'ailleurs, était allé à Londres après la vague d'arrestations, en juillet 1943, pour faire son rapport au chef adjoint du SIS, le colonel Claude Dansey, sans signaler sa présence au SOE ni utiliser ses propres Lysander.

Et c'est Churchill lui-même qui, deux mois auparavant, avait dit personnellement à Suttill : « *Le débarquement est pour septembre* ». Pour *l'Observer*, les services britanniques *estimaient que les Allemands* feraient dire, sous la torture à leurs prisonniers, la date du faux débarquement et croiraient ainsi en sa véracité.

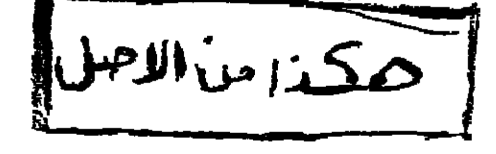
La BBC est prudente dans sa conclusion : Elle souligne la « *coïncidence* » entre la « *trahison* » de Déricourt, agent de Dansey et l'opération d'intoxication qui utilisait le réseau « Prosper » en France « *pour tenter de vendre un mensonge aux Allemands* ».

Il est difficile de croire en tout cas que les gouvernants britanniques et leurs services secrets se soient laissés arrêter par des considérations morales et humanitaires. La même ruse, tout aussi sanglante, fut utilisée par eux en Hollande pour un but identique.

**JEAN PLANCHAIS.**

(1) *La Guerre secrète*, que nous avons largement utilisé, a été traduit en France en 1981 aux Editions Gérard-Watelet/Pygmalion.





هكذا من الاصل



# sports

AUTOMOBILISME

## Les rallyes nouvelle formule : vitesse et précipitation

**Endeuillé par l'accident du Finlandais Henri Toivonen et de son copilote italien Sergio Cresto sur Lancia Delta S 4 (*le Monde* daté 4-5 mai), le trentième Tour de Corse automobile a pris fin samedi 3 mai avec la première victoire dans une épreuve du championnat *du monde des rallyes* des Français Bruno Saby et Jean-François Fauchille (Peugeot 205 turbo 16 Evolution 2).**

**A la suite de ce nouvel accident mortel M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a annoncé son intention d'interdire dès l'an prochain les voitures de l'actuel groupe B (construites à deux cents exemplaires minimum), et l'annulation du groupe S (voitures construites à dix exemplaires minimum avec limitation de puissance à 300 CV), qui devait succéder au groupe B en 1988.**

**Le championnat du monde des rallyes 1987 serait disputé par les voitures de tourisme du groupe A (construites à cinq mille exemplaires minimum). Le comité exécutif de la FISA devrait entériner cette proposition par un vote par correspondance, dont le résultat sera rendu public le 5 ou le 6 mai.**

De notre envoyé spécial

Ajaccio. – Samedi, 18 heures. Le soleil brille encore sur la place d'Austerlitz à Ajaccio. Bruno Saby hisse sa *205 turbo 16 Evolution* deux sur le podium, mais refuse de faire sauter le bouchon du magnum de champagne qui lui est tendu, par respect pour la mémoire d'Henri Toivonen et de Sergio Cresto. Comme au soir du drame, le docteur Duby, médecin de l'équipe Peugeot, lui a administré des calmants au cours de cette troisième étape disputée entre Calvi et Ajaccio, marquée pourtant par un pacte tacite de «non-agression» entre les quatre premiers du Tour de Corse, Bruno Saby, François Chatriot (Renault 5 maxi turbo), Yves Loubet (Alfa *Romeo GTV 6*) et Jean Ragnotti (Renault 11 turbo).

Deux heures plus tard, l'atmosphère est plus pesante encore dans le salon d'un hôtel proche de l'aéroport d'Ajaccio où *l'état-major* de Peugeot a réuni les journalistes. Dans l'après-midi, M. Jean-Marie Balestre a en effet annoncé la suppression du groupe B en 1987 et l'annulation du projet de groupe S pour 1988. Ces décisions pourraient marquer la fin de l'aventure pour la marque française dans le championnat du monde des rallyes.

Très sollicité, M. Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, veut éviter de trop commenter sur le fond ces nouvelles modifications tant qu'elles ne seront pas précisées et surtout ratifiées par le comité exécutif de la FISA. Il dresse un bilan très positif pour sa société, en termes d'« *images* » et de « *retombées technologiques pour les voitures de série* », de l'aventure lancée en 1982 et couronnée par les titres mondiaux des marques et des pilotes en 1985. « *La compétition routière,* dit-il, *a contribué à rétablir l'équilibre financier de notre entreprise, après plusieurs années difficiles. Elle a redonné une identité aux soixante dix mille personnes que nous employons.* »

Il s'étonne de la précipitation du président de la FISA. « *Les mesures prises pour la suite de la saison 1986* (arrêt immédiat de toute nouvelle évolution des voitures des groupes B et A ; interdiction des jupes à partir du 20 mai ; limitation pour tous les rallyes de la durée des étapes et des épreuves de classement ; obligation d'équiper les voitures du groupe B d'un système automatique d'extinction pour le moteur et l'habitacle, s'ajoutant à l'extincteur déjà obligatoire), *me paraissent raisonnables,* dit-il ; *mais l'enjeu est suffisamment important pour que, s'agissant de définir une nouvelle réglementation pour 1987 et les années suivantes, il soit nécessaire de prendre quelques jours de recul au lieu de pratiquer la politique du tout ou rien.* »

C'est au moment où le championnat du monde des rallyes connaissait un succès populaire sans précédent et attirait à nouveau les grands constructeurs que M. Balestre prend le risque de le saborder. Que vont *décider les grands de* l'industrie automobile ? Comment vont réagir Citroën ou Ford, qui devront amortir en quelques mois seulement les coûts de construction des deux cents BX 4 TC ou RS 200 qui étaient nécessaires à l'homologation en groupe B ?

« *Le groupe A ne nous intéressent pas,* dit M. Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot Sport. *La compétition automobile doit faire rêver les gens avec des voitures qui sortent de l'ordinaire. Le public ne se déplacera plus pour voir des voitures de tourisme, et le groupe A ne sera d'ailleurs pas à l'abri des accidents qui sont inhérents au sport automobile.* »

Si les craintes de M. Todt peuvent être confirmées par la désaffection du public, constatée au Rallye du Portugal après le retrait des pilotes d'usine, il ne peut nier non plus le signal d'alarme constitué par la multiplication des accidents ayant impliqué les voitures du groupe B depuis quelques mois. D'ailleurs, les pilotes d'usine, en grande majorité Anglo-saxons, Finlandais et Suédois, s'inquiètent de cette évolution et *réclament en vain au pouvoir sportif* d'être associés aux décisions qui concernent les conditions d'exercice d'une profession particulièrement dangereuse.

Au soir du drame de Corte, M. Cesare Fiorio, le directeur de l'équipe Martini-Lancia, reconnaissait que l'équilibre qui existait jusqu'ici entre les trois composantes de la compétition automobile (le terrain, la voiture et le pilote) était rompu. « *On est allé un peu trop loin avec les vitesses des voitures sur de telles routes* », disait-il.

Détail significatif : Michèle Mouton, qui pilotait pour la première fois la 205 turbo 16 Evolution 2, avait réclamé le retour de son ancienne équipière, Fabrizia Pons, pour pouvoir réagir plus vite à des notes lues en français, alors que son partenaire habituel, Terry Harryman, s'exprime en anglais. « *Ces notes,* expliquait la copilote, *ont d'ailleurs dû être raccourcies et simplifiées depuis 1981 pour s'adapter aux nouveaux rythmes de course.* »

Le championnat du monde des rallyes 1987, réservé aux voitures de tourisme du groupe A, offrira-t-il un meilleur compromis entre le spectacle, la sécurité et la recherche technologique ? La variété des avis, souvent contradictoires dans les rangs des représentants des constructeurs comme dans ceux des pilotes présents au Tour de Corse, démontrerait plutôt que la solution imposée, sans discussion ni concertation, par le président de la FISA, n'est pas la panacée.

*Certains font* déjà *remarqué que* le groupe A ne constitue pas une garantie contre l'escalade de la puissance des moteurs. Dès les prochaines semaines, Yves Loubet devrait bénéficier de la nouvelle Alfa Roméo 75 turbo de 300 CV. Or la nécessité de produire les voitures du groupe A à *cinq* mille exemplaires au minimum peut inciter les constructeurs à écarter des solutions *techniques trop onéreuses.*

« *Dans le groupe B, on s'efforce de faire une voiture qui protège le mieux possible le pilote autour de ce que nous appelons l'espace de survie,* explique André de Cortanze, chef du département technique de Peugeot Talbot Sport. *Ce n'est pas forcément le cas pour les voitures de tourisme du groupe A.* » L'impressionnante série de tonneaux dont le Finlandais Ari Vatanen était sorti indemne lors du dernier Tour de Corse a d'ailleurs *confirmé* la sécurité de ces habitacles, si la voiture ne rencontre pas d'obstacle ou ne prend pas feu.

GÉRARD ALBOUY.

MOTO-CROSS



*(Reuter).*

Vainqueur du Grand Prix de France disputé à Villars-sur-Ecot (Doubs), le Français Jacky Vimond a consolidé sa première place au classement du championnat du monde des 250 centimètres cubes avec 106 points.

JEUX OLYMPIQUES

## Pierre Guichard, objectif Séoul

Pierre Guichard, quarante-deux ans, directeur technique national (DTN) du judo depuis 1976, sera chargé de préparer les sportifs français pour les Jeux olympiques de 1988 à Calgary (hiver) et à Séoul (été). Le nouveau directeur de la préparation olympique française a été choisi parmi cinq candidats proposés par le Comité national olympique parce que, selon Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, « *c'est un ancien champion de valeur internationale et un technicien de très haut niveau, qui a de surcroît l'expérience des Jeux. Je compte sur lui pour affirmer ses qualités de rassembleur, de meneur d'hommes, pour créer un état d'esprit France* ».

« Monsieur Jeux olympiques », dont le contrat court jusqu'en 1988, sera assisté dans sa tâche par Bernard Bourandy et Jean Poczobut, anciens directeurs techniques nationaux de l'aviron et de l'athlétisme, ainsi que par Jacques Donnadieu, directeur du CREPS de Vichy.

Pierre Guichard, qui sera remplacé à son poste de DTN du judo par Jean-Luc Rougé, présentera son programme dès le 20 mai. « *L'équipe, la structure administrative et les moyens financiers existent,* a-t-il précisé. *Il convient maintenant de dresser un état des lieux, d'évaluer le nombre de médaillables et de retenir les idées les plus réalistes.* »

MOTOCYCLISME

## La crampe de Spencer

Devant près de 100 000 spectateurs, l'Australien Wayne Gardner (Honda-Rothmans) a remporté, dimanche 4 mai sur le circuit de Jarama, près de Madrid, le Grand Prix d'Espagne, première manche du championnat du monde de vitesse 1986. Mais dans cette catégorie des 500 centimètres cubes, c'est l'abandon du grand favori de *l'épreuve l'Américain Freddie Spencer, qui a retenu l'attention.*

Après avoir réussi le meilleur temps des essais, Spencer avait pris la tête de la course dès le départ, augmentant régulièrement son avance sur ses adversaires, mais, victime de crampes au bras droit, il dut renoncer dès le dixième tour. Malade cet hiver, le double champion du monde (250 et 500 centimètres cubes) n'a pas retrouvé la plénitude de ses moyens physiques, même si sa « science » de la moto reste intacte. Le Français Christian Sarron (Yamaha) a terminé cinquième, devant Raymond Roche (Honda).

En 250 centimètres cubes, après une chute collective au départ, la course a été remportée au terme d'une rude bagarre par le Vénézuélien Lavado (Yamaha) devant l'Allemand de l'Ouest Mang (Honda) et l'Espagnol Pons (Honda).

ATHLÉTISME

## *Le marathon de Paris : des lièvres sans carotte*

**Cent mille gobelets, 1 tonne d'oranges et autant de pommes, 500 kilos de sucre, 250 kilos de fruits secs, 100 kilos de citrons, 15 000 tranches de pain d'épices, 7 000 éponges, 3 000 mètres de barrière, 1 000 policiers, 11 000 concurrents et deux beaux vainqueurs – le Djiboutien Ahmed Salah chez les hommes ; la Française Maria Lelut chez les femmes – mais pas de record dimanche 4 mai sur le nouveau parcours olympique du marathon de Paris : les organisateurs avaient oublié de préparer un chèque à six chiffres.**

A New-York, Chicago, Boston, Rotterdam, Fukuoka ou Londres, améliorer le record du monde des 42,195 kilomètres vaut à l'auteur d'une telle performance quelque 50 000 dollars. A Paris, descendre sous les 2 h 07 mn 12 s du Portugais Carlos Lopes ne rapporterait rien d'autre au coureur que la reconnaissance des organisateurs (1). Cela explique le tour curieux pris dimanche par l'édition du marathon 1986 dont le parcours avait été singulièrement aplani, dans le but de rendre encore plus séduisante la candidature de la capitale à l'organisation des Jeux Olympiques de 1992.

L'ancien tracé – avenue Foch-avenue Foch – très vallonné, avait permis à Jacky Boxberger de couvrir la distance fatale au légendaire Philipidès en 2 h 10 mn 49 s l'an dernier. *Le nouveau – Concorde*-château de Vincennes – aurait dû permettre de flirter avec la meilleure performance mondiale, d'autant que les conditions climatiques en ce début mai étaient idéales. Mais aucun des coureurs qui ont actuellement le potentiel pour couvrir la distance à 20 kilomètres/heure de moyenne n'était sur la ligne de départ, à l'exception d'Ahmed Salah. Un météore du macadam, ce Djiboutien de trente ans aux jambes comme des aiguilles à tricoter.

Il y a cinq ans, il montait la garde dans une caserne quand un entraîneur français, Jacky Fournier l'a découvert à l'occasion d'un accord de coopération. Salah n'avait pratiquement jamais couru, mais Jacky Fournier détecta chez lui une endurance exceptionnelle, comme en ont parfois les Ethiopiens et les Tanzaniens. Le gouvernement djiboutien accepta qu'il aille s'entraîner à Viry-Châtillon, dans la banlieue parisienne, avec quelques camarades. Ce fut d'ailleurs Djama Robleh qui *obtint le premier des résultats* en gagnant en 1983 le marathon Chicoucini, au Canada, puis en 1984 celui de Lyon. Fin tacticien – il se classa huitième aux Jeux de Los Angeles – Robleh est néanmoins limité par une vitesse de base médiocre. A cet égard, les possibi*lités de Salah sont* beaucoup plus grandes. Après avoir gagné le marathon de Paris 1984 en 2 h 11 m 58 s, il était un des favoris du marathon olympique mais il augmenta exagérément sa dose d'entraînement et « coinca ».

Plus rigoureux dans sa préparation, il *devait « exploser »* l'année suivante. A Hiroshima, il domina la Coupe du monde en 2 h 08 min 09 sec. Puis à New York, il mena *sur* les bases du record jusqu'à 35 kilomètres de l'arrivée où une défaillance permit à l'Italien Pizzolato de le doubler.

### Mauvais calculs

Quatrième au bilan mondial de tous les temps avant cette course mémorable, Salah, qui trouvait à cette occasion la dimension dramatique des stars du marathon, perdait cependant les dizaines de milliers de dollars en jeu sur la ligne d'arrivée à Central Park. « *C'est l'argent qui fait les grand coureurs* », dit-il alors. Or, d'argent, il n'en était pas question dimanche à Paris. Autrement dit, Salah n'avait aucun intérêt à faire une grande performance dans une course où il s'alignait, au demeurant, sur ordre. Une victoire lui suffisait. Il se contenta donc *d'assurer.*

Compte tenu du niveau de l'opposition française, Salah a pu se permettre de musarder, calquant son allure sur celle de Jacky Boxberger jusqu'au vingt-septième kilomètre. Une légère accélération lui suffit alors pour venir cueillir tranquillement *à 3 kilomètres de la ligne,* Jacques Lefrant qui menait depuis 10 kilomètres. Sans paraître fournir d'efforts, le Djiboutien est arrivé devant le château de Vincennes 2 h 12 min 33 sec après avoir quitté la Concorde. Un temps médiocre pour lui compte tenu du parcours et *des conditions.*

Cette victoire à l'économie est peut-être un mauvais calcul pour Salah qui n'est pas assuré de retrouver des conditions aussi favorables pour battre le record. Mais c'était aussi un mauvais calcul de la part des organisateurs que de ne pas avoir « intéressé » la course. Son succès populaire est incontestable, mais il manque dans le dossier de candidature olympique une performance chronométrique qui aurait été du meilleur effet. Enfin, les coureurs français ont fait aussi les frais des économies de Salah. En quête d'une *sélection* pour les *championnats* d'Europe de Stuttgart, ceux-ci comptaient sur le Djiboutien pour assurer un train rapide capable de les faire passer sous 2 h 13 min. En laissant Levisse, puis Lefrant, prendre successivement le commandement, Salah enleva tout espoir à Alex Gonzales, pourtant bon troisième de réaliser ce temps minimum. Fallait-il s'en étonner ? Il a suffi que le record du monde commence à être monnayé pour que la performance établie en 1969 par l'Australien Clayton soit améliorée trois fois depuis 1981. Une évidence à *méditer par les organisateurs* du marathon de Paris s'ils ne veulent pas être définitivement dépassés.

ALAIN GIRAUDO.

(1) La prime de victoire est de l'ordre de 70 000 francs.

PLANCHE A VOILE

## *Robby Naish prend la torche*

**L'Américain Robby Naish a gagné l'épreuve de Coupe du monde de funboard courue du 25 avril au 4 mai à La Torche (Finistère). Le premier Français, Raphaël Salles, a pris la *quatrième place. La jeune* Hyéroise Nathalie Le Lièvre s'est classée première chez les dames.**

De notre envoyé spécial

Pont-Labbé. – A vingt-deux ans, Robby Naish collectionne depuis dix ans les titres de champion du monde en planche à voile. Mais si *depuis 1983 il* remporte la Coupe du monde de funboard, il n'avait jamais gagné l'épreuve de La Torche, courue jusqu'à cette année par un vent très insuffisant.

Il a gagné cette fois l'épreuve dans les conditions à la fois les plus probantes – le funboard est le sport de la mer, du vent et des vagues – et les plus éprouvantes. Samedi 3 mai, alors qu'un vent de 35 à 40 nœuds soulevait des vagues de 4 mètres à 5 mètres de haut par une mer à 12 degrés, certains organisateurs songèrent à ne pas donner le départ des courses pour ne pas risquer d'accident. C'est le secrétaire d'Etat à la mer, M. Alain Guellec, présent sur le site, qui devait lui-même les rassurer. Robby Naish put ainsi montrer que même en dehors des îles Hawaï, où il vit et s'entraîne à longueur d'année, il domine tous ses adversaires dans les vagues. Battu, son éternel rival, un autre Américain d'Hawaï, Alex Aguerra, pouvait dire : « *J'ai gagné en catégorie « humaine » car Robby Naish n'est pas de la même espèce que nous.* »

Quant au meilleur Français dans les vagues, Erik Thyemé, classé cinquième, il avouait avoir cru se noyer après que trois vagues l'eurent entraîné par le fond.

Dans la finale de la course en slalom *disputée la même* journée, un autre Français, Raphaël Salles, fut le seul à dépasser un instant le champion américain, mais celui-ci le rattrapait avant l'arrivée.

Malgré cette domination, Robby Naish, une jambe et une main meurtries par les coups reçus dans les vagues, ne mésestimait pas, *à la fin* de cette compétition, les difficultés qu'il avait dû affronter pour gagner : « *C'était très dangereux, il faisait très froid. J'avais comme les autres à franchir des murs d'eau qui pouvaient me balayer.* »

Si dans le vent et les vagues Robby Naish n'a pas encore trouvé son maître, les 26 et 27 avril, au début de l'épreuve de La Torche, dans un vent minimal (environ force 4), il n'a pu empêcher le Hollandais Stephan van den Berg, médaille d'or à *Los Angeles, et* le Suédois Anders Bringdal de dominer les courses « *racing* » qui sont, dans ces conditions, les plus proches de la planche à voile traditionnelle.

Mais ce défi ne semble plus intéresser le champion américain qui n'est pas sûr de revenir l'an prochain à La Torche ni de s'aligner dans la cinquième Coupe du monde de funboard : « *Il y a peut-être d'autres moyens de faire connaître et de promouvoir la planche à voile,* dit-il. *Je songe à m'aligner dans les épreuves de vitesse qui vont connaître un grand essor ces prochaines années.* »

CHRISTOPHE DE CHENAY.

## *LES RÉSULTATS*

### *Automobilisme*

TOUR DE CORSE

1. Saby-Fauchille (Peugeot 205 turbo 16), 11 h 52 mn 44 s ; 2. Chatriot-Perin (Renault Maxi 5 turbo), à 13 mn 48 s ; 3. Loubet-Andrié (Alfa Romeo GTV 6), 1er groupe A, à 53 mn 15 s ; 4. Ragnotti-Thimonier (Renault 11 turbo), à 1 h 3 mn 28 s ; 5. Torre-Delafosta (Renault 5 turbo), à 1 h 9 mn 49 s.

*Championnat du monde des marques.* – 1. Peugeot, 67 pts ; 2. Lancia, 51 ; 3. Audi, 29.

*Championnat du monde des pilotes.* – 1. Kankkunen, 36 pts ; 2. Alen, 27 ; 3. Saby, 26 ; 4. Toivonen, Moutinho, Waldegaard, 20 ; 7. Chatriot, Salonen, Bica, Torph, 15.

### *Basket-ball*

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Poule finale, douzième journée)

| | |
|---|---|
| Vileurbanne b. *Antibes | 78-73 |
| *Orthez b. Challans | 92-87 |
| *Limoges b. Tours | 99-88 |
| *Monaco b. Saint-Etienne | 114-92 |

Classement. – 1. Orthez, 22 pts ; 2. Villeurbanne, 20 ; 3. Limoges, 19 ; 4. Monaco, Challans, 18 ; 6. Antibes, 17 ; 7. Saint-Etienne, 16 ; 8. Tours, 14.

### *Escrime*

COUPE DU MONDE

*Battu 10 touches à 8, en finale du tournoi de Bonn, par le Soviétique Alexandre Romankov, le Français Philippe Omnès termine troisième de la Coupe du monde de fleuret gagnée par l'Italien Federico Cervi devant sa compatriote Borella.*

### *Gymnastique*

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIORS A KARLSRUNE (RAF)

*Le Français Stéphane Cauterman s'est classé troisième au saut de cheval dans une compétition dominée par les représentants des pays de l'Est. Chez les dames, Carinne Boucher a terminé sixième du saut de cheval et huitième des exercices au sol.*

### *Moto-cross*

GRAND PRIX DE FRANCE

*Première manche.* – 1. Vimond (Fr., Yamaha) ; 2. Fanton (It., Yamaha) ; 3. Hansson (Suède, HVA).

*Deuxième manche.* – 1. Van Doorn (PB Honda) ; 2. Vimond ; 3. Nannini (It., KTM).

*Championnat du monde.* – 1. Vimond, 106 pts ; 2. Van Doorn, 70 ; 3. Hansson, 66.

### *Sports équestres*

SCIO DE ROME

1. Kamps (RFA), *Argonaut,* 0 pt ; 2. Trevijano (Esp.), *Futuro II,* 0,5 ; 3. Rozier (Fr.), *Jiva,* 4.

### *Tennis*

CHAMPIONNATS DES ÉTATS-UNIS
sur terre battue à Indianapolis
(575 000 dollars)

*Demi-finales.* – Gomez (Eq.) b. Jaite (Arg.), 6-2, 6-3 ; Tulasne (Fr.) b. Arias, 7-6 (7-2), 6-0.

*Finale.* – Gomez (Eq.) b. Tulasne (Fr.), 6-4, 7-6 (7-1).

TOURNOI DE MADRID
(90 000 dollars)

*Demi-finales.* – Nyström (Suède) b. Maurer (RFA), 6-4, 6-4 ; Carlsson (Suède) b. Jarryd (Suède), 5-7, 7-5, 6-3.

*Finale.* – Nyström b. Carlsson, 6-1, 6-1.

Le Monde

# ECONOMIE

## TURBULENCES DANS L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

*L'industrie aéronautique mondiale est en perpétuelle effervescence. Le pactole de plusieurs centaines de milliards de francs que représentent les gigantesques marchés civils et militaires fascine les industriels de la Terre entière, qui se précipitent pour en obtenir une part.*

*Les très hautes technologies qu'utilisent les avions modernes en matière d'électronique et de matériaux composites garantissent aux entreprises qui les maîtrisent des retombées fructueuses. Tous les gouvernements souhaitent que leurs constructeurs soient associés à un secteur industriel aussi stratégique et d'un tel rayonnement économique.*

*La concurrence est donc acharnée. Boeing affronte Airbus, Dassault, tous les constructeurs européens. Les Allemands de l'Ouest commencent à contester les primautés britannique et française. Aucun domaine n'y échappe : ni les avions de combat, ni les hélicoptères, ni les appareils civils de transport.*

*S'il est un domaine où la bataille économique mondiale fait rage, c'est bien celui-là. Avec cette particularité qu'on ne sait plus très bien qui s'allie avec qui et pour combien de temps. En attendant que les Japonais, les Brésiliens et les Indonésiens rejoignent la mêlée...*

# L'Europe cassée en deux... avions de combat

### *La société Dassault-Breguet seule face à un enjeu de 600 milliards de francs*

IL y a place en Europe pour au moins deux nouveaux modèles d'avions de combat, qui entreraient en service après 1995. C'est la démonstration que sont en passe d'administrer les pays européens, à défaut d'avoir pu réussir à s'entendre sur la *conception d'un seul modèle commun*. Après tout, le marché intérieur américain s'accommode de l'existence de plusieurs types d'avions de combat. Pourquoi pas l'Europe ?

L'Europe a d'abord voulu se singulariser, en tentant – honnê*tement – de donner* la preuve de sa volonté d'union politique grâce à un même programme aéronautique particulièrement ambitieux qu'elle assurerait en coopération. Elle a dû y renoncer par la suite. Tout, aujourd'hui, incite à croire que les pays européens iront de nouveau en ordre *dispersé, à la* fin de ce siècle, comme déjà depuis des décennies lorsqu'ils ont à chaque fois échoué à coordonner leur politique d'équipement militaire à long terme. Aux dépens de leurs propres intérêts.

L'enjeu est d'une rare importance : *600* milliards de francs. « *Au bas mot*, souligne ce haut fonctionnaire du ministère français de la défense, *l'avion en question aura un coût de 400 millions de francs.* » Sans compter les exportations toujours prévisibles, malgré une concurrence internationale de plus en plus rude, le marché européen à conquérir représente mille cinq cents exemplaires au minimum. Soit, au total, les 600 milliards de francs *avancés, auxquels il faut ajouter* les dépenses occasionnées par l'entretien et la modernisation des avions durant la vingtaine d'années de leur existence opérationnelle dans les armées de l'air européennes.

### La quadrature du cercle

Au départ, il y a quelques années, il s'est agi pour la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France de s'associer à la construction d'un avion *qui serait le modèle de base de* leurs escadrons de combat. Les cinq pays ont cherché à harmoniser leurs points de vue, c'est-à-dire qu'ils ont essayé de rapprocher des besoins opérationnels assez différents, en tenant compte des disponibilités financières de chacun, *des capacités industrielles* en présence et des calendriers de mise en service propres à chaque état-major. Un travail de bénédictin, qui requiert de la diplomatie et de la minutie.

En effet, chaque partenaire, malgré sa bonne volonté initiale, reste attaché à garantir les intérêts de son industrie de la défense au nom de ce qu'il affirme être la sécurité nationale. La coopération internationale peut exiger parfois des abandons *de souveraineté* nationale en matière de savoir-faire industriel ou de connaissances *technologiques* dans des domaines « sensibles ».

L'été dernier, à Turin, cette Europe de l'aviation de combat s'est cassée en dépit des concessions accumulées au fil des discussions entre les cinq pays en cause. On en a conclu, peut-être trop hâtivement, que les intérêts nationaux avaient été les plus forts. Sans doute. On sait, depuis, que les divergences techniques dès la conception même de l'appareil et les différences dans la définition des missions présentées par chaque état-major n'ont pas pu être surmontées par les négociateurs auxquels on demandait de résoudre, comme par enchantement, la quadrature du cercle.

D'un *côté*, les Britanniques, les Allemands de l'Ouest, *les Italiens* et les Espagnols ont formé le projet de concevoir un même avion de combat, l'European Fighter Aircraft (EFA), à partir d'un appareil de démonstration, l'Experimental Aircraft Program (EAP), de la société anglaise British Aerospace. *L'avion est un* biréacteur dit « de supériorité aérienne ».

Si l'on en juge par les caractéristiques de l'EAP, présenté à la mi-avril aux spécialistes dans les usines de Warton, l'EFA qui en sera dérivé devrait être un appareil pesant à vide entre 11 et 12 tonnes. Ce poids fait d'ores et *déjà l'objet d'un* litige entre les quatre partenaires européens, l'Allemagne fédérale désirant acheter un avion moins *lourd* (et donc moins cher) que ne le veut le Royaume-Uni.

De l'autre côté, les Français se sont retrouvés seuls, avec leur programme *d'avion de combat* européen (ACE), dont le démonstrateur, baptisé Rafale, de Dassault-Breguet devrait voler en juin prochain depuis le centre d'essais d'Istres (Bouches-du-Rhône).

La version actuelle du Rafale est un biréacteur pesant 9,5 tonnes à vide, avec des réacteurs américains F-404. L'avion qui doit en être dérivé, le Rafale-B, sera doté de deux réacteurs *M-88 de la* SNECMA française, et il devrait peser à vide 8,5 tonnes pour être en service dans l'armée de l'air et dans l'aéronavale à la fois.

JACQUES ISNARD.

*(Lire la suite page 32.)*

PESSIN.



## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT D'AIRBUS

# Vers 30 % du marché mondial

### *Boeing pourrait tomber à moins de 50 % des commandes internationales*

QUATRE-VINGT-DOUZE Airbus vendus ferme en 1985, soit 2,6 fois le score de l'année précédente : M. Jean Pierson, numéro un du GIE (groupement d'intérêt économique) Airbus *Industrie*, a toutes les raisons de se féliciter du bilan de sa première année à la tête du consortium européen. L'ingénieur rugueux venu de *l'Aérospatiale qui, à sa nomination*, en disait le moins possible s'est transformé en vendeur et en *debater* roublard, dont on devrait entendre souvent parler si la que*relle avec le géant* Boeing se prolongeait.

● **L'année 1985 ne vous a t-elle apporté que des satisfactions ?**

Lorsque j'ai pris mes fonctions, beaucoup de contrats étaient en bonne voie, avec Pan Am et Air Inter notamment. Nous les avons menés à terme et surtout nous avons consolidé le lancement de l'Airbus A-*320* grâce aux commandes de Pan Am (seize avions plus trente-quatre options), Lufthansa (quinze avions plus vingt-cinq options) et l'australien Ansett *(huit avions plus neuf* options).

Deux ans avant la mise en service de cet appareil de cent cinquante places, nous avons en portefeuille deux cent *soixante*-trois commandes fermes ou en option. Nous avons pratiquement résorbé les stocks des vingt-quatre A-300-B4 invendus. Il ne nous reste plus *qu'une seule de ces* « queues blanches », qui devrait trouver preneur incessamment.

Mes soucis à court terme concernent la série de nos A-300 gros porteurs. La déréglementation aérienne aux Etats-Unis a gelé les achats d'avions de ce type. Boeing non plus n'a pas connu de bonnes ventes avec son 767. Il se tourne donc vers les marchés étrangers, où la concurrence est féroce.

En fait, à nous *deux*, nous fabriquons environ cinq appareils de ce modèle par mois et je sens que le marché mondial ne pourra pas en absorber plus de trois par mois jusqu'en *1987. Il nous faut* tenir le coup jusqu'à ce que le marché américain redémarre.

● **Boeing n'accuse-t-il pas Airbus de violer les règles d'une saine concurrence, en utilisant des avantages financiers et politiques consentis par les gouvernements européens et en pratiquant des prix de dumping ?**

Leur position a le mérite de la clarté : *lorsque* Boeing *emporte* un marché, c'est parce qu'il est le meilleur ; lorsqu'il le perd, c'est parce qu'Airbus triche !

Si nous pratiquions vraiment des prix de dumping, nous obtiendrions tous les contrats et on ferait la queue à Toulouse pour acheter nos avions. C'est Boeing qui tient le marché grâce aux marges énormes qu'il dégage *sur* ses « Jumbos », les 747. C'est simple : nos premières propositions de prix sont toujours supérieures aux siennes pour des avions comparables.



SZLAKMANN.

● **Les Américains vous accusent de pressions commerciales anormales, notamment dans *l'affaire des dix-neuf A-320 qui* ont coiffé sur le poteau les Boeing-757 qu'Indian Airlines devait acheter.**

Ils ont dit n'importe quoi : que les *Français avaient promis* de nettoyer le Gange et de vendre des Mirage-2000. Pourtant les Indiens ont choisi un avion, le A-320, dont la France fabrique *30 % de* la cellule alors que le Boeing aurait pu être équipé d'un moteur que la France fabrique à 50 %. L'argument ne tient pas. Nous avions un bon vendeur en Inde et *Boeing* un *moins* bon. Voilà tout.

● ***Qu'est-ce qui vous oppose en* matière de financement ?**

Le système européen d'avances remboursables est transparent. Nous avons fourni aux négociateurs américains les budgets votés, les questions écrites et les journaux officiels qui prouvaient que l'Europe n'a pas donné *10 milliards* de dollars à *Airbus*, mais qu'elle lui a avancé 3 milliards de dollars.

Le malentendu provient de ce que les Américains et les Européens n'ont pas la même *façon* d'épauler leur industrie aéronautique. Nous, nous recevons des avances remboursables portant intérêt. Les Etats-Unis font béné*ficier leurs constructeurs* d'énormes commandes militaires qui profitent aux produits civils. J'aimerais beaucoup que nos actionnaires, British Aerospace, MBBX, CASA et Aérospatiale, reçoivent d'un seul coup une commande de cinq cents Mirage ou Tornado !

En outre, l'administration américaine (NASA, Air Force, transports) octroie à l'industrie d'énormes contrats de recherche. Quand la France dépense 7 millions de francs pour développer un moteur à hélice rapide, la NASA finance un programme de 2,1 milliards de francs. Nous avons *estimé l'aide industrielle américaine* à 45 milliards de dollars en dix ans.

La vérité, c'est que Boeing était en situation de monopole jusqu'en *1975 parce que* Concorde avait monopolisé nos énergies. Ils n'ont pas cru à Airbus, qui a sorti un avion, puis deux, puis trois. Les Britanniques se sont joints aux Allemands, aux Espagnols et aux Français. Cette association va fabriquer deux nouveaux appa*reils, A-330 et A-340, et, dans* les années 90, elle emportera 30 % du marché mondial de l'aviation civile. Boeing pourrait bien tomber de 61 % actuellement à moins *de 50 %* de ce marché. Il redoute cette échéance.

● **Pourquoi Boeing signe-t-il plus d'accords de partenariat que vous avec des constructeurs étrangers ?**

Nous négocions avec les Hollandais, les Belges, les Italiens, les Indiens, les Australiens et même les Japonais pour les associer *financièrement et techniquement* à la construction des futurs A-330 et A-340. La part de ces nouveaux partenaires pourrait atteindre 20 % du programme. Le néerlan*dais Fokker, par exemple, souhai*terait obtenir 5 %. J'ai proposé à Aeritalia un « mariage à l'italienne » de façon qu'il puisse travailler en même temps avec *McDonnell-Douglas, Boeing et* nous.

Quand je vois que Boeing va faire financer son futur 7J7 par le contribuable japonais, je préfère *que nous mettions à contribution* nos propres contribuables. C'est plus moral.

● **Pourquoi ne croyez-vous pas au retour du moteur à hélice comme les Américains ?**

Il ne satisfera pas aux certifica*tions en matière de bruit et de* sécurité. Je pense qu'il y aura une innovation industrielle qui améliorera le taux de dilution des moteurs actuels et qui abaissera leur consommation de carburant.

● **Laquelle ?**

Peu importe. Le passager moyen ne trouvera rien de changé. Je travaille actuellement avec tous les motoristes sur ce sujet.

● ***Arriverez-vous à trouver les* 2,5 milliards de francs nécessaires pour lancer l'A-330 et l'A-340 ?**

Avec ces deux appareils moyen et *long-courriers, nous aurons* pour la première fois une gamme cohérente d'appareils. Vers 1991-1992, les compagnies aériennes auront besoin de ce type d'avions. Il nous faut les lancer ensemble pour bénéficier du plus grand nombre de parties communes : ils auront, par exemple, la même aile et le même cockpit.

Les actionnaires d'Airbus Industrie ont approuvé cette stratégie, et tout le monde recherche des solutions financières. Les Allemands sont prêts à financer. Les Britanniques ont étudié plusieurs scénarios qui associeraient British Aerospace, la City et le gouvernement. En France, il faut laisser au nouveau gouvernement le temps de prendre connaissance du dossier.

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS.

## CHEZ BOEING

# Les « frayeurs » d'un géant

### *Airbus triche et ne peut pas être rentable, dit-on à Seattle*

LE *plus important constructeur* mondial d'avions civils, l'américain Boeing, n'est pas du tout content de la concurrence que lui fait l'européen Airbus. Il a fait savoir à la Maison Blanche qu'elle était aussi déloyale que celle des céréales européennes. *Il a dénoncé* les constructeurs allemands, britanniques, espagnols et français pour violation des règles admises au titre de la section 301 du GATT, *le traité organisant les bons* usages du commerce international. Il a rédigé des plaquettes argumentées pour clouer au pilori ces tricheurs d'Airbus. Devant un tel déploiement d'énergie, on ne peut s'empêcher d'y voir d'abord une mascarade où un énorme chaperon rouge crierait sa terreur devant un tout petit méchant loup.

### Comme un charme

Après tout, Boeing se porte comme un charme. En 1985, la firme, *installée à Seattle* sur la côte ouest des Etats-Unis, a reçu commande de trois cent quatre-vingt-dix avions pour un montant d'environ 15 milliards de dollars (*105 milliards de francs*), alors que le score d'Airbus ne dépassait pas quatre-vingt-douze avions pour 3,5 milliards de dollars (25 milliards de francs). Un rapport de quatre à un en faveur de l'américain. Les autres paramètres de Boeing ne sont pas moins *favorables, puisqu'il annonce un* bénéfice de 566 millions de dollars (*4 milliards de francs*) *et une* trésorerie qui frise les 3 milliards de dollars (21 milliards de francs).

Sur les quatre modèles d'avions *qu'il vend dans le monde entier*, Boeing éprouve, certes, quelques désillusions avec son 757 (186 sièges, moyen-courrier) et son 767 (216-261 sièges, moyen et *long-courrier*), *qui sortent d'usine* à une cadence deux fois plus lente que celle qui avait été prévue. En revanche, le constructeur jouit des rentes tirées de ses deux vieilles « vaches à lait » : le 737 et le 747.

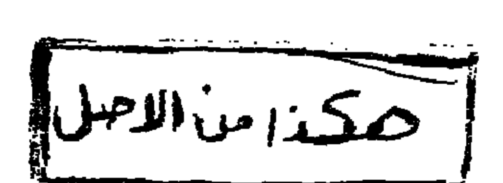
Le petit 737 (110 sièges, court-courrier) est né en 1963 : mais il a bien évolué en capacité comme en propulsion. Ses versions les plus modernes se sont vendues en 1985 comme des petits pains : 282 avions, soit le record absolu de ventes d'un appareil en une année.

Le *grand 747 (261-496 sièges*, long-courrier) est né en 1969. Il a écrasé tous ses concurrents, DC-10 ou Tristar, et jouit d'un monopole sur le marché de l'avion gros porteur long-courrier. Il a dépassé les sept cents exemplaires achetés et rentre donc dans une phase de rentabilité accélérée. Certains experts estiment à 20 % la marge que Boeing empoche sur chaque exemplaire vendu, en moyenne, pour la bagatelle de 110 *millions de dollars* (770 *millions* de francs).

Al. F.

*(Lire la suite page 32.)*





*Turbulences dans l'industrie aéronautique*

# L'Europe cassée en deux... avions de combat

*(Suite de la page 31.)*

Avion polyvalent, le Rafale-B devrait prendre la succession du Jaguar et de l'Etendard dans la panoplie française. Les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et la Norvège, qui songent à remplacer leurs F-16 actuels, ont noué des conversations avec la France.

Après l'échec de Turin, les quatre pays européens qui continuèrent à travailler sur le programme EFA se sont montrés assez soulagés d'avoir été, en quelque sorte, débarrassés d'un partenaire difficile : la France, et, à travers elle, la société Dassault-Breguet, accusée de vouloir régenter la coopération européenne. Ils ont édifié une structure commune, Eurofighter, à Munich, sur le modèle du *consortium* tripartite Panavia, qui gère le programme Tornado d'un avion de combat en service dans les armées de l'air ouest-allemande, italienne et britannique.

Au sein d'Eurofighter, les répartitions sont les suivantes : 33 % pour la Grande-Bretagne, 33 % pour l'Allemagne fédérale (ce qui représentera une dépense supérieure à 20 milliards de marks), 21 % pour l'Italie et 13 % pour l'Espagne. Au prorata du nombre des avions commandés par chacun.

## Des chefs de file industriels

En face, pour l'instant, Dassault-Breguet demeure apparemment assez isolé, même si, après coup, le gouvernement français, qui avait d'abord tenu rigueur à la société de son manque d'enthousiasme européen, s'est finalement rallié à sa stratégie.

La disparition de Marcel Dassault ne modifiera certainement pas la situation : l'équipe qui reste en place est persuadée, comme en témoigne le directeur général technique, M. Bruno Revellin-Falcoz, que la France ne pouvait plus aller au-delà des concessions déjà consenties sans remettre en cause gravement la cohésion de sa politique d'équipement militaire. A savoir la production en série d'une avion de combat des années 2000 qui réponde aux besoins spécifiques de l'armée de l'air et de l'aéronavale.

L'Europe vient donc de rater sa dernière chance, pour les vingt à trente années prochaines, de se rassembler autour d'un seul et même projet d'avion de combat. *D'autres domaines aéronautiques* peuvent encore la réunir. Mais l'aviation de combat est aussi un symbole politique et, en ce sens, l'échec de Turin marque l'effondrement d'une vision communautaire de l'Europe de la défense, en dépit des propositions françaises de créer un Groupement d'études pour l'aviation militaire (GEPAM), qui examinerait les besoins à long terme pour renforcer la coordination interne.

« *Au sein de cette Europe de l'aviation de combat*, remarque-t-on au ministère français de la défense, *il faut désigner, à chaque fois, des chefs de file industriels responsables de la conduite d'un programme, une fois que les différents partenaires se sont entendus sur des objectifs et sur une répartition du travail.* »

Précisément, ces conditions-là sont les plus difficiles à remplir. Trop souvent, en effet, le Royaume-Uni et la France, qui entretiennent les industries aérospatiales les plus technologiquement avancées, se disputent le *leadership*. Trop souvent aussi les besoins militaires et les aptitudes industrielles de chacun des pays partenaires ne sont ni équivalents ni de niveau comparable pour espérer constituer la base d'une entente équitable. Trop souvent, enfin, les puissances industrielles les plus en pointe ont le sentiment d'être « pillées » ou exploitées par les puissances moindres, qui aspirent à rivaliser avec elles. EFA contre ACE. Le sort en est jeté : l'Europe du rêve à la réalité.

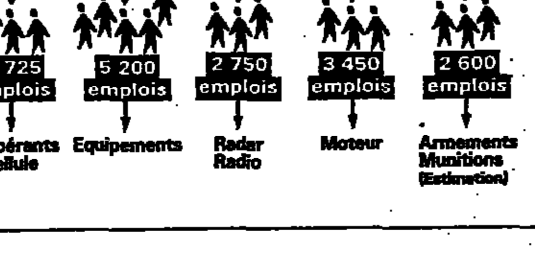
JACQUES ISNARD.

50 MIRAGE

=

40 000 EMPLOIS

(Nota : il s'agit de Mirage F1.)




## Retour à l'hélice

LE monde des fabricants de moteurs d'avions est en *effervescence*. Après un quart de siècle, durant lequel les appareils militaires comme les avions de transport civil ont été propulsés par des turboréacteurs, la technologie *moderne va réserver des surprises*, avec le moteur de demain, le *propfan*, sur lequel travaillent tous les constructeurs.

Le propfan (contraction de *propeller*, ou hélice, et de *fan*, ou soufflante) est un innovation spectaculaire : grâce à un plus grand nombre de pales profilées comme un cimeterre, l'hélice du propfan est plus puissante que l'hélice classique, permettant d'atteindre des vitesses de vol voisines des « jets » et garantissant une moindre consommation de carburant. Un défi à la portée des techniciens.

En principe, le propfan devrait apparaître vers 1992 dans les panoplies des principaux constructeurs. Ce pourrait être une révolution pour les *compagnies aériennes. D'ici là*, on s'agitera beaucoup dans les milieux aéronautiques de crainte d'être en retard d'une guerre. L'Europe n'est pas absente du débat, avec la firme britannique *Rolls Royce, qui s'est lancée* dans de telles études, et avec l'association General Electric-Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui annonce *pour 1987 son premier propfan* de développement, le GE 36.

Plus que jamais, du reste, le couple General Electric-SNECMA, de part et d'autre de l'Atlantique, trouve en Rolls Royce un rival décidé à ne pas se laisser dépasser. Les constructeurs de cellules d'avion, tels Boeing, McDonnell Douglas ou Airbus, ont rompu les liens quasi exclusifs qu'ils maintenaient jadis avec l'un ou l'autre des fabricants de moteurs. Ils font aujourd'hui jouer à plein la concurrence. Le constructeur américain Pratt and Whitney en sait quelque chose qui, longtemps, régna en maître incontesté jusqu'au jour où surgirent de nouveaux rivaux — la SNECMA française, par exemple — et où se réveillèrent d'anciens compétiteurs — comme General Electric.

La coopération, réussie, entre General Electric et la SNECMA depuis 1969 a modifié le paysage international. *Deux modèles de réacteur, le* CF-6 et le CFM-56, ont consolidé cette association au point que les chiffres d'affaires des deux sociétés, évalués en monnaie constante entre 1981 et 1984, ont progressé respectivement de 15 % et de 43 % quand, dans le même temps, ceux de Rolls Royce et de Pratt and Whitney diminuaient de 18 % et 15 %.

### La consécration du Soleil-Levant

La *reprise des commandes* des avions commerciaux a, cependant, été sensible chez Rolls Royce en 1985 (+ 29 % pour les ventes de moteurs et, surtout, de pièces détachées). A *la SNECMA on a enregistré, en* 1985, une année record de prises de commandes pour les moteurs militaires aussi bien que civils.

Dans cette vaste compétition, où les autres constructeurs européens, en particulier les Allemands et les Italiens, rallient le camp de leur choix en fonction des programmes, il apparaît depuis peu un événement original : l'entrée en lice des industriels japonais qui renouent là avec une tradition héritée de la dernière guerre mondiale.

Trois firmes japonaises se sont associées à Rolls Royce et à Pratt and Whitney pour la conception d'un moteur, le V 2500, qui semble être le principal concurrent du réacteur CFM-56-5 pour le nouvel Airbus A-320.

Déjà, dans le domaine militaire, les Japonais avaient beaucoup appris des Britanniques avec le réacteur Adour qui sort, *sous licence, de leurs usines. La* consécration du Soleil-Levant.

J. I.

# Boeing ou les « frayeurs » d'un géant

*(Suite de la page 31.)*

Quarante-deux Boeing 747 ont été commandés en 1985. De quoi combler les pertes du milieu de la gamme, lancer un nouvel appareil économe de 150 places, le 7 J 7, propulsé par deux moteurs à hélice et bourré d'électronique (*le Monde* du 30 avril) et développer des versions plus performantes des modèles actuels.

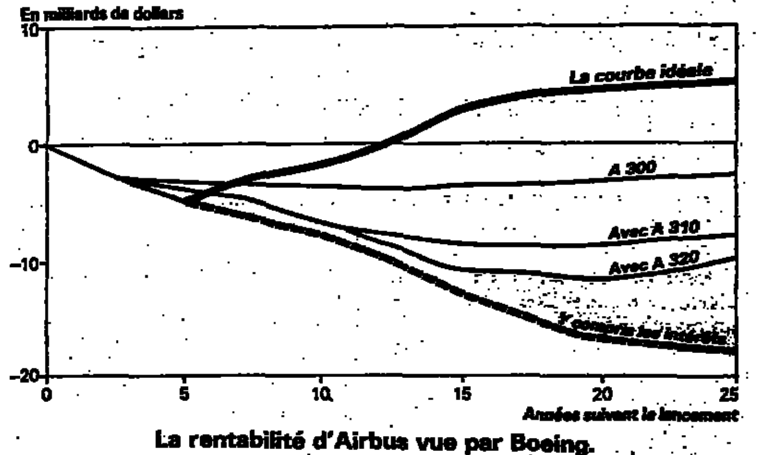
Reste que Boeing n'est pas rassuré par les succès remportés à l'exportation par Airbus en 1984 et 1985. Peut-être se souvient-il des milliers de licenciements qu'il avait dû décider à la fin des années 60 pour affronter une pré*cédente crise? Peut-être a-t-il pris* conscience du retard technologique qu'il a accumulé par rapport aux européens qui ont, mieux que lui, joué la carte de l'électronique et des matériaux composites? Toujours est-il que, du « boss » au technicien en passant par le vendeur, tout Boeing est persuadé — et persuade l'Amérique entière — que les procédés déloyaux d'Airbus menacent l'emploi dans l'Etat de Washington et ailleurs, puisque 1 milliard de dollars d'exportation manqué empêche de donner du travail à quarante-huit mille salariés par an. L'argumentation est implacable.

« *Airbus triche* » : telle est la première attaque portée au consortium européen. Il triche parce que les gouvernements propriétaires des avionneurs obligent leurs compagnies nationales — qu'ils possèdent aussi — à acheter des Airbus plutôt que des avions américains. Selon Boeing, les ambassadeurs des quatre pays associés au programme européen promettraient aux éventuels clients des droits de trafic aérien, des compensations économiques, voire militaires, et les menaceraient de représailles économiques si les Airbus n'étaient pas retenus. Les pays victimes de ce chantage? La Corée, l'Inde, la Thaïlande et la Turquie.

Le consortium tricherait surtout d'un point de vue financier. Les gouvernements accordent à leurs constructeurs des avances remboursables en cas de succès des programmes, ce qui représenterait un peu mieux que des prêts à des taux très avantageux. Les programmes militaires et les budgets de recherche et développement permettraient de faire profiter Aérospatiale, MBB, British Aerospace et CASA d'une manne financière publique, à laquelle Boeing, société privée, ne peut prétendre dans les mêmes proportions de la part du gouvernement américain.

Le constructeur a fait minutieusement les comptes : c'est selon lui 9 ou 10 milliards de dollars (56 à 70 milliards de francs) de subventions qu'ont reçus les Airbus A-300 et A-310, soit 15 millions de dollars (105 millions de francs) par appareil. Si l'on ajoute le programme A-320, les aides atteignent les 12 milliards de dollars (85 milliards de francs) et, avec les frais financiers sur vingt-cinq années, 18 milliards de dollars (125 milliards de francs). Comment lutter à armes égales devant un tel pactole?

« *Airbus ne peut pas être rentable* » : c'est le deuxième argument massue de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte. Il ne vend pas assez d'avions et ne rentrera jamais dans ses frais. Il *faut douze ou quinze* ans pour rentabiliser un modèle et, selon les américains, Airbus est loin du compte. Si Lockheed a, en dix ans, vendu deux cent vingt-trois modèles 1011 et perdu 6,7 milliards de dollars (47 milliards de francs), comment Airbus, qui a placé deux cent quarante appareils, pourrait-il gagner de l'argent? « *Après dix-sept ans d'efforts en faveur du consortium, le contribuable européen est en droit de se demander s'il verra jamais la fin de ses sacrifices.* »




La rentabilité d'Airbus vue par Boeing.

### Contre-feux

Devant une telle attaque, les européens ont allumé quelques contre-feux. Ils ont souligné que 90 % des avions civils volant dans le monde étaient fabriqués aux Etats-Unis et qu'un tiers de chaque Airbus est composé de matériels américains. Ils ont dénoncé le montant colossal des aides variées dont bénéficient les avionneurs d'outre-Atlantique (45 milliards de dollars en dix ans ?).

Ils ont juré que le système des avances remboursables était tout simplement un système de prêts avantageux. *Ils ont rétorqué* que la compagnie British Airways ne possédait pas un seul Airbus, pas plus que le français UTA. Quant à Air France, les trois quarts de sa flotte portent le sigle de Boeing.

Il y a peu de chances que ces réponses soient entendues des américains. En effet, les tenants d'un capitalisme rustique, où les bénéfices versés aux actionnaires sont le seul critère de jugement d'une entreprise, ont le plus grand mal à comprendre le régime d'économie mixte de la vieille Europe. L'embrouillamini des comptes privés et publics, les objectifs de créations d'emplois et d'aménagement du territoire représentent pour les américains un véritable parasitage de la vie économique.

Il est tout aussi invraisemblable que l'Europe renonce à son industrie aéronautique, qui figure dans la panoplie obligée des nations indépendantes. Les conclusions de Boeing sont donc, pour elle, irrecevables; car le constructeur de Seattle lui propose ni plus ni moins de disparaître en tant que challenger. A la rigueur, celui-ci accepterait de confier au consortium Airbus des tâches de sous-traitance, voire de passer avec lui un accord de partenariat comme celui qu'il a signé avec les avionneurs japonais. Evidemment, il confierait à ses associés plutôt des tâches secondaires (fabrication du fuselage) que des travaux essentiels (conception et équipement du cockpit). Autant dire qu'Airbus perdrait toute autonomie.

Selon toute vraisemblance, le dialogue de sourds va se perpétuer par-dessus l'Atlantique. Toute la question est de savoir si cette querelle va dégénérer en guerre ouverte, comme dans le domaine du blé, où la Maison Blanche a décidé de subventionner officiellement des exportations vers certains pays d'Afrique du Nord. Les Etats-Unis ne sont pas dans la même position en matière aéronautique : challenger pour le blé, ils se trouvent là en position dominante et, de ce fait, pourraient faire les frais de l'érection de barrières financières, fiscales et douanières.

Des hostilités déclarées contraindraient les compagnies aériennes de la CEE à renoncer à acheter des avions américains, actuellement largement majoritaires dans le ciel européen; et cet ostracisme leur coûterait d'autant moins qu'Airbus proposera, au début de la prochaine décennie, une gamme presque complète d'avions, du court au long-courrier. La bagarre pourrait donc demeurer dans les limites du convenable et se circonscrire à quelques aréopages d'industriels et de hauts fonctionnaires. Histoire, pour Boeing, d'obtenir du gouvernement américain et de la Banque mondiale une plus grande compréhension fiscale et financière...

AL. F.

*Turbulences dans l'industrie aéronautique*

# La percée de la RFA

## *Grâce à la coopération internationale, les Allemands talonnent les Britanniques et les Français.*

*« RENDEZ-VOUS compte, Caspar Weinberger, le secrétaire d'Etat américain à la défense, nous a écrit pour nous dire que les Etats-Unis seraient intéressés à participer au programme de l'EFA (European Fighter Aircraft). C'est dire que les Américains nous prennent au sérieux ; c'était impensable il y a dix ans. »*

La phrase résonne un peu naïvement, mais illustre néanmoins les progrès impressionnants d'une industrie aéronautique allemande qui, partie de rien en 1955, sinon de souvenirs, s'est hissée en trente ans au niveau des meilleures. Ses dirigeants jouent encore les modestes ; mais, sur les marchés internationaux, leurs produits talonnent de plus en plus souvent ceux de la France comme ceux du Royaume-Uni.

Leur organisation professionnelle, la BDLI, a publié récemment un mémorandum dénonçant l'insuffisante assise de l'industrie nationale et réclamant du gouvernement, comme des entreprises, un effort accru en faveur de la recherche. L'idée sous-jacente est d'achever ainsi la phase de rattrapage, de faire part égale avec les partenaires concurrents européens.

Jusqu'en 1984, les autorités politiques, à l'exception importante de Franz-Josef Strauss, le ministre-président de la Bavière – le land qui abrite la moitié des usines du pays, – n'ont pas considéré l'industrie aéronautique comme un instrument de la puissance politique. Les déclarations d'Helmut Kohl en 1984 révèlent à cet égard un changement significatif. Bref, l'industrie aéronautique allemande participe sans complexe au mouvement de modernisation qui a saisi l'économie de la RFA depuis trois ans et s'apprête à bénéficier, elle aussi, d'une croissance accélérée.

Complètement détruite, démantelée après la défaite, elle a dû renaître de ses cendres. Un travail de rééducation opéré avec discrétion, mais habileté, dont le principal instrument fut la coopération internationale. Une coopération dont les Allemands ont accompli tous les stades : assembleurs, sous-traitants, puis partenaires à part entière.

### Paris moins présent

La France, principal partenaire avec les Etats-Unis, voire avant eux, durant les années 60 et 70, est devenue moins présente. *« Ceux qui affirment, après l'échec des négociations sur l'EFA, que la coopération avec la France est fichue n'y comprennent rien »*, nous dit-on à Munich, au siège de la BDLI. Il est vrai que l'état-major de MBB (Messerschmitt-Bölkov-Blohm) à Munich donne encore l'impression – est-ce là le talent de nos accompagnateurs – d'être un haut lieu de l'entente franco-allemande. Les liens tissés depuis trente ans ont été si intenses – on se souvient de l'Alpha-Jet, du Breguet-Atlantic, du Transall – que la coopération avec la France reste aujourd'hui importante.

Cependant, le souci de diversification des dirigeants allemands de la seconde génération, combiné à la maladresse parfois arrogante des Français, en ont limité la portée. La France ne participe pas à plusieurs des grands programmes actuellement développés en RFA, qu'il s'agisse d'avions ou de moteurs. Cette situation a valeur d'avertissement et donne un éclairage nouveau à l'idée de François Mitterrand de jeter au sein du GEIP (Groupement européen indépendant de programme, qui rassemble, sans lien avec l'organisation militaire intégrée, les pays européens de l'alliance atlantique) les bases d'une politique aéronautique militaire européenne.

La France – première prise de distance – n'a pas participé au programme du chasseur bombardier Tornado dont, d'ores et déjà cinq cents exemplaires ont été construits et plus de huit cents commandés, dont quatre-vingts à l'exportation, sur les marchés très compétitifs d'Arabie saoudite et d'Oman. Panavia, le groupe international qui coordonne l'opération, a été fondé en 1969 ; la participation de MBB, comme celle de British Aerospace, est de 42,5 % ; celle d'Aeritalia de 15 %. Le premier appareil a volé en 1974, et la production en série a débuté en 1976.

Compte tenu des commandes supplémentaires et peut-être d'une exportation vers le Japon, le programme devrait durer jusqu'en 1992. Tornado a eu la réputation d'un avion ruineux, les crédits inscrits dans le budget de la RFA pour son développement en 1980 s'étant révélés insuffisants. *« Simple accident de parcours »*, fait-on valoir à Munich, au siège de Panavia.

Quoi qu'il en soit, ce programme, où il a fallu, pour la première fois à égalité avec les Britanniques, concevoir, développer, maîtriser tout un système de production, a été l'occasion pour MBB de *« franchir un pas considérable »* et de devenir un avionneur complet. Le successeur du Tornado sera l'EFA, dont le programme sera, lui aussi, coordonné par Panavia, où Allemands, Britanniques et Italiens ont appris, en quinze ans, à travailler ensemble, à normaliser leurs documents techniques, à créer des pratiques, sinon un droit commercial, qui leur sont propres.

A la dernière minute, l'Espagne s'est rattachée au train. La répartition est la suivante : RFA et Royaume-Uni, chacun 33 % ; Italie, 21 % ; Espagne, 13 %. Après des mois de pourparlers, la France, dont l'armée de l'air souhaitait un chasseur plus léger, a renoncé. *« Nous regrettons, car il n'y a pas de vrai programme européen sans la France »*, dit-on aimablement à Panavia. Mais d'autres ajoutent plus crûment : *« Les Français voulaient tout, la cellule et le moteur ; les Anglais se sont révélés plus modérés. »*

Pour rattraper la casse, Paris a proposé aux Européens de fabriquer ensemble une famille de chasseurs ; la France pourrait alors participer pour quelque 10 % à l'EFA. L'initiative a été accueillie avec courtoisie ; elle aura peut-être des suites... mais lointaines. *« S'agissant de l'EFA, c'est trop tard ; il serait compliqué de tout réviser. Et puis, combien la France est-elle prête à acheter d'avions ? Si l'EFA ne correspond pas à ses besoins, cela n'a pas de sens de l'associer* in extremis *à l'entreprise »*, commente un responsable de Panavia.

### Des prolongements

L'absence de la France dans ces deux programmes militaires a des prolongements en matière de moteurs. MTU, le motoriste allemand récemment racheté par Daimler-Benz (Mercedes), a créé, en association avec Rolls-Royce et Fiat (40 %, 40 % et 20 %), Turbo-Union afin de développer le RB 199, le moteur du Tornado, dont 2 000 exemplaires ont été fabriqués. L'espagnol Sener se joindra aux trois firmes précédentes pour mettre au point le moteur de l'EFA. MTU, qui fait de bonnes affaires et qui, depuis quelques mois, recrute dans ses deux établissements de Munich et de Friedrichshafen, développe encore plusieurs moteurs en collaboration avec la France.

Construit en collaboration avec la SNECMA, General Electric et Volvo, le CF 6 se vend comme des petits pains ; il est monté sur les Airbus A 300 et A 310, les Boeing 747 et 767. Conçu conjointement avec Turboméca, le MTU 385 est destiné à l'hélicoptère antichar franco-allemand PAH 2. Mais le projet connaît actuellement de grandes difficultés du fait d'exigences très différentes des deux armées.

Cependant la France est absente du projet vedette de MTU, le réacteur V 2500, qui est développé avec Rolls-Royce, Fiat, United Technology et JAEC, un consortium de motoristes japonais, en faisant appel à une technologie très nouvelle. Les performances du V 2500, concurrent du CFM 56/5 de la SNECMA et de General Electric, qui a été conçu pour équiper en particulier l'Airbus 320 et le Boeing 737-500, ne semblent pas tenir les promesses du constructeur. Pourtant, à Munich, on fait observer que cinq compagnies en ont déjà commandé 325 exemplaires.

L'Airbus est le programme presque parfaitement européen (les Italiens en sont absents) auquel MBB et l'Aérospatiale participent chacun pour 37,9 % ; British Aerospace pour 20 % ; l'espagnol Casa pour 4,2 %. A Munich, au siège de Deutche Airbus, la société qui, au sein d'Airbus Industrie, coordonne la participation allemande (Dornier, le deuxième constructeur de RFA, contribue en sous-traitance à la fabrication des Airbus A 310, A 320, A 300-600), on parle du *« succès considérable du programme, inimaginable il y a dix ans »*.

On souligne les progrès accomplis au fil des années dans la gestion et la rationalisation du programme auquel six usines collaborent en RFA. *« L'outil européen*, nous dit-on encore, *est au moins aussi performant que ce qui se fait de mieux aux Etats-Unis »*. Faut-il ajouter que Deutsche Airbus attend avec impatience les feux verts politiques et financiers pour lancer le A330 et le A340, les deux nouveaux modèles.

Tornado, EFA, Airbus : trois familles d'appareils conçus et fabriqués par MBB, le conglomérat aéronautique allemand dont le siège est près de Munich et les usines réparties entre la plaine du Nord et les Länder du Sud. MBB, à l'instar de l'Aérospatiale, qui, au reste, détient quelques parts du capital, est le résultat de fusions successives. Seul Dornier, racheté récemment par Daimler-Benz, y a échappé. Le conglomérat témoigne de la vitalité de l'aéronautique allemande et, au-delà, des industries de pointe.

MBB s'est considérablement diversifié, dans des directions identiques d'ailleurs à celles choisies par l'Aérospatiale. C'est ainsi un fabricant d'armes prospère ; la production de missiles antichars Milan et Hot et de missiles sol-air Roland, développée en collaboration avec l'Aérospatiale, connaît un succès exceptionnel. Cette collaboration se poursuit pour les missiles de la troisième génération.

C'est aussi le leader allemand de l'industrie spatiale. Là encore, la collaboration avec les entreprises françaises, et principalement l'Aérospatiale, est fructueuse. Le chiffre d'affaires de MBB en 1985 a dépassé 6 milliards de marks, et ses dirigeants prévoient qu'il atteindra 10 milliards de marks dans cinq ans. Cette montée en puissance inciterait-elle ceux-ci à faire davantage cavaliers seuls ? Il n'en est apparemment pas question.

### Intégration

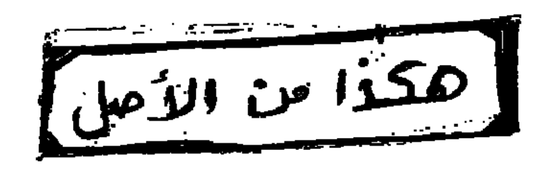
M. Gustav Adolf Bidner, responsable des relations internationales, plaide au contraire pour plus d'intégration, si nécessaire au niveau du capital, entre des groupes aussi interdépendants que MBB et l'Aérospatiale. Il voit là une condition nécessaire pour que l'Europe parvienne à une réaction plus coordonnée vis-à-vis de l'extérieur, notamment de la concurrence américaine. Le renforcement du dialogue inter-industriel lui semble d'autant plus nécessaire qu'à son avis les pouvoirs publics sommeillent.

*« Les défaillances de la coopération ne sont pas dues à l'industrie, mais aux gouvernements. L'Europe n'a pas de programme à long terme sur lequel nous puissions nous engager. Il y a un problème de calendrier et un problème de financement. Airbus ou les programmes de missiles ont été lancés dans les années 60. C'est maintenant qu'ils s'épanouissent.*

*» C'est aujourd'hui qu'il faut décider les lanceurs ou les avions qu'on construira dans vingt ans. Pour Hermès, par exemple, la navette européenne, l'industrie voudrait que la décision soit prise tout de suite. »* Cette détermination, pour être fructueuse, devrait être partagée par tous les acteurs concernés. L'affaire Westland, où MBB et l'Aérospatiale se sont encore une fois ensemble cassé les dents, a montré que tel n'était pas le cas.

PHILIPPE LEMAITRE.





## La chronique de Paul Fabra

# La hiérarchie des taux d'intérêt

CE n'est pas seulement parce qu'elles redoutent qu'une baisse trop profonde du loyer de l'argent ne favorise en France une résurgence de l'inflation et ne fasse disparaître l'attrait de la place de Paris pour les capitalistes étrangers que nos autorités monétaires *ont jusqu'à ce jour montré* ce que nous croyons être une excessive prudence, privant l'économie française d'un des avantages décisifs qu'elle est en droit d'attendre de la dévaluation (voir *le Monde* du 26 avril). Une autre crainte inspire la politique suivie par la Banque de France et le Trésor.

L'une et l'autre appréhendent de voir, à la faveur d'un mouvement de recul prononcé et non contrôlé, se réduire dangereuse-ment (à leurs yeux) l'écart entre d'une part le taux du long terme, matérialisé par le taux des émissions obligataires (actuellement de 9,65 % pour les emprunts du secteur privé), et d'autre part le taux à court terme, symbolisé par le taux du marché monétaire au jour le jour situé entre 7,30 % et 8,30 % (auquel les établissements financiers se prêtent pour de très brèves échéances des fonds, et qui sert de référence aux émissions des « billets de trésorerie » par les grosses entreprises).

Depuis que Raymond Barre a décidé, en 1977, de rétablir ici ce que de nos jours les spécialistes, ici et à l'étranger, appellent une « hiérarchie positive » des taux (le long terme au-dessus du court terme), et a fait de cette préoccupation une des idées maîtresses de son action, *aucun gouvernement français n'ose s'en* écarter délibérément.

Les rares périodes pendant lesquelles le principe n'a pas été respecté ont été des moments noirs de notre histoire monétaire. *Ce fut le cas au printemps* de 1981, par ailleurs fleuri de la rose, quand la Banque de France dut brusquement laisser monter le taux à court terme de 12 % à 17 % pour défendre le franc, puis de nouveau, quoique pour un laps de temps plus court, pendant les quelques semaines qui précédèrent la deuxième dévaluation Mauroy (12 juin 1982).

Le dogme paraît d'autant plus indiscutable qu'il a pour lui un certain bon sens. N'est-il pas de saine gestion d'attirer l'épargne vers les placements de longue durée ? Comment espérer y parvenir si on ne lui offre pas des conditions plus avantageuses, la mettant à l'abri de la dépréciation monétaire ? Pendant toute une longue période qui a pratiquement commencé au lendemain de la guerre, les souscripteurs de titres à revenu fixe non indexés ont subi de tels déboires que la race, *n'était* l'extraordinaire faculté à renaître de la « confiance », avait failli disparaître.

*Je ne disputerai pas ici à nouveau du* point de savoir si l'ancien premier ministre a eu raison de donner à son idée-force un champ d'application aussi large. Etait-il notamment opportun de prendre simultanément deux décisions, la première de faire payer plus cher les débiteurs (sans doute pour prix de la sécurité d'un approvisionnement à long terme) et la seconde d'engager le Trésor à financer *le déficit budgétaire par des* emprunts de longue durée ? La cause, heureusement, ne paraît plus aussi entendue qu'au cours des dernières années, et on commence à se demander, *en haut lieu, sans hélas en tirer encore* toutes les conséquences, si la politique des emprunts d'Etat n'est pas une coûteuse coutume (alors que les émissions de bons du Trésor, qui répondent aux besoins des banques en placements sûrs et « liquides », suffiraient pour donner à l'Etat tous les moyens dont il a besoin).

La question qui se pose aujourd'hui est d'un ordre plus général : la volonté de maintenir un écart « positif » en faveur du long terme (il fut au plus bas l'an dernier de 1,5 point et au plus haut de 3 points) ne relève-t-elle pas typiquement du refus de tirer les conséquences d'un changement radical de la situation économique et financière *dans le monde*, naguère caractérisée par l'inflation, aujourd'hui par la désinflation (et, sur un certain nombre de marchés-clés, pétrole et plusieurs autres matières premières et *produits intermédiaires, par une nette* tendance à la déflation pure et simple) ?

TANT que l'inflation a continué à progresser, on voyait les sources d'épargne *de longue durée se* tarir, et les banques se livrer au jeu risqué mais le plus souvent très rémunérateur de la « transformation » consistant à financer, par des dépôts et emprunts à *court terme, des prêts à échéance plus* éloignée. Un brusque retournement de la hiérarchie des taux, quand il se produisait, provoquait de lourdes pertes (comme ce fut le cas par exemple, pour *le Crédit lyonnais il y a une douzaine* d'années), suivies parfois de faillites retentissantes parmi les établissements financiers. Les « autorités » veillaient à ce que ces accidents n'arrivent pas trop *souvent. Leur tort serait de considérer* comme un principe intangible la règle contingente qu'elles s'étaient fixée.

L'histoire montre que pendant les périodes de stabilité les taux du long terme ne sont pas nécessairement plus élevés que ceux du court terme. C'est souvent le contraire qui se produit, comme on l'a vu, *notamment en France*, durant le siècle précédent et pendant les premières années de celui-ci. On acceptait de payer éventuellement plus cher des concours remboursables à bref délai, dans la mesure où l'on n'en avait pas besoin en permanence.

Pour essayer d'y voir un peu plus clair, il convient d'observer comment les choses se passent normalement dans une entreprise bien gérée. Une telle entreprise dispose en général d'un « fonds de roulement » confortable, ce qui signifie que ses ressources dites permanentes (fonds propres et dettes à long terme) sont suffisamment abondantes pour couvrir *non seulement* la totalité des immobilisations mais encore une partie des stocks, des crédits consentis aux clients, etc. En d'autres termes, le capital et les capitaux empruntés à long terme financent aussi une partie des activités courantes, les « actifs circulants ». C'est pourquoi il n'y a pas de développement économique assis sur des bases solides sans la possibilité d'obtenir des ressources stables à un taux supportable.

Durant les deux siècles qui ont précédé la fin des années 60, le taux nominal à long terme, dans les pays « financièrement civilisés », n'avait jamais *dépassé en moyenne, sauf périodes de* guerre ou de révolution, 6 % (il a oscillé, selon les pays et les époques, entre 2,5 % et 6 %). L'Allemagne, aujourd'hui, est *à moins de un point de ce niveau*, et la Suisse est au-dessous. Le taux à long terme tend à graviter autour du taux moyen de rentabilité des entreprises industrielles, commerciales ou agricoles. Celui à court terme est beaucoup plus instable, dépendant notamment de la politique monétaire de l'institut d'émission, de la situation de la balance des paiements, etc. Mais cette instabilité, qui le porte parfois au-dessus du long terme et le ramène dans d'autres occasions au-dessous, est supportable quand les entreprises, dans leur majorité, ne comptent sur le court terme que pour financer une partie de leurs activités courantes. Sur la même très *longue période*, le taux à court terme a varié entre 1 % et 6 %, avec des pointes vers le haut beaucoup plus fréquentes.

REMARQUONS qu'à travers ses désordres la pratique financière moderne a retrouvé la logique traditionnelle. On a *pu* dire que le vrai crédit à long terme, c'était le court terme (*moins cher*) puisqu'il était *constamment renouvelé*. Mais il l'est... jusqu'au jour où il ne l'est plus, comme maints entrepreneurs trop confiants en ont fait l'expérience à leurs dépens.

Depuis 1982 environ, le marché des *obligations a été, au contraire des décennies précédentes*, extrêmement prospère. La baisse presque ininterrompue des taux a entraîné de confortables plus-values sur le cours des titres. *Convient-il de freiner le mouvement de* recul alors qu'il conditionne une remise en ordre des bilans des entreprises privées et publiques, fondement de la restauration d'un ordre monétaire et finan*cier à l'échelle nationale* (et internationale) ? La fin de l'inflation, c'est l'argent abondant et à bon marché.

## CORRESPONDANCE

### A propos du tiers-monde

« Les lecteurs de la note de lecture consacrée, dans *le Monde* du 15 avril, au livre de Serge Latouche, *Faut-il refuser le développement ?* auront sans doute été surpris par son ton particulièrement peu amène, *écrit M. Alain Caillé* (1). Ce que M. Alfred Sauvy refuse, c'est le refus des discours économicistes usuels sur le développement. Car c'est bien par ce refus que S. Latouche innove.

Il ne s'agit par pour lui, en effet, de présenter une énième panacée pour les problèmes du tiers-monde, mais de convier, à travers une double critique du marxisme et du libéralisme, à une mutation radicale des problématiques, axée sur deux idées-forces :

1) L'économie étant parfaitement incapable de s'auto-engendrer, le moteur du développement n'est pas à rechercher du côté de l'économique, mais dans le désir d'hégémonie culturelle de l'Occident ;

2) Ce qui est singulier et anormal, au regard de l'histoire, ce n'est pas le « sous-développement » mais bien le développement lui-même.

Il est, bien sûr, possible de discuter ces conclusions, minutieusement argumentées par S. Latouche. Mais il serait regrettable de passer sous silence des thèses qui contribuent, peut-être, à une véritable révolution copernicienne dans le débat fondamental de notre temps. »

(1) Economiste et sociologue, directeur du Bulletin du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales).



## TURBULENCES DANS L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

# Hélicoptères en dépression

*La clientèle civile va prendre le pas sur les acheteurs militaires.*

L'INDUSTRIE occidentale des hélicoptères est inquiète : le marché est déprimé, la concurrence acharnée pour s'approprier les clients qui peuvent l'être encore, et il lui faut préparer les modèles de l'avenir en tenant compte du fait que, selon des études américaines pour les dix prochaines années, le marché militaire *cédera le pas à la clientèle civile*. Avec tout ce que cela implique dans les procédés de financement des ventes, la constitution des réseaux après-vente et dans le choix des modèles retenus qui seront davantage des hélicoptères légers, même s'ils sont biturbines.

Ni l'Europe ni les Etats-Unis ne peuvent escompter échapper à cette analyse. Les quatre constructeurs nationaux européens (Aérospatiale, en France ; Agusta, en Italie ; Westland, en Grande-Bretagne, et Messerschmitt-Bölkov-Blohm, en Allemagne fédérale) ne l'ignorent pas. Les quatre constructeurs qui leur font face outre-Atlantique (Sikorsky, Bell, McDonnell Douglas et Boeing Vertel, sans compter des sociétés de moindre envergure) le savent aussi. *Les trois prochaines années risquent d'être très délicates.*

Comment en est-on arrivé à ce diagnostic ? Certes, le pessimisme qui est de rigueur chez de nombreux *industriels tient*, d'abord, aux résultats médiocres des années écoulées, celles durant lesquelles la chute des ventes a été brutale et incontrôlable. Mais le pessimisme actuel se nourrit de l'observation que le marché, après ces années de vaches maigres, n'a pas encore repris et que, s'il existe ici ou là des signes un peu plus encourageants ou stimulants, les perspectives à court terme restent mauvaises.

Tout s'est conjugué pour faire de ce secteur, toujours fragile, des hélicoptères un marché de basse conjoncture. Le ralentissement des activités pétrolières « off shore » dans le monde a entraîné une diminution sensible des commandes de « machines volantes » parfaitement *adaptées au travail en mer dans des* conditions acrobatiques de transport ou de ravitaillement des plates-formes.

La crise économique internationale a progressivement tari la clientèle civile, pour laquelle l'hélicoptère peut apparaître comme un véhicule de luxe lorsqu'il s'agit, pour raisons d'économie, de mieux maîtriser les frais généraux des entreprises. Les limitations de nuisances autour des aéroports n'ont pas contribué au développement, attendu, de l'hélicoptère pour les liaisons rapides entre aéroports ou entre aéroport et centre de ville.

Les budgets militaires, eux aussi, ont marqué le pas dans plusieurs pays, notamment en Europe, et les projets de force de déploiement rapide, *ou d'aéromobilité, ont été* revus à la baisse.

### Des « machines » en stock

On a vu, alors, des constructeurs aéronautiques stocker leur production d'hélicoptères dans les hangars ou les ateliers. D'autres se sont tournés vers des marchés d'autant moins rémunérateurs (comme la surveillance, le sauvetage, les évacuations sanitaires, les interventions de police) qu'ils sont, à la fois, trop diversifiés et relativement étroits. D'autres industriels, enfin, ont pro*posé de louer les « machines » qui* leur restaient sur les bras à des tarifs attractifs, plutôt que de devoir conserver des hélicoptères non payés à la suite de contrats interrompus.

La filiale américaine Aerospatiale Helicopter Corporation (AHC) de la société française Aérospatiale a été, à l'époque, trop optimiste en croyant à des perspectives excessives de vente de l'Ecureuil aux Etats-Unis. La remise en ordre, vigoureuse, de sa filiale par la société nationale mère témoigne de la dureté du marché des hélicoptères et de cette rigueur commerciale à laquelle tous les constructeurs, dans le monde, ont été confrontés. En 1985, cependant, la division spécialisée de la société Aérospatiale a pu relever la tête : deux cent soixante-neuf hélicoptères commandés, dont *80 %* à l'exportation, pour un montant total de 6,5 milliards de francs, en augmentation de 10 % sur 1984.

A en croire des prévisions américaines pour les dix prochaines années, quinze mille hélicoptères devraient être produits, à des fins civiles et militaires, dans le monde occidental. La plus grosse part devrait aller au secteur civil, avec environ huit mille quatre cents « machines ». A ne s'en tenir qu'au seul marché civil, la clientèle donnera ses faveurs de préférence aux hélicoptères biturbines et d'un tonnage relativement léger, tel le Twin Star de l'Aerospatiale ou le BO-105 ouest-allemand.

Les hélicoptères lourds et moyens devraient rester en nombre limité *puisqu'ils correspondent mieux à des* besoins (militaires, transport et servitudes) qui ne sont pas destinés à s'accroître démesurément. Autant dire que les constructeurs devront serrer les prix s'ils veulent offrir à la clientèle civile des « machines » biturbines qui coûtent 45 % plus cher que le modèle monoturbine.

Du côté des besoins militaires, les mois qui viennent seront décisifs pour *les industriels européens. Là* encore, les gouvernements impliqués sont loin d'avoir abouti à une concertation, et la bataille qui s'annonce risque d'être assez désordonnée *faute d'une politique* commune de fabrication, puis d'acquisition.

A l'heure où la société française Aérospatiale tente de placer son plus gros et plus cher hélicoptère de transport, le Super-Puma, déjà vendu à quarante exemplaires en 1984 et à vingt-neuf en 1985, la société italienne Agusta et l'entreprise britannique Westland ont décidé de faire voler, pour la première fois, en décembre prochain, un hélicoptère concurrent, l'EH-101, qui devrait acheminer une trentaine de passagers. *Les constructeurs* ont prévu des livraisons aux marines italienne et britannique après 1990, sans négliger, pour autant, de présenter des versions *civiles de l'EH-101 aux clients à la* même époque.

### Le dynamisme américain

On retrouve une situation identique dans le domaine des hélicoptères armés, où l'Europe n'est pas davantage à l'unisson. Témoins, les projets d'un hélicoptère de combat, l'A-129 de la firme italienne Agusta, auxquels les Pays-Bas et la Grande-Bretagne pourraient choisir de s'associer, et les projets d'un hélicoptère antichars et antihélicoptères, l'HAC et le HAP des sociétés françaises Aérospatiale et ouest-allemande Messerschmitt-Bölkov-Blohm. La décision de développer la « machine » franco-allemande est attendue avant la fin de 1986, si d'ici là on parvient de part et d'autre du Rhin à lever tous les malentendus existants.

Un troisième et dernier programme européen subsistait encore : l'hélicoptère NH-90, pour le transport tactique du champ de bataille et l'embarquement à bord de navires de surface, tel qu'il était envisagé, avec le soutien de l'OTAN, par les *Pays-Bas, l'Italie, la Grande-*Bretagne, la France et l'Allemagne fédérale.

*Ce concept* d'un hélicoptère de combat multinational résistera-t-il aux remous créés en Europe par l'affaire Westland, c'est-à-dire par le rachat partiel du constructeur bri*tannique par la société américaine* Sikorsky ? La firme italienne Agusta souhaite développer ses relations avec Westland. La société française Aérospatiale a commencé de retirer à Westland les activités industrielles de sous-traitance qu'elle lui avait jadis confiées. Comment, dans ces conditions, réagiront les autres partenaires du projet NH-90 et, parmi eux, principalement les Allemands de l'Ouest ?

Même s'il reste déprimé durant les quelque trois années à venir, le marché occidental des hélicoptères devrait se rétablir au début des années 90, avec l'apparition de nouvelles générations de « machines » à voilure tournante. Le dynamisme dont fait aujourd'hui preuve la société McDonnell Douglas, après avoir absorbé en *1985* la firme américaine d'hélicoptères Hughes, témoigne du fait que les industriels, aux Etats-Unis, n'ont pas baissé les bras. Loin s'en faut.

*L'Aérospatiale* française s'est flattée d'avoir été, l'an dernier, le premier exportateur mondial d'hélicoptères. De part et d'autre de l'Atlantique, les cartes sont désormais distribuées, *dans l'attente* d'un rendez-vous avec le marché.

J. I.

## Westland : un cheval de Troie ?

LA société britannique d'hélicoptères *Westland* est soulagée d'avoir évité la catastrophe lorsque ses actionnaires choisirent, en février dernier, d'accepter les offres du constructeur américain Sikorsky et de la firme italienne Fiat d'entrer dans son capital (pour l'équivalent de 80 *millions* de livres) et de lui accorder la valeur de 2 millions d'heures de travail. *Ce sauvetage a été d'autant plus* le bienvenu que le plan de charge de Westland et l'ampleur de ses pertes ne permettaient plus à la société britannique de relever le défi, face à une double concurrence, *américaine* et *européenne*, dans le monde.

En effet, Westland était le seul producteur d'hélicoptères, parmi les huit grandes sociétés occidentales qui réalisent l'essentiel du marché, à n'être ni américain ni détenu par l'Etat. Aussi, sans l'appui d'un groupe industriel ou financier puissant, Westland était-il condamné à survivre en *prélevant* une *part rémunératrice* du marché commercial là où ses rivaux lui laissaient de la place, ou, à défaut, à faire faillite.

Avec environ sept mille salariés, avant son *rachat* partiel par Sikorsky *et Fiat, le constructeur* britannique n'avait enregistré, en deux ans, qu'une soixantaine de commandes d'hélicoptères : essentiellement, des Sea-King (ou sa version dérivée, le Commando) et des Lynx. De quoi vivoter en 1986 et en 1987 grâce à des modèles vieux, déjà, d'une vingtaine d'années ou commandés régulièrement à petites doses par quelques rares clients.

*En resserrant ses liens avec* Sikorsky, qui existaient depuis 1947, et avec Fiat, Westland s'est donné une nouvelle marge de manœuvre. Dans ce « coupe-gorge » qu'est devenu le marché *mondial* des hélicoptères, la firme britannique a, aujourd'hui, les armes pour se battre. A la condition de transformer sa gamme démodée en une nouvelle panoplie à partir de l'hélicoptère tactique EH-101 ou de l'hélicoptère de combat Agusta A-129 Mk 2. Mais à la condition, aussi, que son principal partenaire, le groupe Sikorsky, qui est fort de ses 12 500 *salariés, laisse Westland* libre de s'immiscer dans le concert des firmes européennes.

### Deux ou trois ans

*Là est toute la question*. En refusant de s'associer à un consortium européen, mené à l'époque par l'Aérospatiale et par Messerschmitt-Bölkov-Blohm, qui rivalisait avec Sikorsky, le *constructeur britannique* a accepté le risque d'être exclu du marché européen de l'avenir : de l'ordre de mille trois cents « machines » à concevoir si les projets envisagés voient le jour.

Mais, dans le même temps, l'Europe, en rejetant de son sein une société britannique qui aurait eu le tort, à ses yeux, de s'allier avec le concurrent américain, perd, peut-être définitivement, *l'occasion de rassembler ses* forces technologiques et prend le *risque*, à son tour, de voir Westland jouer le « cheval de Troie » américain sur sa propre chasse gardée commerciale.

La maladresse serait grande de ne pas tenter de battre Sikorsky à son propre jeu. Après tout, l'Aérospatiale française, en décidant de s'implanter aux Etats-Unis, a montré qu'elle était fort capable de conquérir une part de ce marché réputé difficile.

Selon les responsables de Westland, la firme britannique *s'est donné deux ou trois années* pour repartir d'un bon pied, avec la sous-traitance promise par Sikorsky sur l'hélicoptère américain Black Hawk et avec une participation à la nouvelle gamme européenne. C'est précisément le délai que la plupart des constructeurs d'hélicoptères, dans le monde, s'accordent pour espérer une reprise du marché international après la déprime.

D'ici là, une stratégie européenne pourrait se mettre en place si les industriels savent restaurer l'ordre chez eux.

J. I.

# économie

## REPÈRES

### Dollar : net repli à 6,97 F

Dans l'attente des résultats du sommet de Tokyo dans le domaine des changes (s'il y en a), les cours du dollar se sont repliés lundi 5 mai, après leur hausse de la fin de la semaine dernière, revenant de 7,02 F à 6,97 F, de 2,21 DM à 2,19 DM et de 170 yens à 166,75 yens. A Tokyo, samedi, M. James Baker, secrétaire au Trésor américain, a pratiquement rejeté la demande japonaise d'intervention concertée pour stopper la baisse du dollar, qui, en début de semaine, est retombé au voisinage de son plus bas cours historique (165,70 yens).

### Emploi : hors des services point de salut aux Etats-Unis

Pratiquement tous les emplois créés aux Etats-Unis d'ici à la fin du siècle le seront dans le secteur des services, qui absorbent actuellement près des trois quarts de la main-d'œuvre, indique une étude publiée, le lundi 5 mai, par le Conference Board, organisme d'études économiques créé par les milieux d'affaires américains. D'après cette étude, les emplois industriels se stabiliseront autour de 28 millions et ne représenteront plus que 15 % de l'ensemble à la fin du siècle, contre 18 % actuellement. Une évolution que connaissent également les autres pays industriels. Toujours selon le Conference Board, les services concentrent 59 % des emplois en France, contre 47 % en 1970, les proportions étant respectivement de 57 %, contre 47 % au Japon.

### Pétrole : Chevron menacé de sanctions pour ses activités en Angola

La compagnie pétrolière américaine Chevron pourrait être privée des contrats du Pentagone du fait de ses activités en Angola. Le secrétaire américain à la défense a demandé à ses services d'étudier les possibilités légales de mettre un terme aux contrats de livraison de pétrole (d'une valeur de 380 millions de dollars, soit 2,5 milliards de francs environ) qui le lient à la compagnie. Il est reproché à Chevron d'exploiter, par l'intermédiaire de sa filiale Gulf, les principaux gisements de l'Angola, contribuant ainsi, grâce aux redevances versées (600 millions de dollars l'an dernier), à maintenir le régime marxiste de Luanda. Washington soutient le mouvement d'opposition armée de M. Savimbi, en lutte contre le régime en place, et aurait décidé récemment de lui fournir une aide militaire clandestine de quelque 15 millions de dollars (97,5 millions de francs environ).

### Dette : le Pérou diffère certains remboursements

Après avoir remboursé 22 millions de dollars aux banques disposant de créances à court terme, les dirigeants péruviens ont annoncé qu'ils n'effectueraient plus aucun paiement sur leur dette à moyen et long terme jusqu'à août prochain. Il s'agit de la troisième décision unilatérale du même type prise depuis l'arrivée au pouvoir de M. Alan Garcia, il y a neuf mois. Comme dans les cas précédents, Lima se met à jour sur le court terme et laisse s'accumuler sur les crédits à moyen et long terme des arriérés actuellement dévalués à quelque 450 millions de dollars. Le Pérou, dont la dette extérieure globale est estimée à 14 milliards de dollars, entend obtenir un assouplissement des conditions imposées par ses créanciers. Officiellement, Lima offre le choix entre des taux d'intérêt supérieurs de un point au *prime rate* (taux de base) américain ou de 1,25 point supérieur au taux interbancaire de Londres (Libor), ce qui est sensiblement moins avantageux pour les banques que les conditions actuelles.

## La priorité donnée à la réduction du déficit est plus forte que prévu

### *déclare M. Juppé*

La politique menée par le gouvernement *« n'est pas une politique pour quelques mois, mais une politique de fond destinée à réformer en profondeur la façon dont l'économie fonctionne »*, a déclaré, dimanche soir 4 mai, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, qui était l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 ». Cette politique *« doit donner des résultats. Il n'est pas hors de portée d'atteindre, dès 1987, un taux de croissance de 3 % qui nous permettrait de sortir de la spirale des suppressions d'emplois où nous sommes depuis 1981. On sent une embellie psychologique, elle sera réelle, effective dans les semaines qui viennent. »*

Donnant quelques aperçus sur la préparation du budget de 1987, M. Alain Juppé a annoncé : *« Nous allons baisser le déficit. C'est une priorité plus forte que nous ne l'avions pensé. »* L'objectif est une réduction du déficit de 45 à 50 milliards de francs en trois ans. Les économies porteront notamment sur la fonction publique et les interventions de l'Etat. *« Nous voulons briser la spirale de l'endettement, stopper ce mouvement et donc réduire le déficit. Notre deuxième orientation allant dans le sens d'une baisse des impôts. Quant aux recettes, il y a trois sources de ressources supplémentaires : le supplément apporté par la croissance, les recettes de privatisation, les économies. En la matière, le « plat de résistance » viendra en 1987, concernant les effectifs de la fonction publique. Enfin, si nous pouvons détendre les taux d'intérêt, il y a là une source d'économie considérable. »*

Interrogé sur le rapport La Genière et d'éventuels trous (dépenses non financées par des recettes) qu'auraient découvert plusieurs ministres dans leur budget, le ministre à répondu :

*« Si ce rapport doit être embarrassant pour quelqu'un, c'est pour le précédent gouvernement. Car en quelques semaines, M. de La Genière a mis les choses au clair sur le plan des chiffres : depuis 1981, déficit budgétaire multiplié par cinq, dette publique multipliée par trois, ruban bleu en matière de prélèvements obligatoires, 187 milliards de déficit réel. Nous en avions annoncé entre cent quatre-vingts et deux cents. Ça n'épuise pas le problème. Derrière la réalité des chiffres, il faut regarder la situation des différents secteurs de l'économie ou de la société française. C'est ce que le premier ministre a demandé à chaque ministre de faire. Tout ceci va nourrir la réflexion gouvernementale. Quant nous y verrons plus clair, le gouvernement prendra les mesures qui s'imposent. En matière de défense, par exemple, il n'est un secret pour personne qu'on a lancé, dans le cadre de la loi de programmation militaire, des programmes, des opérations qui n'étaient pas financés. » « Ce rapport contient donc tous les éléments d'un bilan des finances publiques tel que nous l'attendions, et ce bilan fait par M. de La Genière fait ressortir que la France est dans une mauvaise posture après les cinq ans que nous venons de vivre. »*



## Arguments préventifs

Il n'est jamais facile de rendre raisonnable un débat dans lequel la politique s'est introduite, empoisonnant les chiffres et les arguments... M. Juppé a posé dimanche soir plusieurs questions importantes concernant l'état des finances publiques. Mais il les a posées en mélangeant le vrai et les arguments qui lui permettront l'automne prochain de justifier des réductions d'impôts moins importantes que celles annoncées par la plate-forme commune UDF-RPR.

Il est vrai que l'état de nos finances publiques n'est pas bon, ou pas satisfaisant, comme on voudra. Il est vrai aussi que les déficits se sont accumulés au début de la législature précédente, privant le gouvernement actuel de marge de manœuvre appréciable. Mais il faudrait rappeler que la récession mondiale qui a suivi le second choc pétrolier a provoqué dans tous les pays industrialisés un fort ralentissement de la croissance économique, privant les Etats des rentrées fiscales auxquelles ils étaient habitués.

Il faudrait donc, dans le bilan qui est fait de la gestion socialiste, tenir compte de ce facteur et ne pas imputer la situation actuelle aux seuls débordements de la relance 1981-1982, dont il *ne faut pas non plus sous-estimer* l'importance.

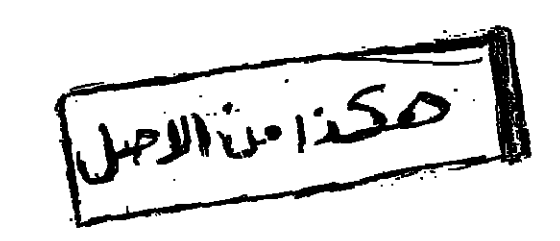
Notre faiblesse a été de réagir trop tardivement au second choc pétrolier, et de n'avoir pas pris rapidement, comme les Allemands par exemple, les mesures d'austérité qui s'imposaient (réduction de la demande extérieure notamment). Mais la réaction est venue (à la mi-82 et au début de 1983). Il serait donc abusif de faire croire que la situation actuelle est celle d'un désordre plus ou moins dissimulé ; les comptes sont à peu près en ordre, et le budget de 1986 s'exécute sur la base d'un déficit que M. de La Genière évalue – au vue des indications qui lui ont été données – à 159 milliards de francs, soit 3,2 % à 3,3 % du PIB. C'est probablement trop, peut-être même beaucoup trop. Mais les comptes sont connus. Ils ont été votés par le Parlement.

Y-a-t-il un déficit réel plus important, gonflé par les dépenses que les gouvernements précédents ont « débudgétisées ». M. de La Genière s'est contenté de poser la question, insistant sur le fait que ces dépenses étant financées (27 milliards de francs), il n'était pas possible de les ajouter au déficit prévu pour 1986 (159 milliards de francs). Ce que M. Juppé a trop tendance à faire. Mais il est vrai aussi que l'ancien gouverneur de la Banque de France n'épuise pas le débat, puisqu'on peut légitimement s'interroger sur le bien-fondé du recours à l'emprunt quand il s'agit de financer certaines dépenses qui pourraient l'être – ou devraient l'être – par l'impôt.

Reste l'essentiel politiquement qui commence à inquiéter le gouvernement : sera-t-il possible l'année prochaine de réduire le déficit – priorité de M. Juppé, cela vaut d'être souligné puisque telle est aussi la priorité des barristes – et d'alléger massivement les impôts ?

ALAIN VERNHOLES.







# CONJONCTURE

## LES EFFETS DE LA CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES NON ÉNERGÉTIQUES

# Des batailles sans vainqueurs

*En février dernier, le gouvernement brésilien décidait de bloquer le plan éthanol* (fabrication de carburant à base de sucre), lancé *en 1975, qui avait marqué l'entrée* en force de la canne dans les zones asséchées du Nordeste, au détriment parfois de cultures vivrières. Il faisait valoir que la production nationale dépassait les besoins du pays et, surtout, que le recul sensible des prix pétroliers réduisait chaque jour davantage la compétitivité de l'éthanol.

*Quelques semaines plus tard*, Mexico semait le trouble auprès des *négociants internationaux* en dévoilant son intention de vendre *au plus vite et d'un seul coup* 168 000 tonnes de sucre. Le *Mexique tentait ainsi de compenser* son manque à gagner en *devises provoqué par la chute des* prix pétroliers. Déconcerté par *cette offre, aussi soudaine* qu'inhabituelle (ce pays ne figure pas parmi les grands exportateurs de sucre), le marché de New-York *enregistrait une forte* secousse à la baisse.

*S'ils illustrent* les *interactions* ponctuelles qui apparaissent ça et là entre le pétrole et d'autres matières premières, ces exemples traduisent aussi un paradoxe permanent : de la même façon qu'en 1973 le quintuplement des prix du baril avait éclipsé la flambée quasi générale des produits de base (soja, phosphate, cobalt, titane, céréales, sucre, café...), la dépréciation de l'or noir masque, aujourd'hui, le déclin comparable, mais plus ancien, des matières premières non énergétiques. Depuis plus d'une décennie, le pétrole est l'arbre qui cache la forêt.

Les fluctuations des prix des matières premières « hors énergie », ont pourtant un impact mondial. Les grands pays occidentaux comptent, en effet, pour 50 % de la production agricole du globe : leur part dans l'extraction minière atteint, elle, 46 %. Si les proportions tombent respectivement à 28 % et à 22 % pour les pays du Sud, la moitié d'entre eux dépendent de deux ou trois produits de base non pétroliers, pour les deux tiers de leurs recettes d'exportation (1). *« Les matières premières sont importantes pour le tiers-monde, mais le tiers-monde n'est pas important pour les matières premières »*, résume le professeur Philippe Chalmin. Cette appréciation nuance la vision manichéenne qui oppose traditionnellement le Sud producteur à l'Occident consommateur.

*La chute des cours des produits* de base — à des niveaux voisins de ceux des années 30 — a certes contribué à la désinflation dans les pays riches. Et pour 1985, le magazine *The Economist* a estimé à 0,7 % le supplément de croissance tiré de cette crise par les Etats de l'OCDE. Toutefois, en cherchant *« à qui profite la baisse des prix des matières premières »*, une étude du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) de février montre que, *« parmi les perdants, on trouve à la fois les pays développés exporta teurs et les pays en développement, à l'exception des nouveaux pays industriels d'Asie »*.

Au total, les gains des Etats du Nord *s'élèvent à 12,9 milliards* de dollars, tous produits de base confondus (minerais et métaux, denrées, gaz naturel, pétrole). La référence aux seuls postes non énergétiques donne en revanche un solde positif dix fois moindre : 1,2 milliard de dollars...

### Le monde croule sous les stocks

*Les Etats-Unis*, avec *1,9* milliard de dollars de pertes sur les produits *agricoles, et 0,5 milliard* seulement d'excédent sur les substances minérales, sont exclus de la liste des gagnants. Ils grossissent le peloton des victimes de la baisse, où figurent l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, les pays de l'Etat et le tiers-monde. Débarrassée de sa dimension pétrolière, la crise des matières premières ne consacre aucun vainqueur.

Les *raisons* du marasme sont connues : depuis 1981, le monde *croule sous* les *stocks* de cuivre et de plomb, de zinc, de nickel et *d'étain* ; *de blé*, de sucre et de cacao, sans oublier le coton, la *laine*, la gomme naturelle. Cette pléthore est accentuée par le net *recul de la consommation* des pays du Nord. La course à la *substitution* — au profit des fibres, du plastique, des composites — et la *modernisation* des processus industriels — moins *gourmands* en *matières premières* — ont mis sur la touche nombre *de métaux non ferreux*. De leur côté le sirop de maïs et l'aspartame (*substitut chimique*) *entament* la prépondérance du sucre, *et le karité menace déjà de* s'introduire dans le chocolat, au détriment du beurre de *cacao*.

## AU NIVEAU DES ANNÉES 30

*Ce graphique retrace l'évolution des prix des matières premières depuis près d'un siècle. L'indice utilisé est l'indice des matières premières brutes destinées à un usage ultérieur (crude materials for further processing) publié par le département du commerce américain ; il intègre les prix pétroliers. Cet indice est « déflaté » par celui des prix de détail américain. Il montre ainsi l'évolution comparée des revenus des producteurs de matières premières par rapport aux revenus des autres agents économiques. On remarque que les périodes de forte hausse correspondent à des conflits militaires (1914-1918, 1940-1945), et économiques (chocs pétroliers de 1973 et 1979). Mais au fil du temps, les flambées ont perdu de leur intensité. La crise actuelle est en revanche comparable à la dépression des années 30.*

Dans ce contexte, la surabondance est très vite apparue comme un facteur de division entre producteurs. Soucieux de justifier, des investissements massifs réalisés dans les année 70, ou de préserver des sources privilégiées de devises, la plupart ont choisi la fuite en avant. *« La nécessité de rembourser les dettes et de se développer incite les pays du Sud à produire davantage, d'où une baisse supplémentaire des prix »*, note le magazine *Newsweek* (février 1986).

Dès 1980, le Chili a profité de ses faibles coûts de production, pour intensifier ses ventes de cuivre. *« Un accroissement des volumes exportés, quitte à faire baisser temporairement les cours, lui permettait d'envisager, à brève échéance, la sortie définitive des producteurs marginaux américains, dont la part de marché restait considérable »*, explique M. Olivier Bomsel, dans un rapport remis en juillet au commissariat général du *Plan*. Cette stratégie de l'éviction a, au passage, touché de plein fouet la Zambie, liée au métal rouge pour 90 % de ses recettes d'exportation. Incapable de réduire suffisamment son coût d'exportation, Lusaka a le premier souffert de l'effondrement des cours mondiaux, consécutif à l'offensive de Santiago.

### On demande un soutien public

*C'est* encore une bataille des quantités qui a précipité le krach de l'étain. En augmentant sa production de 233 % depuis 1980, le Brésil a sapé l'efficacité des restrictions d'exportation, adoptées par les membres de l'accord international. Son refus d'autodiscipline a provoqué une onde de choc dans les produits miniers, à coûts de production élevés, tels la Bolivie, la Malaisie ou le Royaume-uni, qui s'apprête à fermer quelques gisements en Cornouailles.

*« Nous accusons les autres de contribuer à la surproduction, mais nous sommes aussi responsables »*, reconnaît pour sa part un spécialiste français des « non ferreux ». Depuis le rapport Davignon d'octobre 1983, qui préconisait entre autres une *« adaptation raisonnable »* des capacités de production de zinc, les industries concernées n'ont consenti à aucun effort dans ce sens. *« Il n'y a pas de candidat au hara-kiri »*, explique un professionnel.

Le réflexe consiste plutôt à demander un soutien des pouvoirs publics. *« Au second trimestre 1985, lorsque les marchés ont fortement chuté, les pays dits libéraux ont apporté des aides financières »*, déclarait il y a quelques mois le président français de la Fédération des minerais et métaux non ferreux, M. Pierre Gérin-Jean. *« Le ministère de l'industrie japonaise a accordé des prêts à 2 %, aux vingt-deux producteurs nationaux de zinc et de plomb. Le gouvernement canadien a subventionné le secteur minier. Les Länder ont fait de même en Allemagne. »*

La surprotection est ainsi devenue l'aiguillon de la surproduction. *« Pour y remédier,* conclut un observateur, *il faudra des interventions de type chirurgical. »*

Ces incitations à produire, qui ont souvent touché de façon semblable les céréales et les denrées, ont débouché sur une guerre commerciale.

On a vu, tour à tour, l'URSS écouler son nickel à prix de dumping dans la Communauté, l'Amérique de M. Ronald Reagan proposer ses excédents de blé aux clients traditionnels de la CEE, à coups d'exportations subventionnées (1 tonne donnée pour 4 tonnes vendues). Avant la sécheresse brésilienne, les producteurs de café ont alimenté un marché parallèle, approvisionnant les consommateurs non membres de l'accord international, à des prix inférieurs de moitié aux cours mondiaux. L'Argentine a poussé son soja dans la zone d'influence américaine, grâce à de substantiels rabais...

L'impossible gestion « pacifique » des excédents ne s'est pas seulement traduite par la bataille des quantités et des prix entre producteurs. Leur affrontement avec les consommateurs sur la scène diplomatique a conduit à l'éclatement de trois grands accords de produits. En 1984, le refus des Australiens de voir attribuer à la CEE un quota d'exportations de 4,9 millions de tonnes a fait capoter l'accord sucre. Un an plus tard, la mésentente Nord-Sud sur le niveau des prix à protéger mettait hors jeu l'accord cacao.

Et, si aucune solution de sauvetage n'a pu renflouer le Conseil national de l'étain (CIE), en faillite depuis le 24 octobre, la responsabilité en incombe à ses membres. Les *réticences* de l'Europe (hormis le Royaume-*Uni*), *puis de l'Indonésie et de la* Thaïlande, à participer au règlement des dettes du CIE, ont condamné du même coup le marché et l'accord.

Echaudée par l'effondrement des prix du métal blanc, la Malaisie a mis sur pied, en début d'année, un plan de restructuration à long terme, destiné à réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et à développer une industrie de biens manufacturés. Cette initiative de désengagement reste cependant isolée.

Beaucoup de producteurs n'ont pas la possibilité (*en raison de* leur endettement), ou la volonté de remettre *en* question leur secteur agricole et minier. C'est pourtant par un ajustement de l'offre que passe la solution à la crise des matières premières, au moment où les marchés solvables vont en se rétrécissant.

**ERIC FOTTORINO.**

(1) *La Stabilisation des prix et des matières premières*, Philippe Delmas et Christophe Guillemin. Editions Economica, 1983.



# TRANSPORTS

## Air France monte... et baisse ses tarifs

Les tarifs aériens continuent d'être agités par des mouvements contradictoires, sous la pression de la concurrence et de la chute des prix du dollar et du pétrole. Ainsi, Air France s'efforce de contrer l'offensive américaine et la chute de la *demande* en provenance des Etats-Unis en instituant des tarifs attractifs. La compagnie nationale vient de créer un billet « jeunes » vers le Canada et les Etats-Unis qui diminue de 11 % à 35 % le prix du voyage aller-retour par rapport aux tarifs précédemment applicables.

Par exemple, Paris-New-York ou Paris-Montréal coûtent, du 15 mai au 18 juin, 2 990 F ; du 19 juin au 23 juillet, 3 390 F ; du 24 juillet au 6 août, 3 790 F (3 690 F *pour Montréal*) et du 7 août au 21 septembre, 3 190 F. Les conditions à remplir sont les suivantes : être âgé de vingt-quatre ans au plus, réserver sa place aller et retour au moment de l'achat du billet et rentrer au plus tard le 31 octobre 1986.

Sur ses destinations européennes, où la concurrence est moins sévère, Air France achève la remise en ordre de sa grille tarifaire et augmente ses prix de 3 % à 5 % pour la classe économique plein tarif. Vers le Portugal, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Scandinavie et l'Autriche, la hausse est de 5 %. Vers l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse, elle atteint 4 %.

# SOCIAL

## ASSURANCE-MALADIE

# Comment augmenter le prix des médicaments sans creuser le déficit de la Sécurité sociale ?

Comment sortir du casse-tête des prix du médicament ? D'une part, les prix français sont très bas : les comparaisons internationales qui donnent des niveaux différents par rapport à l'étranger s'accordent toutes en tout cas sur ce point. Selon l'une des dernières, tirée d'une publication de l'OMS (1), les prix étaient deux fois plus élevés aux Pays-Bas, un peu moins au Danemark et en Grande-Bretagne, mais plus encore en Allemagne fédérale. Les industriels réclament depuis longtemps un relèvement de ces prix, qui ne leur permettent pas, estiment-ils, de développer les investissements dans la recherche, qui tendent à prendre du retard par rapport aux concurrents, notamment la RFA et le Japon.

D'autre part, les régimes d'assurance-maladie prenant en charge une part importante de la dépense (65 % en 1984), celle-ci pèse lourd dans les comptes de la Sécurité sociale, 36,2 milliards de francs en 1984, soit 12,9 % de l'ensemble, et quelque 41 milliards en 1985, dont 31,9 milliards pour le seul régime général. Cela tient à une forte consommation : deux fois plus élevée qu'en RFA, qu'en Grande-Bretagne ou qu'en Italie, selon la même source. Et cette dépense tend à augmenter : pour le régime général de 21,8 % en 1981, de 17,2 % en 1982, de 8,3 % seulement en 1983, de 10,8 % en 1984 et de 14,8 % en 1985.

Cette croissance rapide a poussé les socialistes à *limiter au maximum* les hausses de prix ; elle explique aussi que le gouvernement actuel ait pour l'instant exclu les médicaments de la liberté des prix. Mais on peut se demander si le bas niveau des prix ne contribue pas à cette croissance. Ne vaudrait-il pas mieux ralentir la consommation et accorder à l'industrie des marges plus confortables pour développer la recherche ?

Comment parvenir à cet équilibre ? On peut penser qu'il suffit d'augmenter les prix (ou de les libérer) *en laissant la différence à la* charge des ménages, qui seraient ainsi amenés à réduire leur consommation. Mais une modification du remboursement doit d'abord être établie en fonction d'objectifs de protection sociale et pas uniquement à partir d'impératifs industriels. De surcroît, il n'est pas sûr qu'un relèvement des prix, ou une augmentation du ticket modérateur, entraîne *ipso facto* un ralentissement de la consommation : les déclassements de médicaments opérés ces dernières années n'ont guère eu d'effet sur ce point.

Sur le marché du médicament, en effet, le consommateur (le malade) n'est bien souvent pas le payeur. Mais celui-ci (l'assurance-maladie pour la plus grande partie) n'est pas non plus le prescripteur (le médecin). D'autre part, la consommation est liée à des facteurs culturels au sens large et à l'organisation générale du système de soins : dans les pays où l'on « consomme » peu de médicaments, on « consomme » parfois beaucoup plus d'hôpital qu'en France.

Une modification de l'équilibre *des dépenses ne peut donc être réalisée* que par une action de l'ensemble des intéressés : les assurés certes, *mais aussi les régimes d'assurance*-maladie, les médecins et les producteurs. Or certains ont tendance à se débarrasser du problème sur leurs partenaires : tour à tour médecins et laboratoires pharmaceutiques ont plaidé en faveur d'une « responsabilisation » des malades, comme si ceux-ci rédigeaient les ordonnances et comme si les laboratoires eux-mêmes n'avaient pas (par l'intermédiaire des visiteurs médicaux) une influence sur la prescription. Le même terme a été utilisé par les ministres successifs, avant comme après 1981, chaque fois que l'on a réduit les remboursements. Mais rien n'a été tenté pour expliquer les enjeux et assurer un effet durable à la mesure.

Peut-on concevoir une modification du système où tous les partenaires n'aient pas avantage à la modération de la consommation ? Une formule en ce sens avait été recherchée par les conseillers de Mme Dufoix à la fin de l'année dernière : elle consistait à prévoir des reversements des laboratoires aux régimes d'assurance-maladie au-delà d'une certaine augmentation de la consommation. Réponse bureaucratique sans doute. Mais la question reste posée.

**GUY HERZLICH.**

(1) *Drugs and Money*. Voir aussi le rapport sur l'industrie pharmaceutique dans la CEE de l'Economists Advisory Group, et les *Comparaisons internationales des systèmes de santé*, de Yan Blapain, Bjorn Lindgren et Simone Sandier, CREDES, 1985.

### Licenciements dans une entreprise de l'Allier

## « LA SUEUR DES TRAVAILLEURS ENDOCTRINÉS »

*(De notre correspondant.)*

Vichy. – « *Nous ne sommes plus au XIXe siècle, M. Delfin* », s'écrie dans un tract le Collectif des travailleurses de Delfin, entreprise de prêt-à-porter dans l'Allier employant cent quarante-huit salariés à Gannat et quarante-huit à Cusset. Tract et collectif sont apparus fin mars dernier après que la direction eut annoncé qu'elle allait déposer une demande de licenciements pour motif économique en avançant la raison d'une baisse sensible des commandes. Explication : M. Delfin, au milieu des années 70, eut raison d'un embryon de section syndicale contre lequel il parvint à liguer une bonne partie de « ses » ouvrières et fait, depuis, la loi au CE.

Parmi les femmes menacées de perdre leur travail, quelques-unes, toutefois, n'acceptèrent pas le fait accompli. L'une d'elles, cinquante-trois ans, dont dix-sept chez Delfin, côtoie deux syndicalistes – un de la CGT et un de la CFDT – au sein de la branche ouvrière du mouvement Chrétiens dans le monde rural. Ce qu'elle leur raconte appartient à une époque qu'ils croyaient révolue.

« *L'ambiance est infernale* », témoigne une ouvrière. Pas le droit de parler, voire de sourire. Les ouvrières se plaignent de subir intimidations et menaces pour les dissuader de se mêler de syndicalisme.

Un tract fut élaboré avec l'aide du syndicaliste de la CGT mais les ouvrières n'osèrent pas le distribuer à la sortie de l'usine et le confièrent au syndicaliste. M. Delfin, le lendemain, lut au personnel rassemblé un texte intitulé : « *Réponse de M. Delfin aux ennemis lâches et insipides, membres du collectif des « travailleuses » de la société Jane Delfin.* »

### « Les suppôts de Moscou »

« *Comme d'habitude, les suppôts de Moscou cachent leur face, tout en étalant leur bêtise* », écrit-il à l'adresse « *des anonymes au caleçon bien vide et à l'œil bien vitreux* » également qualifiés d'« *imbéciles* » et d'« *incapables qui, teintés de rouge ou de rosé, viennent subrepticement dans une propriété privée (...) semer la perturbation dans un atelier de production.* » Après avoir rappelé que « *grâce à la politique socialo-communiste, notre société a enregistré en 1985, pour la première fois de son existence, une perte de 240 millions de centimes* », il ajoute notamment : « *Comme M. Delfin respecte les purs, même s'ils sont de parfaits imbéciles et même s'ils sont manipulés par d'ignobles individus qui tirent leurs revenus de la sueur de certains travailleurs endoctrinés, il se tient à la disposition des commandos de terroristes chinois, bulgares, roumains ou russes, pour assister à une réunion au cours de laquelle il espère trouver des Français et discuter avec eux des problèmes que peut rencontrer l'économie française.* »

Le 16 avril, l'inspecteur du travail en charge du dossier, a autorisé tous les licenciements sauf cinq devant l'insuffisance du plan social. « *L'enquête n'a pas été facile* », reconnaît M. Delcros, le directeur départemental du travail et de l'emploi, qui a pu craindre que M. Delfin ne dépose le bilan de son entreprise en cas de refus des licenciements. « *Il y avait peut-être une part de bluff*, confie-t-il, *mais mieux vaut un licenciement partiel que la fermeture de l'entreprise.* »

Au sein du collectif, qui a réclamé en vain des informations sur la marche de la société et s'est opposé aux licenciements intervenus après sept autres sur les neuf demandés en février dernier, il est question de créer une section syndicale. Mais ce projet ne paraît soutenu par aucune ou presque des ouvrières qui restent.

**PATRICE ROTIG.**

# AFFAIRES

## ENTREPRISES

### Première bougie pour Innovacom

Cette société de capital-risque, créée par Sofinnova en association avec la direction générale des télécommunications, vient de fêter son premier anniversaire après avoir investi, au cours de cette première année d'activité, plus de 14 millions de francs. Innovacom aura réparti cette somme entre une douzaine de sociétés appartenant aux secteurs des télécommunications, de l'électronique et de la communication.

D'autre part, Sofinnova indique que ses comptes relatifs à un exercice exceptionnel de dix-huit mois, clos le 31 décembre dernier (en raison des règlements régissant, depuis la loi bancaire de 1984, les sociétés dites financières), a enregistré un bénéfice courant avant impôts de 34,9 millions de francs (contre 16 millions précédemment) et un bénéfice net de l'ordre de 31 millions de francs (contre 17,6 millions pour l'exercice antérieur). En France, Sofinnova a investi durant cette période 43 millions de francs, dont 30 millions répartis dans vingt-sept entreprises nouvelles et 3,8 millions de dollars aux Etats-Unis par l'intermédiaire des fonds que gère Sofinnova dans une quinzaine de firmes locales (haute technologie, radio-diffusion, services médicaux).

### La société L'lione crée un établissement financier

Spécialisée dans les services financiers, la société L'lione vient de créer un établissement chargé d'offrir une gamme complète de services sur un marché des capitaux à présent décloisonné. Filiale à 46,6 % de L'lione, cet établissement baptisé *L'lione Finances* a pour autres partenaires la Financière de banque et de l'Union meunière (l'ancienne banque de l'Union meunière et des Grands Moulins de Paris) à hauteur de 33,4 %, Carrefour et Exxor (ex-Félix-Potin) pour 10 % chacun.

*Doté d'un capital de 12 millions de francs, cet établissement financier est présidé par* M. Jean-Hugues O'Neill, PDG de L'lione, un nom qui est tout simplement l'anagramme de son patronyme. Depuis sa création en 1983, cette société *s'est spécialisée dans l'expertise* financière en élargissant progressivement son champ d'activité à des services parabancaires, avec notamment une base de données sur SICAV obligataire. L'lione, qui revendique une série d'interventions *diverses menées auprès de cent* cinquante entreprises depuis sa création, a réalisé, en 1985, avec un effectif de dix-huit personnes, un chiffre d'affaires de 10 millions de francs, en progression de 50 % sur l'année précédente.

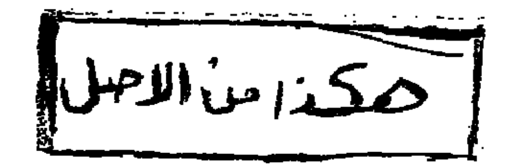


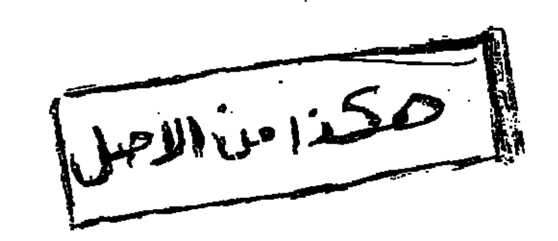














# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.

## CNT

## Caisse Nationale des Télécommunications

FF 600.000.000

Obligations Série A à taux révisable annuellement 1986 - 1996

permettant d'acquérir par échange des

Obligations Série B 8⅛% 1986 - 1996

Prix d'émission des obligations Série A: 100⅞%

Les obligations Série A et Série B sont inconditionnellement garanties par la

**République Française**

**Crédit Commercial de France**

Banque Bruxelles Lambert S.A. • Caisse des Dépôts et Consignations
Algemene Bank Nederland N.V. • Bankers Trust International Limited
Banque Indosuez • Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Banque Nationale de Paris • Banque Paribas Capital Markets Limited
Baring Brothers & Co., Limited • County Bank Limited
Crédit Lyonnais • Credit Suisse First Boston Limited
Daiwa Europe Limited • Deutsche Bank Capital Markets Limited
Dresdner Bank Aktiengesellschaft • Generale Bank
Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna • Goldman Sachs International Corp.
Industriebank von Japan (Deutschland) Aktiengesellschaft • Kleinwort, Benson Limited
Kredietbank International Group • Merrill Lynch Capital Markets
Morgan Grenfell & Co. Limited • Morgan Guaranty Ltd
Nomura International Limited • Salomon Brothers International Limited
Société Générale • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale • Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 14 mai 1986

## LOCATEL

Réuni le mardi 29 avril 1986 sous la présidence de M. Jacques Guggenheim, le conseil d'administration a constaté l'augmentation du capital social résultant de l'exercice par les actionnaires de l'option offerte par l'assemblée générale du 20 décembre 1985 pour le paiement du dividende de l'exercice 1984/1985 en actions.

*Plus que* 80 % des actionnaires ont exercé cette option.

Le produit global de l'émission s'élève à F 5 845 350, correspondant à concurrence de F 4 819 850 au montant de la prime d'émission et F 1 025 500 à l'augmentation du capital qui se trouve ainsi porté de F 28 430 100 à F 29 455 600.

D'autre part, le conseil a pris acte de la *prise de participation* de la société dans le capital de Vidéospace aux côtés de France Câbles et Radio, la Société lyonnaise des *eaux et la Compagnie* financière de Suez.

La société Vidéospace, au capital de 3 millions de francs, a pour objet d'assurer l'étude des réseaux, l'installation, la maintenance et la location des équipements de réception des signaux audiovisuels émis par satellites.



## COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa séance du 28 avril 1986, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1985 : le bénéfice net s'élève à 59 878 288 F contre 35 868 150 F *en 1984, en augmentation* de 67 %.

Ce bénéfice s'entend après déduction d'une moins-value à long terme s'élevant à 1 749 879 F en 1985, contre 1 140 076 F de plus-values à long terme pour le précédent exercice.

Il sera proposé à l'assemblée générale des *actionnaires*, qui se tiendra le 23 juin prochain, de distribuer un dividende de :

— 20 F par action « A », assorti d'un avoir fiscal de 10 F, soit un revenu global de 30 F (contre 27 F l'an dernier) ;

— 5 F par action « B », assorti d'un avoir fiscal de 2,50 F, soit un revenu global *de* 7,50 F (*contre* 6,75 F).

D'autre part, le conseil d'administration proposera aux assemblées générales extraordinaires et spéciales « A » et « B » des actionnaires, qui se réuniront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, d'autoriser la conversion des 144 000 actions « B », composant, avec les 1 882 716 actions « A », le capital de la compagnie d'un montant de 506 679 000 F, en 36 000 actions « A » *nouvelles, jouissance du* 1ᵉʳ *janvier* 1986 :

— Les actionnaires porteurs d'actions « B », autres que la Compagnie La Hénin, recevront une action « A » pour une action « B ».

— La Compagnie La Hénin recevra, en échange de la totalité de ses actions *« B », le solde des 36 000 actions « A »* disponible après conversion des actions « B » appartenant aux autres actionnaires.

En effet, l'existence de ces deux catégories d'actions entraîne un certain nombre d'inconvénients sensibles tant pour les porteurs d'actions « B » (ces*sion rendue difficile* par un *marché* très étroit et sporadique, agrément obligatoire du conseil...), que pour la société (lourdeur de gestion, difficulté d'accès au marché financier...).

A ce sujet, il est rappelé que les actions « B », créées en 1927, sont obligatoirement nominatives, que leur cession est soumise à l'agrément préalable du conseil d'administration, et qu'elles ont *droit au quart seulement* du dividende et de l'actif net revenant à chaque action « A » en cas de liquidation de la société.

Les actions « A » sont détenues, à raison de 64 % du capital environ par la Compagnie La Hénin, à raison de 10 % par l'Union d'études et d'investissements, le solde étant réparti dans le public et parmi les investisseurs institutionnels.

*Les* actions « A » sont traitées au marché officiel (comptant), les actions « B » au marché hors cote. Le nombre total des actionnaires « A » et « B » est évalué à plus de dix-huit mille.

A la date du 1ᵉʳ avril 1986, sur les 144 000 actions « B », 140 800 environ appartenaient à la Compagnie La *Hénin*, le solde, de 3 200 actions, étant détenu par une centaine d'autres actionnaires.

Tout actionnaire désirant avoir plus de détails sur l'opération proposée aux prochaines assemblées pourra recevoir une note complète et détaillée en en faisant la demande à : Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est, Secrétariat général, 51, rue d'Anjou, 75008 Paris.

*Enfin, le conseil d'administration proposera* à l'assemblée générale extraordinaire de prélever la somme de 47 967 750 F sur le poste « *Ecarts de réévaluation* » et la création, en contrepartie, de 191 871 actions nouvelles entièrement libérées, de 250 F chacune, portant jouissance du 1ᵉʳ janvier 1986, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour dix actions existant après la conversion des actions « B » en actions « A » et après la réduction du capital résultant de cette opération.

## SAGA

*Réuni le 25 avril 1986 sous la* présidence de M. Jean-Luc Flinois, le conseil d'administration a arrêté et examiné les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1985.

*Les opérations d'apport-fusion CTC* (FRANCE) / SAGA TRANSPORT, réalisées avec effet au 1ᵉʳ janvier 1985, constituent l'événement marquant de l'exercice, et se traduisent dans les comptes présentés.

Le résultat net social s'établit, conformément aux prévisions précédemment annoncées, à 36,2 millions de F (19,83 F par action), en progrès sur ceux de l'exercice prédédent atteignant (à structure comparable) *32,5 millions de F* (17,80 F par action).

Le résultat net consolidé (part du Groupe) passe de 33,8 millions de F (29,60 F par action), à 64,3 millions de F (35,22 F par action) ; dans ce résultat la part en provenance de pays posant des difficultés de transfert est limitée à 4 millions de F.

Le niveau satisfaisant des résultats de l'exercice 1985 et des perspectives 1986 favorables autorisent le conseil d'administration à proposer à la prochaine assemblée générale annuelle la distribution d'un dividende net par action de 7 F auquel sera attaché un avoir fiscal de 3,50 F par action, soit un revenu global de 10,50 F par action.

## scac

Le conseil d'administration s'est réuni le 30 avril sous la présidence de M. Jac*ques Dupuydauby, et a arrêté les* comptes de l'exercice 1985 avec un bénéfice de 18 525 000 F.

Avant plus-values et provisions exceptionnelles, la perte a été ramenée de 121 millions de francs en 1984 à 45 millions de francs environ, correspondant à celle de l'activité matériaux de construction. L'assainissement très vigoureux qui a été mené dans ce secteur touche à sa fin, ce qui permet d'envisager son équilibre dès 1986.

Les combustibles ont réalisé de bonnes performances, mais les résultats ont dû prendre en compte une provision exceptionnelle de 19 millions de francs pour dépréciation de stocks fuel consécutive à l'effondrement des cours du pétrole constaté en janvier et février 1986.

Le bricolage évolue dans un environnement moins porteur caractérisé par une contraction des marges. Pour prévenir tout risque de dérapage, les restructurations nécessaires ont immédiatement été prises.

L'activité voyages connaît un durcissement de la concurrence, mais sa compétitivité a été *renforcée* et sa rentabilité demeure satisfaisante.

L'Auxiliaire de transport, qui constitue *la principale activité du groupe*, a pu, malgré un second semestre moins favorable, améliorer globalement ses positions *et ses résultats tant* en France qu'à l'étranger.

Le *résultat* au bilan tient compte notamment de la plus-value enregistrée lors de la cession de 65 % de notre participation dans la société SCAC MADONE (propriétaire de l'immeuble du siège social) ; cet important désinvestissement, complété en fin d'année par l'émission avec succès d'un emprunt convertible de 50 millions de francs, a permis de rétablir comme prévu la situation financière de la société.

L'année 1986 devrait être marquée *par* le retour à l'équilibre du résultat courant de la société, ce qui nécessite pour toutes les exploitations françaises et étrangères une très grande adaptabilité aux fluctuations d'un environnement économique extrêmement mouvant.



## GROUPE TOTAL

### TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Soucieux de permettre à la compagnie de renforcer les moyens de son développement, le conseil d'administration de TOTAL compagnie française des pétroles au cours de sa séance du 30 avril 1986 a donné son accord de principe à une émission d'actions et de bons de souscription d'actions sous forme de placement public. Les caractéristiques de ce type d'émission conduisent à demander aux actionnaires de renoncer à leur droit préférentiel de souscription à ces actions et bons.

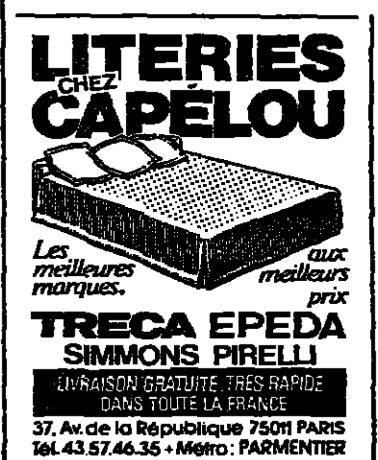
Corrélativement, il serait attribué gratuitement aux actionnaires des bons de souscription d'*actions identiques* aux bons ci-dessus.

En conséquence et conformément aux dispositions légales, le conseil a décidé :

— de convoquer pour le 11 juin 1986 une assemblée générale extraordinaire des actionnaires et pour le 26 mai ou, à défaut de quorum, pour le 11 juin 1986 une assemblée générale ordinaire des porteurs des obligations convertibles émises en 1979 ;

— de suspendre du 23 mai au 8 juillet la convertibilité de l'obligation convertible émise en 1979.






## Certificats d'investissement BNP

L'émission de certificats d'inves*tissement de* la *Banque* nationale de Paris a connu un très vif succès, et les demandes de souscription *recueillies dépassent* d'ores et déjà largement le montant de l'opération.

*En conséquence*, la souscription sera close le samedi 3 mai au soir, et un conseil d'administration de la *BNP examinera*, mercredi 7 *mai*, l'opportunité de procéder à une émission complémentaire de certifi*cats d'investissement qui* serait affectée à la satisfaction partielle des demandes de souscription déjà recueillies.

## Merlin SA

Le Conseil d'Administration réuni le 28 Avril 1986, sous la présidence de Monsieur **Merlin**, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se traduisent par un résultat net de 17,08 millions de F contre 8,9 millions de F en 1984. Ce résultat tient compte du dividende exceptionnel de la filiale de commercialisation **Merlin Mer et Neige** qui s'inscrit pour F 346.500 et d'une plus-value nette de cession d'actifs de 3,3 millions de F.

Rappelons que le chiffre d'affaires de l'exercice 1985 s'est élevé à 313,1 millions de F Hors Taxes contre 254,1 millions de F au titre de l'exercice précédent (+23,2 %).

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 27 Juin, la distribution d'un dividende de F 18,50 par action, assorti d'un avoir fiscal de F 9,25 ce qui correspond à un revenu global de F 27,75, en progression de 32 % sur le dividende de l'exercice précédent.

Après affectation à la distribution, les fonds propres s'élèveraient ainsi à 140,5 millions de F contre 133,8 millions de F en 1984.

# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

| ACTIF | Au 24 avril |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 413 094 |
| dont : | |
| Or | 210 183 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 120 228 |
| ÉCU | 65 265 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 17 438 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 33 420 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | 25 640 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 143 811 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 79 270 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 84 537 |
| 5) DIVERS | 13 099 |
| Total | 667 961 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 204 985 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 12 563 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 24 898 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 108 574 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 54 520 |
| 5) ECU A LIVRER AU FECOM | 62 693 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 242 889 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 3 130 |
| 8) DIVERS | 8 249 |
| Total | 667 961 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

| | 25 avril | 2 mai |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 150,9 | 144,9 |
| Valeurs industrielles | 147,9 | 141,5 |
| Valeurs étrangères | 113 | 108,7 |
| Pétroles-Énergie | 155,3 | 146,5 |
| Chimie | 142,3 | 134,5 |
| Métallurgie, mécanique | 189 | 154,8 |
| Électricité, électronique | 138,9 | 134,7 |
| Bâtiment et matériaux | 164,5 | 157,1 |
| Ind. de consommation non alimentaire | 139,3 | 135,1 |
| Agro-alimentaire | 140 | 136,7 |
| Distribution | 138,5 | 131,3 |
| Transports, loisirs, services | 154,7 | 149,4 |
| Assurances | 179,4 | 175,2 |
| Crédit banque | 189 | 181,8 |
| Sicomi | 126,7 | 127,4 |
| Immobilier et foncier | 141,5 | 137,8 |
| Investissement et portefeuille | 166,3 | 158,1 |
| **Base 100 : 31 décembre 1985** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 110,3 | 110,5 |
| Emprunts d'État | 107,4 | 107,8 |
| Emprunts garantis et assimilés | 111,8 | 111,9 |
| Sociétés | 108,7 | 108,7 |
| **Base 100 en 1949** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 3 417,8 | 3 281,9 |
| Valeurs étrangères | 3 531,8 | 3 493,6 |
| **Base 100 en 1972** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 493,1 | 473,5 |
| Valeurs étrangères | 481,3 | 472,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1980** | | |
| Indice des valeurs françaises à revenu fixe | 126,8 | 127 |
| Emprunt d'État | 122,7 | 123,2 |
| Emprunts garantis et assimilés | 128,6 | 128,7 |
| Sociétés | 128,3 | 128,3 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 404,9 | 388,1 |
| Produits de base | 272,1 | 255,2 |
| Construction | 359,9 | 345,5 |
| Biens d'équipement | 352,4 | 386,9 |
| Biens de consom. durables | 479 | 461,4 |
| Biens de consom. non durables | 435,5 | 420,4 |
| Biens de consom. alimentaires | 389,6 | 379,9 |
| Services | 352,3 | 338,9 |
| Sociétés financières | 676,4 | 644,9 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 340,8 | 384,4 |
| Valeurs industrielles | 363,9 | 348,6 |
| **BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 279,7 | 295,7 |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**LE MATIF TROIS MOIS APRÈS.** – Une malencontreuse coquille a donné le 14 avril 1986 comme date au colloque organisé au palais de l'UNESCO sur le bilan du MATIF : c'est le 14 mai qu'il fallait lire, comme le laissait supposer la date de clôture des inscriptions (12 mai), à effectuer auprès de l'association Finance Futures. Tél. : (1) 47-55-94-19.

**BNP.** – Le conseil d'administration envisage de procéder à une émission complémentaire de certificats d'investissement, les 3,88 milliards de francs déjà émis ayant été très largement sursouscrits.

**HOECHST : LE CONTRECOUP DU DOLLAR.** – Champion 1985 du profit dans l'industrie chimique ouest-allemande, le géant de Francfort a, comme tous ses concurrents étrangers) ICI, Rhône-Poulenc, Ciba-Geigy...), enregistré une baisse de ses résultats pour le premier trimestre de 1986. Son chiffre d'affaires consolidé a baissé de 10,3 % à 9 905 millions de deutschemarks et son bénéfice avant impôts de 9,4 % à 761 millions de deutschemarks.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

| | 30 avril | 2 mai |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 146,7 | 147,5 |
| Valeurs étrangères | 110,1 | 108,8 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 30 avril | 2 mai |
|---|---|---|
| Indice général | 387,2 | 388,1 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 5 mai ........ 8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 2 mai | 5 mai |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 170,75 | clos |

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | .... | 1 759 |
| 5 % | 61 70 | 1 247 |
| 3 % amort. 45-54 | .... | 2 260 |
| Emp. 7 % 1973 | 7650 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 121 90 | 8 318 |
| 9,80 % 78/93 | 105 80 | 7 921 |
| 8,80 % 78/86 | 100 91 | 3 424 |
| 10,80 % 79/94 | 109 10 | 7 131 |
| 13,25 % 80/90 | 111 70 | 12 125 |
| 13,80 % 80/87 | 108 65 | 7 524 |
| 13,80 % 81/89 | 114 60 | 4 083 |
| 16,75 % 81/87 | 111 60 | 10 784 |
| 16,20 % 82/90 | 125 59 | 4 882 |
| 16 % juin 82 | 127 | 14 378 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 154 70 | 4 182 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 115 | 12 120 |
| Ch. France 3 % | 148 60 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 104 50 | 3 606 |
| CNB Paribas | 106 | 3 606 |
| CNB Suez | 106 20 | 3 605 |
| CNI janv. 82 | 103 10 | 3 606 |
| CRH 10,90% déc.85 | 118 60 | 3 333 |

# BOURSE DE PARIS Comptant — 2 MAI

Cours relevés à 17 h 32

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 2/5

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] |

# Règlement mensuel

Cours relevés à 17 h 32

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

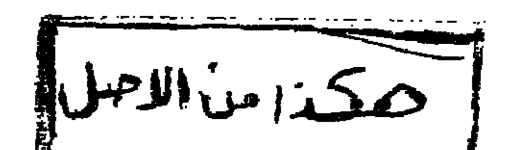
| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| 405 | Exxon Corp. | 402 50 | 408 | 408 | + 1 36 |
| 595 | Ford Motors | 548 | 552 | 550 | + 0 36 |
| 80 | Freegold | 74 10 | 75 80 | 75 20 | + 1 48 |
| 92 | Gencor | 91 | 90 40 | 90 50 | – 0 54 |
| 560 | Gén. Electr. | 575 | 561 | 565 c | – 1 73 |
| 510 | Gén. Belgique | 493 | 482 | 491 | – 0 40 |
| 575 | Gen. Motors | 573 | 568 | 568 | – 0 87 |
| 50 | Goldfields | 52 | 50 45 | 50 70 | – 2 50 |
| 44 | Gd Metropolitain | 44 | 45 | 45 10 | + 2 50 |
| 75 | Harmony | 70 05 | 68 | 68 10 c | – 2 78 |
| 169 | T.D.K. | 173 50 | 175 50 | 175 30 | + 1 03 |
| 17 50 | Toshiba Corp. | 18 40 | 17 80 | 17 85 | – 2 98 |
| 1230 | Unilever | 1250 | 1238 | 1238 | – 0 96 |
| 370 | Unit. Techn. | 360 | 358 50 | 358 50 | – 0 41 |
| 495 | Vaal Reefs | 452 50 | 480 | 474 | + 4 75 |
| 390 | Volvo | 382 | 375 | 370 | – 3 14 |
| 245 | West Deep | 231 | 235 80 | 237 | + 2 59 |
| 426 | Xerox Corp. | 435 50 | 424 | 424 50 | – 2 52 |
| 1 50 | Zambia Corp. | 1 44 | 1 42 | 1 41 | – 2 08 |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 2/5 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 6 967 | 7 026 | 6 850 | 7 250 |
| ECU | 6 844 | 6 847 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 318 520 | 318 530 | 309 | 328 |
| Belgique (100 F) | 15 609 | 15 611 | 15 | 15 850 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 282 570 | 282 580 | 274 500 | 291 500 |
| Danemark (100 krd) | 86 050 | 86 120 | 82 | 90 |
| Norvège (100 k) | 100 220 | 100 150 | 96 500 | 102 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 781 | 10 719 | 10 350 | 11 050 |
| Grèce (100 drachmes) | 5 070 | 5 100 | 4 750 | 5 600 |
| Italie (1 000 lires) | 4 642 | 4 644 | 4 400 | 4 900 |
| Suisse (100 fr.) | 380 700 | 380 640 | 369 500 | 389 500 |
| Suède (100 krs) | 98 980 | 99 350 | 95 | 100 500 |
| Autriche (100 sch) | 45 270 | 45 265 | 44 600 | 46 450 |
| Espagne (100 pes.) | 5 003 | 5 027 | 4 850 | 5 400 |
| Portugal (100 esc.) | 4 771 | 4 771 | 4 500 | 5 400 |
| Canada ($ can 1) | 5 050 | 5 100 | 4 750 | 5 200 |
| Japon (100 yens) | 4 135 | 4 147 | 3 980 | 4 180 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 2/5 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 77700 | 77500 |
| Or fin (en lingot) | 77800 | 77800 |
| Pièce française (20 fr) | 543 | 545 |
| Pièce française (10 fr) | 470 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 530 | 531 |
| Pièce latine (20 fr) | 484 | 491 |
| Souverain | 602 | 600 |
| Pièce de 20 dollars | 3040 | 3045 |
| Pièce de 10 dollars | 1520 | 1520 |
| Pièce de 5 dollars | 920 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 2945 | 2950 |
| Pièce de 10 florins | 470 | 478 |
| Or Londres | 344 75 | 341 60 |
| Or Zurich | 344 50 | 341 50 |
| Or Hongkong | 344 85 | 341 75 |
| Argent Londres | 5 02 | ..... |



Le Monde

DÉPLORANT LES DIVISIONS ET L'IMPUISSANCE DU MONDE ARABE

# L'Algérie reporte ses espoirs et ses efforts sur la construction du Grand Maghreb

De notre correspondant

Alger. – Les Algériens sont amers. Le sommet arabe qui devait se tenir à Fez n'aura pas lieu. Cet échec survient après plusieurs réunions de l'OPEP qui n'ont pu que démontrer le désaccord profond entre pays producteurs. Ces déconvenues, ajoutées à l'incapacité des Arabes à se mettre d'accord sur la question palestinienne et sur le problème du proche-Orient, leurs divergences quant à la guerre Iran-Irak, l'insoluble conflit du Sahara occidental, la mesure de bannissement qui éloigne toujours l'Egypte de la Ligue arabe, sont en train de faire déborder la coupe. Les dirigeants algériens ne masquent ni leur déception ni leur inquiétude et se laissent volontiers aller en privé à parler de *« déliquescence de la nation arabe, qui n'a jamais été aussi bas »*.

La presse se fait le reflet de cet état d'esprit. Dès samedi matin, le quotidien en langue arabe *Al Chaab* (le Peuple), s'inquiétait en ces termes de ce qui pouvait hypothéquer les chances de réunir un sommet arabe extraordinaire à propos des bombardements américains sur Tripoli et Benghazi. *« Derrière cet échec se profile la main de certaines parties arabes qui voient mal les souverains et chefs d'Etat se concerter et examiner en commun la sécurité de la nation arabe, alors que l'Europe profite de l'opportunité pour montrer son hostilité au monde arabe, soutenant les Etats-Unis par un sommet européen au cours duquel des mesures sévères ont été annoncées contre la Libye au moment où les Arabes observaient un silence honteux. »*

Samedi soir, l'agence officielle Algérie presse service (APS) diffusait un commentaire que le *Moudjahid* publiait dimanche en éditorial de première page, insistant sur le report du sommet *« faute d'accord sur les points de l'ordre du jour, marquant encore une fois l'incapacité patente de ceux qui ont en main les destinées de la nation arabe »*.

*« Alors que toutes les conditions objectives sont réunies pour que la nation arabe se ressaisisse*, poursuit APS, *certains d'entre nous s'évertuent encore à mettre en avant de faux prétextes qui font que, depuis 1982, il est pratiquement impossible de tenir un sommet arabe. »*

Appeler à l'unité dans les rangs arabes n'engage à rien. La direction politique de l'Algérie ne se fait plus d'illusions. Pour le court terme, elle donne la priorité à la région et au Grand Maghreb, qui monopolise l'essentiel de ses efforts actuels. Là encore, le pragmatisme dont fait preuve le président Chadli sur un plan intérieur transparaît en filigrane. Sa volonté est de tisser un réseau de relations économiques et politiques si dense qu'il puisse étayer une entité.

Sans tapage, la trame se met en place. Les pourparlers indirects entre Sahraouis et Marocains qui reprennent en principe cette semaine à New-York, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, sont considérés à Alger comme un premier pas.

## Une rencontre Hassan II-Chadli ?

Les milieux diplomatiques prêtent une oreille de plus en plus attentive aux rumeurs d'une prochaine rencontre entre le roi Hassan et le président algérien. Celle-ci ne peut se tenir sans une *« base sérieuse »*, *qui serait, selon des sources informées*, une réponse du souverain marocain à l'*« une des deux propositions »* que le président Chadli avait formulées à propos du Sahara occidental.

Le responsable du secrétariat permanent du comité central du FLN, M. Mohammed Cherif Messadia, se trouvait à Tripoli à la veille du bombardement américain. Sa visite venait couronner une série d'échanges (*le Monde* du 24 mars) qui continuent à un niveau plus technique. Une délégation commerciale libyenne conduite par le ministre de l'économie et du commerce, M. Brahim Mohammed El Bachari, est arrivée samedi à Alger pour une visite officielle de plusieurs jours. Elle doit permettre, écrit APS, de *« développer la coopération économique et identifier les produits pouvant être échangés entre les deux pays »*. Pour Alger, la construction du grand Maghreb passe d'abord par une étape de coopération régionale.

La religion des Algériens est faite. Travaillons à petite échelle, montrons que nous sommes capables de nous entendre sur un plan régional malgré les dissensions et les problèmes qui semblaient il y a peu insurmontables, avant de prétendre parler et agir au nom d'une nation arabe qui n'a jamais été aussi divisée, disent-ils en substance.

Cette vision de la situation est également illustrée par la proposition que le président Chadli a faite aux Palestiniens de tenir un conseil national sur le territoire algérien, comme il s'en était tenu un en 1983. Les Algériens estiment qu'il serait bon de réunir toutes les factions palestiniennes pour qu'elles repartent avec une plate-forme commune, leur permettant de retrouver à la fois crédit et soutien de leurs alliés traditionnels.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

● *Message du chef de l'Etat tchadien à son homologue algérien.* – M. Hissène Habré a fait remettre dimanche un message à son homologue algérien, M. Bendjedid Chadli, par le secrétaire d'Etat tchadien aux affaires étrangères, M. Ahmed Korom, qui avait effectué une première mission à Alger en février.

Les relations entre l'Algérie et les autorités actuelles du Tchad se sont améliorées depuis le deuxième semesstre de 1985, après une longue période de tension durant laquelle Alger avait soutenu le Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de M. Goukouni Oueddeï. Le président Habré a rencontré le président Chadli, le 13 décembre 1985, lors d'une escale dans la capitale algérienne à son retour du sommet franco-africain de Paris. En février, l'Algérie a affirmé son attachement au plan préconisé par l'OUA pour le règlement du conflit tchadien. – *(AFP.)*

## Bourse de la matinée

### HAUSSE

La hausse était au rendez-vous lundi matin rue Vivienne. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est légèrement accentué ensuite et initialement en progression de 0,58 %, l'indicateur instantané enregistrait à la clôture de la séance préliminaire une avance de 0,7 % environ. Pernod (+ 3 %) a joué les vedettes. Il a été suivi par L'Oréal, Club Méditerranée et Télémécanique (+ 2 %) et, un peu plus loin par Havas, Elf, Sanofi, Chargeurs, Moët, CSF, Bouygues, Compagnie bancaire et Michelin. Seules quatre valeurs ont baissé, Peugeot en tête (– 1 %).

### A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 5 MAI

Indicateur de séance (%) : + 0 67

| VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours |
|---|---|---|---|
| Accor | 457 | 458 | 460 |
| Agence Havas | 1710 | 1710 | 1745 |
| Air Liquide (L') | 810 | 810 | 810 |
| Alsthom | 530 | 532 | 533 |
| Bancaire (Cie) | 1210 | 1218 | 1218 |
| Bongrain | 2065 | 2065 | 2065 |
| Bouygues | 1170 | 1178 | 1178 |
| B.S.N. | 3835 | 3835 | 3850 |
| Carrefour | 3595 | 3595 | 3595 |
| Chargeurs S.A. | 1280 | 1295 | 1300 |
| Club Méditerranée | 540 | 552 | 550 |
| Darnez | 1377 | 1389 | 1384 |
| ELF-Aquitaine | 349 | 355 | 354 50 |
| Essilor | 2520 | 2530 | 2535 |
| Lafarge-Coppée | 1468 | 1466 | 1480 |
| L. Vuitton S.A. | 1290 | 1300 | 1305 |
| Michelin | 3100 | 3100 | 3120 |
| Midi (Cie) | 6390 | 6310 | 6350 |
| Moët-Hennessy | 2400 | 2420 | 2410 |
| Navig. Mixtes | 1120 | 1105 | 1125 |
| Oréal (L') | 3354 | 3420 | 3420 |
| Pernod-Ricard | 1194 | 1225 | 1230 |
| Peugeot S.A. | 1045 | 1043 | 1038 |
| Sanofi | 790 | 792 | 800 |
| Source Perrier | 703 | 705 | 705 |
| Télémécanique | 3280 | 3320 | 3340 |
| Thomson-C.S.F. | 1280 | 1266 | 1270 |
| Total-C.F.P. | 385 | 386 10 | 385 |
| T.R.T. | 2880 | 2900 | 2910 |
| Valéo | 610 | 620 | 608 |

A B C D E F G




## PROCHAIN RETOUR A PRETORIA DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

On apprend, de source informée, à Paris, que M. Pierre Boyer, ambassadeur de France en République sud-africaine, rappelé en France il y a neuf mois par le gouvernement de M. Fabius, va regagner son poste à Pretoria *« dans les tout prochains jours »*.

Ce retour, qui ne sera pas nécessairement annoncé par un communiqué officiel, était à l'étude depuis plusieurs semaines. Dans l'entourage de M. Chirac, on estime que si l'apartheid doit être combattu, la méthode consistant à se priver volontairement de faire entendre la voix de la France sur le plan diplomatique n'était pas la meilleure.

En revanche, au ministère des affaires étrangères, on déclare que les rumeurs concernant une visite en France du président Botha au milieu du mois de juin ne peuvent être confirmées. Pour le moment, aucune démarche relative à une telle visite, même privée, n'a été faite au niveau des ambassades, indique-t-on au Quai d'Orsay.

● *Bilan des troubles du 1er mai en République Sud-Africain.* – Huit Noirs, dont deux policiers, ont été tués au cours de nombreux incidents survenus jeudi 1er mai et dans la nuit de jeudi à vendredi dans toute l'Afrique du Sud, à la suite du plus grand mouvement de grève jamais observé par la population noire, à l'occasion du 1er mai

● *Mme Mitterrand et la privatisation hospitalière.* – Pour Mme Danielle Mitterrand, qui participait à l'émission de TF1 7 sur 7, dimanche 4 mai, *« la Constitution a bien fait les choses »*, et la *« coexistence politique »* entre M. Mitterrand et M. Chirac *« se passe bien »*. Se refusant à polémiquer sur le programme de l'actuel gouvernement, l'épouse du chef de l'État s'est toutefois déclarée *« choquée quand* [elle] *voit qu'on ne laisse pas l'égalité des malades devant la mort ou plus simplement la guérison »*, à propos des projets de réforme visant à rétablir un secteur privé dans les hôpitaux, annoncés par Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille.

● *Décoration soviétique pour Roland Leroy.* – Le directeur de *l'Humanité* et député de Seine-Maritime, Roland Leroy, a été décoré de l'Ordre de l'amitié des peuples par le présidium du Soviet suprême de l'URSS, a annoncé, samedi 3 mai, l'agence de presse soviétique Tass. Cette distinction a été décernée à Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, à l'occasion de son soixantième anniversaire *« pour ses mérites dans la lutte pour la paix et le renforcement de l'amitié et la coopération entre les peuples de l'URSS et de la France »*, a précisé Tass. Roland Leroy est l'un des dirigeants de l'association France-URSS.

● *M. Lech Walesa interpellé.* – D'imposantes forces de police ont empêché samedi 3 mai, jour anniversaire de la Constitution de 1791 qui donna son indépendance à la Pologne, la tenue dans plusieurs villes de manifestations de sympathisants du syndicat dissous Solidarité. A Gdansk, M. Lech Walesa a été interpellé par des policiers qui l'ont ensuite conduit, à sa demande, à l'église Sainte-Brigitte. – *(Reuter, AFP, AP.)*



Le numéro du « Monde » daté 4-5 mai 1986 a été tiré à 445 008 exemplaires



## Sur le vif

### Dans les nuages

C'est fou ce qu'il est attentionné, gentil, le père Gorbatchev. C'est pas pour rien que les Américains l'ont surnommé affectueusement Gorby. Vous savez ce qu'il a fait la semaine dernière ? Il a convoqué dans son bureau Ligatchev et Ryjkov – *après lui, c'est les deux mecs* les plus importants du régime – et il leur a dit :

– Qu'est-ce qu'il y a qui ne va pas ? Je vous trouve pâlichons, fatigués. Vous savez ce que vous allez faire ? Un petit séjour à Tchernobyl. *Il y fait chaud, il y fait bon.* Vous allez respirer un grand bol d'air. Ça vous donnera bonne mine. Et ne vous dépêchez *pas de rentrer. Profitez-en.* Prenez tout votre temps.

Il y en a qui ont de la veine. C'est pas comme nous. Il ne fait pas beau. Le ciel est à la pluie. Et pourtant pas trace de ce joli petit nuage radioactif qui se rapproche, qui se balade de la Bavière à l'Ecosse. *J'entendais ce matin à* la BBC, ils sont excités comme des poux, les British. Ils sont là, *ils font les intéressants, ils* retroussent le nez en flairant le lait de leurs vaches. Ils lui trouvent un drôle de goût. Ils ont l'impression qu'il est dégueulasse. Les Allemands pareil.

Et nous, ici, *rien*. Vous trouvez ça normal ? Moi, pas. Enfin, sérieusement, l'autre jour encore, on l'a signalé à Monaco. C'est vraiment pas loin. Qu'est-ce qu'il attend pour monter jusqu'à Paris ? J'ai demandé au journal. Les copains m'ont dit :

– *Question de vents.* Tu parles !

Les vents ont bon dos. Ils sont tout ce qu'il y a de plus prévenants. Ils ont même été jusqu'à pousser l'avion de Chirac, pour lui permettre de rejoindre mon Mimi plus tôt que prévu aujourd'hui à Tokyo. Une chance ! *S'il était arrivé à l'heure* dite, il aurait loupé la publication des textes du sommet !

Vous allez voir, à peine seront-ils rentrés, ces deux-là, qu'il va se pointer, le nuage. Les services de l'Elysée vont le signaler dans le Limousin. Et qui c'est qui va se précipiter – on n'aura même pas besoin de le lui suggérer, – qui c'est qui va vouloir être le premier à se mettre dessous ? Mon Jacquot : les nuages, ça fait pas partie de votre domaine réservé, M'sieur le président, faut pas pousser. C'est pas à vous d'y aller. C'est à moi.

CLAUDE SARRAUTE.

## NOUVELLES BRÈVES

● *Brutalités policières en Tchécoslovaquie.* – Un signataire de la Charte 77 (principal mouvement dissident tchécoslovaque), M. Stanislav Devaty, a adressé au ministre de l'intérieur une lettre dans laquelle il se plaint d'avoir été passé à tabac par des policiers. M. Devaty affirme, dans ce document publié samedi 3 mai, qu'il a été brutalisé et injurié, le 18 avril dernier, par quatre policiers qui effectuaient un contrôle d'identité dans un restaurant de Gottwaldov (Moravie du Sud) où il dînait avec quelques amis. M. Devaty ayant demandé à un policier de lui montrer sa carte de service, celui-ci a refusé. Les autres policiers lui ont alors mis les menottes et l'ont traîné dans la rue où ils l'ont passé à tabac au point de lui faire *« perdre brièvement connaissance »*. – *(AFP.)*

● *Révocation du directeur, français, d'Air Zaïre.* – M. Joël de Sernon, directeur général d'Air Zaïre, de nationalité française, a été révoqué samedi 3 mai par ordonnance présidentielle, rapporte l'agence officielle d'information AZAP. Il lui est reproché *« un comportement qui frise non seulement une indiscipline caractérisée, mais aussi un manque manifeste de respect et de courtoisie envers les autorités de la République du Zaïre, y compris l'autorité suprême du pays »*. Dans l'entourage du président Mobutu, on précise que les griefs retenus contre M. de Sernon sont de nature strictement personnels et n'ont rien à voir avec les relations de coopération qui lient la compagnie française UTA et la compagnie nationale Air Zaïre. – *(AFP.)*